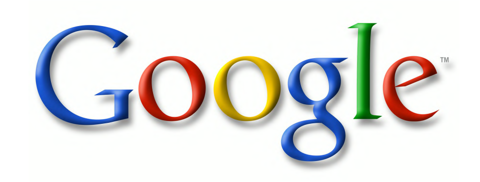
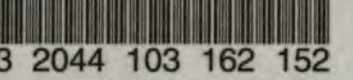
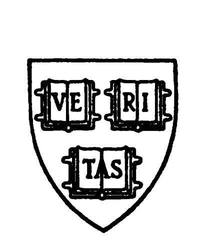





VE RI
TAS

LÉON CHOTTEAU

LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE

(1775-1783)

LES FRANÇAIS
EN AMÉRIQUE

AVEC UNE PRÉFACE

PAR

M. ÉDOUARD LABOULAYE

Virtue,
Liberty,
Independence.

PARIS

CHARPENTIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 13

1876

LES FRANÇAIS

EN AMÉRIQUE

DU MÊME AUTEUR :

La Liberté des Théâtres. 1 vol. in-8°.

Les Américains d'aujourd'hui.
Les Véritables Républicains.
On demande une Constitution.
La Constitution américaine.
L'Instruction en Amérique.
} Brochures.

L'Internationale des Patrons. 1 vol. in-18.

POUR PARAITRE PROCHAINEMENT :

Les Hommes d'Amérique : Abraham Lincoln, — Jefferson Davis, — Andrew Johnson, — William Henry Seward, — Thaddeus Stevens, — le général John A. Dix, — le président Ulysses Sympson Grant, — le vice-président Schuyler Colfax, — Elihu B. Washburne, — Horace Greeley. 1 volume.

Le Code international. 1 volume.

Paris. — Imp. Viéville et Capiomont, rue des Poitevins, 6.

LÉON CHOTTEAU

LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE
(1775-1783)

LES FRANÇAIS EN AMÉRIQUE

AVEC UNE PRÉFACE
PAR
M. ÉDOUARD LABOULAYE

Virtue,
Liberty,
Independence.

PARIS
CHARPENTIER ET CIE, LIBRAIRES-ÉDITEURS
13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 13

1876

PRÉFACE

Le 4 juillet 1876, les États-Unis célébreront le centième anniversaire de leur indépendance. C'est à cette fête que la jeune Amérique convie la vieille Europe. Le grand attrait de l'exposition de Philadelphie sera de montrer au monde ce qu'en un siècle le travail et l'industrie ont fait d'un désert.

Je ne crois pas que dans l'histoire on trouve un autre exemple d'un changement aussi prodigieux. En 1776, les treize colonies éparses entre les Alleghanys et la mer ne comptaient pas trois millions d'habitants; aujourd'hui, les États-Unis s'étendent de l'Atlantique au Pacifique: ils cou-

vrent un territoire quatorze fois grand comme la France, et sur ce territoire il y a quarante millions d'habitants. Vers la fin du siècle, plus de cent millions d'hommes feront des États-Unis le plus grand empire du monde après la Chine. Si Franklin pouvait sortir de sa tombe, que dirait-il en face de cette prospérité qui dépasse de bien loin ses rêves les plus hardis?

Cette prospérité n'est pas l'effet du hasard; le hasard n'a pas tant d'esprit. Des causes diverses ont contribué à cette fortune prodigieuse : le sol, le climat, la race, etc.; mais au premier rang, il faut placer les institutions. Jamais n'a été mieux vérifiée la parole de Montesquieu, que *les pays ne sont pas cultivés en raison de leur fertilité, mais en raison de leur liberté*. Que l'on compare la stérilité naturelle du Massachussetts à la fertilité du sol brésilien, et la richesse des États-Unis à celle des républiques de l'Amérique espagnole, on sentira bientôt que la nature ne fait pas tout pour la grandeur des empires. Le bonheur des nations est dans leurs mains, à la condition d'user de la liberté, c'est-à-dire de vivre sous le règne de la justice et de la raison, en se gardant avec le même soin et du despotisme et de l'anarchie.

Ce grand spectacle auquel le monde assistera

bientôt aura un intérêt particulier pour nous autres Français. La fête ne sera pas uniquement américaine; la France y aura sa part. Elle sera plus qu'une invitée, elle sera une alliée, une sœur.

On oublie vite en France. Les révolutions se sont succédé avec une telle rapidité, les événements ont tellement laissé de souvenirs, tellement modifié les conditions sociales, qu'aujourd'hui peu de gens s'inquiètent de ce qui se passait en France vers 1776. Remonter par delà l'Empire, par delà la Révolution, c'est une étude qui n'intéresse plus que les antiquaires. L'histoire de la monarchie ne nous touche guère plus que celle d'Athènes ou de Rome. Et cependant il y a là, de 1778 à 1783, une des pages les plus pures et les plus belles de notre histoire, une de celles qui font le plus d'honneur à notre pays.

Humiliée par la paix de 1763, chassée du continent américain par l'Angleterre, son éternelle ennemie, la France recueillie attendait l'occasion d'une revanche, quand, vers 1773, les colonies anglaises de l'Amérique du Nord entrèrent en querelle avec la métropole. La discussion entre le parlement anglais et les colonies s'aigrissait de jour en jour, et ce qui n'avait été à l'origine qu'un procès politique, finit par tourner à la rébellion.

Le 4 juillet 1776, les colonies se déclarèrent indépendantes et souveraines : c'est de ce jour que datent les États-Unis.

Tout en faisant cette déclaration, tout en jouant leur honneur et leur vie pour affranchir leur pays, les colons ne se faisaient pas d'illusion sur l'inégalité de la lutte qu'ils allaient entreprendre. Protégés par la distance et par les difficultés de la navigation, défendus sur leur territoire par la rareté de la population, l'absence de routes, l'abondance des forêts et des eaux, les Américains ne pouvaient cependant compter sur le succès final qu'autant qu'un prince d'Europe viendrait à leur secours et forcerait l'Angleterre à céder. Mais, en 1776, que pouvait-on attendre de la prudence de Marie-Thérèse et de Catherine, de l'égoïsme du roi de Prusse, de la décadence espagnole? La France est le seul pays qui se soit jamais battu pour la liberté des autres. C'est ce qui explique le rôle qu'elle a joué depuis les croisades; c'est là ce qui fait que, même vaincue et humiliée, elle tient dans l'estime des peuples et des rois un tout autre rang que ceux qui, par sa défaite, sont devenus plus menaçants pour la paix du monde et plus dangereux pour la civilisation. Quand la France est abattue, le droit des gens est désarmé.

Que fit la France? Que fit le roi Louis XVI pour ces *insurgents* qui non-seulement déclaraient leur indépendance, mais qui, du même coup, proclamaient la souveraineté du peuple, les droits éternels de l'individu et la République? C'est là l'objet du livre de M. Chotteau. Le titre qu'il lui a donné: *les Français en Amérique*, parle de lui-même. Quelle était la situation des colonies quand le jeune Lafayette, poussé par son seulcourage, débarqua en Amérique comme l'avant-coureur de la France? A quel état désespéré les Américains n'étaient-ils réduits pas quand le général Rochambeau arriva à Rhode-Island avec sa petite armée? Quels étaient les chefs de ces vieux régiments d'Agenais, de Saintonge, de Bourbonnais, de Soissonnais, de Gâtinais, etc., qui, de concert avec les troupes américaines, commandées par Lafayette, allaient emporter York-Town et forcer lord Cornwallis à se rendre? Quels étaient les officiers qui accompagnaient Rochambeau? Comment la guerre se fit-elle, et par quel heureux concours de circonstances fut-il donné à Louis XVI d'imposer la paix à l'Angleterre et d'assurer l'indépendance de l'Amérique, grâce surtout au désintéressement de la France et à la modération du roi? Voilà une histoire glorieuse, un titre de no-

blesse que nous ne devons pas laisser dévorer par l'oubli.

A tout Français qui ira voir l'exposition de Philadelphie, je me permets donc de recommander le livre de M. Chotteau. Après l'avoir lu, aucun Français ne se sentira étranger aux États-Unis. Partout il trouvera le souvenir de Lafayette et de nos soldats. La plupart du temps, le voyageur, éloigné de son pays, éprouve de cruels moments de tristesse. Il est comme perdu chez un peuple qui ne parle pas la même langue que lui, qui n'a ni ses idées, ni son passé, ni ses souvenirs; mais en Amérique, si la langue n'est pas la même, il y a les mêmes souvenirs et le même passé. Les États-Unis ne datent que d'hier; les demi-dieux de leur âge héroïque, c'est Washington, c'est Lafayette; les noms les plus célèbres de leur histoire et les plus familiers, ce sont ceux de la guerre d'indépendance, et ces noms sont indifféremment ceux des généraux américains et des généraux français: Greene, Rochambeau, Gates, Viomesnil, Lee, Lauzun, Lincoln, Guillaume de Deux-Ponts, Duportail, Saint-Simon, Custine, etc. Ces nobles souvenirs, les fêtes du centenaire vont les évoquer. A côté des noms français et américains, ressusciteront ceux de Kosciusko et de Pulaski; mais il n'y

en aura pas d'autres, et, par la force même des choses, la vieille amitié de la France et de l'Amérique brillera d'un nouvel éclat, amitié qu'aucun nuage n'a troublé et qui ne peut que grandir à mesure que se rapprocheront les institutions des deux pays.

C'est pour ranimer ces souvenirs, c'est pour réveiller ce passé glorieux, c'est pour donner à l'union des deux peuples un symbole parlant que nous avons eu l'idée de dresser, à l'entrée de la baie de New-York, une statue colossale qui porterait à la postérité la plus lointaine le souvenir de l'éternelle amitié de la France et de l'Amérique. A ceux qui, peu familiers avec l'histoire du dernier siècle, ont pu s'étonner de notre entreprise, nous conseillons la lecture des *Français en Amérique.* On verra que nous n'avons pas cédé à un vain enthousiasme. Un peuple qui néglige de si grands souvenirs est un prodigue qui jette au vent la part la plus précieuse de l'héritage paternel; la force des nations est en grande partie dans leur histoire, et quand cette histoire a des pages aussi héroïques que celle de notre expédition des États-Unis, c'est un crime de les laisser perdre : c'est une œuvre patriotique, c'est un devoir filial que d'en ôter la poussière et de leur rendre l'éclat des premiers

jours. C'est ce qu'a fait M. Chotteau, c'est ce qui donne à son livre tout l'intérêt de la nouveauté, c'est ce qui en fait en même temps le charme et l'utilité.

ED. LABOULAYE.

Avril 1876.

. . . .

Pourquoi ce livre ?

Un jour, il y a près d'un siècle, la France, affaiblie, languissante, ruinée, vit les flots de l'Océan lui apporter la plainte éloquente et fière de l'Amérique.

La France, sur le bord de l'abîme, va oublier, pendant un instant, ses douleurs, et adresser aux soldats de Washington des vœux ardents mais stériles. Non. La nation qui n'a plus d'armée, dont les coffres sont vides, envoie aux Américains des hommes et de l'argent.

Secours inespéré! Il sauve l'Amérique.

L'histoire des Français qui teignent de leur sang les plaines du Nouveau-Monde, dans le seul but de faire triompher, à 1,500 lieues de la patrie, la cause de la liberté, nous séduit. Nous allons la retracer.

L'indépendance, proclamée à Philadelphie le 4 juillet 1776, a survécu. L'heure du centenaire sonnera bientôt.

La date glorieuse excite, là-bas, des transports

d'allégresse. Nous la saluons, ici, en rappelant à nos contemporains par quels efforts nos ancêtres ont su favoriser l'avénement d'un grand peuple.

Puisse le récit des joies partagées, et des peines subies en commun, ranimer la flamme de l'ancienne amitié de la France et de l'Amérique.

Si nous parvenons à jeter dans les cœurs le désir plus vif de l'alliance, nous donnerons l'idée de l'union des intérêts entre les deux pays. Et ce livre ne sera pas inutile.

LÉON CHOTTEAU.

Suresnes, février 1876.

LES FRANÇAIS

EN AMÉRIQUE

LES FRANÇAIS EN AMÉRIQUE

CHAPITRE PREMIER

D'OU PART L'ÉTINCELLE?

L'Angleterre insatiable. — Les subsides. — Vexations. — L'impôt du timbre. — Situation des colonies en 1765. — Population. — La *May Flower*. — Les premiers émigrants. — Le temple. — L'école. — Le journal. — Production agricole et industrielle. — Deux civilisations. — Différences de caractère. — Les *writs of assistance*. — James Otis. — Le ministre Grenville. — L'assemblée de la Virginie. — Patrick Henry.

Les jours sombres étaient passés. Les colonies se préparaient à la conquête de la richesse et du bonheur, avec l'énergie que donne la résolution.

Pourquoi l'Angleterre, au lieu de favoriser l'épanouissement, s'efforça-t-elle, opiniâtre et tenace, de comprimer l'élan?

Obéir aux gouverneurs nommés par la métropole, n'est-ce point assez? Non. Il faut encore voter les subsides réclamés par les envoyés du roi. On s'exécute. Parfois, on proteste. Ainsi, dans ce cas. Un *bill* du Parlement frappe d'une taxe de cinq pour cent les marchandises exportées d'Angleterre, ou importées dans

ce pays. Il ajoute : *or any of his Majesty's dominions thereto belonging*, ou tous autres États de Sa Majesté. On tente de l'appliquer aux colonies, et le Massachusetts réplique aux ministres de Charles II : « Le roi peut étendre nos libertés ; il ne peut les restreindre. »

On payait à la couronne un lourd tribut. Lorsque le budget royal révélait un déficit, les puritains de la Nouvelle-Angleterre, du Maryland, de la Virginie, étaient chargés de combler la petite lacune financière. Ils n'y manquaient jamais. Et ils payaient, en dehors des subsides extraordinaires, un impôt progressif sur le genre de commerce, sur la nature de la profession et sur les offices.

Ce n'est pas tout. Le planteur qui achetait un nègre au navire récemment arrivé du Congo soldait, au collecteur, dix livres sterling. Les boisssons (vins et liqueurs) étaient imposées, et le monarque anglais, en maître plein de sollicitude pour ses sujets lointains, s'attribuait le droit exclusif de fournir aux colonies les objets manufacturés.

En 1765, on avait vu la Chambre des communes déclarer que, permettre aux Américains de construire des usines, c'était leur donner l'idée de l'indépendance. Et l'on avait assisté à cette scène grotesque. Les chapeliers de Londres, trouvant leurs confrères de Boston, de New-York et de Philadelphie, aux Antilles, même en Portugal et en Espagne, jettent des cris de paon. Le législateur anglais, sensible à des reproches véhéments, regagne la faveur publique en défendant aux colonies, sous des peines sévères, d'exporter, de trafiquer entre

elles, et de confectionner un chapeau ou un chausson au delà du chiffre stipulé.

« Les colonies américaines, comme le dit M. Edouard Laboulaye, étaient donc à la fois très-libres et très-esclaves ; très-libres, politiquement, pour ce qui touchait à leur gouvernement intérieur ; très-esclaves commercialement, pour tout ce qui touchait à leurs intérêts[1]. »

Malgré de nombreuses vexations, on faisait face aux charges les plus lourdes, lorsque, dans cette même année 1765, on vit le Parlement anglais, sollicité par le ministre George Grenville, obliger les Américains, sans demander leur avis, à faire usage, dans tous les actes de la vie civile, d'un papier que Londres octroyait à des prix fantastiques.

Cette mesure imprudente provoqua un mouvement qui devait aboutir à la déclaration d'indépendance, et à la défaite de l'Angleterre.

Avant de montrer comment naît, grandit et se propage la résistance, cherchons quelle était, en 1765, la situation des colonies, et à quel degré de prospérité avaient pu atteindre les Américains.

Depuis le jour où la *May flower* emporta d'Angleterre les premiers émigrants (6 septembre 1620), on a voulu connaître le nombre exact des habitants. Les mesures qui seront prises dans ce but le 26 décembre 1775 resteront inobservées. Pourtant, au moyen de

1. *Histoire des États-Unis.* — Nous avons fait plus d'un emprunt à l'ouvrage de M. Laboulaye. L'éminent professeur du Collége de France a puisé aux meilleures sources, et nous adopterons souvent la traduction qu'il donne de certains documents.

calculs dressés avant l'ouverture des hostilités, on comptera, sur le territoire qui va devenir les Etats-Unis, 2,389,300 âmes[1]. Retranchez 2 ou 300,000 personnes, et vous remontez à 1765. L'année précédente, la multiplication des mariages avait amené un accroissement de population dans le Maryland, la Virginie et la Caroline du sud.

Les colons ne sont pas des gens sans aveu, qui sont venus, en quête d'aventures, de ce côté de l'Atlantique.

1. Le premier recensement général a été opéré en 1790. L'étude comparative des recensements postérieurs permet d'apprécier la marche ascendante de la population américaine.

1790 . . . . 3,929,827 habitants.
1800 . . . . 5,305,925 habitants.
En dix ans, moyenne de l'accroissement, 35,02 0/0.
1810 . . . . 7,239,814 habitants.
Moyenne de l'accroissement, 36,45 0/0.
1820 . . . . 9,638,131 habitants.
Moyenne de l'accroissement, 33,13 0/0.
1830 . . . . 12,866,020 habitants.
Moyenne de l'accroissement, 33,49 0/0.
1840 . . . . 17,069,453 habitants.
Moyenne de l'accroissement, 32,67 0/0.
1850 . . . . 23,191,876 habitants.
Moyenne de l'accroissement, 35,87 0/0.
1860 . . . . 31,443,321 habitants.
Moyenne de l'accroissement, 35,46 0/0.
1870 . . . . 38,115,641 habitants.
Moyenne de l'accroissement, 21,22 0/0.

Probabilités.

On peut se demander à quelle époque les États-Unis renfermeront une population de 100,000,000 d'habitants.

Le calcul des probabilités est facile.

De 1790 à 1860, la moyenne de l'accroissement pour cent, par dix ans, varie entre 32,67 et 36,45. En 1870, cette moyenne tombe brusquement à 21,22. Pourquoi? C'est que la guerre de sécession a éclaté en 1861, et a duré quatre ans. Elle fut très-meurtrière. On

En quittant l'Angleterre, ils ont fui la persécution. Ils ont des mœurs rigides. Leurs principes républicains avaient froissé les membres de l'Eglise anglicane. Partez, leur avait-on dit, et le roi Jacques jamais plus ne vous inquiétera. Un tableau, que nous avons admiré bien des fois au capitole de Washington, représente le pont de la *May flower* au moment où les matelots déploient la misaine et la brigantine. Les passagers se sont réunis au pied du grand mât. Ils prient. Presque

estime à un million le nombre des nordistes et des sudistes tués ou morts de maladie. Ajoutez à ce million le nombre des citoyens que les fléaux d'une lutte sans merci ont chassés de leur pays. Puis, comptez les étrangers que les récits des batailles sanglantes ont détournés du courant d'émigration. Vous arriverez bien vite à grossir de 2 millions l'accroissement de 6,672,320, constaté en 1870. Ces 2 millions, perdus par des causes accidentelles, nous donneraient 8,672,320, et une moyenne supérieure à 35,46 justifiée, en 1860, par un excédant de 8,251,445.

Nous enregistrons cependant la moyenne anormale de 21,22. Et nous trouvons, pour les huit recensements faits de 1790 à 1870, un excédant, par dix ans, de 32,913 0/0.

Ce quotient, tout porte à le croire, sera dépassé par les recensements futurs. La guerre de sécession, en effet, ne menace pas de se renouveler. Les 32, 913, maintenus par nous, vont donner des évaluations que le bureau des statistiques, dans vingt, trente ou trente-cinq ans, trouvera plutôt trop faibles que trop fortes.

Voici ces évaluations :

1880	50,660,641	habitants.
1890	67,334,577	—
1900	89,496,406	—
1910	118,952,358	—

Les États-Unis compteront cent millions d'habitants après l'année 1900, et avant l'année 1910.

A quelle époque exactement? Une précision rigoureuse nous impose cette date :

24 juillet 1903, 5 heures, 24 minutes du soir.

tous se sont agenouillés. Un vieillard lit la Bible. On l'écoute dans une attitude recueillie.

Le navire, après une traversée de trois longs mois, jeta l'ancre, le 22 décembre, en vue du cap Cod. Les passagers, se rappelant la dernière ville d'Angleterre qui les reçut, nommèrent l'endroit où ils campèrent New-Plymouth.

D'autres émigrants vinrent demander au Nouveau-Monde la liberté. L'État du New-Hampshire fut peuplé par des colons du Massachusetts, du Connecticut, et par des Irlandais expatriés. Ces derniers n'avaient quitté l'Europe qu'à la suite d'événements douloureux. En 1689, cernés par les troupes de Jacques II, ils avaient subi, à Londonderry, toutes les horreurs d'un siége. Des documents du temps relatent les prix des subsistances. Un quart de chien se vendait 6 francs 85 centimes; une tête de chien, 3 francs 10 centimes; la viande de cheval, 1 franc 85 centimes la livre ; le sang de cheval, 1 franc 25 centimes la pinte; un chat, 5 francs 60 centimes; un rat, 1 franc 25 centimes; une souris, 60 centimes.

L'héroïsme dura sept mois. Les assiégés furent délivrés par une armée de secours, et les troupes du roi Jacques se retirèrent.

Les habitants de Londonderry étaient presbytériens. Ils inspiraient une haine farouche aux catholiques Irlandais et aux Anglais épiscopaliens. De là, les avanies dont ils étaient l'objet. Ainsi, on les obligeait à occuper leurs terres comme simples fermiers de la couronne. La propriété du sol leur échappait.

Quand on vit sous un joug trop lourd, on proteste par l'exil, et l'on cherche, loin de la patrie, les droits qui protégent et sauvegardent le citoyen. Ne vous étonnez donc pas de voir les Londonderriens arriver à Boston le 4 août 1718. Cinq navires les portaient. Les familles qui gagnèrent le New-Hampshire étaient au nombre de seize. Elles acquirent un carré de terrain d'une superficie de douze milles. Ce carré, appelé Nutfield, renferme aujourd'hui les villes de Londonderry, Derry, Windham et leurs dépendances, comté de Rockingham. Chaque habitant eut un lot de terrain et une ferme. C'est sur ce point que poussa la première pomme de terre, et que fut fabriquée la première toile des colonies américaines.

Les presbytériens de Nutfield accusent en eux une double origine. Ils sont Irlandais et, en même temps, Écossais (Scotch-Irish). En étudiant de près ce petit peuple nouvellement débarqué, on lui reconnaît des qualités diverses qui feront naître, en se mêlant, un type remarquable. L'activité réfléchie; la vivacité prudente; la hardiesse qui n'est jamais la témérité; le dévouement généreux, vous rappellent l'Irlande. La sobriété, l'adresse et l'habileté, que fortifie l'énergie, vous offrent le souvenir de l'Écosse. L'émigrant qui porte la marque de ces deux influences salutaires, a l'esprit sérieux. Parfois, cependant, il chasse sa gravité, et devient caustique. On reproche à un Écossais-Irlandais d'être catholique, parce que ses parents l'étaient. L'accusé riposte : « Si un homme naissait par hasard dans une écurie, en feriez-vous un cheval ? »

La foi religieuse remplit les âmes d'espérance. On a construit des temples. On y va prier, le dimanche. Et lorsque la famille, pour entendre le *clergyman*, doit parcourir un long trajet, on la voit suivie d'hommes armés : le voisinage des Indiens commande la prudence.

Mais lorsque, sous un toit, on parvient à se réunir pour chanter des psaumes, on songe aussitôt à instruire la jeunesse. L'ignorance est la grande ennemie, et l'on s'efforce de la combattre.

Dès 1638, le Massachusetts comptait une école primaire par cinquante feux, et une école de grammaire par cent feux. Plus d'un siècle après, les instituteurs, jaloux de remplir fidèlement leur tâche, ont encore besoin d'abnégation. Les pères de famille qui se cotisent sont presque tous pauvres. L'école américaine ne semble pas encore soupçonner l'élégance et le confortable où elle se complaît aujourd'hui. On a jeté des planches les unes sur les autres, quelque part où se croisent plusieurs routes. Un toit, une cheminée, deux fenêtres et une porte, donnent, à cette construction primitive, l'aspect d'une maison. C'est dans cette hutte qu'un homme dévoué, un volontaire de la science, attend les *boys* et les *girls* d'alentour. Ils arrivent nombreux. Parfois, la chambre unique est trop petite. Les filles sont d'un côté ; les garçons de l'autre. L'instituteur est nourri ; il prend sa table un peu partout, dans le district. En outre, il reçoit dix ou douze dollars par mois. Le programme des études n'est pas long. Il se résume dans ces trois mots : lire, écrire et compter. La disci-

pline est sévère. Les grands jeunes gens et les grandes demoiselles qui suivent les cours dans la saison d'hiver reçoivent, à l'occasion, les coups de baguette réservés d'ordinaire aux bambins. Un maître trop facile n'inspire aucune confiance aux parents. Pour garder sa place, il faut se faire obéir[1].

Les écoles ouvertes, on a fondé des journaux. La presse américaine, puisant dans la liberté la garantie du droit, deviendra plus tard le grand pouvoir conservateur de la République. Dès 1765, ce pouvoir, déjà en éveil, guette les faits et s'en empare. Il est exercé par un peuple éclairé qui s'étudie et s'interroge dans le miroir où se reflètent les idées, les sentiments et les opinions qui vont bientôt agiter et passionner les masses. La première gazette publiée aux États-Unis parut à Cambridge, Massachusetts, en 1673. Elle avait pour titre : *The may flower*. Son existence fut courte. Le journal qui infusa de sérieux éléments de vie aux colonies anglo-américaines s'appelait *The Boston News letter*. Il vint le 24 avril 1704. Il appartenait à

1. Le recensement de 1870, qui donne 38,115,641 habitants aux États-Unis, attribue 5,660,074 illettrés à la population au-dessus de dix ans.

Il faut retrancher de ce nombre 777,864 étrangers. Restent 4,882,210 Américains. 4,189,972 sont de race latine, et appartiennent aux États du sud; 114,000 habitent la région du Pacifique. Dans les États du nord et de l'ouest, qui constituent en somme la véritable Amérique, on ne trouve donc que 1,357,102 illettrés.

Et l'on arrive à cette conclusion : les Anglo-Saxons, c'est-à-dire les républicains, ont environ quatre fois moins d'illettrés que leurs voisins du sud, jadis partisans de la sécession et d'une alliance bonapartiste.

Pourtant, ce chiffre de 1,357,102 est un point noir. On s'efforce

Campbell, concessionnaire d'un service postal inauguré en 1691. *The Boston gazette* date de 1720. La presse commence, chez un peuple, par colporter les nouvelles sans les commenter. Puis, elle les interprète. Alors naît la polémique. Période de transformation. Elle s'accusa, en Amérique, avec le *New-England courier*, organisé, six mois après l'apparition de la *Boston gazette*, par le frère de Benjamin Franklin. Les Yankees jetaient lentement et péniblement les bases de leur puissance future. La presse ressentit le contrecoup d'une situation encore incertaine[1].

Les puritains ont eu la bonne fortune de s'implanter sur un sol fertile. Quand on a défriché, on cultive. L'année 1617 marque l'introduction de la charrue sur les terres de la Virginie. En 1637, le Massachusetts ne possédait que trente charrues. On construisait les instruments aratoires dans la ferme, avec l'aide du charron

de le faire disparaître en s'imposant de lourds sacrifices. Dans chaque État, le budget des écoles suit une marche ascendante. C'est grâce à l'augmentation des taxes et des cotisations personnelles, que l'on parviendra, en Amérique, à détruire complétement l'ignorance qu'on refuse de combattre loyalement en France.

Aujourd'hui, les États-Unis comptent environ 350,000 instituteurs et institutrices, et plus de 7 millions d'élèves.

En évaluant le nombre des écoles à 200,000, on trouve une école pour 190 habitants.

En France, il y en a une pour 570 citoyens : c'est dans l'ordre.

Ainsi, en Crimée l'armée française avait un médecin par 666 soldats, 66 0/0. Dans l'armée du Nord, pendant la guerre de sécession, on trouvait un docteur par 93 hommes, 2 0/0.

1. En 1775, il n'y avait, dans les colonies, que 37 journaux. Ce nombre s'élève à 40 lorsque s'ouvre la révolution de 1776. Si nous franchissons les 74 années qui s'écoulent après la déclaration d'indépendance, nous trouvons, en 1850, 2,526 feuilles périodiques repré-

ou du forgeron prochain. L'intelligence des premiers cultivateurs s'excitait d'elle-même. Et la société des arts, de Londres, décernait une médaille d'or à Benjamin Gale, du Connecticut, pour l'invention d'un semoir (1765).

La production industrielle laissait présager son essor futur. Dès 1640, la cour générale du Massachusetts, par des primes, encourageait la fabrication de la toile, de la laine et du coton. Vers le même temps, l'assemblée du Connectitut favorisait l'importation du coton de laine des Barbades, et une compagnie établissait le premier moulin à foulon en Amérique. L'activité régnait; mais le désir de produire n'était pas fortifié par les préoccupations du goût. Aussi, pendant plus d'un siècle, les usines américaines ne livrent-elles à la consommation que des articles grossiers, comme la

sentant plus de 426,409,000 numéros. Les deux derniers recensements donnent les chiffres suivants :

1860. — Journaux. . . 4,051 ; Tirage. . . 928,000,000.
1870. — Journaux. . . 5,871 ; Tirage. . . 1,500,000,000.

Au nombre des principaux journaux des États-Unis, on peut compter :

A New-Yorck, la *Tribune*, le *Hérald*, le *Times*, le *World*, le *Sun*, l'*Evening-Post*.
A Philadelphie, le *Ledger*, l'*Inquirer*, la *Press*.
A Baltimore, le *Sun*, l'*American*.
A Boston, le *Post*, l'*Advertiser*.
A Springfield, le *Republican*.
A Chicago, la *Tribune* et le *Times*.
A Saint-Louis, le *Republican*, le *Democrat*.
A Cincinnati, le *Commercial*, la *Gazette*.
A la Nouvelle-Orléans, le *Picayune*.
A Louisville, le *Journal*.
A San-Francisco, le *Bulletin*.

futaine. L'industrie se développe, malgré tout, et l'on accepte le résultat imparfait. On fera mieux, si l'Angleterre ne s'y oppose pas, et l'on vendra, si les produits anglais n'encombrent pas le marché. Lorsque l'offre dépasse la demande, on est soucieux, et le soir, à la veillée, on chante *la Taxe américaine :*

While I relate my story,
Americans, give ear ;
Of Britain's fading glory
You presently shall hear.
I'll give a true relation
(Attend to what I say)
Concerning the taxation
Of north America.

« A mon récit, Américains, prêtez l'oreille ; vous allez entendre parler de la gloire de l'Angleterre qui s'éclipse. Ma relation sera véridique (écoutez ce que je vais dire) touchant la taxe de l'Amérique du Nord[1]. »

Les colonies, que nous allons suivre dans toutes les péripéties d'un long drame, offrent déjà des nuances de tempérament qu'il est bon d'indiquer. Quand on passe le Potomac, on semble passer d'un pays dans un autre. Le froid Yankee est resté sur la rive gauche du fleuve. Ici se montre le sympathique Virginien. Des

1. Nous pouvons nous demander comment se sont traduits jusqu'ici les efforts des Américains sur le terrain économique.

En 1810, sur un ordre du ministre des finances, on estima la valeur de la production annuelle aux États-Unis. Un rapport minutieux constata que les fabriques de tissus de coton, de laine, de lin, de chanvre et de soie, sans compter les instruments confectionnés ni les machines construites ; — que les chapelleries de laine et de fourrure ; — que les fonderies, les bijouteries en or et en argent, les plomberies ; — que les manufactures de savon, de chandelles, de bougies, de blanc et d'huile de baleine, de cuirs et de souliers, de bois, d'huiles, de sucres raffinés, de papier, de marbre, d'ardoise, de verre,

différences de caractère promettent à l'avenir deux civilisations distinctes : celle du nord, brutale; celle du sud, raffinée. De là, on le craint, deux peuples. Le nord marche vers l'égalité. Chez lui la démocratie entraîne les retardataires, et contient les enthousiastes. Le progrès pour tous et par tous, telle est sa devise. Les puritains, traqués dans la mère-patrie, sont venus demander, à la solitude américaine, les libertés politiques et religieuses. Leurs descendants honorent le

de faïence, de tabac, de teinture, de droguerie, de couleurs, de câbles et de cordes, produisaient pour . . . . . . 127,694,602 dollars.

Articles omis ou inexactement relevés . . .	45,068,074	—
Articles douteux (*doubtful*) servant à l'agriculture, presses à coton, moulins à moudre le grain, etc	25,850,795	—
Montant de la production en 1810	198,613,471	—

Quarante ans plus tard, nous enregistrons :

1850.

Nombre d'établissements produisant. . . .			123,025	
Ouvriers occupés.	Hommes. .	731,137	957,059	
	Femmes. .	225,922		
Capital engagé			533,245,351	dollars.
Prix du travail annuel.			236,755,464	—
Matériel			555,123,822	—
Production annuelle.			1,019,106,616	—

Un autre recensement nous apporte ces révélations :

1860.

Genres d'industrie en activité			631	
Nombre d'établissements produisant			140,433	
Capitaux engagés			1,009,855,715	dollars.
Prix du matériel brut			1,031,605,092	—
Ouvriers occupés.	Hommes. .	1,040,349	1,311,246	
	Femmes. .	270,897		
Prix du travail annuel			378,878,966	dollars.
Production annuelle.			1,885,861,676	—

Une nouvelle période de dix ans s'écoule. On a vu l'industrie natio-

travail, et imposent le respect par l'austérité de leur vie. Ils n'admettent qu'une distinction, le mérite; ne s'inclinent devant personne, et ne sont impolis qu'aux yeux des courtisans, toujours trop polis. En outre, ils possèdent l'énergie, à qui appartient le monde.

Dans le sud s'est implantée l'aristocratie. La

nale profondément troublée par la guerre de sécession. Des usines détruites et d'autres usines fermées par suite du manque de bras ont causé un ralentissement dans la production. En 1870, on est tout à fait remis des longues commotions, car nous trouvons :

1870.

Nombre d'établissements produisant. . . .		252,148
Machines à vapeur		40,191
Force (chevaux)		1,215,711
Roues hydrauliques.		51,018
Force (chevaux)		1,130,431
Ouvriers occupés		2,053,996
Hommes au-dessus de 16 ans.	1,615,598	
Femmes au-dessus de 15 ans.	323,770	
Adolescents	114,628	
	2,053,996	

Capital engagé	2,118,208,769	dollars.
Prix du travail annuel.	775,584,343	—
Prix du matériel d'exploitation.	2,488,427,242	—
Production annuelle.	4,232,325,442	—

En 1770, le mouvement commercial des colonies donnait les chiffres suivants :

Importations de la Grande-Bretagne 1,925,570 livres sterling, ou.	48,139,250	francs.
Exportations dans la Grande-Bretagne, 1,014,725 livres sterling, ou.	25,368,125	—
Différence en faveur de la métropole. . .	22,771,125	francs.

Passons à 1874.

Du 30 juin 1873 au 30 juin 1874 :

Importations aux États-Unis.	596,000,000	dollars.
Exportations des États-Unis.	653,000,000	—
Excédant des exportations sur les importations.	57,000,000	dollars.

Virginie et les Carolines sont fondées, au XVII[e] siècle, par des familles ruinées, des criminels et des aventuriers. Tout ce monde-là est fort peu honnête. On méprise le travail. Ce n'est pas à dire qu'on dédaigne la fortune. On veut, au contraire, s'enrichir, mais sans se tracassser. Les Virginiens et les Caroliniens ont de belles manières. Ils ont acclimaté, sur leurs plantations, les coutumes du vieux monde. A l'exemple des preux d'un autre âge, ils reconnaissent une noblesse terrienne, recherchent les exercices du corps et commettent mille folies. Toujours généreux, souvent même prodigues jusqu'à l'imprévoyance, ils sont très-hospitaliers; et, pour servir une fantaisie, ne craignent pas d'escompter l'avenir. Leurs mœurs dissolues sont le fruit d'une oisiveté persistante. Les planteurs affichent des sentiments élevés qui sont le masque d'un orgueil mal placé. Ils n'ontpas de vraie grandeur d'âme. La mollesse où ils se plongent les prédispose plutôt à la monarchie qu'à la République. Quand on ne sait se gouverner soi-même, on est destiné à être gouverné. De la Virginie et des Carolines, ces mœurs ont gagné les autres États à esclaves.

A la veille de la lutte que va susciter l'Angleterre, il n'y a plus de Potomac. Le danger rapproche les Américains, et les colonies ne forment plus qu'un même faisceau. Toutefois, les diversités de tempérament que nous venons d'esquisser peuvent nous permettre de répondre à cette question : D'où part l'étincelle ?

Le marchand du Massachusetts ou du Connectitut

discutera ses droits, patient et calme, sans que les arguments subtils ni les faux calculs d'un adversaire plein de ruses parviennent jamais à le porter aux excès. Pour lui, la coupe des amertumes menace de s'élargir, à mesure que se multiplieront les avanies. Et la goutte qui vient, d'ordinaire, faire déborder le vase, trouvera toujours à se loger.

Le Virginien, sans fuir le débat, n'apporte jamais dans la discussion une sénérité d'âme à toute épreuve. S'il trouve, dans le procès qui s'engage, une mauvaise querelle, soyez sûr qu'il sortira des gonds, se fâchera, quitte à se demander, après réflexion, où le conduit sa violence de langage.

L'étincelle partira de la Virginie.

Lorsque l'acte du timbre est voté, le Massachusetts a déjà protesté contre les *Writs of assistance*, mandats autorisant les collecteurs à franchir le seuil de toute maison qui leur semblait recéler des marchandises importées en fraude. Un tribun, James Otis, prête le secours de son éloquence passionnée aux Bostoniens qui refusent l'exécution des *writs*. D'après l'avocat de la couronne, ne pas obéir, en pareille occurrence, c'est nier le pouvoir législatif du parlement de la Grande-Bretagne, et c'est s'insurger. Otis objecte que ces mandats généraux laissent planer le vague et l'incertitude. Tyrannie légale. D'autant plus à redouter. Puis, s'inspirant des préoccupations de l'époque, et les traduisant dans un langage enflammé, Otis accuse l'Angleterre de vouloir taxer les colonies non représentées. Pas de représentation, pas d'impôt.

Et le ministre Grenville, quatre ans plus tard, ose froisser l'opinion déjà inquiète. Contraindre les colons à noircir un papier spécial qu'on leur vend très-cher, sous prétexte que George III a besoin d'argent, n'est-ce pas, en effet, violer les règles éternelles de la justice gravées au fond de la conscience humaine? Pourtant, la perfide Angleterre exerce encore tant d'influence, qu'on ne songe pas à résister. L'étonnement, l'effroi si l'on veut, saisissent les populations. On se pliera au caprice ministériel. Il le faut; car on est impuissant.

L'acte du timbre va être exécuté. Mai 1765. L'assemblée provinciale de la Virginie est en session. Les électeurs du comté de Louisa, par suite d'une vacance dans la représentation, viennent d'être convoqués. Ils ont élu un homme qui a fait beaucoup de métiers, sans doute afin de ne réussir dans aucun. Il est né en 1736. Dégoûté du commerce, il demande à l'agriculture ses secrets. D'insuccès en insuccès, il échoue au barreau. On l'appelle Patrick Henry. Certaine plaidoirie contre les excès des agents royaux avait attiré sur lui l'attention. Assez mal mis et très-gauche dans ses manières, Henry est un peu dépaysé au milieu de l'assemblée des bourgeois de Virginie. Il a pour ami un jeune homme de vingt-deux ans, fort gai, fort sceptique, Thomas Jefferson. Parmi les députés, on remarque un grand amateur de chasses, George Washington. La fin de la session approche; et si la Chambre ne proteste pas, l'impôt vexatoire du timbre sera perçu. Patrick Henry le sait. Il écrit, d'une main fiévreuse, quelques lignes sur un

vieux bouquin, se lève d'une façon maladroite, et lit, d'une voix timide, les célèbres résolutions qui se terminent ainsi : « Seule, l'assemblée générale de la colonie a le droit et le pouvoir d'imposer des taxes sur les habitants; et toute tentative d'investir de ce pouvoir une personne, ou un corps quelconque en dehors de cette assemblée générale, tend manifestement à détruire la liberté anglaise non moins que la liberté américaine. »

Les interruptions surgissent. Henry, que le tumulte excite, dépouille son langage hésitant et s'abandonne à toute la fougue d'une improvisation pleine de saillies. Les images confondent, et les explosions de colère paralysent. Le torrent déborde. Il passe. La patrie, humiliée, rebondit contre l'outrage.

« César, exclama tout à coup l'orateur, a eu son Brutus; Charles Ier a eu son Cromwell; Georges III... (*Trahison!* s'écrie le Président. — *Trahison! Trahison!* répètent les amis du gouvernement anglais)... profitera sans doute de leur exemple, » continua fièrement Patrick Henry, comme si personne n'eut interrompu la phrase commencée.

L'éloquence triomphe. Par vingt voix contre dix-neuf, les propositions sont adoptées.

Demain, elles circuleront, imprimées, dans toutes les colonies. Et le vote de la Virginie, la vieille province, *the old dominion*, embrasera l'Amérique. Les esprits troublés se reconnaissent. Les cœurs s'unissent. Les mains vont bientôt se chercher.

La révolution est faite.

CHAPITRE II

QUE PENSE L'ANGLETERRE?

Pitt. — Sa politique. — Il a besoin du sang et de l'argent des Américains. — Le Canada ravi à la France (1763). — George Grenville. — Il proclame l'autorité du parlement et découvre les vrais principes de l'économie politique et sociale. — Nouvelles d'Amérique. — Émotion en Angleterre. — Adresse à Georges III du Congrès de New-York. — Pétition au parlement. — L'acte du timbre devant les deux Chambres anglaises. — Franklin à Londres. — Pitt à la Chambre des communes. — La métropole cède.

Pitt fut un grand homme; mais il coûta cher à son pays.

Le prestige est l'illusion. C'est l'influence usurpée. Un peuple qui a besoin de prestige manque de loyauté. Tel fut le cas de l'Angleterre, et lord Chatham, de 1757 à 1760, personnifiant, jusque dans leurs erreurs, ses contemporains, rêva d'agrandir et d'étendre le rôle de la Grande-Bretagne. La guerre de sept ans est heureuse. On dicte des ordres aux cabinets d'Europe. Honneur suprême! Il ne suffit pas. On veut régner sur la mer immense, et une nation, à l'Ouest, sur les rives de l'Atlantique, porte ombrage au ministre de George II: la France. Elle possède le Canada. Comment le lui ravir? Le patriotisme le plus ardent est le plus riche en ressources. Le prétexte n'est pas loin. On le trouve dans la question des limites de l'Acadie et du Canada. Un différend surgit. C'était prévu. Il s'envenime. On

s'y attendait. Et la guerre est déclarée à la France. Ce qu'on voulait.

Pitt a besoin du sang et de l'argent des Américains. Pour obtenir l'un et l'autre, il promet aux colons de ne jamais attenter à leurs priviléges. Il est sincère. On croit à sa parole. Et, pour empêcher les incursions probables de voisins réputés dangereux, on enlève le Canada à la France (1763).

Grave imprudence. Car Pitt, à l'avènement de George III (1760), cédera le pouvoir à un lord Bute, et à un George Grenville, qui n'auront pour souci que de garantir et de fortifier la royauté. Et lorsque, en 1763, la dette publique montera à cent quarante-huit millions de livres sterlings, on complotera aussitôt de faire acquitter, par les colonies, une partie des charges occasionnées en leur faveur. On vous a protégées, on vous a sauvées, leur dira-t-on. Vous en êtes fort aises. Eh bien! payez.

Le Parlement, à l'instigation de Grenville, soumet les colonies à l'impôt du timbre.

George Grenville n'ignorait pas que les planteurs avaient dépensé 16,000,000 de dollars dans la guerre contre la France. On avait remboursé 5,000,000 de dollars. Restait un déficit de 11,000,000. N'était-ce point là une contribution suffisante? Mais Grenville n'avait découvert, dans la révolution de 1688, que le principe du pouvoir absolu du Parlement. Cramponné, par honte ou par peur, à ce principe, il ne s'élevait pas plus haut. Les détails, en tout le reste, le sollicitaient. Avocat retors, il affrontait, sans s'émouvoir, les sur-

prises de la chicane, et eût disserté sur la hauteur du grand mât que comportait le tonnage du navire où il était embarqué, pendant que les déviations de la boussole appelaient le naufrage. La loi, c'est le droit. On se réfugie dans un texte, et l'on dit : Le Parlement peut taxer les colonies. Donc, il doit les frapper. Les conséquences de cette mesure, on ne les prévoit pas. Prévoir, c'est voir au delà. Impossible à certains esprits. Avouons, toutefois, que Grenville dédaigne la violence. Son langage, insinuant et flatteur, n'en est que plus perfide. En 1764, il propose de réprimer sévèrement la contrebande. On doublera le nombre des douaniers. Et les auxiliaires du fisc, à l'avenir, seront encouragés dans leur mission par les marins et les soldats anglais.

D'ailleurs, les cours d'amirauté, sans l'assistance du jury, c'est-à-dire sans interroger l'opinion, jugeront les délinquants. On isole les colonies dans un cercle de fer. Et le commerce avec l'étranger n'est plus à craindre. Quel crime a donc commis l'Amérique? Car le châtiment est cruel.

Rassurez-vous. Tout cela n'est imaginé, conçu, discuté, décrété, que dans l'intérêt des colons. Ce sont les vrais principes de l'économie politique et sociale qui ordonnent d'agir ainsi. Grenville, du moins, ose l'affirmer. Le ministre n'est pas heureux dans ses spéculations. Hier, il devinait le Parlement investi d'une puissance absolue. Aujourd'hui, il invente un commerce d'autant plus florissant et prospère qu'il est mieux tracassé. Le digne successeur de lord Bute est satisfait?

Non. Un impôt, commode et d'une application facile, lui semble nécessaire. La Hollande en a déjà ressenti les effets salutaires. C'est l'impôt du timbre. Grenville y tient, pour accuser la force du Parlement. Toutefois, si les colons veulent remplacer cette taxe par une contribution équivalente, on ne s'y oppose pas. Un an est donné à la réflexion. D'ici là, on consultera les intéressés. N'en concluez pas qu'on va s'empresser de détruire le projet si les contribuables des bords de l'Hudson ou du Potomac crient à la spoliation. Dans un an, quoi qu'il arrive, l'impôt du timbre sera perçu.

Lorsque, en Angleterre, on lit les résolutions de Patrick Henry, on apprend bientôt que le terrible avocat James Otis, du Massachusetts, a proposé la réunion d'un congrès américain; que le projet, adopté par l'assemblée du Massachussetts, est soumis aux autres assemblées coloniales, avec cette date: premier lundi d'octobre 1765, et ce lieu de rendez-vous: New-York.

Des associations se formaient en Amérique pour refuser légalement l'impôt du timbre. Leurs membres s'appelaient *les Fils de la liberté*. On le savait à Londres. Et l'on n'ignorait pas que d'autres colons, plus irritables, avaient brûlé, en certains endroits, les ballots de papier timbré, et avaient insulté, en d'autres lieux, les agents autorisés à vendre les feuilles suspectes.

On suivait, d'un œil inquiet, la marche de l'opinion. Le projet du Massachussetts n'avait obtenu qu'un succès d'estime dans la Virginie, le New-Jersey et le New-

Hampshire. On le croyait presque enterré lorsqu'on entendit les représentants de la Caroline du Sud, lui redonner, le 25 juillet 1765, un regain d'actualité. Quelqu'un fit observer qu'un congrès de députés, pris dans toutes les colonies anglaises, constituerait un plat nommé vulgairement, de nos jours, arlequin. La Nouvelle-Angleterre, s'écria-t-il, fournira du poisson et des oignons ; les colonies du Centre apporteront de la graine de lin et de la farine ; le Maryland et la Virginie y ajouteront du tabac ; la Caroline du Nord, de la poix, du goudron et de la térébenthine ; la Caroline du Sud, du riz et de l'indigo ; la Géorgie, de la sciure de bois.

L'Angleterre comptait sur l'effet répugnant de ce ragoût bizarre pour se figurer qu'on ne pourrait jamais grouper les éléments disparates des treize colonies.

Mais le 25 juillet, un membre appartenant à un *township* éloigné, avait objecté que, si les colonies savaient choisir avec discernement leurs délégués au Congrès, elles parviendraient à confectionner un mets qui flatterait peut-être l'odorat de George III. On s'était divisé sur la légalité, l'opportunité, l'efficacité de la motion ; et, après un long débat où était intervenu le jeune John Rutledge, l'Assemblée, cédant à l'impulsion de Christophe Gadsden, avait accepté l'invitation.

Fait considérable. A Londres, on voit déjà l'exemple de la Caroline du sud entraîner les colonies indifférentes.

On lit ceci dans un avenir très-rapproché : Les treize

colonies désignent des commissaires, et Gadsden va s'écrier que, si le Massachusetts eut l'honneur de sonner la trompette d'alarme, la Caroline du sud a fait le Congrès de New-York.

Et les Anglais, qui feuillettent un peu plus avant le livre de demain, confessent en toute humilité : la Caroline du sud a fondé l'Union américaine.

George III reçut plus tard une adresse, et le Parlement fut gratifié d'une pétition. Le Congrès s'était ouvert à New-York le 7 octobre 1765. Il avait voté, le 19, un manifeste en quatorze articles.

Les délégués reconnaissaient l'autorité du roi et du Parlement ; mais ils n'abandonnaient aucune parcelle des libertés anglaises, et ces libertés comportaient le droit de n'être taxé que par ses représentants.

Les Américains s'engageaient à refuser les marchandises anglaises, et organisaient, dans ce but, une *ligue de non importation*.

Les derniers événements étonnèrent beaucoup. On prenait les colons pour des gens d'une docilité parfaite, et l'on apprenait que ces gens-là s'insurgeaient ! Que faire ? Le discoureur subtil qui a mis en avant l'acte du timbre n'est plus ministre. Rockingham, que seconde Edmond Burke, le remplace. Il est assez porté à transiger. Mais, s'il convient d'abolir un impôt dont la perception est une menace perpétuelle de troubles, l'opposition des Américains n'offense-t-elle pas la nation ?

On soumit la difficulté aux Chambres.

Le vieux général Howard recevait par ces paroles la proposition de châtier les rebelles d'Amérique :

« Avant de souiller mes mains du sang de mes compatriotes qui combattent pour la liberté anglaise, je voudrais, si l'on m'ordonnait de tirer l'épée, me plonger le fer dans la poitrine. »

Franklin avait été envoyé en Angleterre. Il fut interrogé par Grenville. — Pensez-vous, lui dit le ministre, qu'il soit juste que l'Amérique, protégée par ce pays, ne paye aucune part de la dépense?

Franklin répondit :

— Ce n'est pas le cas. Les colonies ont levé, équipé et payé, pendant la dernière guerre, 25,000 hommes, et sacrifié beaucoup de millions.

On posa cette question au mandataire des colonies :

— Le peuple américain se soumettrait-il à un impôt modéré sur le timbre?

Franklin riposta :

— Non, jamais il ne le subirait.

— Mais, ne peut-on pas, au moyen de la force, appliquer l'impôt contesté ?

La réponse est d'un sage :

— Supposez une armée dirigée sur les colonies. Cette armée ne verra aucune force devant elle. Que fera-t-elle donc ? Elle ne saurait obliger un homme à employer du papier timbré, quand il désire s'en passer. Elle ne trouvera pas de rébellion. Elle possède la ressource, à la vérité, d'en faire une.

On ne devait percevoir l'impôt qu'après un délai d'un an. Quelqu'un ayant émis l'opinion que l'acte était susceptible d'être modifié, Franklin insinua :

— J'ai songé à un amendement. Acceptez-le, l'acte subsistera et les Américains seront tranquilles. Il n'y a qu'un mot à changer. Au lieu de : on payera à partir du 1er novembre 1765, écrivez 2765 et je réponds de tout.

On assurait qu'une autre taxe, découlant du même principe, n'aurait pas plus de succès.

Les Américains se laissaient imposer au dehors par l'acte de navigation. Pourquoi refusaient-ils l'impôt intérieur ? N'était-ce pas illogique ?

Franklin confessa :

— On a employé une foule de raisonnements pour démontrer aux Américains qu'il n'y a aucune différence entre une taxe intérieure et une taxe extérieure. Jusqu'à présent, ils n'ont pas vu les choses de cette façon ; mais, avec le temps, on finira peut-être par les persuader.

L'interrogatoire se termina par ce court dialogue :

— Quel était autrefois l'orgueil des Américains ?

— C'était de tirer leurs modes et leurs marchandises d'Angleterre.

— Quel est maintenant leur orgueil ?

— C'est de porter leurs vieux habits jusqu'à ce qu'ils soient en état de s'en faire de neufs.

Grenville et ses partisans combattent toute espèce de transaction. Si les doctrines du Congrès de New-York triomphent, il n'y a plus de gouvernement au dessus des colonies, et l'on s'incline devant l'insurrection.

Le jour où le débat s'ouvrit devant la Chambre des

communes, Pitt, vers onze heures, commandant à ses infirmités s'écria :

« ... On nous dit que l'Amérique est en état de rébellion ouverte. Je me réjouis que l'Amérique résiste. Trois millions d'hommes, si bien morts à tout sentiment de liberté qu'ils se résignent à devenir esclaves; seraient des instruments faits pour asservir tout le reste... On nous demande quand les colonies ont été émancipées. Je désire savoir quand elles ont été asservies.

« ... Les Américains n'ont pas toujours agi avec prudence et modération. Soit, mais on les a insultés, on les a rendus fous par les injustices. Les punirez-vous de la folie que vous leur avez causée?... En résumé, mon opinion est qu'il faut rappeler l'acte du timbre absolument, totalement, immédiatement. La raison, c'est qu'il est fondé sur un principe erroné. En même temps, proclamez la suprématie de ce pays sur les colonies. Proclamez-la dans les termes les plus forts et les plus absolus. Oui, nous pouvons lier leur commerce, limiter leur industrie et exercer tous les pouvoirs, hormis un seul : nous ne pouvons pas prendre leur argent dans leur poche sans leur aveu. »

Nobles sentiments, certes. Pourquoi, cependant, un impôt inique a-t-il été voté? N'est-ce pas pour combler le déficit recueilli par la politique de Lord Chatham? Grenville est le liquidateur des extravagances de Pitt. Il est, au fond, plus à plaindre qu'à blâmer.

L'impôt du timbre est rapporté par deux lois du 18 mars 1766.

La métropole cède.

CHAPITRE III

LE PREMIER COUP DE CANON.

Joie en Amérique. — Boston illumine. — Craintes de James Otis. — Le parlement ne s'avoue pas vaincu. — Les tarifs commerciaux.—Droits d'entrée sur le verre à vitre, le papier, les couleurs et le thé. — Une convention à Boston. — Deux régiments anglais à Boston. — La ligue de non-importation. — Menace de faire transporter les coupables à Londres. — Impôts sur le verre, le papier et les couleurs abolis. — Maintien de l'impôt sur le thé. — Collision à Boston. — Le 16 décembre 1773. — *Bill du port de Boston.* — Le Congrès de Philadelphie (5 septembre 1774). — Chatham propose au parlement l'évacuation de Boston. — Dix mille hommes de renfort. — Discours de Patrick Henry à Richmond (20 mars 1775). — Lexington. — Les troupes du général Gage repoussées à Concord (19 avril 1775). — Les premiers martyrs de l'indépendance.

La joie éclata en Amérique, joie immense et pure, à la nouvelle que l'acte du timbre était révoqué (13 mai 1766.) La Caroline du sud vota une statue à Pitt. La Virginie parla d'en élever une au roi George III. Cette dernière colonie voulait en outre inscrire, sur une pierre, les noms des défenseurs de la liberté qui venaient de s'affirmer en Angleterre. L'allégresse fut générale. On aimait beaucoup en réalité la métropole, et le parlement anglais, au lieu de suivre avec obstination la voie tortueuse et accidentée, avouait son erreur. Il corrigeait sa marche. La sagesse, au sein de la chambre des communes, arrêtait l'essor des desseins coupables. Les Américains, de loin, témoignèrent leur gratitude à la mère-patrie. Boston illumina, après avoir sonné les

cloches, décoré l'arbre de la liberté, et satisfait les créanciers des prisonniers pour dettes. De nombreux transparents reproduisaient les traits de George III, de Pitt, de Camden et de Barre. L'orage avait grondé ; et, en remerciant le ciel de l'éclaircie, le peuple se comparait à un oiseau qui vient d'échapper au plomb du chasseur. Les *Clergymen* célébrèrent les louanges de Pitt, « le plus grand homme d'État de l'Angleterre, le conquérant du Canada et de l'Ohio, le fondateur des colonies, l'apôtre de la liberté. » Mayhew s'élevait jusqu'au dithyrambe : « C'est à vous, Pitt, c'est à vous que l'Amérique reconnaissante doit d'être rétablie dans sa première liberté. La joie universelle d'un pays qui vous *bénit* comme étant son père, et adresse au ciel des vœux ardents pour vous, doit vous donner un sublime et divin plaisir. Puisse-t-elle vous rendre la force de gagner votre lit et de marcher comme le paralytique guéri par la parole de celui qui descendit du ciel pour nous affranchir. L'Amérique vous appelle encore une fois son père. Puissiez-vous vivre longtemps en bonne santé, heureux et honoré, et que de longues années s'écoulent avant que vous cessiez de plaider la cause de la liberté sur la terre. »

Pendant que les derniers lampions fument encore, James Otis se recueille. Tout à l'heure, un meeting a été tenu au *City-hall*, pour régler l'ordre des réjouissances publiques, et l'orateur du Massachusetts a rappelé que la distinction entre les taxes intérieures et les taxes extérieures (*port duties*) n'était pas fondée, et que les chambres anglaises, en supprimant les unes,

avaient d'une manière implicite condamné les autres. Donc, plus de droits sur les marchandises qui entrent ou sortent. Le commerce est libre. Les lois qui l'entravent sont monstrueuses. On les abrogera. Le soir du 13 mai, Otis voit tomber la toile sur le prologue du drame qui se joue entre une nation puissante et quelques milliers de colons disséminés sur un vaste territoire. Quelles surprises promet l'avenir? car l'action va s'engager. Le parlement n'a renoncé à aucune de ses prérogatives. Scrutez les sentiments intimes de la chambre des communes et de la chambre des lords. On reste inébranlable. Mais l'impôt du timbre est impopulaire. Il a déjà suscité des troubles. On l'efface par peur. N'en concluez pas qu'on le soupçonne d'être illégal. L'autorité législative sur les colonies est absolue. On s'attache à l'exercer adroitement, sournoisement. On veut plumer la poule sans la faire crier. Les tarifs commerciaux étaient acceptés en Amérique. On résolut de les élever. Façon commode d'atteindre le résultat financier poursuivi par l'impôt du timbre. D'ailleurs, le Parlement avait besoin de remonter dans l'estime publique. Il avait eu son heure de faiblesse. Grenville déplorait cette issue lamentable, et disait aux ministres : « Vous craignez de taxer l'Amérique! vous avez peur des Américains. Vous êtes des lâches: » Lord Chatham, épuisé, anéanti, ne pouvait réagir. Et Townshend répondait : « Nous, des lâches! vous verrez si j'oserai. »

Oser, d'après le chancelier de l'Échiquier, c'était proposer à la chambre des communes des droits d'en-

trée sur le verre à vitre, le papier, les couleurs et le thé. On augmenterait ainsi les recettes du trésor de 40,000 livres sterling par an.

Une loi, conforme aux vœux exprimés, fut votée le 29 juin 1767. On s'engageait, avec les 40,000 livres encaissées, à payer les appointements des Anglais préposés à l'administration ou à la défense des colonies. Le reliquat serait laissé à la disposition du Parlement.

Motifs détestables. Ils constituaient une double atteinte aux priviléges des colonies : on les imposait sans les consulter, et on leur défendait de fixer, à l'avenir, par leurs assemblées provinciales, ce qu'elles avaient toujours fait jusqu'alors, le traitement des envoyés de la métropole. Si les Américains étaient jaloux de n'acquitter que les impôts consentis par eux, ils ne tenaient pas moins à voter les fonds destinés à payer leurs administrateurs. C'est que, en limitant les crédits, ils avaient la faculté d'apprécier les services rendus et d'exercer une influence légitime sur la marche des affaires.

Ce n'était point assez. On résolut de doter les colonies d'un bureau central de douanes ne relevant que de la trésorerie de Londres. Ce bureau, disposant de moyens efficaces, percevrait les taxes établies par les lois de commerce.

Le *bill* du 29 juin devait être exécuté le 20 octobre 1767. L'émotion fut profonde en Amérique. Des pamphlets circulèrent. Ils vinrent soutenir l'action des journaux. L'assemblée du Massachusetts adressa une

plainte éloquente au roi et aux ministres (janvier 1768). En outre, elle conseilla fortement aux colonies, par une circulaire, de refuser les nouveaux impôts.

Lord Hillsborough, secrétaire d'état, redoutait un autre congrès. Il voulut obliger l'assemblée à détruire l'effet de sa circulaire; et l'assemblée, en juin 1768, par 92 voix contre 17, maintint ses griefs. Elle fut dissoute.

Dans les autres colonies, une opposition non moins vive éclata.

Le général Gage commandait en chef les troupes anglaises de l'Amérique du nord. Il reçut, de Hillsborough, l'ordre de détacher d'Halifax, en destination de Boston, deux régiments et quatre vaisseaux de guerre. Le gouverneur Bernard, du Massachusetts, tremblait. On lui envoyait des forces pour protéger les officiers de douane, et punir au besoin la population.

En apprenant l'arrivée prochaine des soldats, les Bostoniens s'alarmèrent. Ils élurent, le 22 septembre 1768, une convention composée des délégués de 96 *townships*. Bernard, par une lettre, affirma aux délégués que la souveraineté royale subsistait, et que toute personne qui oserait en usurper les droits serait châtiée. La convention, le sixième jour de son existence, pétitionna, recommanda au peuple un calme prudent, et se sépara.

Les navires arrivaient. Ils débarquèrent 700 soldats. Ce secours ne suffisait pas. On expédia deux autres régiments. Boston, le centre du puritanisme, devint une ville de garnison. *Shame !*

Dans les cercles anglais, on s'écriait depuis longtemps : « Envoyez une armée et une flotte pour réduire les chiens à la raison. » La Grande-Bretagne courait aux armes, et les contemporains de James Otis et de Patrick Henry ne luttaient encore que par des pétitions. Un conflit sert les vues d'un gouvernement qui abandonne le terrain du droit. On voulait ce conflit. Allait-on l'obtenir ?

Les Bostoniens, évitant le piége, se comptèrent dans la ligue de non-importation. Des engagements solennels furent signés. L'Angleterre se croyait indispensable ! On refuserait ses produits. Et la fabrication américaine permettrait aux colonies d'opérer leur affranchissement économique. Ne pouvait-on pas, dans ce résultat, voir l'indice de l'indépendance politique ? Le programme imposait de durs sacrifices. Répudier les belles étoffes anglaises, c'était se condamner à ne plus porter désormais que des habits grossiers. Les hommes s'y résignent. On s'y attend. Les femmes auront-elles ce courage ? oui. L'Angleterre est vaincue. Le sang va couler. Eh bien ! l'Amérique triomphera parce que les Américaines savent renoncer à leurs colifichets. Remplacer une robe de soie par une robe de bure, c'est peu. Pardon, c'est tout. Le jour où l'épouse, où la mère, où la sœur, où la fiancée, n'adoptent, pour toute parure, qu'un patriotisme ardent, la patrie est née. Elle vivra.

On buvait du thé en Amérique comme on buvait du vin dans le Midi de la France. Le thé entrait dans la consommation journalière. Il était sur toutes les ta-

bles. On le bannit avec enthousiasme. Et les feuilles de framboisiers, séchées, offrirent, aux palais délicats, une boisson détestable qu'on eut l'héroïsme de trouver bonne.

L'attitude énergique et digne des colons touchait le Parlement. Il fallait, cependant, blâmer les illégalités commises par l'envoi d'une circulaire aux colonies et la réunion d'une convention. On le fit. Et, sur l'initiative du duc de Bedford, on décida qu'une enquête serait ouverte ; qu'on apprécierait les derniers événements de Boston, et que, s'il y avait eu trahison, les coupables présumés seraient transportés en Angleterre pour y être jugés.

A cette nouvelle, et sur l'assurance que les amis du ministère confessaient aux Américains en résidence à Londres : « Nous verrons bientôt votre ami Otis », l'Assemblée de la Virginie s'adressa au roi (mai 1769). On ne pouvait, sans violer les principes de la justice, ravir les prévenus à leurs juges naturels. Lorsqu'on s'éloigne du lieu du délit, on voit les faits sous un faux jour ; et une commission siégeant à Londres, était peu capable de se rendre compte sans parti pris, ni de juger sans interroger ses rancunes.

Le gouverneur de la Virginie goûta si bien les raisons alléguées, qu'il se hâta de dissoudre l'Assemblée.

Sévérité inutile, car les membres les plus influents de la Chambre, Patrick Henry, Thomas Jefferson, George Washington, se réunirent à la salle d'Apollon et renforcèrent la ligue du Massachusetts en jurant de n'importer des marchandises anglaises que le jour où la loi du

29 juin 1767 serait abrogée. Washington habitait Mount-Vernon, sur les bords du Potomac. C'est à Mount-Vernon, au milieu des fleurs, qu'il rédigea les résolutions qui allaient activer encore plus le zèle des colonies.

Le Massachusetts demanda l'éloignement des troupes pendant la session de l'Assemblée. Le gouverneur Bernard tergiversait avec gravité lorsqu'il reçut un pli ministériel. On le rappelait en Angleterre.

Le roi, en manière de bravade, nomma son représentant baronnet.

Accablé sous ce titre, le gouverneur écoutait encore le langage de la raison.

Le duc de Grafton inclinait vers la suppression des droits établis trop légèrement (mai 1769). Lord North pensait que l'Amérique n'aimerait sérieusement l'Angleterre qu'après l'avoir redoutée. Il fallait que la crainte précédât l'amour.

On biffa les impôts sur le verre à vitre, le papier et les couleurs ; mais on conserva la taxe sur le thé (5 mars 1770).

Demi-concession, demi-liberté ! Termes identiques. Ils révèlent l'indécision. On donne d'une main ; on retire de l'autre main. On laissait subsister l'impôt sur le thé, et l'on savait que cette taxe avait l'avantage d'irriter tout particulièrement les Américains. La logique voulait qu'on ouvrît la voie des réformes en supprimant ce droit ; mais, quand on est ministre, qu'on est puissant et obéi, on peut, en certaine occurrence, oublier la logique.

Nouvelle plainte acerbe et véhémente des colonies.

Au moment où les Chambres anglaises biaisaient et louvoyaient, le même jour, presque à la même heure (5 mars 1770) une collision éclatait à Boston. Les soldats du général Gage inspiraient fort peu de sympathie. Ils étaient tout de rouge habillés: On les appelait les *lobsters*, les homards. Ces grands diables, armés de fusils, gênaient; les tourner en dérision était chose facile. Comment s'en défaire?

Le 5 mars, les quolibets furent renforcés de boules de neige et de pierres. Un poste commandé par le capitaine Preston reçut, immobile et silencieux, les provocations; mais l'arme qui part toujours à l'improviste, sans ordre reçu, s'abaissa. Un coup de feu retentit, et un peloton tira sur la foule. Trois cadavres gisaient sur la chaussée. On reconnut, parmi les morts, le mulâtre Attucks. Huit personnes furent blessées, dont deux mortellement.

On sonna le tocsin. Les habitants crièrent : aux armes ! La nuit, qui porte conseil, ne vint pas calmer l'agitation. Le lendemain, on chargea Samuel Adams de réclamer, du gouverneur Hutchinson, le départ des troupes. Les régiments furent concentrés au fort William.

La véritable liberté est comme le soleil qu'aucun nuage n'obscurcit. La voiler, même d'une gaze légère, c'est la diminuer, et c'est creuser l'abîme d'où sortira la révolution. L'Angleterre avait dit aux colonies :

— Soit. Plus de taxes. Félicitez-vous ; car vous n'au-

rez désormais à payer l'entrée que sur un seul article, le thé.

Les colonies avaient répondu :

— Nous vous remercions beaucoup de nous adresser en franchise le verre, le papier et les couleurs; mais pourquoi une exception pour le thé? Vos scrupules paralysent, chez nous, la reconnaissance.

La contrebande active, audacieuse, soutient le patriotisme. En 1772, on boit pour 12,500,000 francs de thé, et les douanes américaines n'inscrivent à ce chapitre qu'une recette de 2,125 francs. Les boîtes de la compagnie des Indes pourrissaient; et, tandis que les commissaires anglais jetaient un long regard sur les *stocks* invendus, les Américains caressaient l'idée de la séparation. Sous l'impulsion de Samuel Adams, qu'on nommera plus tard le grand incendiaire, un comité central fonctionne à Boston. Il porte des vœux et des résolutions à des groupes qui enserrent les colonies dans un réseau puissant.

L'élan est donné. Il portera ses fruits. Si le gouverneur Hutchinson lance l'anathème sur des meetings hostiles, qu'importe? La dialectique d'un fidèle gardien de la constitution anglaise n'empêchera pas la Virginie de méditer l'union des colonies (mars 1773).

La compagnie des Indes, cependant, perdait 50 0/0 sur ses actions. Elle vociféra, et lord North lui octroya un *drawback* qui ferait baisser les prix, de manière à décourager la fraude. Des navires chargés de thés furent expédiés dans les grands ports d'Amérique. A Boston, le peuple résolut de s'opposer au déchargement. Le

16 décembre 1773, 17 matelots, revêtus du costume des Indiens Mohawks, et poussant de grands cris, envahirent trois bâtiments ancrés dans le port, et jetèrent à la mer 342 caisses représentant une valeur de près de 19,000 livres sterling.

De nombreux citoyens, exaltés, électrisés, avaient applaudi !

Insulte au drapeau anglais ! Bostoniens, que l'effervescence a égarés, attendez-vous à une répression formidable. Quand on a passé la rivière, il est imprudent de couper le pont derrière soi, et vous n'avez plus de retraite.

A Londres, les faux Indiens Mohawks indignent le gouvernement et les sujets.

Un peuple, sous la férule monarchique, approuve parfois la politique de son chef, et c'est toujours pour se tromper avec lui. Georges III et son ministre voulaient écraser les impertinents de là-bas. La nation se faisait l'écho des impatiences du roi et de lord North. Lorsqu'il est devenu impossible d'étouffer un mouvement, certains hommes ne manquent jamais de manifester l'intention d'en finir. Ici, les masses ont des frémissements malsains. Chose qui étonne. Car l'instinct d'en bas ne s'égare presque jamais.

Après le crime, la punition. Le 14 mars 1774, le Parlement vota le *Bill du port de Boston*. Aux termes de cette loi, à partir du 1er juin suivant, le port de Boston était fermé aux marchandises, et Salem héritait du trafic du Massachusetts. En outre, la couronne dépossédait le Massachusetts du droit de nommer ses juges et ses shériffs.

La diplomatie se taisait. Le règne de la force commençait. Les désirs, les passions et les exaspérations des colonies, s'étaient révélés en un point. Ce point était Boston. En punissant la ville téméraire, on allait jeter l'effroi dans les autres colonies, et affermir l'ordre troublé.

Le général Gage, avec les forces anglaises qu'il commande, a pour mission de faire observer le blocus du port de Boston; on lui donne quatre régiments; il arrêtera Samuel Adams, l'âme du mouvement insurrectionnel, et les autres meneurs. Toute résistance sera brisée par le fer ou le feu.

L'indignation des Américains dessille les yeux des *leaders* de la politique dont le général Gage est le représentant. L'idée dominante est celle-ci : L'esclavage serait la récompense de la soumission. A tout prix on résiste. Le 10 mai 1774, le Massachussetts reçoit le *Bill* du port de Boston. Aussitôt, un meeting s'organise. On vote un appel aux colonies. La mesure qui frappe Boston atteint toute l'Amérique. Si les colonies, par un pacte d'alliance, jurent de cesser leurs relations commerciales avec l'Angleterre, jusqu'à ce que le *Bill* ait été rapporté, on sauvera du naufrage les libertés trahies. La Virginie décida que, le 1er juin, où les marins anglais devaient fermer le port de Boston, serait un jour de jeûne et de prières. On demanderait à Dieu d'épargner aux colonies les maux de la guerre, ou, si les hostilités s'ouvraient, de bénir les armes qui tremblaient et s'agitaient déjà dans les mains des Américains. Le 7 juin, l'assemblée du Massachussetts, tenue à Salem,

proposa la réunion d'un congrès colonial à Philadelphie. Le lundi 5 septembre, onze colonies avaient des délégués dans la capitale de la Pensylvanie. On remarquait Patrick Henry, Washington, Richard Henry Lee, Samuel Adams, John Adams, Jay, Gadsden, John Rutledge, Hopkins. Les cinquante-cinq membres s'intitulèrent eux-mêmes « *the congress*, » et nommèrent Peyton Randolph et Charles Thomson président et secrétaire. Comment voterait-on? Grave question. On décida que chaque colonie n'aurait qu'une voix. Et puis, on convint de siéger portes closes. On s'imposait, sur l'objet et le caractère des délibérations, la plus grande réserve. On se demanda si, le lendemain, on commencerait les travaux par implorer la Providence. Jay et Rutledge tenaient peu au *Clergyman*, en raison de la diversité des sentiments religieux de l'assemblée. Samuel Adams avoua: « Je ne suis pas bigot; mais il ne me répugne pas d'entendre une invocation adressée par un homme pieux et vertueux qui soit en même temps bon patriote. » Le lendemain, l'épiscopalien Duché lut le psaume du jour où l'on semblait voir une prophétie: « Seigneur, combattez contre ceux qui combattent contre moi. Dites-leur de se persuader que l'outrage, pour moi, est comme la poussière que chasse le vent. Seigneur, qui protégez le faible, rien n'égale votre puissance. Jusques à quand patienterez-vous? Éveillez-vous. Levez-vous pour juger ma cause. Venez à mon secours; et ma bouche, pendant tout le jour, célébrera votre justice et vos louanges. »

Le Congrès vota une déclaration de droits. Elle com-

mence ainsi : « Le bon peuple de chacune des colonies de New-Hampshire, etc., justement alarmé par les procédés arbitraires du Parlement et du ministère anglais, a élu des députés pour siéger en congrès général dans la ville de Philadelphie, afin de pourvoir à ce que la religion, les lois, les libertés des colons ne soient point détruites. Les députés, réunis en pleine et libre représentation des colonies, prenant en considération les meilleurs moyens de parvenir au résultat désiré, et imitant ce que leurs ancêtres les Anglais ont fait en semblable occasion,— Déclarent : que les habitants des colonies anglaises de l'Amérique du Nord ont les droits suivants, droits qu'ils tiennent des lois immuables de la *nature*, des principes de la Constitution anglaise, et de leurs différentes Chartes... »

Les premiers de ces droits sont la vie, la liberté et la propriété. Les puritains, en traversant l'Atlantique, n'ont perdu aucune des immunités attachées au titre de Citoyen anglais. On approuva la fermeté du Massachussets. On recommanda aux habitants de Boston de persévérer dans leur attitude énergique.

Pour ne pas fermer toute issue à la conciliation, on prit l'engagement d'honneur de ne rien importer des possessions anglaises et de n'y rien exporter. Puis vinrent des adresses aux colonies, au peuple anglais et au roi.

La requête au roi ne fut pas mieux accueillie que les doléances antérieures.

Le général Gage, fidèle à la consigne, avait fermé le port de Boston le 1er juin. Le public murmura, gronda,

et fit mine de s'emporter. Pour prévenir toutes les éventualités, le chef des *lobsters* songea à couper les communications, en fortifiant l'isthme qui sépare la ville du continent. Les poudres d'un arsenal voisin furent réquisitionnées. Trente mille hommes du Massachussetts, désireux d'épargner à Boston le siége et le bombardement, offrirent leur appui. Le New-Hampshire et le Rhode-Island joindraient leurs efforts.

La nouvelle que le général Gage se fortifiait étant parvenue à Philadelphie, le Congrès somma l'Anglais d'arrêter ses travaux; et, dans une résolution nouvelle, envoya une seconde fois ses sympathies et ses vœux aux habitants du Massachussetts : « Si l'on emploie la force pour mettre à exécution les derniers actes du Parlement, toute l'Amérique doit soutenir les citoyens du Massachussets dans leur résistance. Quiconque acceptera une fonction, établie par l'acte du Parlement pour changer la forme du gouvernement et violer la Constitution, sera voué à l'exécration de tous les gens de bien, et regardé comme le détestable instrument du despotisme qui se prépare à détruire les droits et les libertés que l'Amérique a reçus de Dieu, de la nature et d'un contrat. »

Le Congrès, après avoir souhaité de voir aboutir les efforts de l'Amérique du Nord tendant à montrer à l'Angleterre l'injustice de sa politique, se sépara (26 octobre 1774). On fixait déjà, au 10 mai suivant, la réunion d'une autre assemblée coloniale.

George III défend d'exporter aux colonies des armes ou des munitions. Une proclamation est publiée dans

ce sens. Lisez, ô Américains, entre les lignes, qu'on se dispose à vous étrangler, et qu'on médite de vous désarmer la veille de la bataille.

Un nouveau Parlement siégea le 29 novembre 1774. Fallait-il désespérer de voir renaître les bons rapports? Un homme, une âme de feu, Chatham, à la Chambre des lords, le 20 janvier 1775, fit une motion. On prierait le roi d'ordonner l'évacuation de Boston. Il s'écria: « ...Bientôt il sera trop tard. Une heure perdue peut produire des années de malheur. Rappeler les troupes de Boston, c'est le premier moyen de rétablir la paix et de fonder notre prospérité... Pour ramener l'Amérique dans notre sein, il ne suffit pas de déchirer un morceau de parchemin; apaisez ses craintes et ses ressentiments, et alors espérez en sa reconnaissance et en son amour. Tant qu'une force armée postée à Boston irrite et insulte les Américains, toute concession, si vous pouviez l'arracher, serait incertaine; mais n'est-il pas évident qu'unis comme ils sont, vous ne pouvez pas les forcer à une honteuse soumission... Si les ministres persévèrent à mal conseiller le roi et à l'égarer, je ne dirai pas que le roi est trahi, mais j'affirme que le royaume est perdu. Je ne dis pas que les ministres détruiront l'affection que les sujets portent à la couronne, mais j'affirme que, quand ce diamant de l'Amérique n'y sera plus, la couronne ne vaudra pas la peine de la porter. » La motion, hélas! fut rejetée par 68 voix contre 18.

Le 1er février, Chatham, terrassé par la maladie, non vaincu, proposa au Parlement d'abroger les lois qui allaient déchaîner, dans le Nouveau-Monde, les atroci-

tés de la guerre. Plus de taxation, et l'Amérique laissait régler son commerce et contribuait, par ses assemblées, aux dépenses du gouvernement.

Ces réformes seraient déposées sur le bureau du Congrès attendu le 10 mai à Philadelphie. Chatham, de nouveau, cette fois par 32 voix contre 61, échoua.

Une dernière tentative de conciliation se produisit le 22 mars 1775. Burke termina ainsi un éloquent plaidoyer en faveur des colonies : « Conquérons un revenu américain comme nous avons conquis un empire américain. Ce sont les libertés de l'Angleterre qui ont fait l'Amérique ce qu'elle est ; ces libertés seules la feront ce qu'elle doit être. C'est avec une foi entière dans cette inaltérable vérité que je pose aujourd'hui la première pierre du temple de la paix. » 270 voix contre 78 donnèrent tort à Burke.

Et North, le ministre, peu rassuré au fond, d'autant plus impitoyable, fait étendre aux autres colonies les mesures dont souffre Boston, et ordonne l'embarquement d'un corps de dix mille hommes.

C'est l'heure où l'innocent, acculé, par un adversaire irascible, aux dernières limites de la patience, raidit son bras, décroche une arme, et jure de sauver, au prix d'un sang généreux, la patrie naissante, ou de mourir pour elle. L'ennemi est puissant. Pour le combattre, on n'a pas de généraux, pas d'armée, pas de munitions. Mais du Massachussets à la Virginie et aux Carolines, chacun possède, dans un coin de son âme, la notion claire et distincte d'un devoir à remplir. La science militaire s'acquiert sans ef-

forts lorsque la nécessité de la défense commune inspire aux citoyens la vertu sublime du sacrifice. D'abord, prenez la résolution de combattre, jusqu'à la mort, *pro aris et focis*. Si tout accident de terrain cache un enfant perdu de l'insurrection, et si chaque buisson abrite un patriote, ne désespérez pas. Avant que l'envahisseur n'ait eu le temps de régler sa marche, on découvrira des généraux, et l'on verra des organisateurs équiper, instruire, puis électriser des armées. Les Américains se forment déjà au métier que les Anglais vont leur enseigner longuement. Ils occupent, dans le Rhode-Island, les arsenaux, et s'emparent de pièces d'artillerie et de munitions. Ils font main-basse, en New-Hampshire, sur le fort *William and Mary* que protégent des canons et une certaine quantité de poudre. Dans la plupart des colonies, surtout dans le Massachussets, le Maryland, la Pensylvanie, on forge des armes, on fond des balles, et l'on fabrique de la poudre.

Patrick Henry, de la Virginie, soufflait dans les cœurs l'enthousiasme des grandes choses. Il voulait, dès le 20 mars 1775, au sein de la Convention siégeant à Richmond, « que la colonie fût immédiatement mise sur le pied de défense, et que, à cet effet, on nommât un comité chargé d'enrôler, d'armer et de discipliner un nombre de miliciens suffisant. » Malgré l'envoi des dix mille hommes de renfort promis par lord North, malgré l'échec suprême de lord Chatham, et l'effort désespéré de Burke; bien que les nouvelles lois restrictives du commerce colonial vinssent priver

30,000 matelots du Massachussets, du Connecticut, etc., adonnés à la grande pêche, de leur gagne-pain, des Virginiens regardaient encore la levée des miliciens comme un acte de témérité. Patrick Henry, après avoir rappelé qu'on avait reçu la dernière pétition avec un sourire perfide, supplia ses compatriotes de ne pas se laisser trahir par un baiser. Il ajouta :

« ... Nous avons fait tout ce qui était possible pour détourner l'orage qui approche. Nous avons adressé des pétitions, des remontrances, des supplications; nous nous sommes prosternés devant le trône, nous avons imploré le roi pour qu'il arrêtât les mains tyranniques du ministère et du Parlement. Nos pétitions, on ne les a pas regardées ; nos remontrances ont amené un redoublement de violences et d'insultes ; nos supplications ont été dédaignées; on nous a repoussés du pied du trône avec mépris. Après cela, il est chimérique de nourrir encore des espérances de paix et de réconciliation. Il n'y a plus de place pour l'espérance.... Il faut combattre. Un appel aux armes et au Dieu des armées est tout ce qui nous reste. Nous sommes faibles, dit-on, incapables de lutter contre un adversaire aussi formidable... Un peuple de trois millions d'âmes, un peuple armé pour la sainte cause de la liberté, et dans un pays comme le nôtre, est invincible ; il défie toutes les armées que l'Angleterre peut envoyer contre lui. D'ailleurs, nous ne sommes pas seuls. Il y a un Dieu juste qui préside aux destinées des nations ; il suscitera des amis pour combattre nos batailles. La victoire n'appartient pas seulement à la force. Elle appartient

aussi à la vigilance, à l'activité, à la bravoure. Enfin, nous n'avons pas le choix. Pour nous retirer de la lutte il est trop tard, quand même nous aurions la lâcheté de la déserter. Il n'y a plus de retraite pour nous que dans la soumission et l'esclavage! Nos chaînes sont forgées! On en entend le bruit dans les plaines de Boston! La guerre est inévitable. Qu'elle vienne donc, je le répète, qu'elle vienne! A quoi bon affaiblir les choses. On peut crier: la paix! la paix! Il n'y a plus de paix. La guerre est commencée. La première brise qui soufflera du Nord apportera à nos oreilles le bruit des armes. Nos frères sont déjà en campagne. Que faisons-nous ici à rester oisifs? Que désirent ces messieurs? Que veulent-ils? La vie est-elle si chère, la paix est-elle si douce qu'il faille l'acheter au prix des fers et de la servitude? Que le Dieu tout-puissant nous en préserve! Je ne sais pas ce que feront les autres, mais moi, je veux la liberté ou la mort. »

Il y a quelques années, un lundi de décembre, débarquait à Richmond, venant de Baltimore, un Français que la soif de connaître avait porté vers de lointains climats. Des maisons détruites, des édifices abattus, donnaient un aspect sombre et triste à la capitale de la Virginie. Les passants, d'un œil morne, regardaient les ruines amoncelées, soupiraient et détournaient la tête. Partout, la douleur et la consternation. On eût dit que les habitants avaient perdu l'usage de la parole. On hésitait à demander le nom d'une rue dans la crainte de troubler, par un mot, le silence où semblaient se complaire les âmes tourmentées.

Et lorsque, prenant son courage à deux mains, on interpellait un promeneur taciturne, l'homme, étonné, s'arrêtait, et, avant de vous répondre avec brièveté, s'efforçait de lire sur votre physionomie si vous étiez un ami ou un ennemi.

On était au lendemain de la guerre de sécession. Les traces de l'incendie attestaient les dernières frénésies des sudistes, qui avaient brûlé leur capitale avant d'y laisser entrer le général Grant.

Jefferson Davis, pour déchirer l'Union, avait lancé des ordres et des proclamations de la ville de Richmond où Patrick Henry, pour fonder cette même union, avait appelé ses concitoyens aux armes. Le voyageur qui remonta le *James River*, par un lundi de décembre, n'était autre que l'auteur de ce livre.

Nous nous sommes rappelé le discours du 20 mars 1775. La première brise du Nord, près d'un siècle auparavant, alors que l'avenir était incertain, avait apporté en Virginie le bruit des armes. Une autre brise avait soufflé en 1861 ! Nous avons rendu hommage aux États du nord qui ont su, par leur indomptable persévérance, garder intacte, honorée et respectée, la grande république.

Le 20 mars 1775, le projet de résolutions de Patrick-Henry fut voté ; et l'orateur, à la parole impétueuse et entraînante, forma un comité de défense où entrèrent avec lui Richard H. Lee, George Washington et Thomas Jefferson.

Le vent du nord s'éleva le 19 avril 1775.

On avait rendu compte au général Gage, le 26 fé-

vrier, que Salem renfermait un dépôt d'armes. Salem est au dessus de Boston, tout au fond d'une baie. Vite, on expédie un détachement à l'endroit convenu; on arrive, on fouille, et l'on ne trouve rien. Les armes étaient en sûreté. Les soldats, bafoués, songent à imputer au peuple leur insuccès. On prévint une rixe sanglante.

Gage, un peu humilié, avait hâte de prendre sa revanche. Des espions l'informèrent qu'un dépôt d'artillerie et d'équipements militaires existait à Concord, à une vingtaine de milles au nord-ouest de Boston. Dans la nuit du 18 au 19 avril 1775, le général anglais, au milieu du plus grand silence, avait fait sortir de Boston un corps de 900 hommes commandé par le colonel Smith et le major Pitcairn. Profond mystère. Rien n'avait transpiré. Était-ce bien sûr? Lorsqu'on se frotte à un peuple luttant pour ses droits et ses libertés, on est inondé de traîtres. Les murs les plus épais écoutent, et l'air qu'on respire conspire. Le docteur Warren savait tout. Il prévint les *minute men*, soldats patriotes qui devaient toujours être prêts, en une minute, à paraître en armes.

On sonna les cloches. Samuel Adams et Hancock étaient à Lexington lorsqu'un messager de Warren y arriva. La milice veillait. Pitcairn s'étant montré à la tête de l'avant-garde du détachement anglais, cria aux habitants de Lexington : « *Disperse*, *ye villains*, *ye rebels*, *disperse*. Dispersez-vous; vous êtes des misérables, des rebelles, dispersez-vous. » Les miliciens peu nombreux (70), mais pleins de courage, ne pouvaient ni résister, ni fuir. Pitcairn cria : « Feu ». Aussitôt

tombèrent les premiers martyrs de l'indépendance. Voici leurs noms : Isaac Muzzey, Robert Munroe, Jonathan et Caleb Harrington, Samuel Hadley, John Brown et Asahel Porter. Aux sept morts s'ajoutaient neuf blessés.

Les Anglais poursuivirent leur marche sur Concord, séparé de Lexington par une distance de six milles. Des habitants de plusieurs communes voisines s'étaient joints aux citoyens de Concord. A l'approche de l'ennemi, on escalada une colline qui domine la ville. On tint conseil. L'enthousiasme suppléait au manque d'organisation ; les chefs, qui promettaient de donner l'exemple de l'intrépidité, étaient les colonels Barrett, Robinson, Pierce et Brooks, le major Buttrick, les capitaines Davis, Brown, Miles, Barrett et Smith. La colonne, précédée des *minute men*, s'ébranla vers dix heures du matin. L'ennemi, maître du pont, tira deux ou trois coups de canon, et l'action s'engagea. Dans la pensée des Anglais, quelques balles suffiraient pour disperser les milices. Mais les Américains, par des feux de peloton bien nourris, affaiblirent l'assurance de leurs adversaires, et ne tardèrent pas à causer un certain étonnement aux soldats de Gage, signe précurseur de la confusion.

Elle se produisit bientôt, et les excursionnistes venus de Boston, abandonnant des morts et des blessés, battirent en retraite avant midi. Ils furent poursuivis et harcelés. Revenus à Lexington, ils n'échappèrent à une déroute complète que grâce à un renfort de 2,000 hommes. Enfin, après avoir essuyé de nom-

breuses escarmouches, ils rentrèrent à Boston, « *their tongues hanging out of their mouths like those of dogs after a chase,* » la langue pendant hors de la bouche comme des chiens après la chasse. Ils laissaient derrière eux 273 hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Les Américains avaient 49 morts, 34 blessés et 5 prisonniers.

Les hostilités sont ouvertes.

L'histoire des États-Unis commence.

CHAPITRE IV

L'APPEL DES « INSURGENTS. »

L'emprunt de 100,000 livres. — On décide la levée de 30,000 combattants. — Prise du Crown-Point et du Ticonderoga. — Réunion du Congrès de Philadelphie (10 mai 1775). — George Washington nommé général en chef (15 juin 1775). — Combat de Bunker Hill (17 juin 1775). — L'Angleterre envoie 28,000 marins et 55,000 soldats. — William Howe. — Le plan des Anglais. — Le livre de Paine. — Le général Howe évacue Boston (17 mars 1776). — Montgomery et Arnold au Canada. — La déclaration d'indépendance (4 juillet 1776). — La flotte anglaise devant Charleston. — L'amiral Howe en vue de Staten-Island. — Lettre à Franklin. — Réponse. — Prise de Long-Island. — La conférence de Staten-Island. — Retraite de Washington à Harlem. — Défaite des Whiteplains. — Washington passe l'Hudson et se réfugie au fort de Lee. — La cause de l'Indépendance compromise. — Franklin s'embarque pour la France.

Un ancien, un sage, disait : « Pour faire la guerre, il faut trois choses, de l'argent, de l'argent et... de l'argent. » L'Assemblée provinciale du Massachusetts vota un emprunt de 100,000 livres, et garantit le papier mis en circulation par le Connecticut et le Rhode Island. En outre, elle déclara que le général Gage s'était déshonoré, et qu'on ne lui devait plus l'obéissance. Le premier noyau de l'armée serait fourni, 13,600 hommes par le Massachusetts, 2,000 par le New-Hampshire, 6,000 par le Connecticut, 1,500 par le Rhode Island et 6,900 par les autres Etats de la Nouvelle-Angleterre, de manière à compléter un contingent de 30,000 combattants.

Les règles de la stratégie, en certaines occurrences, se devinent. Le lac Champlain, dont les eaux se jettent,

par la rivière Richelieu, dans le Saint-Laurent, se relie à l'Hudson par le canal du Nord, et au lac Érié par le canal de l'Ouest. L'Hudson, c'est New-York et c'est l'Europe; le Saint-Laurent, c'est le Canada et c'est aussi l'Europe, d'où peut venir l'appui. Deux forts commandent cette position vers le sud, le Crown-Point et le Ticonderoga. Quelques volontaires, animés d'un courage plein de témérité, s'en emparèrent.

L'exploit s'accomplit le jour même où le deuxième Congrès se réunissait à Philadelphie (10 mai 1775). Franklin, récemment arrivé d'Angleterre, fut compté au nombre des délégués. Peyton Randolph, qui présidait le premier Congrès, resta président; c'était un modéré. Nouvelle marque de déférence envers l'Angleterre. On garda comme secrétaire Charles Thomson; mais Randolph ayant donné sa démission, Thomson le suivit dans sa retraite, et l'on choisit, à leur place, Hancock et Samuel Adams, ennemis jurés du général Gage. Après avoir ordonné les mesures que l'approche des troupes anglaises rendait indispensables, le Congrès, s'enhardissant enfin, déclara qu'on devait mettre les colonies sur la défensive.

Les soldats de Gage ne vont-ils pas porter l'incendie dans les ports du Nord? A ceux qui redoutent un tel désastre, Gadsden pose une question: « Nos villes maritimes sont faites de bois et de briques; si elles sont détruites, nous avons de l'argile et des forêts pour les rebâtir; mais si les libertés de notre pays sont anéanties, où trouverons-nous des matériaux pour les reconstituer?

On lève une armée. Et pourtant, à cette heure solennelle, les délégués n'ont pas encore perdu tout espoir de conciliation. On dira que leur patience est sans bornes. On n'aura pas tort. On recommença la pétition au roi et au peuple anglais : soins inutiles.

On recrute des défenseurs. Mais quel général conduira les troupes à la victoire? Armer, équiper, instruire les volontaires; grouper des éléments disparates; imprimer aux efforts une direction unique, souveraine; centraliser les opérations sans étouffer les initiatives particulières; servir les intérêts de la patrie commune sans nuire à la liberté d'action de chacune des treize colonies, tel est le programme. Pour le remplir, on réclame un homme dont les talents militaires et les vertus privées puissent inspirer aux soldats la confiance, au pays le respect, à l'Angleterre la crainte.

Le Congrès, sur la proposition de John Adams, choisit pour général en chef de toutes les forces américaines le colonel George Washington (15 juin 1775), aux appointements de 500 dollars par mois.

Il est des hommes qui perdent beaucoup à être vus à distance par la postérité. Ainsi Napoléon, *comediante, tragediante*.

Il est d'autres hommes qui grandissent toujours. Ainsi Washington.

Le 15 juin 1775, le général en chef a un peu plus de 43 ans. (Il est né le 11 février 1732.)

Il habite Mount-Vernon, demeure princière située en Virginie, sur les bords du Potomac. Nous avons visité Mount-Vernon au mois de juillet, par un soleil brûlant.

Des bois ombreux, fort heureusement, entourent le domaine solitaire, et y conduisent.

Le tombeau du général qui va prendre, à l'époque où nous sommes arrivé, le commandement des troupes américaines, est caché par des arbres. On y arrive en gravissant la colline où est située une maison à un seul étage. En entrant par la cour, vous remarquez, dans un vaste corridor, à droite, et fixée au mur, la clef de la Bastille, présentée à Washington par Lafayette.

Cette clef, grosse comme le doigt, est très-noire. Elle offre une poignée pleine. Au-dessous est cette inscription : « Clef de la Bastille présentée an général Washington par le général Lafayette après la destruction de cette prison en 1789. »

A droite, après avoir traversé une petite salle à manger, on peut toucher un clavecin, présent de noces du général Washington à sa fille adoptive, Eleonor Curtis, Mme Lévis. On peut même s'asseoir sur la chaise où s'asseyait jadis la musicienne. La pièce où vous vous trouvez est haute de plafond. Cette cheminée de marbre blanc a été offerte à Washington. Lès trois plaques de devant sont ornées de sujets champêtres. Sur l'une, vous distinguez un laboureur commençant sa journée. L'homme des champs arrange le collier d'un de ses chevaux. Un chien le regarde. A l'arrière-plan, deux lièvres que le voisinage de l'ennemi ne semble pas du tout inquiéter. Sur l'autre plaque, faisant face à la première, une villageoise tire de l'eau. Près d'elle, un enfant ramasse du bois. Il en a déjà plein sa blouse. La

plaque du milieu représente un coucher de soleil. Des moutons et un bœuf reviennent des gras pâturages. Le bœuf n'a plus qu'une corne. Le conducteur montre à une femme que la journée va finir. La femme a une outre sur la tête et tient un enfant. L'enfant a peur d'un chien qui le précède. La tête du chien manque. Le plafond est émaillé de gerbes, de faucilles et de pelles. Tables; équipements de Washington; nécessaires; encrier.

Salon de l'Est. — Cheminée en bois simple; chenets; deux fenêtres; canapé. Entre les deux fenêtres, un aigle.

Salon de l'Ouest. — Il est orné de boiseries. Une marine agrémente la cheminée. Une mappemonde grosse et grasse. La couche de graisse a fait un méli-mélo des mers et des continents.

Au premier, un lit long et large, muni, aux quatre coins, de quatre poteaux rejoignant le plafond. Sur les quatre poteaux, on adaptait une moustiquaire. Ici a couché le général Lafayette.

La maison est précédée d'un parc. On y montre encore des arbres plantés par Washington.

Les dépendances comprennent quatre petites maisons sans étages : la cuisine, les appartements des domestiques blancs, la resserre des bouteilles et la demeure du jardinier.

Derrière l'édifice, et au bas de la colline, coule le Potomac.

En attendant le *steamboat* qui doit nous reconduire à la capitale, après avoir touché à Alexandrie, nous

descendons à la cave. Nous y trouvons une caisse qui a contenu autrefois des bouteilles de Bordeaux. Il reste une bouteille vide avec son étiquette. Washington buvait-il du vin? Grave question pour les tempérants d'Amérique.

Un bruit se fait entendre; c'est un coup de canon. Un navire salue le tombeau et la demeure que nous venons de visiter. Il est rare qu'un capitaine remonte ou descende le Potomac, sans donner un témoignage de respect à George Washington, hôte disparu de Mount-Vernon.

Si nous nous reportons à l'année 1775, nous trouvons, à Mount-Vernon, un homme de haute taille, à la constitution robuste. Son œil pensif, qui ne brille d'aucune étincelle, encadre une physionomie pleine de douceur et de franchise. Accessible à tous, son attitude est digne, sans être imposante. Ennemi des flatteurs et de la vaine renommée, il semble plutôt fuir les compliments que rechercher les hommages. D'une modestie prompte à s'alarmer, il possède, en tout le reste, une égalité de caractère vraiment admirable. Il évite, en restant lui-même, les retours imprévus que l'emportement s'impose et que la sagesse accepte. Il a pris la vie par le côté pénible, et la pente naturelle des choses l'a rendu sérieux et simple. D'un jugement droit et sûr, il écoute beaucoup et parle peu. Dans l'assemblée de la Virginie, il n'a jamais fait un discours de plus de dix minutes. Et, quand il prenait jadis la parole, c'était toujours pour aborder le point capital, qu'il discernait avec une rare précision. Il se bornait, comme l'a révélé

un contemporain, « à donner un coup d'épaule aux grandes questions, sachant bien que les petites suivraient d'elles-mêmes. » Sa tranquillité d'âme nuit peut-être chez lui à la promptitude de la résolution; mais, quand il a pris un parti, il accepte l'action avec courage et intrépidité.

Washington, né à Bridge's Creek, Virginie, le 11 février 1732, descendait d'un gentilhomme anglais qui, vers 1657, était venu chercher fortune en Amérique. Il avait onze ans quand son père mourut. La famille était nombreuse : dix frères et sœurs. La veuve, illettrée, mais d'un sens droit, d'un esprit juste, inspirait ce profond respect que constituent la crainte et l'affection.

George céda de bonne heure à ses goûts militaires. A quatorze ans, il fut reçu aspirant dans la marine anglaise. Mais la marine, c'était la vie vagabonde, et c'était l'absence. La mère s'interposa. Et l'enfant, pour combler les vœux d'une sainte femme, se hâta d'acquérir les notions d'arithmétique et de géométrie indispensables à un arpenteur. Sa science ne s'étendait même pas jusqu'aux règles de la grammaire. Ce qu'il ne put apprendre à l'école, il se l'inculqua en devenant son propre maître. De seize à dix-neuf ans, l'arpenteur mena la dure existence du pionnier qui s'approprie le désert, le délimite, condamne la forêt séculaire, et, quand il a percé des routes, dit à la civilisation : Avance. Il couche rarement dans un lit. Après toute une journée de marche, harassé, fatigué, il se jette, le soir, auprès d'un grand feu, sur une botte de paille ou de foin, ou sur une peau d'ours.

A dix-neuf ans, il commença le dur métier des armes. L'Angleterre, jalouse de dominer au loin, voulait expulser la France du continent américain. La Virginie, mise en état de défense, avait été divisée en districts militaires. Le commandement de l'un de ces districts fut confié au major Washington. La guerre s'ouvrit, et le jeune officier donna souvent, aux vieux généraux, des conseils excellents. Il fut promu au grade de colonel; et, la paix signée, fit accepter sa démission pour siéger à l'assemblée de la Virginie, où il venait d'être élu. A vingt-sept ans, en quittant l'armée, il avait épousé une jeune veuve. L'amour, chez lui, s'était révélé dans une circonstance assez singulière. Un jour, le brillant colonel, suivi d'un domestique, chevauchait. Il avait traversé prosaïquement le gué de William. Un gentilhomme, M. Chamberlayne, ayant reconnu Washington, offrit au cavalier de s'arrêter sous son toit. Le colonel allégua un prétexte et voulut continuer sa route. M. Chamberlayne insista. Il parlait, d'ailleurs, de présenter le héros à une jeune veuve qu'il avait le plaisir de posséder en ce moment. Washington, pour ne pas déplaire à son aimable interlocuteur, mit pied à terre; mais à la condition que, aussitôt après le dîner, il regagnerait Williamsburg. Il confia sa monture aux soins de Bishop, le serviteur qui l'escortait, et entra. Une heure se passa, puis deux heures s'écoulèrent, puis trois. Bishop attendait. Le soir vint. Bishop attendait toujours. « C'est singulier, se disait le vieux soldat, c'est bien singulier; lui, l'exactitude même. » Les ombres s'épaississent; le froid était piquant. Lorsque Washington

se souvint de Bishop, la nuit était trop avancée pour qu'on pût songer au départ. On était prisonnier jusqu'au lendemain. Douce servitude; car, bientôt, le colonel retourna chez M. Chamberlayne. Ce qui advint, on le devine : la jeune veuve, Mme Curtis, s'appela un jour Mme Washington.

A la veille d'aller prendre le commandement en chef des forces américaines, Washington écrit à sa femme : « Mon seul chagrin est de songer à l'ennui que vous éprouverez d'être laissée seule. Je vous prie donc de vous armer de tout votre courage, et de passer votre temps le plus agréablement possible... Comme la vie est toujours incertaine, je joins un testament à cette lettre. Les avantages que ces actes vous assurent, dans le cas où je viendrais à mourir, vous seront, je l'espère, agréables. »

Sa nomination lui imposait des devoirs dont l'étendue l'effrayait un peu.

Le lendemain du jour où il fut choisi par le Congrès, il se leva et dit : « Je suis vraiment touché de l'honneur qu'on m'a fait; mais j'éprouve une grande inquiétude : je crains que mes talents militaires ne répondent pas à l'importance de la mission qui m'est confiée. J'accepte, cependant, puisqu'on le désire, ce devoir difficile; je ferai de mon mieux pour servir et soutenir une glorieuse cause. Je prie le Congrès de recevoir mon remercîment cordial pour ce beau témoignage de son approbation. Mais, s'il arrive quelque événement malheureux qui soit défavorable à ma réputation, je conjure tous les membres de cette assemblée de se souve-

nir que, aujourd'hui, je déclare, avec la plus entière sincérité, que je ne me crois pas égal au commandement dont on m'honore. Quant à la solde, je prie le Congrès de croire qu'aucune considération pécuniaire ne m'aurait fait accepter cet emploi difficile, au prix de mon bien-être et de mon bonheur domestique. Je ne veux donc point tirer un revenu de mon commandement. Je tiendrai un compte exact de mes dépenses. Je ne doute pas qu'on ne les acquitte; c'est tout ce que je désire. »

Le lendemain, les délégués de toutes les colonies résolurent, à l'unanimité, « de soutenir, d'assister au risque de leur vie et de leur fortune le nommé George Washington, et de l'aider à défendre la cause de la liberté américaine. »

Le général désigné avait le commandement de toutes les forces actuelles ou futures des colonies unies, et plein pouvoir de faire ce qu'il croirait utile et nécessaire de tenter pour atteindre le but proposé. En outre, il avait pour mission spéciale de préserver les libertés américaines de tout détriment (*that the liberties of America receive no detriment*).

Une activité fiévreuse s'empara des colonies. On multiplia les fabriques d'armes où s'empressèrent de travailler les vieillards et les infirmes. Pour encourager la solidarité, on organisa entre toutes les colonies un service régulier des lettres, des pamphlets et des journaux, et l'on mit Franklin à la tête de l'entreprise.

Il fallait agir sur Boston. Les forces américaines, dans le Massachusetts, ne dépassaient pas 14,000 hommes!

Et quels soldats ! mal armés, ne possédant qu'un soupçon d'uniforme !

Ces bataillons peu aguerris eurent le dessous à Bunker-Hill (17 juin 1775). Qu'y a-t-il là d'étonnant ? Mais être vaincu, et montrer, par la défaite, qu'on sera un jour capable de vaincre, c'est ce que firent les Américains aux portes de Boston. Joseph Warren, président de l'Assemblée provinciale, prit un fusil. On lui recommandait de ne pas exposer sa vie. Il s'écria : « Il est doux de mourir pour son pays. »

Charlestown est unie à Boston par un pont jeté sur le Charles River. Un peu plus au nord est Bunker-Hill.

Après l'échec de Lexington, le général Gage avait menacé Charlestown d'être réduit en cendres si les Américains occupaient les hauteurs qui commandent la ville. Le moment venu d'exécuter la menace, le général Howe expédia un ordre à Clinton et à Burgoyne. Bientôt, des obus partis de Copp's Hill allumèrent l'incendie. La batterie de Copp's Hill fut secondée dans son œuvre de destruction par les décharges du *Falcon*, du *Lively*, du *Somerset* et de deux batteries flottantes.

Dans le camp des Américains, le colonel Prescott avait proposé à Warren de prendre le commandement. Warren avait confessé : « Je viens comme volontaire pour m'instruire à l'école d'un soldat expérimenté. » Les Anglais, munis de leurs sacs, obligés d'escalader des murs et de franchir des haies, gravirent les hauteurs avec beaucoup de difficulté. Ils s'avançaient en tirant ; mais leur feu, mal réglé, était presque inoffensif. Lorsqu'il les vit assez rapprochés, Prescott donna le si-

gnal de l'attaque, et presque tout le premier rang de l'ennemi tomba. Les assaillants, repoussés dans deux assauts, furent plus heureux dans une troisième tentative. Les Américains reculèrent ; Warren fut tué.

Lorsque Washington, en route pour le Massachusetts, apprit l'engagement de Bunker-Hill, le général demanda aussitôt :

— Comment les colons se sont-ils conduits? comment ont-ils soutenu le feu ?

On lui répondit :

— Avec beaucoup de bravoure; ce n'est qu'au troisième assaut que la redoute a été emportée.

— C'est bien, fit l'homme de guerre sans ressources, qui allait combattre une puissante nation, la liberté est sauvée.

Les Américains perdirent 145 hommes tués ou disparus, et eurent 304 blessés. Au nombre des morts était le jeune, l'éloquent Warren.

On compta 1,055 Anglais tués ou blessés.

L'Angleterre, avec solennité, annonça que les colonies seraient réduites par la force. Les pétitions émanées de Congrès illégalement réunis n'avaient pour but que de voiler les desseins ténébreux de leurs auteurs. Le Parlement écouta les plaintes de George III le 26 octobre 1775, et s'empressa de soutenir le ministère alarmé. 28,000 marins, 55,000 soldats, dont beaucoup d'Allemands (Hanovriens et Hessois), bientôt compléteraient un effectif imposant. Interdiction de toute espèce de commerce avec les colonies, et menace de confisquer en pleine mer le vaisseau américain ou

la marchandise venue d'Amérique. Tout individu, capturé sur un navire des États insurgés, serait conduit à bord d'un vaisseau royal et y servirait comme matelot.

On offrit le commandement des troupes anglaises au vieux général Oglethorpe. Le fondateur de la Géorgie ayant affirmé qu'on ne soumettrait jamais les Américains par la force, on se tourna du côté de sir William Howe, frère de l'amiral de ce nom.

Le plan d'opérations adopté se résumait ainsi : Expulser les Américains du Canada, où l'on avait signalé la présence des milices, et occuper l'est ; agir dans le sud en prenant Charleston ; s'emparer de New-York, et, par le lac Champlain, se relier au Canada.

Le Congrès colonial était séparé lorsqu'on put s'édifier en Amérique sur les intentions du roi et des ministres (mars 1776). Le livre de Paine, le *Bon sens*, tiré à des milliers d'exemplaires, avait soufflé sur la constitution anglaise, et découvert les fissures de cet antique monument.

Le roi se soumet à la loi. Il ne gêne ni n'étouffe la passion du progrès ; mais qui rédige le *bill* du Parlement, sinon le roi par son or et ses places? Un despote est moins hypocrite. Il vous baillonne et vous musèle sans prendre un chemin de traverse.

Voilà pourquoi on ne peut rester Anglais. D'ailleurs, l'occasion est propice. Aujourd'hui, on est la jeunesse et la force. La séparation s'impose. Plus tard, il sera trop tard. En ce moment, dit Paine, « il n'est au pouvoir d'aucune puissance de subjuguer l'Amérique, si elle ne se subjugue pas elle-même par son irrésolution

et sa timidité... L'Ancien-Monde est dans l'oppression; la liberté à été chassée de l'Asie et de l'Afrique; l'Europe l'a traitée comme une étrangère; l'Angleterre elle-même l'a bannie : c'est dans les États-Unis d'Amérique qu'elle a trouvé un asile. »

Le livre de Paine eût provoqué la rupture, si l'Angleterre, par ses rigueurs, ne l'avait assez justifiée. Le Congrès américain, usant de représailles, délivra des lettres de marque et ouvrit les ports du continent à toutes les nations. On traqua les espions anglais. On montra aux colonies la nécessité urgente de se donner un gouvernement libre (mai 1776).

Le 7 juin, Richard Henry Lee propose que « les colonies unies forment légalement des États libres et indépendants ; qu'elles soient affranchies de toute allégeance envers la couronne anglaise, et que tout lien politique entre elles et la Grande-Bretagne soit brisé; qu'on prenne immédiatement des mesures pour obtenir l'alliance des puissances étrangères, et qu'un projet de confédération soit préparé et soumis à l'approbation des colonies respectives. »

On discuta le lendemain. John Adams soutint Richard Henry Lee. La motion fut votée par 31 voix contre 12.

Au moment où le Congrès de Philadelphie laissait entrevoir une indépendance prochaine, Washington avait obligé le général Howe à évacuer Boston (17 mars 1776).

Après la bataille de Bunker-Hill, les 14,000 hommes qui constituaient toute l'armée américaine, étaient aussi

indisciplinés que courageux. Washington régla les élans du patriotisme.

Le grand obstacle venait des enrôlements à courte durée. Au bout d'un an de service, le soldat était libéré. Il partait presque toujours. A côté de lui, le milicien regagnait ses foyers quand il désirait les revoir. Cette tolérance affaiblissait l'armée que venait déjà suffisamment compromettre le manque de poudre, de baïonnettes, et l'absence d'ingénieurs et de canonniers.

Washington obtint d'abord que la durée des engagements serait de trois ans. Il fit ensuite décider que le service militaire ne cesserait qu'avec la guerre.

Pour ne pas renouveler l'échec de Bunker-Hill, on éleva des redoutes aux approches de Boston, et la ville fut bientôt cernée. Le siége suivait ses phases lorsque le Congrès de Philadelphie apprit que l'Angleterre équipait des forces nouvelles. Washington reçut l'ordre de réduire Boston. Dans la nuit du 4 au 5 mars, des troupes américaines, favorisées par d'épaisses ténèbres, franchirent l'isthme de Dorchester et se retranchèrent sur les hauteurs qui dominent Boston. Le général Howe, surpris de tant d'audace, sé retira, après avoir déclaré qu'il bombarderait la ville si l'on troublait la retraite et l'embarquement de l'armée anglaise.

Le lendemain (18 mars), Washington, à la tête d'une armée qui se disciplinait, porta aux Bostoniens le rayon bienfaisant de la patrie.

Pendant le siége de Boston, les Anglais s'étaient proposé de prendre le Canada comme base d'une nou-

velle série d'opérations. Une armée, par le lac Champlain, descendrait l'Hudson, s'emparerait de New-York, pendant qu'un corps de troupes marcherait sur les assiégeants.

Le congrès, informé, avait prévenu les desseins de l'ennemi en organisant une expédition contre le Canada. 3,000 hommes, tirés des forts de Crown Point et de Ticonderoga, gagnent, par le lac Champlain, le fort Saint-John et l'occupent après un siége (3 novembre 1775). Ils sont commandés par Montgomery. Saint-John pris, Montréal doit succomber. La ville pourtant est située sur l'autre rive du Saint-Laurent. Qu'importe? On y entre.

Sur ces entrefaites, Arnold, à la tête de 1,200 hommes, quittait le camp de Boston et se dirigeait sur Québec où il espérait joindre Montgomery. La jonction s'opéra le 1er décembre, au-dessous de Québec. On dirigea, de concert, une attaque contre la place. On fut repoussé avec de grandes pertes. Montgomery était tué. Arnold était blessé.

Le général Howe avait pris la direction d'Halifax. Nous le retrouverons bientôt à Staten-Island, près de New-York.

Le congrès de Philadelphie, après avoir admis, le 10 juin, le principe de l'indépendance, avait renvoyé au 1er juillet les résolutions à prendre. Un comité, composé de Thomas Jefferson, de John Adams, de Benjamin Franklin, de Roger Sherman et de Robert Livingston fut chargé de préparer la déclaration d'indépendance, que Jefferson eut pour mission de rédiger.

Le 1er juillet on adopta le projet de Jefferson après une vive discussion. On adoucit l'aigreur d'un passage reprochant aux frères d'Angleterre d'être restés « sourds à la voix de la justice et du sang », et promettant « de renier à jamais ces frères insensibles. » On retrancha tout un paragraphe condamnant la traite des noirs et l'esclavage.

Thomas Jefferson était assis à côté du docteur Franklin. Les mutilations que subissait son œuvre l'irritaient. Franklin, pour le consoler, lui dit :

« Je me suis imposé la règle d'éviter, autant que possible, les fonctions de rédacteur des papiers d'État destinés à être revus par une assemblée. L'expérience me vient d'un incident que je vais vous raconter. Quand j'étais ouvrier imprimeur, un de mes compagnons, apprenti chapelier, était sur le point d'ouvrir boutique. Il imagina une jolie enseigne avec une belle inscription. Il la composa ainsi : *John Thompson, chapelier, fait et vend des chapeaux au comptant.* Au-dessous était dessiné un chapeau. Les amis furent consultés. Le premier répondit : « Le mot *chapelier* est complétement inutile, puisqu'il est suivi de cette expression : *fait des chapeaux*, qui indique assez l'état de chapelier. » Le mot fut retranché. Le second objecta : « Pourquoi ne pas omettre *fait?* Peu importe aux clients qui fait les chapeaux, pourvu que ces chapeaux soient bons et qu'ils leur plaisent. » Il ne resta plus que : *John Thompson vend des chapeaux au comptant.* Quelqu'un s'écria : *Vend des chapeaux !* A quoi bon? Personne ne s'attend à ce que vous donniez votre mar-

chandise. Et un interlocuteur ayant fait remarquer que *au comptant* ne signifiait rien puisque tous les acheteurs s'attendaient à payer, l'inscription survécut ainsi réduite : *John Thompson*. Au-dessous s'étalait l'image d'un chapeau qui, fort heureusement, trouva grâce devant les censeurs. »

La déclaration d'indépendance fut signée le 4 juillet 1776.

Les représentants des treize colonies se réunirent dans la salle de gauche du *State-House* de Philadelphie.

John Witherspoon, du New-Jersey, se leva et dit :

« Il est, dans les choses humaines, un courant qu'il faut saisir. Nous voyons aujourd'hui ce courant devant nous. Cette noble déclaration qui vous est soumise, et qui assure l'immortalité à son auteur, doit être signée ce matin par chaque membre de l'Assemblée. Celui qui hésitera ne mérite pas le titre de citoyen. Bien que cette tête soit destinée à descendre dans la tombe, j'aimerais mieux, j'aimerais mille fois mieux qu'elle y fût jetée par la main du bourreau que de la voir trahir, en ce moment suprême, la cause sacrée de mon pays. »

John Hancock saisit la plume, signa en caractères d'un pouce, et s'écria :

« Voilà ! John Bull peut lire mon nom sans lunettes. Et que maintenant il double le prix auquel il a mis ma tête. Tel est mon défi. »

La journée, cependant, s'écoulait, et les quakers, anxieux, prêtaient en vain l'oreille pour entendre le son d'une cloche, qui devait annoncer au monde l'avénement d'un grand peuple. Des murmures, déjà, trahis-

saient le mécontentement. On savait bien que les auteurs de cet acte important seraient pendus en cas d'insuccès; mais les Jefferson, les Franklin, les Hancock avaient promis de ne pas reculer. Oseraient-ils manquer à leur parole ? Enfin, vers deux heures du soir s'ébranla, dans le *City-hall*, une cloche que nous avons pu toucher de nos mains à Philadelphie. On l'avait apportée d'Angleterre en 1752. Elle est fendue et porte une inscription en vers anglais.

M. Dickinson s'étant abstenu, tous les autres membres du congrès, au nombre de cinquante-cinq, votèrent la célèbre déclaration qui commence ainsi :

« Lorsque le cours des événements humains met un peuple dans la nécessité de briser les liens politiques qui l'attachaient à un autre peuple, et de prendre, parmi les puissances de la terre, la place séparée et le rang d'égalité auxquels il a droit en vertu des lois de la nature et de celles du Dieu de la nature, le respect qu'il doit à l'humanité exige qu'il proclame les causes qui le poussent à cette séparation... »

Le soir du 4 juillet, les comités de salut public et de surveillance se rendirent au *state-house*, où la déclaration d'indépendance fut lue aux bataillons de volontaires et aux habitants. Puis, aux acclamations de la foule, les emblêmes de la royauté furent arrachés des édifices publics et livrés aux flammes.

Demain, il y aura de cela un siècle ! Et les insurgés du 4 juillet ont fondé une république dont la prospérité va toujours grandissant. Ayons leur persévérance et leur sagesse; nous aurons leur force. S'ils étaient la

jeune Amérique, ne sommes-nous pas la France nouvelle ?

Les treize États apparus le 4 juillet 1776 à la vie politique étaient le New-Hampshire, le Massachusetts, le Connectitut, le Rhode-Island, le New-York, la Pennsylvanie, le Delaware, le New-Jersey, le Maryland, la Virginie, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud et la Georgie.

On ne devait pas tarder à signaler les Anglais à Sandy-Hook, et Washington avait volé au secours de New-York. Le 9 juillet, il mit la déclaration d'indépendance à l'ordre du jour de l'armée, en rappelant à ses subordonnés que « la paix et le salut du pays » étaient liés au succès des opérations militaires. Le lendemain, le général écrivit au congrès : « ... J'ai eu soin de faire proclamer la déclaration en présence de l'armée ; elle a produit le meilleur effet, officiers et soldats y ont applaudi chaleureusement. »

L'enthousiasme, dans certain milieu, dégénéra en désordre. On brisa à New-York, dans Bowling-Green, une statue en plomb du roi Georges. On jeta le métal dans le creuset, et l'on en fit des balles. Washington blâma cet acte de violence.

Le 10 juin précédent, le *Bristol*, éclairant la flotte anglaise, avait jeté l'ancre devant Charleston. Une attaque s'en était suivie contre la position qui commande Sullivan's Island, et la presqu'ile où est élevée la ville principale de la Caroline du Sud. Les assaillants avaient dû s'avouer vaincus, et le fort, du nom de son intrépide défenseur, s'était appelé fort Moultrie.

L'amiral Howe franchit la barre de Sandy-Hook, et arriva en vue de Staten-Island dans la soirée du 12 juillet. Il lança une proclamation où il annonçait au peuple américain ses intentions pacifiques. Et pour mieux confirmer le document, il adressa de chaudes protestations d'amitié à Franklin, qu'il avait connu en Angleterre.

Franklin, après avoir pris l'avis du congrès, répondit (31 juillet 1776) : « Offrir le pardon à des colonies qu'on a outragées, c'est, en vérité, montrer qu'on nous croit encore l'ignorance, la bassesse, l'insensibilité que votre aveugle et orgueilleuse nation s'est longtemps plu à nous supposer... Il est impossible que nous songions à nous soumettre à un gouvernement qui, avec la plus insigne barbarie, a, au plein cœur de l'hiver, brûlé nos villes sans défense, excité les indiens à massacrer nos paisibles fermiers, nos esclaves à assassiner leurs maîtres, et qui, en ce moment même, nous envoie des stipendiaires étrangers pour inonder de sang nos provinces... Quand il nous serait possible d'oublier et de pardonner, vous ne pourrez jamais, vous, Anglais, pardonner à un peuple que vous avez si cruellement offensé... La guerre dirigée contre nous est à la fois injuste et insensée : *posterity will condemn to infamy those who advised it*, la postérité en condamnera les instigateurs à l'infamie. »

Washington avait occupé Long-Island, Governor's-Island, Powles-Hook, fortifié Brooklyn, et concentré ses forces à la pointe de New-York. Ainsi, l'ennemi ne

pouvait remonter l'Hudson, ni s'engager dans la rivière de l'Est, sans être sérieusement inquiété.

L'amiral lord Howe était très-désireux d'entrer en négociations avec le général en chef de l'armée américaine. Le lendemain de son arrivée à Staten Island, il remit, à un parlementaire, la proclamation au peuple d'Amérique, et une lettre à M. George Washington, *esquire*. Le colonel Reed répondit au messager qu'on ne connaissait, dans l'armée, aucun *monsieur* du nom de Washington, et l'envoyé se retira.

Le général américain, dont le titre était ainsi méconnu par lord Howe, déclara au congrès : « ... J'ai cru devoir insister sur une marque de considération à laquelle je ne tiendrais pas si l'honneur du pays n'y était engagé. » Le congrès vota que Washington avait « agi avec dignité. »

Après cette tentative infructueuse, et la réponse peu encourageante de Franklin, on s'attendait à voir le général Howe prendre l'offensive. Il ne s'y décida que le 22 août. A neuf heures, on vit débarquer, au moyen de larges bateaux plats, une brigade et 40 canons. La terreur fut grande à New-York. Les habitants étaient persuadés que la retraite des troupes américaines amènerait l'incendie de la ville.

Le général Howe, d'après des documents authentiques, se présentait devant Long-Island, où se trouvaient 7 ou 8,000 Américains, avec 24,247 hommes. Washington ne se dissimulait pas le danger. Il communiqua ses craintes au congrès, ajoutant qu'il attendait beaucoup du courage de ses soldats, et que l'en-

nemi ne parviendrait que difficilement à prendre New-York.

Le 27 août, à trois heures du matin, les Anglais attaquèrent. Les Américains se défendirent comme on l'avait prévu. Mais, enveloppés par des forces supérieures, ils durent se retirer sur le camp de Brooklyn. Washington était accouru au début de l'action. Sa présence n'avait pas éloigné la défaite. D'ailleurs, le général fut témoin d'héroïques efforts. Ce qui ne l'empêcha pas le soir, de se désespérer. Il perdit un peu moins de mille hommes, dont la plupart furent faits prisonniers.

Les vainqueurs laissèrent sur le champ de bataille 61 morts, dont 5 officiers, et 257 blessés.

Il fallait sauver les débris d'une armée qu'on n'avait eu ni le temps ni les moyens d'organiser. La position de Brooklyn n'offrait pas un asile assez sûr. Dans la nuit du 28 au 29 août, après avoir assemblé un conseil de guerre, le général, traversant l'East-River, transporta son matériel et ses forces à New-York.

L'amiral Howe, persuadé que l'Amérique ne pouvait continuer pendant plus longtemps une résistance inutile, adressa au congrès de Philadelphie une nouvelle proposition de paix. Witherspoon la regarda comme une insulte. Un autre délégué, Rush, s'écria : « Nous avons perdu une bataille et un îlot, mais nous n'avons pas perdu un État. Pourquoi donc nous décourager ? Et pourquoi même nous attrister en cas de perte d'un État? Si nous avions un État de moins, cet État ne laisserait pas de menacer tous les autres de l'indépendance. »

Paroles dictées par un patriotisme que les désastres, loin de refroidir, alimentent. Le pays pensait ainsi. Hélas ! le congrès et le pays ne se rendaient pas un compte exact des difficultés. Un seul homme appréciait la situation sous son vrai jour, Washington. Au sein d'une assemblée délibérante et dans un meeting, on a bientôt repoussé l'ennemi. Mais, aux représentants et aux citoyens qui décrètent la victoire, le général en chef avoue : « Notre position est des plus tristes. L'échec que notre division a subi a démoralisé une grande partie de nos troupes et jeté dans les esprits la crainte et le désespoir. Au lieu de se préparer à un nouvel effort, la milice est découragée, intraitable, impatiente de retourner dans ses foyers.... C'est donc avec un profond chagrin que je me vois forcé de vous faire part du peu de confiance que j'ai dans la généralité de mes troupes.... Jusqu'à ces derniers jours, je ne doutais pas que je pouvais défendre New-York. Je n'en douterais pas encore si les soldats voulaient faire leur devoir, mais de cela j'en désespère. Il m'est extrêmement pénible de donner d'aussi mauvaises nouvelles; mais en des circonstances aussi critiques, ce serait un crime que de cacher la vérité. »

Cette lettre loyale fut écrite le 2 septembre 1776. Le 6, le congrès chargea Benjamin Franklin, John Adams et Edward Rutledge, de se rendre auprès de l'amiral Howe.

La conférence eut lieu à Staten-Island, le 11 septembre. Les envoyés de Philadelphie, avant toute chose, voulaient que l'indépendance des colonies fût recon-

nue. L'amiral Howe se récria, et les pourparlers cessèrent.

Le congrès rendit compte de l'incident à son juge naturel, le peuple américain. Ce fut également aux colonies que s'adressa lord Howe avant de marcher sur New-York.

La flotte anglaise se divisa. Des vaisseaux remontèrent l'Hudson ; d'autres vaisseaux prirent à droite, par la rivière de l'Est. Un débarquement s'opéra, le 15 septembre, sur la côte baignée par l'East-River. New-York est bâtie sur l'extrémité sud de l'île de Manhattan. Cerner l'armée américaine sur ce point, et l'anéantir, tel était le plan. S'il aboutissait, la guerre prenait fin. L'indépendance aussi.

La ville fut évacuée ; et avant de camper sur les hauteurs d'Harlem, Washington reconnut le peu de consistance de ses troupes. Un petit détachement anglais provoqua la déroute des milices. Washington était indigné. Si ses aides de camp n'avaient saisi la bride de son cheval, l'homme qui devait être le premier président des États-Unis eût caché son déshonneur dans les flots de la rivière de l'Est.

D'Harlem à New-York, la distance est faible. On se livra à de fréquentes escarmouches. Les Américains, familiarisés avec les accidents de terrain, avaient souvent l'avantage. Lord Howe, inquiété de ce voisinage, obligea Washington à quitter ses positions. Une rencontre eut lieu plus au nord, aux *white plains*, le 28 octobre, et les milices, conduites par un chef digne d'un meilleur sort, quittèrent l'île de Manhattan, passèrent

l'Hudson, et, sur la rive droite du fleuve, se réfugièrent au fort de Lee.

Ces *rogamuffins*, comme on les appelle, ces gueux, ces déguenillés, qui ont promis d'obéir à la voix d'un général vaillant, et qui n'ont su vaincre ni à Long-Island ni aux Withe plains, ces soldats qui ont offert leur sang à la patrie et qui fuient pour sauver leur vie, forment toute l'armée américaine. Ils sont trois mille. La guerre, c'est marcher tout le jour; c'est arriver le soir à l'étape qu'on doit doubler; c'est se battre sans avoir mangé ni s'être reposé la veille, quitte à se plaindre à l'heure de la retraite. Telle est la guerre. Et les *rogamuffins* ne l'aiment pas. Ils sont fatigués avant l'aube.

Qui accomplira l'œuvre de demain?

La cause de l'indépendance semble perdue lorsque, le 1er novembre 1776, à bord du *Reprisal*, Franklin s'embarque pour la France.

CHAPITRE V

QUE FERA LA FRANCE?

Louis XVI et Marie-Antoinette.—La cour.—La bourgeoisie prépare son avénement par la philosophie, la politique et les doctrines des économistes. —Vergennes, ministre des affaires étrangères. — La prédiction de Choiseul. — Les agents secrets. — La nation intrigante. — Silas Deane. — Franklin à Paris (21 décembre 1776). — Les scrupules du roi. — Soyez forts et la France vous soutiendra.

Au moment où le *Reprisal*, battu par la tempête, et guetté par les croiseurs anglais, se dirige sur Nantes, la France s'apprête à secouer le long passé qui l'opprime et l'oppresse. Un bruit confus, encore lointain, annonce le réveil.

Louis XVI et Marie-Antoinette se sont égarés et trompés en gravissant les marches d'un trône. Le roi manque de dignité et de fermeté. Sa bonhomie encourage les vulgaires intrigants. Sa faiblesse va dégénérer en dissimulation, puis en fourberie. Pente fatale. La reine est aussi légère que belle. Sa beauté et ses succès ont irrité les ex-pensionnaires du *Parc aux Cerfs*. Ses légèretés l'ont conduite à rechercher l'amitié de madame de Lamballe, de madame de Polignac, et à se compromettre par des actes qui laissent pressentir l'étrange, la scandaleuse *affaire du Collier*.

D'ailleurs, si Louis XVI était moins insouciant, et si Marie-Antoinette était moins frivole, le petit-fils de

Louis XV et la fille de Marie-Thérèse seraient encore incapables d'arrêter le mouvement qui va les dominer, et qui se nommera la Révolution.

Les soupers de la cour sont fort gais. Mais, le matin, avant le départ, un sourire inquiet erre sur les lèvres des grands seigneurs avinés et des grandes dames que tourmentent les désirs sans fin. On voit la bourgeoisie, soutenue par le peuple, s'avancer. On présage des scènes horribles. La haine d'en bas, depuis longtemps contenue, s'exerce sur toute une classe; on compte déjà le nombre des victimes.

La couche sociale que l'on redoute prépare son avènement par la philosophie, par la politique et les doctrines des économistes.

La philosophie, c'est Voltaire. Il combat la superstition, renverse l'autorité du piédestal élevé par la bêtise humaine, et fait apparaître l'individu, c'est-à-dire le principe de liberté. La tyrannie pèse par plus d'un moyen. L'un de ces moyens est la religion. Voltaire en détruit les préjugés. Triomphe du rationalisme. Diderot, d'Alembert et les encyclopédistes, accentuent et complètent l'œuvre.

La politique, c'est Montesquieu et l'*Esprit des lois*. La république a la vertu pour fondement; la monarchie repose sur l'honneur; le despotisme s'établit par la crainte.

L'auteur pense que le pouvoir doit trouver un frein dans le pouvoir même. Il veut limiter l'autorité. Grande audace à une époque où le prince justifie, par ces mots, le décret rendu: *Tel est notre bon plaisir*. La bourgeoi-

sie, qui réclame des garanties, approuve Montesquieu. Le peuple préfère Jean-Jacques Rousseau. C'est que *le Contrat social* offre de briser le lien monarchique, respecté par l'*Esprit des lois*.

Les économistes sont représentés par Turgot. Avant lui, l'homme qui ne possède rien ne peut travailler; car les jurandes et les maîtrises sont des associations exclusives. On n'y est reçu qu'en payant. Et les frais d'apprentissage et de compagnonnage sont très-élevés. Ce système fait beaucoup de mendiants et de vagabonds. Le peuple est *taillable et corvéable à merci*. Les nobles et le clergé échappent à l'impôt. Turgot, sans aborder le droit au travail, proclame, pour chaque citoyen, le droit de travailler. Il condamne les obstacles qui gênent la libre manifestation de l'activité. Ainsi, la concurrence bat en brèche le monopole, et l'individu, déjà réhabilité en philosophie et en politique, reprend sa place dans la société industrielle.

Tel est le programme. On n'espère pas le réaliser facilement. Les gens qui vivent des abus se raidissent. Déjà Louis XVI, influencé par Maurepas, vient d'obliger Turgot à quitter le ministère. Qu'importe? L'opinion se fortifie. Les désirs d'aujourd'hui annoncent, pour demain, des volontés.

Pendant que la bourgeoisie et le peuple minent l'édifice et se disposent à le faire sauter, la royauté et la noblesse dansent sur un volcan.

Tout à l'heure, au milieu de la fête, apparaîtra Franklin.

Vergennes est ministre des affaires étrangères. Il est né à Dijon, le 28 décembre 1719. A vingt ans, il suivit

un oncle, M. de Chavigny, à l'ambassade de Lisbonne. C'est ainsi qu'il entra dans la carrière diplomatique. Un mémoire sur les revendications que le Portugal élevait en Amérique, à propos de la colonie du Saint-Sacrement, lui mérita la bienveillance du marquis d'Argenson. On avait déjà beaucoup écrit sur ce sujet, et M. d'Argenson, lisant le mémoire, avoua qu'on avait eu soin, jusqu'alors, de taire ce qu'il fallait dire, et de dire ce qu'on devait taire. En 1749, M. de Chavigny, en présence du roi Louis XV, parlant du jeune négociateur formé à son école, s'exprimait ainsi : « Il est temps que je finisse et qu'il commence. »

M. de Vergennes fut nommé ambassadeur à Trèves. Il semblait posséder, à un degré éminent, cet art qui consiste à voiler sa pensée, à décourager, par des feintes, un adversaire trop franc, et qui assure une réputation de bon diplomate. La cour de Vienne réclamait la voix de l'électeur de Trèves. Elle voulait nommer l'archiduc Joseph roi des Romains. On réunit les ministres de tous les électeurs. M. de Vergennes provoqua de longues discussions préparatoires. Lorsqu'on fut fatigué de parler, on s'aperçut qu'on n'avait pas abordé le point principal. On se sépara sans rien décider. La manœuvre du ministre français avait abouti.

En 1755, M. de Vergennes remplaça M. Dessaleurs à Constantinople. L'un de ses biographes nous rappelle que le sultan adressa la parole à l'envoyé du roi Louis XV en lui donnant audience. Grande marque de considération ; car le vizir, en pareil cas, était toujours chargé de transmettre la pensée impériale.

M. de Vergennes laissa de bons souvenirs à Constantinople. Les négociants français de là-bas placèrent son portrait dans l'une des salles de la Chambre de commerce, et le diplomate reçut à Paris une épée d'or où était rappelé le souvenir de son ambassade. On le remerciait d'avoir protégé le commerce de la France en Orient. On le priait, dans une adresse, d'accepter « ce tribut de reconnaissance et d'amour. »

Le diplomate si intelligent et si heureux n'était pas moins tombé en disgrâce. Il se retira en Bourgogne. Son rôle, pourtant, n'était pas fini. Il se vit appelé en Suède par M. de la Vrillière (1771).

Gustave III préparait, encouragé par le gouvernement français, le coup de théâtre du 19 août 1772. Ce jour-là, le roi, sans répandre le sang, et par la seule force de son influence morale, modifie les institutions. Seul, il pourra, désormais, convoquer les États, nommer aux emplois, et contrôler les finances. Il reproche aux opposants de semer la division pour éterniser l'anarchie, et se déclare prêt à descendre du pouvoir si l'opinion publique n'accepte pas le remède proposé. Il ne veut plus être que le chef reconnu d'un peuple libre. Le novateur est acclamé. *Audaces fortuna juvat.*

M. de Vergennes n'était pas étranger au succès. Il reçut, du roi de Suède, une bague enrichie d'un diamant avec la date de la révolution pacifique, et sollicita l'ambassade de Suisse. Louis XVI lui répondit en le nommant ministre des affaires étrangères (12 juin 1774).

L'Europe, après une commotion de sept ans, avait

un besoin : la paix. M. de Vergennes annonça aux puissances que le successeur de Louis XV, en ne cessant pas d'imposer le respect de la justice, mépriserait la gloire.

De graves rumeurs transpiraient. L'Amérique, parvenue à l'âge de majorité, voulait s'affranchir. L'Angleterre s'obstinait à garder sa tutelle : conflit prévu par Choiseul qui avait dit des Anglais, en signant le traité de 1763 : « Nous les tenons. »

Ravir à la France le Canada, c'était inviter les colonies à secouer le joug. A tort ou à raison, on craint le voisin français. Ce voisin écrasé, on est trop fort pour rester tributaire d'un gouvernement lointain.

Choiseul, en homme perspicace, avait pointé les événements sur la carte du destin. La guerre était l'issue fatale de débats plus ou moins longs ; et, afin de permettre à la France de soutenir utilement les Américains, le ministre avait tenté de réorganiser l'armée et de fortifier la marine.

Quelle était la disposition d'esprit des colons, et jusqu'à quel point fallait-il pousser à la rébellion des gens dont le soulèvement servait les intérêts de la France ? La révolution d'Amérique allait jeter l'Angleterre dans un état de faiblesse extrême. Jaloux de précipiter le dénouement, Choiseul se ménagea, au-delà de l'Océan, des émissaires dévoués. C'est ainsi que Pontleroy[1], lieutenant de vaisseau du port de Ro-

1. Pour mieux rappeler les noms de nos compatriotes qui passèrent en Amérique avant ou pendant les hostilités, nous consulterons souvent

chefort, fut expédié aux colonies en 1764, sous le nom de Beaulieu. Il leva les plans des ports importants du littoral. Le lieutenant-colonel de Kalb, d'origine allemande, reçut pour instructions (avril 1767) de s'embarquer à Amsterdam pour ne pas éveiller les soupçons. Il devait apprécier l'insuffisance des colonies en soldats et en munitions; et, en outre, propager la haine de l'Angleterre.

Lorsque l'acte du timbre est porté devant le parlement anglais, le ministre de France à Londres entoure Franklin d'une sollicitude qui porte l'envoyé des colonies à écrire à son fils : « J'imagine que cette nation intrigante aimerait à se mêler de nos affaires et à souffler le feu entre la Grande-Bretagne et ses colonies; mais j'espère que nous ne lui donnerons pas ce plaisir. »

M. de Vergennes entre au ministère. L'attitude calme et digne des Américains excite l'admiration. Bientôt, on se raconte les incidents de Lexington et de Concord. On colporte les noms des premières victimes de l'indépendance. Les *insurgents* se sont armés pour défendre leurs libertés. Aucune passion ne les inspire. C'est la raison qui les guide. Leurs délégués de Philadelphie parlent comme des sages. L'homme qui les commande est renommé pour sa modération. Aussi, l'allégresse déborde à Paris lorsqu'on apprend que les Anglais ont évacué Boston. Elle dure peu. Washington, à son tour, abandonne New-York, et se sauve sur la rive droite de l'Hudson.

l'ouvrage de M. Thomas Balch, *Les Français en Amérique pendant la guerre de l'indépendance des États-Unis.*

Les dernières nouvelles de Long-Island et des White plains, causent autant de douleur que si les vaincus étaient des compatriotes.

M. de Vergennes, à l'exemple de Choiseul, se faisait renseigner. L'un de ses principaux agents fut Achard de Bonvouloir, officier dans l'armée française. Il quitta Londres le 8 septembre 1775, avec 200 louis. Un brevet de lieutenant allait faciliter son admission dans l'armée américaine. Il se donna pour un négociant d'Anvers, et atteignit Philadelphie.

Si le gouvernement de Versailles se préoccupait du sort de l'Amérique, les colons soulevés ne cessaient pas, depuis le 19 avril 1775, de se demander ce que tenterait en leur faveur la nation *intrigante* dont ils convoitaient, au fond, l'amitié. Silas Deane, du Connecticut, commissionné secrètement par le Congrès de Philadelphie, arrivait à Paris le 1er juillet 1776, le jour même où le projet de déclaration d'indépendance, écrit par Jefferson, était adopté. Silas Deane allait acheter 100 pièces de canon, et se procurer des armes, des munitions et des équipements. Louis XVI fermerait les yeux. Mais la France, pour se réserver le bénéfice des exportations en Amérique, se déciderait-elle à reconnaître et à soutenir l'indépendance des États-Unis?

Deane, malgré les espions anglais, fut présenté à M. de Vergennes. L'ex-diplomate, qui savait autrefois si bien parler pour ne rien dire, reçut l'Américain avec courtoisie. La France, inquiète et anxieuse, suivait les événements. Elle souhaitait la rupture définitive du lien

qui rattachait les colonies à l'Angleterre. Toutefois, elle était contrainte, jusqu'à nouvel ordre, de borner, même de voiler, les manifestations de sa sympathie.

Voilà ce que le ministre des affaires étrangères répondit au commissaire du Congrès. Ne croyez pas, cependant, que la visite de l'étranger à l'excellence fut inutile. Dès ce jour, M. de Vergennes étudia la question américaine avec un soin tout particulier. Quel rôle la France devait-elle jouer dans le conflit pour sauvegarder, en Europe et en Amérique, les intérêts français?

Le ministre s'interrogeait et consultait M. Gérard, son secrétaire, lorsqu'on apprit soudain que Franklin était arrivé à Paris (21 décembre 1776).

Benjamin Franklin, avec Silas Deane, déjà en Europe, et Arthur Lee, venait implorer, au nom des auteurs de la déclaration d'indépendance, l'aide effective et la protection réelle de la France. Agé de soixante-dix ans, il avait ainsi accepté sa mission : « Je suis vieux et ne me sens plus bon à rien; mais, comme disent les marchands de drap quand ils arrivent au bout de la pièce, c'est le dernier morceau, prenez-le au prix que vous voudrez. »

Il était précédé à Paris par une grande réputation de philosophe, de savant et d'humouriste. On publia son nom, que répétèrent mille échos. On remarqua les manières simples du nouveau débarqué, ses cheveux gris en désordre et non poudrés, son habit brun, ses gros souliers. Et l'on s'éprit, pour l'inventeur du paratonnerre, pour l'auteur de l'*Almanach du*

Bonhomme Richard, d'un engouement indescriptible. On lui donna des fêtes. Ce nouveau Socrate, doublé d'un autre Newton, reçut, dans sa demeure de Passy, les savants, les hommes politiques, et les femmes à la mode.

Franklin était né à Boston le 17 janvier 1706. Son père, teinturier, venu d'Angleterre avec une grande dose d'énergie pour toute fortune, n'avait pas trouvé de travail dans le Massachusets. Pour vivre, il renonça à la teinture, et ouvrit un *store* de savons et de chandelles. Benjamin arrivait le quinzième dans une famille aussi honnête que pauvre. Plus tard, en 1765, lorsque la loi du timbre sera votée par les Chambres anglaises, Franklin, à Londres, prévoyant la guerre, donnera cette recommandation à l'un de ses amis, sur le point de retourner en Amérique : « Dites à nos concitoyens d'avoir le plus d'enfants possible. » On voit que le père avait deviné l'ordre patriotique du fils.

A dix ans, le futur ambassadeur à Paris aidait l'auteur de ses jours dans la fabrication des chandelles. Il versait le suif dans les moules, après avoir donné aux mèches la longueur voulue. Il n'aimait pas éperdument cette occupation. Les *Vies de Plutarque*, l'*Essai sur les projets* de Daniel de Foë, et l'*Essai sur les moyens de faire le bien* du docteur Malher le charmaient davantage. Pour l'initier aux détails d'un métier rebutant, on l'avait retiré d'une école où il avait appris à lire, à écrire et à compter.

N'ayant pu, faute d'argent, entrer comme apprenti

chez un coutelier, il devint l'un des meilleurs ouvriers de son frère James, imprimeur. Ce qui ne l'empêchait pas d'aller distribuer aux abonnés le *New-England Courier*, que James publiait. Des difficultés survinrent entre les deux frères. Franklin, avec le produit de la vente de quelques vieux bouquins, s'embarque furtivement pour New-York (septembre 1723). Impossible de s'y caser. Il offre ses services comme matelot à bord d'un mauvais caboteur, et arrive à Philadelphie. Il raconte ainsi son entrée dans la capitale de la Pensylvanie : « Je portais mes habits de travail, mes vêtements de toilette devant m'arriver plus tard. J'étais couvert de poussière. Mes poches étaient bourrées de chemises et de bas. Je ne connaissais âme qui vive dans la ville et ne savais où aller chercher un logement. Fatigué de la marche, de mon travail de manœuvres à bord, et ayant passé toute la nuit sans dormir, j'avais très-faim..... J'arrivai ainsi, de la rue du Marché, à la quatrième rue, et passai devant la maison de ma future épouse. La jeune fille était debout, devant la porte. Elle me regarda avec étonnement, et pensa, non sans raison, que j'avais une mine singulière et grotesque..... »

Il fut bientôt employé comme typographe, et choisi par sir Williams Keith pour aller acheter un matériel d'imprimerie à Londres. Revenu à Philadelphie, il épousa miss Read (1730). Le mari dirigeait une imprimerie ; la femme tenait une boutique de libraire.

Franklin, avide d'amasser des richesses gagnées par le travail, est non moins désireux d'atteindre, par la régularité de la vie, à la perfection morale. Il s'efforce

d'observer les treize préceptes suivants : tempérance ; silence ; ordre ; résolution ; économie ; travail ; sincérité ; justice ; modération ; propreté ; tranquillité ; chasteté ; humilité.

Le succès d'un club philosophique appelé *junte*, favorise l'apparition de l'*Almanach du Bonhomme Richard*. Puis vient une bibliothèque, un hôpital, une compagnie d'assurances contre l'incendie, une compagnie de pompiers, l'entreprise du pavage et de l'éclairage de Philadelphie.

Le philanthrope, entre temps, se souvenait qu'il était un savant de premier ordre, et inventait le paratonnerre.

Il se passionna de bonne heure pour les voyages, et les circonstances se chargèrent de réaliser ses vœux. Désigné, en 1757, pour défendre, à Londres, les droits de la Pensylvanie dans une répartition de taxes, il s'acquitta si bien de sa mission qu'on n'hésita pas à opposer, en 1764, son bon sens naturel aux arguments spécieux de Grenville. Nous savons quelle impression il causa aux membres du Parlement. Lorsque le dernier espoir d'un accord profitable se fut envolé, Franklin s'esquiva de Londres et repassa en Amérique. En signant la déclaration d'indépendance, il s'était fait violence. Il avait jusqu'alors combattu la séparation ; il comparait l'empire britannique à un vase de porcelaine. On ne pouvait, selon lui, en casser un morceau sans compromettre le reste. Les Américains n'avaient pas toujours approuvé les scrupules de leur mandataire.

En outre, on reprochait au philosophe d'être déiste.

Et les envieux ne pardonnaient pas à l'homme pratique d'avoir su réussir dans ses affaires en rendant des services au pays. Le bonheur excite la méfiance. Pour ne pas éveiller le soupçon, il faut courir, de chute en chute, au désastre. Alors, il est vrai, on vous prend pour un imbécile. On n'a pas tort.

Franklin, sans se brouiller avec l'honneur, ni tourner le dos à la délicatesse, avait révélé une habileté qui, loin d'exclure le patriotisme, rend plus précieux le dévouement à la chose publique.

M. Edouard Laboulaye, l'illustre président du comité de l'union franco-américaine, a écrit :

« Franklin est un vrai sage ; la vie lui enseigne à vivre, et volontiers il fait part de son expérience à ses compagnons de route, jeunes ou vieux. Il a l'indulgence d'un vieillard et la vivacité d'un jeune homme ; il ne connaît ni l'ennui ni le dégoût. Toujours prêt à accepter la lutte avec les hommes et avec les choses, il a l'âme aussi saine que le corps. Il y a en lui je ne sais quoi de viril et de gai qui donne du courage aux plus timides et de l'énergie aux plus indolents. »

Aucun homme n'était mieux placé pour défendre et faire triompher, à Paris, la cause de l'indépendance.

Introduit par le duc de Larochefoucauld dans les salons parisiens, il n'ignorait pas que sa situation délicate lui imposait la plus grande réserve. Aussi, demanda-t-il une audience à M. de Vergennes sans invoquer sa qualité officielle.

Le ministre, depuis la célèbre déclaration du 4 juillet, montre au roi la nécessité d'intervenir en faveur des

insurgents. Louis XVI hésite. On a le plus vif désir de jouer un mauvais tour à l'Angleterre; mais on est, avant tout, monarque de droit divin. On ne saurait se résoudre à encourager, par un envoi d'hommes et d'argent, un mouvement qui aboutira au triomphe de la liberté politique et de la liberté religieuse. D'ailleurs, les *insurgents* sont toujours battus, et le roi, acculé dans ses derniers retranchements, crie aux Américains : Soyez forts, et la France vous soutiendra.

Si Washington ne remporte pas une grande victoire, Franklin échouera.

CHAPITRE VI

LES ENTHOUSIASTES.

Beaumarchais. — Maurepas. — Le docteur Barbue-Dubourg. — Le marquis de Lafayette. — Il trace au roi Louis XVI sa ligne de conduite.

En France, à la veille de 89, le gouvernement dédaigne l'opinion. Attendez. Il s'inclinera devant elle. Pour agir sur l'esprit du roi, il fallait que des Français, de propos délibéré, et dans le seul but de prêter l'appui de leur bras aux *insurgents*, prissent la résolution de passer en Amérique. Ces volontaires étaient seuls capables, si les circonstances d'ailleurs restaient favorables, de motiver et de légitimer un concours officiel.

La noblesse française, tout en voyant s'avancer le flot grondant de la bourgeoisie, n'oubliait pas l'Angleterre, qui l'avait vaincue dans la guerre de sept ans. Pour échapper aux orages révolutionnaires, non moins que pour se venger des Anglais, elle avait hâte de seconder Washington.

Un homme, qui avait beaucoup d'adversaires et qui ripostait aux insultes en écrivant des mémoires, Beaumarchais, fut l'un des plus chauds partisans de l'Amérique. Ce *Figaro* dont les pièces étaient presque autant jouées au palais de justice qu'au théâtre, et dont chacun des nombreux procès dégénérait en drame, ce fils

d'un horloger, dont la prudence égalait l'audace, et le sang-froid l'impétuosité, trouva moyen de plaire aux filles du roi Louis XV en donnant aux princesses, sans être le moins du monde professeur de musique, des leçons de guitare et de harpe. On le présenta à Pâris-Duverney, financier et homme d'État. Aussitôt, Beaumarchais révéla des aptitudes spéciales. Il ébaucha des plans de société, et supputa les produits de vastes opérations industrielles. Le fait suivant montre l'influence de cet étrange personnage. Pâris-Duverney, depuis neuf ans, remuait ciel et terre, intriguant, priant, suppliant, pour décider Louis XV à visiter l'Ecole militaire qu'il avait fondée. Le roi avait repoussé les prières et les sollicitations. Vint Beaumarchais. L'adroit compère, entre deux gammes, obtient des princesses qu'elles iront voir l'École. Pas un mot du roi. Mais Louis XV imite ses filles; il fait la démarche.

L'homme qui a pu tirer le royal voluptueux de sa somnolence est capable, sous un autre gouvernement, de briser les entraves qui s'opposent à l'approvisionnement et à l'équipement des Américains.

Caron de Beaumarchais a une âme damnée, Maurepas. La conquête fut longue, difficile; elle n'est que plus certaine.

Dubourg, conseil de Silas Deane, le sait et s'en offense. Le docteur, avant l'arrivée de Franklin à Paris, se plaint à M. de Vergennes qu'on ait donné à *Figaro* le monopole clandestin des fournitures à envoyer aux colons. En réalité, des navires, en destination des États-Unis, quittaient souvent les côtes françaises.

L'année précédente, en décembre 1775, deux officiers arrivés de Saint-Domingue, MM. Penet et de Pliarne, offrirent au Congrès des armes et des munitions. Un marché fut conclu. M. Penet vint à Paris, et repartit de Nantes pour Philadelphie avec 15,000 fusils des manufactures royales, adressés à M. de *La Tuillerie*, nom sous lequel on devait lire : Benjamin Franklin.

Beaumarchais, et le docteur Barbue-Dubourg, déploient un zèle intrépide. L'un, sous le patronage de Maurepas, offre à crédit pour trois millions de marchandises ; l'autre cherche des armes et des hommes.

Les deux actions s'enchaînent et se complètent. Sans doute, le docteur aurait perdu souvent le bénéfice de ses nombreuses démarches, s'il n'avait eu sous la main l'auteur dramatique. Ces deux agents avaient besoin l'un de l'autre. Naturellement, ils se détestaient.

En livrant les 15,000 fusils, Barbue-Dubourg annonce à Franklin qu'il a enrôlé, pour entrer dans l'armée américaine, le lieutenant-colonel de Bois-Bertrand, l'ex-lieutenant Favely et l'ancien sergent-major Davin. En outre, il a décidé deux ingénieurs à s'embarquer, MM. Potter de Baldivia et Gille de Lomont. D'autres ingénieurs, l'année suivante, furent secrètement expédiés aux Américains par le gouvernement français, MM. Du Portail, de Gouvion, Laumoy et La Radière. Ajoutez le chevalier de Kermovan.

Les officiers d'artillerie manquaient également aux Américains. Tronson du Coudray, et d'autres instructeurs partirent du Havre, en 1777, sur un navire frété par Beaumarchais.

Le plus intéressant des enthousiastes fut un jeune homme que la nouvelle de la déclaration d'indépendance surprit à Metz. On l'appelait Lafayette. Il était marquis, et possédait 200,000 livres de rente. Il avait 19 ans. Trois ans plus tôt, on l'avait marié à mademoiselle de Noailles.

Le hasard, qui joue un si grand rôle dans les affaires de ce monde, fit que le duc de Glocester, frère du roi George III, visita, certain jour de 1776, la ville de Metz. Le maréchal de Broglie offrit au voyageur un dîner où furent conviés plusieurs officiers. Au nombre des invités était le jeune marquis. La conversation tomba sur les affaires d'Amérique. Lafayette ignore encore certains détails. Il interroge l'Anglais de passage, se renseigne, redresse son jugement, et prend aussitôt la résolution de s'expatrier. Avant la fin du dîner, son « cœur fut enrôlé », comme il l'avouera plus tard. Quitter le régiment ! Le peut-il ? Le comte de Broglie lui répond : « J'ai vu mourir votre oncle en Italie, et votre père à Minden. Je ne veux pas contribuer à la ruine de votre famille en vous laissant partir. » Tout ce qu'il obtient du maréchal, c'est d'être présenté au baron de Kalb, que Choiseul a jadis envoyé au Canada. Kalb approuve le projet, et frappe à la porte de Silas Deane. L'Américain trouve Lafayette trop jeune.

L'infortune, dans les âmes bien trempées, éveille la vertu sublime du sacrifice. Peut-être Lafayette eût-il écouté son chef, si les Américains avaient remporté des succès. Mais Washington, vaincu par les deux Howe, était en fuite. Le gentilhomme n'y tint plus. Il équipe

un navire à ses frais. Pendant qu'il se promène à Londres, on active, sans bruit, ses préparatifs de départ.

Le roi est informé : il désapprouve. La famille est instruite : elle s'irrite. On lance, contre le jeune fou, une lettre de cachet. Et le futur général ira chercher l'Amérique à Marseille et en Sicile. Vaines menaces. Lafayette prend l'accoutrement d'un courrier, arrive à Bordeaux avec l'officier Mauroy, gagne l'Espagne, rejoint son bâtiment à Los-Pasages, monte à bord, écrit à M. de Maurepas qu'il a vu, dans son silence, « un ordre tacite », et met bravement à la voile (26 avril 1777).

Il a rempli toutes les conditions qu'un écrivain imposait dernièrement à l'exil volontaire : « Un voyageur vaillant ne devrait quitter sa maison que par l'impulsion d'un esprit d'aventure, pour ne plus retourner jamais, prêt à renvoyer à sa famille son cœur embaumé, comme tout ce qui reste de son individu... Si vous n'avez payé vos dettes, fait votre testament, réglé toutes vos affaires ; si vous n'êtes un homme tout à fait libre, en un mot, vous n'êtes pas prêt à partir. »

Lafayette avait obtenu de Silas Deane la promesse écrite d'un grade élevé dans l'armée américaine. Après une traversée de sept semaines, il débarqua à Charleston. Il traversa à cheval les Carolines, la Virginie, le Maryland, et se rendit à Philadelphie, où siégeait le congrès.

Parmi les enthousiastes qui passèrent aux États-Unis avant que le gouvernement ne se prononçât, il faut

encore citer De Gimat, Pontgibaud, aides de camp de Lafayette, Armand de la Rouerie, de Fleury, Mauduit du Plessis, Conway, de Ternont, de La Colombe, Touzard et L'Enfant.

Des aventuriers, comme on en trouve au début de toute révolution, Français, Allemands, Russes ou Polonais, presque tous incapables de rendre des services, accablaient le Congrès de leurs demandes. Lafayette, survenant à ce moment-là, courait le risque d'être éconduit avec les autres solliciteurs. Ce qui arriva. Le jeune marquis, sans se déconcerter, adressa au Congrès cette simple requête : « D'après mes sacrifices, j'ai le droit d'exiger deux grâces, l'une est de servir à mes dépens; l'autre est de commencer comme volontaire. »

Le Congrès, peu habitué à un tel langage, vota la résolution suivante : « Attendu que le marquis de Lafayette, par suite de son grand zèle pour la cause de la liberté dans laquelle les États-Unis sont engagés, a quitté sa famille et les siens, et est venu à ses frais offrir ses services aux États-Unis, sans réclamer ni traitement ni indemnité particulière, et qu'il a à cœur d'exposer sa vie pour notre cause, résolu : que ses services sont acceptés, et qu'en considération de son zèle, de l'illustration de sa famille et de ses alliances, il aura le rang et la commission de major-général dans l'armée des États-Unis. — 31 juillet 1777. »

Lafayette fut présenté au général en chef. L'Américain avait honte de montrer à un brillant officier du maréchal de Broglie des soldats dont les mieux huppés avaient des vestes en toile grise. L'étranger reçut ainsi

les excuses de son supérieur : « C'est pour apprendre, et non pour enseigner, que je suis ici. »

Ce ton gagna, au nouveau venu, l'amitié de Washington.

La plupart des nobles qui arrivaient alors aux États-Unis, se dégoûtèrent bientôt d'une campagne où l'on courait beaucoup plus de dangers que dans les savantes batailles du vieux monde, pour cueillir beaucoup moins de lauriers. On s'attendait aux actions d'éclat, qui donnent la gloire, et l'on ne trouvait à utiliser qu'un courage froid, calculateur, méthodique et patient. On n'avait pas le genre de courage que l'amour de la liberté inspire. On regrettait d'avoir traversé l'Océan. On murmurait, et l'on revint fort mécontent.

Lafayette, en se pliant à toutes les nécessités de la situation, montra aux Américains qu'il était venu pour eux, non pour lui. Dévouement sincère, généreux. Il confond la calomnie, désarme la haine, et trace, à Louis XVI, sa ligne de conduite.

CHAPITRE VII

LA CAPITULATION DU GÉNÉRAL ANGLAIS BURGOYNE A SARATOGA.

La retraite de Washington. — Du fort de Lee à la Delaware. — La ville de Philadelphie menacée. — Le Congrès à Baltimore. — La surprise de Trenton (26 décembre 1776). — Washington *dictator of America*. — Princeton. — Le New-Jersey évacué (30 juin 1777).—Le drapeau américain.—Le premier anniversaire de la déclaration d'indépendance.—La bataille du Brandywine (11 septembre 1777). —Le Congrès à York.—L'attaque de Germantown (4 octobre 1777).— Saratoga. — Gates oblige Burgoyne à capituler (17 octobre 1777).

Nous avons laissé Washington se retirant, abattu et découragé, au fort de Lee, situé sur la rive droite de l'Hudson, non loin de l'Hackensack. Dans la nuit du 19 novembre 1776, deux bataillons de grenadiers hessois, et huit bataillons anglais se préparaient à l'attaquer. Les Américains s'esquivèrent prudemment, et, par Brunswick et Princeton, gagnèrent Trenton, où ils purent traverser la Delaware (8 décembre).

Washington, du fort de Lee à la Delaware, talonné par lord Cornvallis, avait échappé à la poursuite. Les officiers anglais ne voyaient plus d'ennemis. Donc les White-plains terminaient la lutte, et un traité de paix allait consacrer le succès des armes de la Grande-Bretagne.

Washington n'était pas vaincu. En s'éloignant de Brunswick, il avait dit: « Je ne désespère pas. » Les deux Howe, l'amiral et le général, publiaient, sur ces

entrefaites, une proclamation promettant l'amnistie aux habitants du New-Jersey qui s'engageraient, dans les soixante jours, à ne plus porter les armes contre l'Angleterre. Avouons que beaucoup de citoyens de l'État occupé, stimulés par des fonctionnaires peu dignes, firent leur soumission.

La ville de Philadelphie fut sérieusement menacée. Le Congrès, tout en rassurant la population, ne se donnait pas moins rendez-vous, le 20 décembre, un peu plus au sud, à Baltimore.

Washington n'avait plus deux mille hommes; les renforts ne vinrent pas évanouir ses craintes. Le 18 décembre, il rappelle au Congrès que la situation lamentable où il se trouve est due surtout aux engagements à bref délai, et au peu de solidité des milices. Il ajoute : « Vous ne vous faites pas d'idée de mes embarras. Jamais homme peut-être n'eut plus de difficultés à vaincre, ni moins de ressources pour les surmonter. Toutefois, convaincu de la justice de notre cause, je ne me figure pas que nous succombions, bien que notre étoile puisse rester, pendant quelque temps encore, dans le nuage. »

Profitant des rigueurs de l'hiver, qui arrêtaient la marche de l'ennemi, Washington voulait amener le Congrès à lever un certain nombre de bataillons sans prendre l'avis des États. Il écrivait le 12 : « Peut-être le Congrès espère-t-il et entrevoit-il des renforts. Je n'ai aucun renseignement sur ce point, et désire être informé. Notre petite poignée d'hommes décroît journellement par la maladie et d'autres causes; et si le

peuple n'accomplit pas de grands efforts, que pouvons-nous raisonnablement attendre? C'est pénible à dire, mais c'est la vérité. »

Le 20, il renouvelle sa proposition d'octobre, tendant à augmenter le corps de l'artillerie. Il a ordonné la formation de trois nouveaux bataillons. « Cela, confesse-t-il, paraîtra peut-être au Congrès prématuré et sans excuse; mais les nécessités actuelles n'admettent aucun délai, ni dans le Conseil, ni sur le champ de bataille. Dans dix jours, cette armée n'existera plus. Si le court intervalle qui nous reste est employé à consulter le Congrès sur l'opportunité des mesures à prendre, opportunité évidente pour tous, si nous attendons qu'il nous ait fait parvenir ses décisions à une distance de cent quarante milles, nous aurons perdu un temps précieux et manqué notre but. On m'objectera que je réclame des pouvoirs qu'il est dangereux de confier; mais aux maux désespérés il faut des remèdes extrêmes (*desperate diseases require desperate remedies*). Je n'ambitionne pas ces pouvoirs. Je soupire aussi ardemment qu'aucun autre citoyen après le moment où nous pourrons abandonner l'épée pour la charrue; mais, comme officier et comme homme, je suis obligé de déclarer que personne n'a jamais rencontré les difficultés qui m'obsèdent. Il est inutile d'ajouter que la courte durée des enrôlements, et notre confiance aveugle dans la milice, ont amené tous nos malheurs et causé l'effrayant accroissement de notre dette... La milice vient on ne sait comment, s'en va on ne sait quand, donne on ne sait où, consomme les provisions, épuise les magasins, et s'éclipse au moment

9.

critique... On pensera que je m'écarte de la ligne de mes devoirs en adoptant ces mesures, ou en donnant des conseils avec si peu de retenue. Une réputation à garder, des biens à conserver, la liberté, le plus précieux des trésors, à sauvegarder, et une vie dévouée au service du pays, seront mon excuse. »

Le 20, Gates et Sullivan apparurent au quartier général avec cinq cents hommes fournis par des régiments des États du Nord. Washington pensait : « Les Anglais ont trop étendu leurs ailes. » Il voulait les leur « rogner. » Et, sans attendre la réponse du Congrès, il résolut de traverser la Delaware et de tomber à l'improviste sur l'ennemi, que les glaces semblaient mettre à l'abri de toute tentative hardie.

Le 23, le mot d'ordre était *Victory or death*, la victoire ou la mort. Le camp était entouré d'espions, et la nouvelle d'une attaque sur Trenton avait transpiré. Le commandant militaire du New-Jersey rassura ainsi ses troupes : « Les soldats de Washington n'ont ni souliers, ni bas, ni couvertures ; ils sont presque nus et meurent de froid et de faim. »

On avait eu soin de ne laisser aucun canot sur la rive gauche du fleuve. Deux postes de Hessois occupaient Trenton et Borden-Town. Ces lourds Allemands fêteraient la *Christmas* ; et, dans la nuit du 25 au 26 décembre, pendant la digestion d'un souper plantureux, on fondrait sur les convives appesantis.

Dans la nuit, froide et noire, on entendait le choc des glaces qu'un courant impétueux poussait sur Philadelphie et la mer. La violence du vent augmentait l'hor-

reur de cette scène lugubre. Vers onze heures, la neige tomba. Qui n'a vu le tableau de E. Leutzé, et la gravure de Paul Giraudet, *Washington crossing the Delaware?* Le général, un pied sur le banc du canot qui le porte, a une longue-vue dans la main droite. Il retient, de la main gauche, son manteau qu'agite la rafale. A l'avant, un homme, pourvu d'un croc, écarte les glaçons. Derrière Washington, un officier presse les plis d'un drapeau. Le chef jette un regard inquiet devant lui, interroge le mystérieux horizon. Quel secret tient en réserve la rive où l'on aborde?

Entre trois et quatre heures du matin, deux petits corps d'armée, et dix-huit pièces de campagne, étaient sur la côte du New-Jersey, à neuf milles de Trenton. Un véritable ouragan se déchaîna. Le grésil et la grêle vinrent contrarier la marche. A Birmingham, on se divisa : Washington prit la route de Pennington, et Sullivan côtoya le fleuve. Ce dernier, arrivé à destination, informa le général en chef que les cartouches de ses hommes étaient mouillées. Il reçut pour toute réponse : « Servez-vous de la baïonnette, et pénétrez dans la ville ; car il faut que la ville soit prise. Je l'ai décidé. »

L'aide de camp, revenu, avait transmis l'ordre à haute voix, et les soldats de Sullivan, sans attendre le commandement, mirent la baïonnette au bout du fusil.

Le jour parut. Aucun indice, aucun soupçon, n'avait troublé le profond sommeil des Hessois. Au milieu du festin de la veille, on n'avait pas négligé la sécurité ; mais les patrouilles étaient rentrées, affirmant qu'on

ne voyait que la nuit, et qu'on n'entendait que les mugissements de la tempête. L'attaque fut commencée par Washington, qui entra dans la ville par les rues Ling et Queen. Sullivan opéra sa jonction par la seconde rue. Rall, qui commandait les Hessois, n'était pas encore dégrisé. Titubant, il s'écriait : « En avant! marche! » Il eut, du moins, le courage de se faire tuer.

La lutte ne dura pas beaucoup plus d'une demi-heure. Les Américains ne perdirent pas un homme. Ils tuèrent 17 Hessois, en blessèrent 78, firent 946 prisonniers, et repassèrent la Delaware avec des armes, des munitions, et tous les drapeaux de la brigade allemande.

Ce succès releva le moral des Américains. A la vue des prisonniers traversant les rues de Philadelphie, on se reprit à espérer. Le Congrès, honteux d'une heure d'effroi, quitta furtivement Baltimore, et revint à son siége ordinaire.

Il avait voté, avant de connaître le résultat de la surprise de Trenton, qu'on informerait les cours étrangères de la résolution, prise par l'assemblée et par le peuple américain, de défendre, en tout état de choses, l'indépendance proclamée. Il avait même offert de conclure des traités de commerce avec la Prusse, l'Autriche, la Toscane. On le priait d'intervenir auprès de la Russie et de l'Allemagne, dont les sujets grossissaient les rangs de l'armée anglaise. En outre, on lui montrait la nécessité d'une alliance offensive avec la France et l'Espagne.

Le 26 décembre, on ignorait à Baltimore ce qui venait de se passer à Trenton. On lut, au sein du Congrès,

la lettre de Washington datée du 20. Le lendemain, le Congrès « ayant considéré attentivement la crise actuelle, et ayant une confiance absolue dans la sagesse, l'énergie et la loyauté du général Washington, » lui donna pouvoir de lever et d'organiser 16 bataillons d'infanterie, 3,000 cavaliers, 3 régiments d'artillerie et un corps d'ingénieurs, en l'autorisant à conférer tous les grades au-dessous du rang de brigadier-général. La durée de cette dictature militaire était fixée à six mois. Le dictateur pouvait appeler les milices à l'activité, former des approvisionnements, faire des réquisitions et arrêter toute personne suspecte.

Le *dictator of America* révélait, le 1er janvier 1777, à Robert Morris : « Loin de me croire affranchi de toutes les obligations civiles par cette marque de confiance que me donne le Congrès, j'aurai toujours présent à l'esprit que, si l'épée a été notre dernière ressource pour sauver nos libertés, c'est aussi la première chose dont il faudra se défaire quand ces libertés seront solidement établies. »

L'attaque de Trenton avait ému lord Cornwallis. Le 2 janvier 1777, le général anglais, accouru de New-York, se disposait à faire sentir aux *rebels* le poids de son ressentiment. L'armée américaine, battue, était rejetée dans la Delaware. D'un autre côté, elle livrait, en fuyant la bataille, Philadelphie. Situation critique. Le lit de l'Assumpink séparait les deux armées. Dans la nuit du 2 janvier, Washington fait alimenter les feux du camp, et se dirige sans bruit sur Princeton, où Cornwallis a laissé des troupes.

Le lendemain, désappointement des Anglais : où est Washington ? Pendant qu'on le cherche, on entend le canon détonner dans la direction de Princeton. Les Américains étaient aux prises avec deux régiments en route pour Trenton. Washington combattit au premier rang, avec une impétuosité qui faillit plusieurs fois lui être fatale.

Les Anglais, outre plusieurs centaines de prisonniers, abandonnèrent deux canons en cuivre.

Cornwallis, après des marches forcées, arrive à Princeton : Washington en est déjà reparti. Il s'est dirigé sur les montagnes du New-Jersey. Impossible de l'atteindre.

Après une suite d'escarmouches improvisées, suivies de retours inattendus, le *dictator*, à la tête de vieux soldats qui ne réclamaient plus les douceurs de la vie privée, et de conscrits qui prenaient goût au métier, avait réoccupé Brunswick, Woodbridge, Elisabeth, Newark. Si bien que le général Howe évacua le New-Jersey, et se retira à Staten-Island (30 juin 1777).

Washington était le Fabius américain. On proposait de lui laisser le choix des généraux. A quoi John Adams objectait : « Dans la vie privée, je le respecte et j'invoque son secours; dans cette assemblée, je me crois supérieur au général Washington. »

Le général, d'ailleurs, songeait fort peu à tirer vanité de ses talents. Presque toujours à cheval, dans ces terribles journées où l'ennemi disputait, pied à pied, le New-Jersey, il donnait à ses hommes l'exemple de l'énergie. Les soldats, même la nuit, ne quittaient jamais leurs armes.

Le 14 juin, le Congrès « résolut que le drapeau des treize Etats-Unis sera de treize bandes alternativement rouges et blanches; que l'union sera de treize étoiles blanches sur un fond bleu représentant une nouvelle constellation. »

Dans la période qui précède leur séparation de la mère-patrie, les colonies ont des étendards qui diffèrent plus ou moins de ceux de l'Angleterre.

Le drapeau national anglais était la bannière de Saint-George : champ blanc et lignes rouges entrecroisées.

Dès le quatorzième siècle, la croix de Saint-George était une plaque blanche et rouge que tout soldat anglais portait sur son armure.

Les couleurs de la bannière de Saint-George formèrent le drapeau national jusqu'en 1606. A cette époque, une proclamation royale ajouta, au drapeau de l'Angleterre, la croix de Saint-André (lignes blanches entrecroisées sur un champ bleu), qu'arboraient les Ecossais au temps des croisades.

Le nouveau drapeau fut appelé les « *King's colors* », les couleurs du roi.

On devait le déployer à la poupe des vaisseaux anglais, et ajouter, à l'avant, la croix de Saint-George ou celle de Saint-André, selon qu'on appartenait au sud ou au nord de la Grande-Bretagne.

Les « *King's colors* » étaient imposées aux sujets anglais traversant l'Océan. Elles flottaient sur le territoire du Massachusetts.

On trouve, en effet, à la date de 1635, la plainte d'un

agent royal contre un habitant de Salem qui a osé outrager l'étendard en déchirant une partie de la croix rouge.

La cause fut portée devant la cour générale. Les débats montrèrent que l'auteur de la mutilation n'avait pas eu pour but d'abaisser le prestige du drapeau. Le prévenu avait voulu affirmer ceci : que la croix rouge avait été donnée au roi d'Angleterre par le pape, comme une marque de l'autorité de l'Eglise et une image provoquant la superstition.

La Cour, impressionnée par d'autres faits semblables, trouva l'origine du mal dans la répugnance qu'éprouvaient les Américains à l'endroit des couleurs anglaises.

Le procès fut renvoyé à une autre session ; et, dans l'intervalle, les commissaires militaires du Massachusetts firent disparaître les enseignes monarchiques.

Les colonies étaient privées d'emblême. Elles demandèrent, très-respectueusement, l'autorisation de remplacer la croix des « *King's colors* » par des roses rouges et blanches.

Le projet fut abandonné. En décembre 1635, les commissaires militaires donnèrent des couleurs aux compagnies ; et, pour chacune d'elles, supprimèrent la croix.

On n'avait, cependant, rien résolu ; aussi, une difficulté se présenta l'année suivante. Des capitaines de navires anglais reprochaient, à la municipalité de Boston, de ne pas planter les « *King's colors* » sur le fort de *Castle Island*.

Le gouverneur du Massachusetts ordonna au lieutenant Morris de hisser les *King's colors* à *Castle Island*, toutes les fois que passerait un navire. Il ajoutait que la croix était un souvenir d'idolâtrie, et que le fort du roi ne devait abriter que les couleurs de la royauté.

Mais on ne put trouver, dans le fort, aucun drapeau aux *King's colors*. Le capitaine de l'un des navires récemment entrés, envoya un étendard réglementaire au lieutenant Morris, et le gouverneur fit présent au marin de trois peaux de castors.

Plus tard, le Parlement anglais désigna, comme couleurs de l'Angleterre, le drapeau primitif formé par la croix de Saint-George.

Cette croix de Saint-George, après avoir subi de nombreuses modifications, a été adoptée par les colonies dans la deuxième moitié du dix-septième siècle, et même jusqu'à l'année 1707, où l'« *union flag* », le drapeau de l'union, fut imposé par le Parlement.

On vit aussitôt plusieurs emblêmes : le plus en faveur était cramoisi. L'union y était figurée par une croix de Saint-George sur un champ blanc. Quelquefois, un pin était dessiné dans l'un des carrés formés par la croix. Un autre drapeau, « *the flag of the New-England colonies* », offrait un champ d'un bleu sombre, avec la croix sur un champ blanc dans le coin. Le pin y était remplacé par une demi-sphère.

Le sentiment de l'indépendance inspire les colonies. A l'heure où l'on modifie, d'une main prudente, les couleurs anglaises, on songe à secouer le joug de l'An-

gleterre, et à donner, à la nation américaine affranchie, un drapeau.

L'union des deux royaumes d'Angleterre et d'Ecosse fut ratifiée, le 16 janvier 1707, par un acte du Parlement. Ce même acte portait que l'étendard de la Grande-Bretagne serait la croix de Saint-George, réunie à celle de Saint-André. Autant valait déclarer que les « *King's colors* » étaient maintenues. On devait retrouver ces deux croix dans les plis de « tous drapeaux, bannières, étendards et enseignes, sur mer et sur terre. »

A bord des navires appartenant aux sujets anglais, quels qu'ils fussent (*Whatsoever*), et l'on désignait par cette expression les Américains, les croix se rapprocheraient « dans le coin d'une bannière cramoisie. »

Les colonies adoptèrent ce drapeau en l'appelant l' « *union flag* », l'étendard de l'union. C'était là un par euphémisme; car les Américains n'avaient en vue que l'union de l'Angleterre et de l'Écosse.

Les Yankees, cependant, ne cessaient pas de travailler chez eux à la constitution d'une ligue puissante. La nécessité de cette ligue imposait un signe de ralliement. On le saisirait dans des couleurs juxtaposées d'un commun accord.

Jaloux de mettre un terme à certaines préoccupations, le Congrès continental chargea une commission, composée de Franklin, Lynch et Harrison, d'étudier la question d'un drapeau national. Les hostilités étaient déjà ouvertes contre l'Angleterre. La commission s'assembla au camp de Cambridge; et, le 1er janvier 1776, on salua la nouvelle armée organisée en arborant le drapeau

des colonies unies. Il était composé de 13 bandes, dont 7 rouges et 6 blanches, avec les croix rouge et blanche de Saint-George et de Saint-André, dans le coin et sur un champ bleu. Il constatait l'union des colonies, et, en même temps, leur fidélité à la Grande-Bretagne. On l'appela le « *grant union flag,* » le drapeau de la grande union.

En courant aux armes, des colonies et des régiments s'étaient distingués par des étendards très-variés. Sur chacun de ces étendards, on voyait les armes de la colonie entourées de cette devise, écrite en lettres d'or: *qui transtulit sustinet*, celui qui nous a transplantés nous soutiendra. Elle était, dès le principe, la devise du Connecticut.

Au début de la guerre de l'Indépendance, le drapeau des batteries flottantes avait un champ blanc, un arbre dans le milieu, et portait pour devise : *Appeal to Heaven*, appel au ciel. Pendant la bataille de Bunker-Hill, les troupes américaines avaient un drapeau ainsi composé : champ rouge, un pin sur champ blanc dans l'angle supérieur de la hampe, et les deux devises.

Le premier drapeau américain que vit la Caroline du Sud fut arboré le 13 septembre 1775, par le colonel Moultrie, à la prise du fort Johnson. Ce drapeau, sur champ bleu, offrait un croissant dans le coin supérieur.

Chaque régiment avait ses couleurs. La marine eut bientôt les siennes. Le 9 février 1775, le colonel Gadsden exhiba au Congrès un étendard destiné aux navires américains. Cet étendard représentait, sur un champ jaune, un serpent à sonnettes orné de treize sonnettes,

replié pour bondir, et cette devise : *don't tread on me*, ne m'écrasez pas.

Le *great union flag* aux treize bandes, dont nous avons parlé ci-dessus, allait devenir le drapeau étoilé. Mais, avant de recevoir les étoiles, il subit une autre modification. Dépourvu des deux croix anglaises, acceptant parfois le serpent à sonnettes et la devise : *don't tread on me*, il fut le *continental flag*, le drapeau continental.

Pendant la guerre de l'Indépendance, des corps d'armée avaient pour devise : *Liberty or death*, la liberté ou la mort.

Les gardes du corps de Washington portaient une bannière de soie blanche ornée de dessins, avec cette devise : *Conquer or die*, vaincre ou mourir.

Le drapeau national fut créé, comme nous l'avons dit plus haut, le 14 juin 1777.

Une difficulté surgit. Comment figurer la constellation? Après mûre réflexion, on se vit obligé d'altérer le plan du Congrès, en dessinant un cercle avec les treize étoiles.

Le nombre des bandes et des étoiles répondait au nombre des États.

En 1794, une autre décision du Congrès, approuvée le 13 janvier, portait que le drapeau des États-Unis serait composé de quinze bandes et de quinze étoiles.

On fit l'addition de deux bandes et de deux étoiles le 1er mai 1795.

En 1818, le Congrès fixa de nouveau le nombre des bandes horizontales à treize. En même temps, il déclara

que vingt étoiles blanches orneraient le champ bleu, qu'une étoile serait ajoutée lors de l'admission de tout nouvel État dans l'Union, et que la modification serait opérée le 4 juillet suivant chaque admission.

En 1865, le champ bleu renfermait trente-six étoiles. Il en contient actuellement trente-neuf.

Le drapeau américain, né dans les orages révolutionnaires, est aujourd'hui, sur toutes les mers, le symbole de la liberté. Les nations européennes s'agitent et s'épuisent, méprisant les éléments de vie qui pourraient les rajeunir en les transformant! Les Américains échappent aux luttes stériles et grandissent toujours. Leurs couleurs (rouge, blanc et bleu) sont l'emblême des qualités qui les distinguent. Aussi, aiment-ils leur drapeau d'un amour sans mélange.

Nous avons vécu au milieu de ce peuple intelligent et pratique, où un homme n'est qu'un homme, malgré tout; où la loi est un frein; où le progrès ne sort jamais des crises douloureuses. Nous avons promené nos amertumes et nos folles espérances du Massachusetts aux champs de la Floride, des bouches du Missisipi aux cavernes de l'Iowa. Eh bien! nous regrettons cette époque de notre vie.

Presque le même jour où le Congrès donnait un drapeau aux Américains, Lafayette arrivait à Philadelphie.

Le 4 juillet, on célèbre le premier anniversaire de la déclaration d'indépendance. Depuis le matin, jusqu'à une heure assez avancée de la soirée, les cloches prêtèrent leurs voix argentines. Les navires de toutes les

grandeurs arborèrent le drapeau national. A trois heures, les membres du Congrès et les fonctionnaires du nouveau gouvernement, se réunirent dans un banquet. Les musiciens hessois, faits prisonniers à Trenton, épuisèrent leur répertoire. Il y eut, dans la journée, une revue des troupes. Le soir, on alluma des feux de joie, on tira des pièces d'artifice, et l'on illumina.

On va célébrer le centième anniversaire. Le 4 juillet 1777, on citait les noms des citoyens morts en défendant les libertés publiques. Le 4 juillet 1876, on complétera la liste nécrologique, en ajoutant, aux martyrs de l'Indépendance qui versèrent leur sang jusqu'en 1783, les soldats du Nord, morts de 1861 à 1865, pour conserver l'Union.

Après l'évacuation du New-Jersey, les Anglais, sur l'initiative du général Burgoyne, avaient adopté un vaste plan d'opérations. Parties du Canada, du Rhode-Island et des environs de Philadelphie, trois armées agissaient de concert, de manière à cerner les Américains. Washington garda la route du nord, et surveilla les mouvements du général Howe. Ce dernier s'embarqua tout à coup. Où allait-il? L'anxiété se prolongeait lorsque, le 25 août, on vit les Anglais débarquer dans la baie de Chesapeak, non loin de l'Elk river, à quarante-quatre milles de Philadelphie. Le 24, Washington, pour raffermir la confiance ébranlée, traversa Philadelphie à la tête de ses troupes couvertes de rameaux verts. Il atteignait, le lendemain, Wilmington. Il fut en présence de l'ennemi le 11 septembre, et s'arrêta sur la rive gauche de la Brandywine,

affluent de la Delaware. On devait, pour protéger le siége du gouvernement, empêcher les Anglais de traverser la rivière. Washington avait devant lui 14,000 hommes. Tandis que ses bataillons, bien inférieurs en nombre, arrêtaient le corps d'armée du général Knyphausen, une division, conduite par lord Cornwallis, remontait vers le nord, traversait la Brandywine sans difficultés, et, par une adroite diversion, tombait sur le flanc des Américains. L'issue de la bataille n'était pas douteuse. A minuit, Washington annonça au Congrès qu'il était battu. Des prodiges de valeur n'avaient pu changer le sort des armes. Lafayette, combattant comme simple volontaire à la tête d'une brigade, reçut une balle dans la cuisse. Malgré sa blessure, il ralliait les fuyards, et ne quitta le champ de bataille que l'un des derniers. Washington, apprenant qu'il était arrivé malheur au jeune major-général, avait dit au médecin : « Soignez-le comme s'il était mon fils. »

Parmi les Français qui firent preuve de courage dans cette fatale rencontre, il faut citer Mauduit-Duplessis, Lewis de Fleury. Le marquis de la Rouerie, connu sous le nom de colonel Armand, conduisait un corps indépendant. N'oublions pas, au nombre des autres étrangers, Casimir Palawski, commandant de la cavalerie américaine.

Voici le relevé des pertes en tués, blessés et prisonniers : Américains, environ 1,000 hommes; Anglais, à peu près 600.

Lafayette, qui n'a pu vaincre, dans une lettre du

1er octobre 1777, fait la leçon à sa femme. On dira à la marquise : Ils ont été battus ! Il faut que l'épouse de l'officier-général américain réponde : « C'est vrai ; mais entre deux armées, égales en nombre et en plaine, de vieux soldats ont toujours de l'avantage sur des neufs ; d'ailleurs, ils ont eu le plaisir de tuer beaucoup, mais beaucoup plus de monde aux ennemis qu'ils n'en ont perdu. » Si l'on ajoute : « C'est fort bon ; mais Philadelphie est prise, la capitale de l'Amérique, le boulevard de la liberté ! » La marquise devra répliquer, vertement, mais poliment : « Vous êtes des imbéciles. Philadelphie est une triste ville, ouverte de tous côtés, dont le port était déjà fermé, et que la résidence du Congrès a rendue fameuse je ne sais pourquoi. » Après cela, si les questions pressantes et embarrassantes se renouvellent, madame de Lafayette s'empressera d'envoyer « promener » ses interlocuteurs.

Au sein du Congrès, John Adams, critiquant la tactique du général en chef, adressait au ciel cette prière : « O ciel, envoie-nous une grande âme ! une intelligence supérieure peut seule affranchir la meilleure des causes du danger qui la menace aujourd'hui. »

Le 29 septembre 1777, Howe établissait son quartier général à Germantown. Le 30, Cornwallis occupait Philadelphie, que le Congrès venait de quitter en route pour York, situé de l'autre côté de la Susquehanna.

Les Anglais avaient disséminé leurs forces, et Washington, établi à Matuchen-Hills, se proposa de surprendre Germantown. Le 3 octobre, dans un ordre du jour, il promit à ses soldats, qui n'avaient plus de souliers, et

qui manquaient de pain, de les conduire le lendemain à la victoire, s'ils voulaient être « braves et patients ». L'action devait s'engager à la pointe du jour. L'élan des Américains fut si impétueux qu'une division ennemie recula. Howe s'arracha de son lit pour être témoin de la panique. Il vociféra, dans un violent accès de colère, s'adressant à ses éclaireurs : « Je ne vous ai jamais vus battre en retraite ; reformez-vous, ce n'est qu'une escarmouche. » L'attaque, sur d'autres points, ayant été retardée, les Anglais purent concentrer, dans Germantown, tous leurs moyens de défense. Les Américains, d'ailleurs desservis par un épais brouillard qui causait des méprises regrettables, et réclamant des munitions, se retirèrent. La journée, perdue pour les défenseurs de l'indépendance, n'avait pas moins coûté, à l'armée de Howe, près de 500 hommes. Devait-on même la regarder comme perdue ? non. Les Américains venaient de montrer que leur courage ne faiblissait pas, et l'échec de Germantown allait mériter cette exclamation de M. de Vergennes : « Rien ne m'a plus frappé que de voir le général Washington attaquer l'armée du général Howe, et lui livrer bataille ; amener à ce point des troupes levées cette année, cela promet tout pour l'avenir. »

Le Congrès, consolant Washington, honorait la vertu malheureuse, lorsque, un beau matin, on apprit que le général anglais Burgoyne s'était rendu, à Saratoga, au général Gates.

Voici dans quelles circonstances s'était produit l'événement :

Nous avons dit que les Anglais se proposaient de lancer une armée du Canada, sur les rives de l'Hudson. Le 1er juillet, Burgoyne attaqua le fort de Ticonderoga avec 7,000 hommes ; les Américains, au nombre de 3,000 environ, crurent prudent de se retirer à Stillwater, sur la rive droite de l'Hudson, après avoir coupé les ponts.

Burgoyne, en les poursuivant, ne soupçonnait pas que des obstacles insurmontables l'attendaient. Il avait, cependant, eu soin de se ménager le concours actif des Indiens. Le 21 mai, dans les environs de Crown-Point, il réunit quelques centaines de sauvages appartenant à diverses tribus ; il fit appel à leur dévouement, et un chef Iroquois lui adressa ces paroles : « Nous vous recevons comme notre père, parce que, lorsque vous parlez, nous entendons la voix de notre grand-père de l'autre côté du grand lac. Nous avons été éprouvés et trompés par les Bostoniens, mais nous aimions notre père, et nos haches ont été aiguisées sur nos affections. Comme preuve de sincérité, tous nos villages capables d'aller en guerre se lèvent. Le vieillard et l'infirme, nos enfants et nos femmes, restent seuls chez nous. D'un commun accord, nous promettons une obéissance absolue à tous vos ordres passés et futurs, et puisse le père des jours vous donner de nombreux succès. »

Enrôler des Allemands, ce n'était point assez. Il fallait encore se servir des sauvages. Nous allons voir ce qu'amenèrent de tels moyens.

Gates était secondé par Arnold, officier aussi intelligent que brave, et, disons-le, par toutes les populations

environnantes. Les troupes sorties du Ticonderoga furent bientôt grossies de groupes venus spontanément des *townships* de la région. Les 3,000 hommes dépassèrent bientôt 10,000 combattants.

Burgoyne avait, sous ses ordres, un corps allemand commandé par le général Riedesel. Un régiment de ce corps obéissait au colonel Baum. Il se heurta, le 16 juillet, aux milices du New-Hampshire, du Vermont et du Massachusetts, conduites par le général Stark. En apercevant l'ennemi, Stark s'écria : « Mes enfants, voici les habits rouges ; il faut qu'ils soient à nous, où Molly Stark sera veuve ce soir. » Le soir, le mari de Molly Stark écrivait : « Si tous nos soldats avaient été des Alexandre ou des Charles XII, ils ne se seraient pas mieux conduits. » On fit 692 prisonniers, dont 400 Allemands.

Burgoyne, loin de tout centre qui pût le secourir, s'inquiéta. Pendant qu'il s'assurait difficilement quelques semaines de vivres, les Américains se fortifiaient sur les hauteurs de Behmus. Le 19 septembre, l'armée anglaise passa l'Hudson à Saratoga. L'assaut fut repoussé ; trois majors-généraux et plus de 600 hommes, restés sur le champ de bataille, témoignaient de l'impétuosité des Anglais. A la nuit, Burgoyne craignait une déroute. Le jour éclaira une situation terrible. Les vaincus de la veille escaladèrent les hauteurs qui entourent Freeman's House.

Le 17 octobre, l'attaque du 19 septembre fut renouvelée. Le courage du général anglais vint se briser devant les lignes américaines. Burgoyne, le chapeau

troué, la tunique déchirée par les balles, donna le signal de la retraite. Il fut poursuivi par Arnold, qui luttait au premier rang, comme un simple soldat.

L'armée anglaise, réduite à 3,500 hommes, et inquiétée, sur tous les points, par des ennemis qui se renouvelaient sans cesse, n'avait plus que six jours de vivres. Le 13, Burgoyne assembla un conseil de guerre. On décida qu'on accepterait une capitulation honorable. Le 17 octobre 1777, Gates consentait à livrer passage au corps d'armée anglais pour Boston, d'où les soldats de Burgoyne devaient s'embarquer pour la Grande-Bretagne, à la condition de ne plus servir en Amérique pendant la guerre actuelle.

Les Anglais étaient à bout de ressources. On leur donna du pain. On désarma 5,791 hommes. Gates, dans les combats précédents, avait fait 1,856 prisonniers. En ajoutant le nombre des morts et des disparus, on voit que la capitulation de Saratoga coûtait, à Howe, près de 9,000 hommes. En outre, 42 canons, 5,000 fusils, et beaucoup de munitions.

La France avait demandé une victoire à Washington, et Gates devançait le général en chef. Pour mieux affirmer son exploit, Gates rendait même compte, directement, au Congrès.

Washington, qu'un auxiliaire tentait d'humilier, écrivit : « Si notre cause triomphe, peu m'importe où et par qui cela arrive. » C'est simple et grand. La postérité, qui cherche l'homme dans le *fatherland*, le trouve ici : elle le respecte et l'admire.

CHAPITRE VIII

LE TRAITÉ DU 6 FÉVRIER 1778 AVEC LA FRANCE.

Influence de la capitulation de Saratoga. — Franklin, Deane et Lee reçus par M. de Vergennes.—La résolution de Louis XVI. — Traité du 6 février 1778.—Franklin présenté au roi. — Franklin et Voltaire à l'Académie. — Le traité du 6 février devant le parlement anglais. — Derniers efforts de Chatham. — Lord Stormont réclame son passe-port. — Le marquis de Noailles quitte Londres.

Un fin voilier partit de Boston, et l'on reçut bientôt, en France, la nouvelle de la reddition de Burgoyne.

Franklin, installé à Passy, dans une maison entourée d'un grand jardin, ne cessait pas, en courtisant sa jolie voisine, Madame veuve Helvétius, d'agir sur l'opinion. Son assurance avait plus d'une fois étonné. On se rappelait que l'occupation de la capitale des États-Unis ne lui avait arraché qu'un cri : « Ce n'est pas le général Howe qui vient de prendre Philadelphie ; c'est Philadelphie qui a pris le général Howe. »

Les derniers faits, recueillis avec soin, commentés avec prudence, attestaient, à la vérité, malgré les échecs, le courage et l'intrépidité des Américains. Lafayette avait volé au secours de Washington, et le public applaudissait au désintéressement et au dévouement du jeune marquis. Tout cela n'était point assez pour décider à l'action le gouvernement français. Louis XVI, revenu de certaines préventions, écoutait

son ministre Vergennes avec intérêt; mais la faiblesse n'est pas une garantie. Pour se faire soutenir, il faut être fort. Franklin le savait, et le bonhomme, qui connaissait si bien la nature humaine, n'attendait plus que l'événement heureux qui devait forcer la main du roi.

Cet événement fut la capitulation signée à Saratoga.

Le 12 décembre, les commissaires des États-Unis à Paris, B. Franklin, Silas Deane et Arthur Lee, sont reçus par M. de Vergennes. Le ministre annonce que le roi a résolu de reconnaître l'indépendance des États-Unis, et de signer, avec les mandataires du Congrès, un traité; — que, dans ce traité, la cour de France ne prendra aucun avantage de la situation actuelle de l'Amérique; — que pour rendre cette convention durable, on exclura toute condition que les Américains se repentiraient un jour d'avoir acceptée. Ainsi, l'amitié subsistera toujours entre les deux peuples. Un pacte prouvera l'indépendance, et il faut consulter l'Espagne.

Le lendemain, 17 décembre, Gérard, secrétaire de Vergennes, transmit aux commissaires de nouvelles informations. Le roi, allant encore plus loin, était décidé, non-seulement à reconnaître, mais encore à soutenir l'indépendance de l'Amérique.

Une guerre entre l'Angleterre et la France s'en suivrait. Les Américains, en prévision d'une telle éventualité, s'engageaient à maintenir leur indépendance. On ne réclamait, pour les secours à prêter aux colonies, aucune compensation. La France, en cas de succès, trouvait sa récompense dans la perte de l'influence anglaise en Amérique.

Franklin, Deane et Lee ne pouvaient réserver, à leurs longues négociations, une issue plus favorable.

Ils protestent que le roi, dont on admire la sagesse, aura en eux des alliés reconnaissants et sûrs, et se complaisent à souhaiter, avec Louis XVI, que les bons rapports s'affermissent entre les deux peuples.

On promettait d'envoyer, en janvier, trois millions aux insurgés.

Le 6 février 1778, un traité de commerce et d'alliance défensive fut signé entre la France et l'Amérique. Une monarchie catholique et une république protestante, la race latine et la race anglo-saxonne, le vieux monde et le nouveau monde, s'unissaient.

La France, en soutenant l'Amérique contre le monopole de l'Angleterre, allait combattre au nom de la liberté commerciale.

Vergennes l'emportait. Trois motifs principaux justifiaient le traité du 6 février : la générosité habituelle de la France qui ne lui permettait pas de refuser son aide quand on implorait son appui ; la nécessité de prévenir le développement trop considérable des forces maritimes de la Grande-Bretagne ; le besoin de se mettre à l'abri de toute tentative des corsaires anglais.

Franklin, lui aussi, voyait s'écouler un jour de gloire. Le 20 mars, accompagné de ses deux collègues, et suivi des nouveaux ambassadeurs de Prusse et de Toscane, qui allaient présenter leurs lettres de créance, il entra au château de Versailles. Il portait l'habit de velours de Manchester, que Georges III avait pu remarquer, et que le Parlement anglais n'avait pas oublié.

Ses bas blancs, ses lunettes, son chapeau à larges bords sous son bras, et ses cheveux gris aux folles allures, excitaient la curiosité des courtisans. Louis XVI lui dit ces simples mots : « Je désire que le Congrès croie à mon amitié. » Marie-Antoinette reçut également le noble vieillard, qui allait justifier ce vers attribué à Turgot : *Eripuit cœlo fulmen sceptrumque tyrannis.* Franklin avait toujours regretté de n'avoir pu serrer la main de Newton. Il se promettait de rencontrer Voltaire. Lorsque le patriarche de Ferney, âgé de 84 ans, vint savourer une dernière fois à Paris les délices de la popularité, l'Américain lui conduisit son petit-fils. Voltaire, dans un cabinet de travail, accueillit le visiteur avec cordialité, et dit à l'enfant, en lui touchant la tête : *God and liberty!* Dieu et la liberté.

Les deux grands hommes, au déclin de la vie, se retrouvèrent, le 29 avril, à l'Académie française. Le public les regardait et les contemplait. La France et l'Amérique rougiraient bientôt de leur sang les plaines de la Nouvelle-Angleterre, de la Virginie et des Carolines. Franklin et Voltaire, pour affirmer l'union des deux peuples et des deux mondes, se levèrent et s'embrassèrent.

Un jour, à Washington, au *Patent-office*, où l'on expose les modèles des brevets d'invention, où les navires côtoient les corsets, où les wagons se heurtent aux poufs, nous avons aperçu, sous une vitrine, et reposant sur un coussin en velours cramoisi, le traité conclu autrefois. C'était à l'époque où l'expédition du Mexique excitait, aux États-Unis, contre la France, l'aversion et

la haine. En jetant un regard attristé sur le parchemin de 1778, nous nous disions : Ce qu'un roi fit, jadis, pour mériter l'amitié des Américains, un empereur le défait aujourd'hui.

L'empereur n'est plus. Et la république française, par la statue de la liberté éclairant le monde, due à l'habile ciseau de M. Aug. Bartholdi, va corriger l'œuvre du dernier empire.

Le 13 mars 1778, le marquis de Noailles, ambassadeur de France à Londres, remit au secrétaire d'État, lord Weymouth, une note dévoilant le traité du 6 février. M. de Vergennes dut provoquer un étrange sourire chez lord North et Georges III lorsqu'il disait : « En faisant cette communication, le roi de France est intimement persuadé que la Cour de Londres y verra une nouvelle preuve du constant et sincère désir de la paix qui anime Sa Majesté. Elle espère que Sa Majesté britannique, animée des mêmes sentiments, voudra également éviter tout ce qui pourrait altérer cette bonne harmonie, et que, particulièrement, elle prendra des mesures effectives pour que rien n'interrompe le commerce entre les sujets de Sa Majesté et les États-Unis d'Amérique. »

L'ironie était cruelle.

Le 20 novembre 1777, Georges III avait ouvert le Parlement. La Couronne, étonnée de l'obstination et de la persistance des *insurgents*, voulait imprimer, aux efforts de l'Angleterre, une impulsion décisive. De nouveaux sacrifices étaient nécessaires.

Chatham, le véhément Chatham, était encore sur la

brèche. Pour humilier et abaisser la France, on devait, au moyen de concessions, rétablir le lien qui faisait, de l'Angleterre et des colonies, un grand empire. On permettrait aux Américains de se taxer. On leur dirait: Nous vous reconnaissons tous les droits, à l'exception du droit à l'affranchissement. Déchirez l'acte du 4 juillet 1776, et nous rappelons nos troupes. L'ancien ministre de Georges II prononça un discours qui allait rester, dans les fastes parlementaires de la Grande-Bretagne, un modèle de style oratoire. «.... Ces colons, s'écria-t-il, qu'à l'origine nous avons méprisés comme des rebelles, mais que nous sommes tenus de reconnaître aujourd'hui comme des ennemis, sont conjurés contre nous. Notre ennemi invétéré les fournit de provisions et d'armes. Il consulte leur intérêt, reçoit leurs ambassadeurs, et nos ministres ne peuvent pas, n'osent pas agir avec dignité, avec énergie. Nous connaissons déjà en partie l'état désespéré de nos troupes là-bas. Personne, plus que moi, n'estime et n'honore les armées anglaises. Je connais leur vertu et leur courage. Je sais qu'elles peuvent tout faire, excepté l'impossible. Or, la conquête de l'Amérique anglaise est une impossibilité. Vous ne pouvez pas, mylords, vous ne pouvez pas conquérir l'Amérique... Tous vos efforts seront vains et impuissants, et doublement impuissants par cela même que vous vous appuyez sur des secours mercenaires, des secours qui excitent un incurable ressentiment dans le cœur de vos adversaires, de ces hommes que vous livrez aux fils de la rapine et du brigandage, de ces hommes que vous dévouez, eux et leurs biens, à

a cruauté vénale de quelques pillards soudoyés. Si j'étais Américain, comme je suis Anglais, tant qu'un soldat étranger resterait dans ma patrie, jamais je ne déposerais les armes, jamais, jamais, jamais! »

La Chambre des lords revint bien vite d'un moment d'émotion. La France et l'Espagne, sachant que l'Angleterre avait 35 vaisseaux de ligne à la mer, ne pouvaient favoriser les vues des Américains. L'amendement de Chatham recueillit 28 voix, sur 125 votants. A la Chambre des communes, Fox et Burke, sur le même point, pour 86 partisans, eurent 283 adversaires.

Lord North sentait renaître son orgueil. Triomphe éphémère. Le 2 décembre 1777, on apprit que Burgoyne avait capitulé à Saratoga. On ajourna les Chambres. Les 35 navires de combat n'empêcheraient peut-être plus la France de servir ses rancunes. On était perplexe. Et la note diplomatique de M. de Noailles rendit lord North à la réalité qu'il fuyait. George III, le 15 mars, assura à son ministre qu'il recevrait Chatham *with open arms*, les bras ouverts, si le tribun voulait soutenir, sans arrière-pensée, le ministère. Shelburne voulait que Chatham fût dictateur. Le roi s'écria avec colère : « Lord Chatham, cet homme perfide, comme dictateur ! Je déclare solennellement que rien ne m'obligera à traiter en personne avec lord Chatham. L'expérience me donne la résolution de courir toute espèce de danger personnel, plutôt que de me soumettre à une bande d'individus qui, certes, m'asserviraient pour le reste de mes jours. »

George III communiqua au parlement la note de

l'ambassadeur français. Ce résultat, d'après Conway, montrait que Franklin s'était départi de sa candeur et de sa fermeté. A la Chambre des lords, Rockingham proposa de prévenir l'alliance de la France et de l'Angleterre en reconnaissant l'indépendance de l'Amérique. Chatham, mourant, se fit transporter à la Chambre des lords. Il exhala cet appel suprême : « Jamais je ne consentirai à priver de son plus bel avantage un descendant de la maison de Brunswick, un héritier de la princesse Sophie. Mylords, Sa Majesté a succédé à un empire aussi étendu que respectable. Terminons-nous les fastes de cet empire par un ignominieux abandon de nos droits?... Nous prosternerons-nous devant la maison de Bourbon? Certes, la nation n'est plus ce qu'elle était naguère! Un peuple qui, il y a dix-sept ans, était la terreur du monde, est-il descendu assez bas pour dire aujourd'hui à son ennemi invétéré : Prends tout ce que nous avons, mais donne-nous la paix. Non, c'est impossible. Je n'attaque personne, je ne demande la place de personne, je ne veux pas m'associer à des hommes qui s'entêtent dans leur erreur; mais, au nom du ciel, s'il est absolument nécessaire de choisir entre la paix et la guerre ; si la paix ne peut être conservée sans perdre l'honneur, pourquoi ne pas commencer la guerre sans hésiter? Je ne connais pas au juste les ressources du royaume, mais je suis sûr qu'elles sont suffisantes pour maintenir nos justes droits. Mylords, tout parti vaut mieux que le désespoir. Faisons au moins un effort; et, s'il nous faut tomber, tombons comme des hommes. »

Le duc de Richmond répliqua : « Personne ne respecte plus que moi le grand nom de Chatham, mais ce nom ne peut faire l'impossible. Les choses n'en sont plus au point où le noble lord les a laissées en quittant le pouvoir. Alors, nous avions l'Amérique pour nous; aujourd'hui, nous avons l'Amérique contre nous; alors, c'était la Grande-Bretagne et l'Amérique qui tenaient tête à la France et à l'Espagne; aujourd'hui, c'est la France, l'Espagne et l'Amérique qui se réunissent contre la Grande-Bretagne. »

Chatham bondit une dernière fois. L'apoplexie le guettait, et lui coupa la parole. La lame avait usé le fourreau. On leva la séance. Une maison voisine reçut l'agonisant. L'ennemi de la France vécut encore un mois. On l'enterra à Westminster.

Avant cette séance mémorable, lord Stormont, ambassadeur anglais à Paris, a été prié de demander son passeport et de repasser la Manche. Le marquis de Noailles, de son côté, s'est empressé de quitter Londres.

La France et l'Angleterre vont être aux prises. L'indépendance est entrée dans une phase nouvelle.

CHAPITRE IX

LA FLOTTE DU COMTE D'ESTAING SUR LES COTES D'AMÉRIQUE ET AUX ANTILLES.

D'Estaing. — Le colonel ; le lieutenant-général de la marine ; le vice-amiral. — Effectif de l'armée anglaise en Amérique. — Washington à Whitemarsh (6 décembre 1777). — Washington à Valley-Forge (18 décembre). — La lettre du 23 décembre au Congrès. — Expédition projetée au Canada (Lafayette). — Le traité du 6 février en Amérique (5 mai 1778). — Evacuation de Philadelphie (22 juin 1778). — Bataille de Monmouth (28 juin). — Washington aux Witheplains (21 juillet). La flotte française dans la Delaware (8 juillet). — De la Delaware à Sandy-Hook, à New-Port, à Boston et aux Antilles. — Wioming. — Départ de Lafayette pour la France (11 janvier 1779). — Embarras de Washington. — Il couvre West-Point (15 juillet 1779). — Les Anglais à Savannah (Géorgie). — Débarquements opérés en Virginie. — Où est la flotte française ? — Plaintes des Américains. — La marine française se relève. — La France et l'Espagne. — Descente projetée en Angleterre. — Le comte d'Estaing devant Savannah. — On ouvre la tranchée le 23 septembre 1779. — Assaut du 9 octobre. — Les Français et les Américains sont repoussés. — Retour du comte d'Estaing en France, à bord du *Languedoc*. — Le corsaire Paul Jones. — Effet de la campagne.

Le 10 avril 1778, le port de Toulon, animé, affairé, bruyant, montrait que la France donnait un commencement d'exécution au traité du 6 février. Une flotte de douze vaisseaux et de quatre frégates appareillait. Elle était commandée par le comte d'Estaing, conduisait, en Amérique, le premier représentant de la France, M. Gérard, secrétaire du ministre des affaires étrangères, et portait neuf mois de vivres.

Choiseul avait doté notre marine appauvrie de 64 vaisseaux et de 50 frégates. On profitait de l'organisation du grand précurseur.

Le vice-amiral d'Estaing, entré dans l'armée avec le grade de colonel d'infanterie, descendait d'une ancienne famille du Rouergue. Il servit la France dans les Indes, et assiégea Madras sous les ordres de Lally-Tolendal (1759). Il fut pris par les Anglais. Les incidents d'une mise en liberté sous caution, lui permirent de croire qu'on l'avait tout simplement échangé. Il arma deux vaisseaux de la Compagnie des Indes, enrichit l'Île-de-France du butin de plusieurs comptoirs anglais du golfe persique et des îles de la Sonde, et retomba dans les mains des vainqueurs de Madras.

Le colonel d'Estaing, devenu tout à coup marin et pirate, n'avait-il pas violé les lois de la guerre? On n'hésitait pas: le prévenu serait interrogé, jugé et pendu.

En attendant le jour du procès, on jeta le comte dans un noir cachot de Londres. Le dauphin fut informé. Il avait une grande affection pour l'ennemi de l'Angleterre. Il intervint en faveur du coupable; et, par lui, d'Estaing échappa au gibet.

L'ex-subordonné de Lally, en se faisant marin, obéit aux circonstances; il ne céda nullement à la vocation. Qu'importe! puisqu'un zèle intelligent et une énergie solide valurent à l'aventurier le grade de lieutenant-général de la marine. Toutefois, les officiers qui avaient débuté à la mer, et gagné péniblement leurs épaulettes, virent de mauvais œil l'élévation subite du nouveau venu. Malgré des murmures fort peu équivoques, et des protestations nombreuses, le gouvernement songea au comte d'Estaing à l'instant critique où la France devait

combattre, sur l'Océan, sa redoutable ennemie, la Grande-Bretagne. On allait compenser l'inégalité apparente des forces en opposant, à la patrie de Chatham, un homme que la soif de la vengeance, souvent plus fertile en ressources que l'inspiration du patriotisme, portât aux résolutions viriles. Le devoir s'impose à tous les enfants du pays, et la France, disputant à l'Angleterre l'empire maritime, possédait dix amiraux capables de diriger la flotte qui partait de Toulon. Mais les horreurs de l'*english jail*, et le souvenir des offenses reçues, allaient activer, chez d'Estaing, la volonté de remplir avec succès une mission difficile.

Le vice-amiral devait reconnaître l'embouchure de la Delaware. En prévenant la fuite du général Howe par la baie, il favorisait la marche de Washington sur Philadelphie. Howe n'avait plus de retraite; nouvelle capitulation, plus importante qu'à Saratoga.

La flotte met le cap à l'Ouest.

Sur les côtes d'Amérique, l'armée anglaise est cantonnée à Philadelphie (19,530 hommes, dont 13,078 Anglais, 5,202 Allemands et 1,250 de troupes provinciales), à New-York (10,456 hommes répartis ainsi : 3,486 soldats réguliers, 3,689 Allemands et 3,281 provinciaux), et à New-Port (3,776 hommes, savoir : 1,610 appartenant à la Grande-Bretagne, 2,116 Allemands et 44 recrues des provinces). L'effectif atteint ce chiffre : 33,756.

Après la bataille de Germantown (4 octobre 1777), Washington se retira sur les hauteurs de Whitemarsh. Il y fut attaqué, dans la nuit du 4 décembre, par le

général Howe, qui avait annoncé à la métropole son prochain mouvement en avant. Les forts de la Delaware étaient pris. Dans les premières heures du 5, 14,000 Anglais se disposaient à enfoncer les lignes américaines. Washington n'avait que 7,000 combattants.

Épuisé par des soins multiples, le général oublia ses fatigues, parcourut les rangs de ses soldats mourant de faim et de froid; et, à tous, donna l'exemple du courage que l'infortune, loin de diminuer, grandit.

Les tentatives des Anglais furent vaines. Le 8, après midi, le général Howe, si désireux d'étendre ses conquêtes, jugea utile d'opérer une volte face, et de rentrer à Philadelphie. Il avait perdu plus de 100 hommes.

L'ennemi, désabusé, allait peut-être hiverner douillettement et grassement. Washington, pour mieux tenir en éveil l'attention de ses adversaires, forma le hardi projet de s'établir en rase campagne.

Il s'arrêta à Valley-Forge, à vingt milles de Philadelphie (18 décembre 1777). Harceler constamment l'ennemi, malgré les rigueurs de la saison, telle était la tactique du général. Mais les soldats, campés dans un désert, entre des collines couvertes de neige et la Schuylkill gelée, n'avaient pas de tentes. Washington, se rappelant les années lointaines où il se garantissait, dans les bois de la Virginie, des intempéries, enseigna, à ses compagnons d'armes, la manière de construire des huttes avec de la terre et des branches d'arbres. Bientôt, on souffrit moins à Valley-Forge; et l'on espéra davantage.

Le Congrès, malgré les instances et les supplications, témoignait à Washington une sympathie qu'on voyait rarement s'affirmer par des actes. Au plein cœur de l'hiver, les soldats américains manquaient de couvertures, et les traces de sang laissées sur la neige attestaient suffisamment l'absence de souliers. Le général en chef, dans une réponse à certaines critiques du Congrès, prévoit, pour les défenseurs du pays, l'une de ces trois alternatives : Mourir de faim, se dissoudre en masse, ou se disperser par bandes. La faim montre son spectre hideux. Voici des fourrageurs : il faut les surprendre. Le chef donne des ordres : impossible, hélas ! d'obéir. Les hommes, qui n'ont pas mangé depuis de longues heures, n'ont plus la force de remuer. Washington ajoute (23 décembre 1777) : « Je fis venir l'unique commissaire des vivres que nous ayions au camp. J'appris de lui la triste et alarmante nouvelle que nous n'avions pas une tête de bétail, et qu'il ne lui restait que vingt-cinq barriques de farine... Il n'est pas une occasion de surprendre l'ennemi avec succès qui n'ait été perdue ou compromise, faute de vivres. Et ce mal si grand, si criant, n'est pas tout. Depuis la bataille de Brandywine, nous n'avons jamais reçu ni savon, ni vinaigre, ni rien de ce que nous a alloué le Congrès. Quant au savon, nous n'en avons pas grand besoin maintenant ; peu de nos hommes ont plus d'une chemise, beaucoup n'en ont que la moitié d'une, quelques-uns n'en ont pas du tout... Nous avons 2,898 hommes hors de service parce qu'ils sont nu-pieds et sans vêtements... Depuis le 4, le nombre des soldats valides a diminué de

2,000 hommes, conséquence des maux éprouvés par le manque de couvertures. Ils ont été obligés, et un grand nombre l'est encore, de rester toute la nuit assis auprès du feu, au lieu de se reposer en se couchant. Il est des *gentlemen* qui, sans savoir si l'armée prendra ou non des quartiers d'hiver, se croient en devoir de nous adresser des reproches. Croient-ils donc que les soldats sont de bois ou de pierre? qu'ils sont également insensibles au froid et à la neige? Je puis assurer à ces *gentlemen* qu'il est plus aisé et moins fatigant de rédiger des critiques quand on est assis dans une chambre commode, au coin d'un bon feu, que de camper sur une colline froide et humide, et de dormir sous la glace et la neige, sans vêtements et sans couvertures. Quelle que soit l'indifférence de ces messieurs, tant de privations et de souffrances me touchent profondément; et c'est du fond du cœur que je plains des misères que je ne puis ni secourir ni prévenir. »

Le grand citoyen, accablé sous les coups de l'adversité, n'échappait pas à la calomnie. Il appréciait ainsi un de ses lieutenants, Conway, qui sollicitait une haute situation dans l'armée : « Ses mérites sont plus imaginaires que réels. Il a pour principe qu'on peut tout obtenir par l'importunité. » La promotion d'un tel personnage produisait un grand scandale. Le général en chef ne resterait pas plus longtemps à son poste si l'on s'obstinait à lui créer des difficultés insurmontables.

Ces reproches, trop fondés, portaient Sullivan à écrire : « Personne ne se comporte mieux dans l'action

que le général Conway; les règlements de sa brigade sont les meilleurs de l'armée; sa connaissance des matières militaires est supérieure à celles de tout autre officier. Si la place d'inspecteur général, avec le grade de major-général, lui était confiée, notre armée aurait bientôt une toute autre figure. »

Au milieu de toutes ces tribulations, louons Washington de n'avoir pas quitté, dans une heure de dépit et de trouble, le poste que lui disputaient de nombreux compétiteurs.

Dans les premiers jours de l'année 1778, le *board of war* voulut donner aux opérations militaires une nouvelle activité. On allait reprendre Philadelphie et inquiéter les Anglais au Canada. Le *board*, sans consulter Washington, mais sur les instances de Conway, décida le Congrès à confier à Lafayette une expédition contre Québec et Montréal. Le jeune marquis, détaché du général en chef, eut pour lieutenants Conway et Stork. Il s'adjoignit Kalb, et posa pour condition que Washington resterait son supérieur direct. Une vingtaine d'officiers français suivirent les trois majors-généraux. A la veille d'entrer en campagne, on s'aperçut qu'on n'avait ni provisions, ni vêtements. Cette pénurie, sous la température inclémente du Canada, promettait un désastre. On renonça à l'expédition; Lafayette fut rappelé.

A Philadelphie, l'armée de Howe nageait dans les délices. Les soldats, abondamment pourvus, recevaient l'écho affaibli des fêtes organisées par leurs officiers. Les bals et le jeu absorbaient tous les instants des nobles

insulaires. Et tandis qu'un colonel mettait toute son ambition à faire porter les couleurs de son régiment par la sylphide qui l'honorait de ses faveurs, vingt milles plus loin, à Valley-Forge, les collaborateurs de Washington, couverts de lambeaux, s'efforçaient de tromper la faim !

Le général en chef, investi de pouvoirs étendus, ne laissait pas, sur certains points, d'être en perpétuelle contradiction avec le congrès. Il préconisait une armée continentale, et un gouvernement dont l'initiative ne fût jamais en défaut. Le congrès, au contraire, tenait à retrouver, dans les forces militaires, les treize États souverains, et semblait se contenter de n'être qu'un comité impuissant. Le 21 avril, Washington pensait : « Sous des restrictions spéciales, il est certain que les armées permanentes sont un danger pour le pays. Les préjudices soufferts par d'autres nations n'ont été causés qu'en temps de paix, et sont venus de leurs mercenaires. Nous avons pour politique de nous garantir, en temps de guerre, des mercenaires, bien qu'ils soient citoyens, qu'ils aient les attaches et les intérêts des citoyens, et, le plus souvent, des propriétés complétement en dehors du régime militaire. La jalousie, maladroite à l'extrême, ne peut alléguer ici aucune bonne intention. Elle est injuste, parce que, dans les treize États, aucun ordre de citoyens n'a mieux respecté que l'armée les décisions du congrès... Nous devrions tous, congrès et armée, être regardés comme un seul peuple, embarqués dans une seule cause, ne défendant qu'un seul intérêt, professant le même principe, et poursuivant le même but.»

A peu près à l'époque où le général en chef souhaitait qu'il n'y eût plus, en Amérique, qu'un seul peuple combattant sous les plis du même drapeau, Lafayette, rappelé d'Albany, en route pour le Canada, apprenait que Louis XVI avait signé le traité du 6 février. Il se jeta dans les bras de Washington, s'écriant : « Le roi mon maître a reconnu votre indépendance, et s'allie avec vous pour vous aider à l'établir. »

Cette nouvelle fut comme le rayon de soleil qui fend la nue, et vient raffermir notre âme. Les brigades se formèrent en bataille. Des *Clergymen* remercièrent l'*Almigthy god*, et les échos de Valley-Forge retentirent de ce cri, poussé par plusieurs milliers de poitrines : *Hurra for the King of France*. On poussa les trois *cheers* de rigueur. Acclamations sincères et spontanées. Elles attestaient que Louis XVI, en acceptant le traité du 6 février, avait signé la plus belle page de sa vie.

Était-on sauvé ? Le congrès ratifia, en prodiguant au roi de France la reconnaissance et l'amour, le traité qui rendait l'avenir moins problématique (5 mai 1778). En même temps, l'assemblée, siégeant à York, rappela au peuple américain que l'aide attendue de la France ne mettait pas fin aux épreuves ; que l'œuvre de l'indépendance n'exigeait pas moins le concours de toutes les volontés ; qu'enfin on n'avait pas encore triomphé.

Malgré ce sage et prudent conseil, la joie inonda tous les cœurs, de même que, plus tard, pendant la guerre de 1861-65, la déception fut profonde dans les États du Sud lorsqu'on vit Napoléon III renoncer à « refouler la race anglo-saxonne. » Les agents des

Tuileries avaient réconforté les sudistes, déjà vaincus, en propageant un bruit. Une flotte, habile à soutenir les esclavagistes, allait quitter Saint-Nazaire. La flotte ne vint pas; et lorsque, dans les Carolines, dans la Georgie, la Floride et la Louisiane, nous avons recueilli les regrets amers, outrageants pour nous, des aveugles sécessionnistes, nous nous sommes fait une idée des nobles transports de Washington et de ses magnanimes soldats, à la nouvelle que le drapeau de la France allait apparaître dans les eaux américaines. Louis XVI fit un grand acte de justice en intervenant. Napoléon III eut le grave tort de promettre sournoisement une intervention qui aurait eu pour résultat de détruire l'union fondée en 1776.

Sir William Howe a un successeur, Clinton. Le nouveau général en chef est instruit et habile. Sera-t-il capable de rassurer lord North, disant des chefs de l'armée royale : « Je ne sais s'ils font peur à l'ennemi, mais ce que je sais, c'est qu'ils me font trembler toutes les fois que je pense à eux? »

L'arrivée prochaine du comte d'Estaing dans la Delaware fermerait sûrement à l'armée d'occupation la voie de la mer. Grave danger ; on l'évite. Le général Clinton reçoit l'ordre d'évacuer Philadelphie, et de se replier sur New-York.

Les Anglais, qui dansaient si bien, et qui faisaient de si belles parties d'échecs à Philadelphie, passèrent la Delaware (22 juin 1778). La courbe que fait le fleuve, de la capitale de la Pensylvanie à Bordentown, oblique vers le nord-est, direction de New-York. On suivit la

rive. A partir d'Allentown, on marcha vers l'est, ayant Monmouth pour objectif.

Washington, toujours prêt à tenter la fortune, bondit de Valley-Forge sur les pas des Anglais. Le général Lee, qui commande l'avant-garde, où l'on voit Lafayette, rejoint les derniers détachements de Clinton aux environs de Monmouth, et les attaque (28 juin 1778). La riposte fut vive, impétueuse. On avait cependant l'avantage; on l'eût gardé si Lee, aussi jaloux et aussi perfide que Gates, avait suivi ponctuellement et fidèlement les instructions d'un supérieur dont la gloire l'offusquait. Désobéissance voulue et coupable. Elle éloigna la victoire, et permit aux fuyards de recevoir, à Middletown, leurs convois et leurs bagages. Clinton n'en demandait pas plus. Il s'esquiva dans la nuit, et parvint à Sandy-Hook. Les navires de l'amiral Howe le transportèrent à New-York.

Washington passa l'Hudson sans coup férir. Le 21 juillet, il campait aux White-Plains, et put avouer : « Après deux ans de marches et de contre-marches, après des vicissitudes si étranges que jamais peut-être aucune guerre n'en a présenté de semblables depuis le commencement du monde, quel sujet de satisfaction et d'étonnement pour nous de voir les deux armées revenues à leur point de départ, et les assaillants réduits, pour se défendre, à recourir à la bèche et à la pioche ! »

Dix jours après l'affaire de Monmouth, on signala, aux habitants de Philadelphie, la flotte française (8 juillet 1778). Le comte d'Estaing, désappointé du

départ des Anglais, vira de bord et parut devant Sandy-Hook, que gardaient neuf vaisseaux de ligne de la Grande-Bretagne. Il se mit en relation avec Washington. Devait-on commencer une action simultanée contre New-York, ou viser le Rhode-Island? Le premier des deux plans eût été probablement appliqué si le comte d'Estaing, dont les navires accusaient un grand tirant d'eau, n'avait craint de se heurter, en franchissant la passe, à des bancs de sable. L'amiral français se vengea sur les navires marchands anglais, et fit route pour New-Port (Rhode-Island).

La partie de l'État de Rhode-Island située entre le Massachusetts et l'Atlantique, forme le comté de New-Port. La ville de New-Port est située au sud-ouest de l'ile de Rhode. Son port, défendu par les forts Wolcott, Adams et Green, offre un asile sûr aux vaisseaux du plus fort tonnage. La ville, bâtie en amphithéâtre, était, depuis le mois de décembre 1776, au pouvoir des envahisseurs. Défendue par une garnison de quatre mille hommes environ, elle fut bientôt entourée de neuf mille Américains, commandés par le général Sullivan et le marquis de Lafayette, et de quatre mille Français débarqués de l'escadre. L'amiral d'Estaing, sûr de l'emporter, menaça la garnison d'être passée au fil de l'épée si elle détruisait les fortifications. La flotte secondait l'action dès le 8 août, et tout présageait une reddition prochaine, lorsqu'on remarqua, à l'horizon, les forces de l'amiral Howe. Le comte d'Estaing, jaloux de se mesurer avec l'adversaire qu'il n'avait pu inquiéter à Sandy-Hook, et tenant d'ailleurs à profiter de l'avan-

tage du vent, leva l'ancre sans plus tarder (10 août). Au moment où les deux escadres arrivaient à portée de canon, une tempête furieuse s'éleva. On résiste pendant deux jours à la violence de l'ouragan; car on ne veut, ni d'un côté, ni de l'autre, perdre l'occasion qui se présente. Hélas! lorsque la mer s'est apaisée, on ne songe plus qu'à réparer de sérieuses avaries. D'Estaing, sourd aux prières de Sullivan et de Lafayette, qui avaient hâte de reprendre l'attaque de concert, se rend à Boston (29 août); Howe retourne à New-York.

Le départ de la flotte française irrita les Américains; et les assiégeants, informés que les navires de la Grande-Bretagne, radoubés, protégeaient de nouveau la ville, repassèrent le bras de mer, et battirent en retraite. Les assiégés, enhardis, tombèrent sur les Américains à Quaker's Hill. La retraite se changea en déroute.

Sullivan et ses généraux imputèrent l'échec à D'Estaing, Boston reçut l'amiral par des insultes. Le Congrès s'indigna. Le mot trahison était dans toutes les bouches. Les Français étaient maudits. On avait promis un concours efficace; et, pour ne pas compromettre quelques vaisseaux, on sacrifiait une armée qui avait coûté aux États-Unis beaucoup d'argent et de soins, et sur laquelle l'opinion publique fondait les plus belles espérances.

Protestations et violences injustes. Elles allaient peut-être, en froissant une nation susceptible et digne, compromettre l'alliance, pendant si longtemps sollicitée, de la France. Washington est tourmenté, révolté. Dominant, de toute la hauteur de sa belle âme, les passions

grossières de ses compatriotes, il se hâte d'écrire au vice-amiral D'Estaing : « Les ressources d'un esprit aussi éminent que celui de Votre Excellence, et les qualités d'un grand général, se révèlent bien plus brillamment encore au milieu des revers que dans la victoire. Les éléments conjurés ont pu vous enlever le succès ; ils ne pourront jamais vous dépouiller de la gloire qui vous est due. » A Lafayette, le général en chef, humilié, disait : « Je souffre, mon cher marquis, je souffre pour vous, pour nos bons et grands alliés les Français ; je souffre pour mon pays. Mais, sous un gouvernement libre et républicain, comment réprimer la voix de la multitude ? Chacun veut parler comme il pense, ou plutôt sans penser ; chacun veut juger des effets sans considérer les causes. Les reproches qu'on a adressés aux officiers de la flotte française seraient tombés, sans doute, avec bien plus de force sur une flotte américaine, si nous en avions une. Je vous supplie de travailler à guérir la blessure qui a été faite sans intention. Moi, votre ami, je ne doute pas que vous n'employiez tous vos efforts à rétablir l'harmonie, au profit de la gloire et des intérêts mutuels des deux nations. »

La postérité, toujours équitable, a confondu, dans un même sentiment d'admiration, l'homme qui écrivit cette lettre, et l'adolescent qui la motiva.

Les plaintes ardentes, virulentes, émoussaient le patriotisme, et l'amiral Howe, secondé par le commodore Byron, se présentait devant Boston. Le comte d'Estaing trompa leur vigilance, et courut aux Antilles.

Nous avons rappelé plus haut que le général Bur-

goyne n'avait pas craint d'exciter, contre les Américains, les tribus indiennes du Canada. Cette politique barbare, inhumaine, fit sentir ses contre-coups sur les bords de la Susquehannah, en Pensylvanie. La colonie de Wioming, composée de huit villages peu éloignés les uns des autres, était défendue par des fortins. Les jeunes gens et les hommes valides, au nombre de mille environ, avaient grossi les rangs de l'armée de Washington. Les sauvages de la contrée, poussés par deux Anglais, résolurent de profiter de la faiblesse de Wioming pour l'attaquer. Ils massacrent les gardiens des fortins, égorgent les habitants de la petite colonie, sans reculer ni devant l'âge, ni devant le sexe, incendient les maisons et brûlent les récoltes.

C'est par de telles atrocités que l'Angleterre entendait pacifier les esprits.

Lorsque le Congrès eût renoncé à l'expédition contre le Canada, Lafayette obtint l'autorisation de revenir en France. Il s'embarqua à Boston sur l'*Alliance* (11 janvier 1779). Il n'avait que la mission, qu'il se donnait, de hâter le départ d'un corps d'armée qui affirmât l'observation pleine et entière du traité du 6 février.

L'*Alliance* laissait derrière elle l'anarchie dans le Congrès, l'indifférence et la démoralisation pénétrant chaque jour davantage dans la portion saine du pays, et, pour continuer la guerre, Washington, dont l'influence était ébranlée par les basses convoitises de rivaux avides. Cet honnête homme, si méconnu, écrivait alors : « Si j'avais à peindre le temps et les hommes d'après ce que je vois et ce que je sais, je dirais qu'ils

sont envahis par la paresse, la dissipation et l'extravagance; que la spéculation, le péculat, une soif insatiable de richesses dominent toutes les pensées et toutes les classes; que les disputes de partis et les querelles particulières sont la grande affaire du jour; tandis que les intérêts d'un empire, une lourde dette toujours croissante, la ruine de nos finances, la dépréciation de notre papier-monnaie, le manque de crédit, toutes les questions vitales, attirent à peine l'attention et sont remises de jour en jour, comme si nos affaires étaient dans l'état le plus prospère. »

Les finances, qui peignent si bien le degré de vitalité d'un peuple, laissaient entrevoir, à courte échéance, la banqueroute.

Le papier-monnaie perdait 20, 40 et même 100 pour 100. Washington ne l'acceptait pas en payement de dettes contractées avant la guerre. Il justifiait ainsi son refus : « Ce ne serait pas servir le pays; ce serait enrichir quelques individus, et assurer le triomphe de l'improbité. Un honnête homme ne peut chercher à payer vingt shillings avec un seul, ou peut-être la moitié d'un seul. » Et, un autre jour, il disait : « On pourrait à peine, avec une charretée de papier-monnaie, se procurer une charretée de vivres. Pouvons-nous, dans de telles conditions, continuer plus longtemps la guerre? Certes non, à moins d'inventer quelque procédé pour relever notre crédit. Sans cela, où trouver des fonds pour faire face aux dépenses actuelles de l'armée? »

L'argent manquait, et l'on ne devait réclamer, des troupes, que l'héroïsme de la résignation. Allez donc

inspirer l'enthousiasme des grandes choses à des hommes que le froid engourdit, et que la faim blêmit. Un jour vint où la seule politique à suivre fut celle-ci : Purger l'armée des éléments indécis, et donner, au noyau restant, une force nouvelle en le disciplinant ; s'organiser loin de toute agression, et lasser, en évitant les rencontres décisives, la patience de l'Angleterre.

Programme peu brillant et peu engageant ; on l'adopta. Le général en chef, d'après les bureaux, avait sous ses ordres 27,099 hommes, dont 14,998 engagés pour la durée de la guerre, et environ 12,000 sur le point d'être libérés. Mais combien les chiffres officiels s'éloignaient de la réalité ! L'armée anglaise, au contraire, comptait bel et bien 33,458 hommes (1er mai 1779).

Washington ne songeait plus à inquiéter les Anglais de New-York et de New-Port. Lorsqu'il parvenait à calmer l'humeur chagrine de ses officiers, il se félicitait. Clinton le provoquait en dévastant le Connecticut ; mais descendre dans la plaine, n'était-ce pas conduire à l'abîme l'armée des États-Unis? Le général, cependant, après avoir châtié les Indiens de l'ouest, repoussa, aux forts de Verplank et de Stoney-Point, l'agression de Clinton, dont le but apparent était d'occuper les collines qui bordent l'Hudson, et de s'assurer la navigation du fleuve. Stoney-Point fut pris et repris. Les Américains, brillamment conduits par le lieutenant-colonel de Fleury, restèrent maîtres de la position (15 juillet 1779).

Ainsi, Washington couvrait West-Point, et les communications restaient libres entre les États du nord et ceux du sud.

C'est de West-Point que le général en chef avouait ses embarras intérieurs au docteur Cochran, chirurgien en chef de l'armée (16 août 1779). Il a invité à dîner avec lui madame Cochran et madame Livingston, et se croit moralement obligé de leur dire quels mets les attendent à sa table. Écoutez : « Depuis notre arrivée dans ce bienheureux séjour, nous avons eu un jambon, quelquefois une épaule de cochon salé, pour garnir le haut de la table. Un morceau de bœuf rôti orne l'autre bout, et un plat de fèves ou de légumes, plat presque *imperceptible*, décore le milieu. Quand le cuisinier se met en tête de briller (je présume qu'il en sera ainsi demain), nous avons en outre deux pâtés de tranches de bœuf, ou deux plats de crabes. On en jette un de chaque côté du plat du milieu, et l'on réduit ainsi à six pieds la distance d'un plat à l'autre, qui sans cela serait presque de douze pieds. Le cuisinier a eu dernièrement l'esprit de découvrir que, avec des pommes, on peut faire des gâteaux. Il s'agit de savoir si, grâce à son génie, nous n'aurons pas un gâteau de pommes au lieu d'un de nos pâtés de bœuf. Si ces dames peuvent se contenter d'un pareil festin et se servir d'assiettes qui, jadis, étaient de fer blanc, mais qui aujourd'hui sont de fer (sans qu'on les ait ainsi changées à force de les nettoyer), je serai heureux de les voir, et je suis tout à vous, cher docteur. »

Comparez cet ordinaire si maigre, si chétif, au menu si abondant et si varié, de l'état-major de Howe à Phila-

delphie! Les citoyens qui défendent leur pays jeûnent et maigrissent: c'est le devoir. Les étrangers qui envahissent un territoire mangent et s'engraissent: c'est la règle.

Le papier-monnaie, discrédité, avili, conduira-t-il à une débâcle financière, d'où l'honneur du pays ne sortira pas sain et sauf? Le Congrès repousse une telle conjoncture: « Une république sans foi, une république banqueroutière, ce serait une chose sans exemple dans l'histoire du monde. Qu'on ne dise pas, qu'on ne puisse jamais dire que l'Amérique n'a pas été plus tôt indépendante qu'elle est devenue insolvable. »

Cette belle protestation n'empêchait pas les marchands de vendre un objet de 25 francs environ 2,000 francs en papier. On revit, d'ailleurs, cette dépréciation de la monnaie fiduciaire dans les États du sud, pendant la guerre de sécession, où l'on payait une paire de bottes 1,500 dollars.

Clinton, renonçant aux vains simulacres, se frappa le front. On s'obstine à soumettre le nord! système déplorable; c'est dans le sud qu'il faut porter la guerre. New-York est sur l'Hudson, voie du Canada. On le garde. On laisse le Congrès et Washington écrasés sous le poids de difficultés terribles, et l'on dirige des expéditions sur des points négligés à tort. 2,500 hommes, embarqués à New-York en décembre 1778, étaient descendus jusqu'à la Géorgie, et avaient occupé la ville de Savannah. Le colonel Campbell, bientôt renforcé du général Prévost, avait porté la terreur et la désolation dans la Géorgie et la Caroline du sud.

Le général américain Lincoln, d'abord intimidé, reprit l'offensive avec l'aide des populations, et fit lever le siége de Charleston (mars 1779).

D'autres débarquements furent opérés sur les côtes de la Virginie, à Hampton, Portsmouth, Norfolk, Suffolk.

Les ravages et les déprédations s'exerçaient aussi, naturellement, dans la région plus proche de la Nouvelle-Angleterre, sur les côtes du Massachusetts et du Connecticut.

Où était la flotte française ? D'Estaing triomphait aux Antilles. Imprécations des Américains. On envoie une flotte aux colonies ; et, pendant que les colonies voient s'exercer la colère furieuse et la haine implacable de leurs ennemis, la flotte alliée promène son pavillon au loin ! Le traité du 6 février n'est-il qu'une lettre morte ?

A la Martinique, le comte d'Estaing se dispose à reprendre Sainte-Lucie, dont les Anglais se sont emparés. Il se trouve tout à coup en présence des six vaisseaux de l'amiral Barrington. Leur position dans le port n'autorise que l'action des troupes de débarquement. D'Estaing éprouve des pertes sérieuses. Sur la nouvelle que l'amiral Byron arrive au secours de Barrington, il regagne la Martinique, où de Grasse est attendu avec des renforts.

La défaite subie devant Sainte-Lucie fut largement réparée par la conquête des îles de Saint-Vincent et de la Grenade, et par la bataille navale que perdit l'amiral Byron, le 6 juillet. Deux mois après, le 7 septembre,

le marquis de Bouillé, commandant de la Martinique, à la tête des régiments de Viennois et d'Auxerrois, ayant pour colonels le marquis du Chilleau et le vicomte de Damas, prend possession de l'île de la Dominique.

Ces succès n'étaient pas inutiles. L'année précédente, la bataille d'Ouessant (27 juillet 1778) restée indécise entre le comte d'Orvilliers et l'amiral Keppel, avait révélé à l'Angleterre que les forces maritimes, organisées par Choiseul, existaient.

Orvilliers, abandonné à ses propres ressources, obligeait Keppel à rentrer au port. Que ne ferait-il pas en s'unissant à l'Espagne? Cette nation, après avoir hésité pendant longtemps, se joignit à la France, et affirma son aide tardive en bloquant Gibraltar. Bientôt, le 25 juin 1779, 34 vaisseaux de ligne espagnols, conduits par don Louis de Cordova, saluèrent les 32 vaisseaux français du comte d'Orvilliers.

L'amiral Hardy, n'ayant pu s'opposer à la jonction, se retira.

Les 66 vaisseaux français et espagnols allaient protéger la descente de 40,000 hommes en Angleterre. Déjà, le maréchal de Vaux était désigné pour commander l'expédition. Au nombre des officiers généraux qu'il avait sous ses ordres, on remarquait Lafayette, récemment revenu d'Amérique. La flotte fit beaucoup de démonstrations. Elle reconnut Plymouth, et donna la chasse à l'amiral Hardy. Au mois de septembre, elle rentrait à Brest.

Toutes ces diversions inquiétaient l'Angleterre, et ser-

vaient la cause de l'indépendance. Mais le patriotisme ardent est jaloux. Les Américains voyaient les possessions anglaises menacées aux Antilles, et ce spectacle ne les attristait pas. Était-ce bien, cependant, pour conquérir les îles de Saint-Vincent et de la Grenade, que la flotte française avait quitté Toulon le 10 avril 1778? Les récriminations redoublèrent.

Le cabinet de Versailles, informé par M. Gérard, suivait les progrès des Anglais dans la Géorgie et la Caroline du sud. L'éloignement de tout obstacle augmentait l'audace du général Prévost et du colonel Campbell. Clinton entretenait leur animosité.

Le gouvernement de Louis XVI ordonna au comte d'Estaing de remonter vers le nord, de reparaître sur les côtes d'Amérique, et d'affranchir la Géorgie des groupes de pillards qui l'infestaient.

D'Estaing exécuta si promptement l'ordre reçu qu'il saisit, à l'embouchure de la Savannah, un vaisseau de ligne et trois frégates de l'amiral Howe. Les Anglais avaient barré le canal avec deux vaisseaux et quatre transports. L'amiral français ne débarqua son matériel, et 3,500 hommes de troupes, que le 12 septembre 1779, sur des bateaux venus de Charleston. Le général Lincoln, à la tête de 950 miliciens, contribua à investir Savannah; et, le 16 septembre, la ville fut sommée de se rendre aux armes de France. La garnison demanda un répit de vingt-quatre heures. Dans l'intervalle, les Américains, prévenus contre leurs alliés, qu'ils soupçonnaient de vouloir conquérir la ville à leur profit, ou par l'effet d'une simple négligence, laissèrent pénétrer des

renforts dans la place, et le général Prévost attendit l'assaut.

On ouvrit la tranchée le 23 au soir. Lorsque le mois d'octobre arriva, les sorties des assiégés et les bombes des assiégeants n'avaient produit aucun résultat. La flotte, privée de tout abri contre les tempêtes de l'équinoxe, souffrait beaucoup. Il fallait s'éloigner au plus tôt d'une rive inhospitalière. On résolut de tenter un grand coup.

Le 9 octobre 1779, le vice-amiral d'Estaing et le général Lincoln, calmes, intrépides, électrisent, par leur exemple, les colonnes d'assaut. On se jette dans les lignes ennemies. Mais le feu des Anglais, violent, continu, met en désordre les assaillants. On recule, on se rallie, et l'on fait un nouvel effort pour être de nouveau repoussé. Deux drapeaux sont plantés sur les remparts, et le comte Pulaski, emporté par son ardeur téméraire, passe au galop de son cheval entre les redoutes. Les Français et les Américains, pendant cinquante-cinq minutes d'un feu terrible, rivalisent de courage.

Attaque vigoureuse et intelligente. La défense ne fut point ébranlée. On sonna la retraite. 637 Français étaient tués ou blessés. On retrouva le cadavre du comte Pulaski. D'Estaing reçut deux blessures. Les Américains eurent 264 hommes hors de combat.

Le général Lincoln se vit bientôt traqué dans la Caroline du Sud.

La flotte française s'éloigna en formant trois divisions. La première, commandée par M. de Grasse, prit

la route de Saint-Domingue; la deuxième, obéissant aux ordres de M. de La Motte-Piquet, gagna la Martinique; la troisième, ayant pour chef le marquis de Vaudreuil, devait garder l'entrée de la baie de Chesapeak. Le comte D'Estaing revint en France à bord du *Languedoc*.

Paul Jones, le corsaire américain, usant de représailles, jette la terreur sur les côtes d'Écosse. Le 23 septembre, à l'heure où l'on ouvrait la tranchée devant Savannah, il prenait deux frégates anglaises.

Le rude combat de Savannah, où périrent tant de Français, amena l'évacuation du Rhode-Island (25 octobre 1779). Conséquence inattendue. Hier, Clinton entendait lancer en Virginie, ou sur l'une des Carolines, ses régiments de New-Port. Aujourd'hui, il rappelle ses troupes près du quartier général. Il sent le besoin de grouper ses forces. Certes, l'amiral D'Estaing n'est pas étranger à ce revirement.

Les Américains, rentrant dans New-Port, laissèrent flotter le pavillon anglais. Des navires, aux riches cargaisons, s'engagèrent dans le port sans méfiance, et furent capturés.

L'Espagne, nous l'avons dit, s'est unie à la France. La Hollande et la Russie, n'ayant pu faire respecter par l'Angleterre les droits des neutres, sont déjà de cœur avec les ennemis de la Grande-Bretagne.

La lutte va peut-être embraser les deux mondes.

La France, en menaçant, aux Antilles, les possessions anglaises, et en versant, à Savannah, un sang précieux, a servi la cause de l'indépendance. Was-

hington remercie D'Estaing. Mais la nation américaine n'est point satisfaite. Elle réclame de la France, au lieu de navires qui passent, un corps d'armée qui reste ; au lieu d'un secours capable de prolonger l'agonie, une intervention qui relève la patrie mutilée.

CHAPITRE X

L'EMBARQUEMENT DES TROUPES DU GÉNÉRAL DE ROCHAMBEAU.

Lafayette à Paris. — Qui commandera le corps d'armée en Amérique? — Le lieutenant-général comte de Rochambeau. — Instructions du prince de Montbarey. — Le budget de l'expédition. — Objets à embarquer. — Régiments dirigés sur Brest. — Munitions et matériel tirés de Brest, du Havre, de Saint-Malo, de Nantes et du Port-Louis. — Noms des principaux officiers qui suivent Rochambeau. — Composition de la flotte. — Le cutter *le Serpent* voit la flotte prendre la haute mer (15 mai 1780). — Ils sont partis!

L'*Alliance*, voguant vers la France, prit terre à la fin de février 1779. Lafayette, l'évadé de 1777, qui sut échapper aux menaces de sa famille et aux rigueurs du roi, réveilla l'enthousiasme. Le public, toujours avide d'émotion, cherchait, dans l'affaire d'Amérique, le sentiment. Il n'avait rencontré jusqu'alors que les spéculations hardies de Beaumarchais. Et le spectacle de l'auteur dramatique, remuant ciel et terre pour réserver aux Américains des armes et des munitions, n'était pas de nature à passionner les masses. Pour activer et précipiter l'intérêt, un personnage manquait : Lafayette. Sa jeunesse, sa bravoure, son éloquence et sa foi, gagnèrent tous les cœurs indécis. On se montra le volontaire blessé sur les bords de la Brandywine. On le félicitait d'avoir mérité l'estime et l'amitié de Washington. L'engouement fut unanime.

Lafayette, secondé par l'Américain John Laurens, réclama de Louis XVI des troupes et de l'argent.

L'heureuse capitulation de Saratoga avait eu pour conséquence le traité du 6 février. L'insuccès du comte D'Estaing devant Savannah vint imposer au gouvernement de Versailles la nécessité d'exécuter, dans toute l'étendue qu'elle comportait, la convention de 1778.

Plus d'atermoiement. On soutiendra la cause de l'indépendance par une escadre de sept vaisseaux de ligne, un corps d'armée de 10 à 12,000 hommes, et 6 millions en espèces.

Lafayette commandera-t-il l'expédition? Le marquis est bien jeune! La renommée, déjà, lui a souri. Sans doute; mais la fortune des armes, quand elle est trop rapide, excite l'envie et semble justifier la critique. Les généraux vieillis dans les camps n'obéiront, qu'avec une arrière-pensée de révolte, à l'officier d'hier, dégoûté subitement de la garnison de Metz.

Voilà ce que pense le ministère, et Lafayette, avec une franchise qui l'honore, va au devant de la déclaration des ministres.

Si, cependant, le Français, qui a demandé au Congrès à servir comme volontaire et à ses frais, n'est pas à la tête du corps expéditionnaire, on sera peut-être un peu étonné en Amérique. Lafayette se chargera d'annoncer qu'il a refusé le commandement des troupes françaises, afin de rester le chef d'une division américaine. Cet aveu mensonger éloignera d'autant mieux les soupçons, à l'endroit des intentions de la France, que le général désigné par le gouvernement aura consenti à

servir sous les ordres de Washington. La subordination est indispensable. Le projet contre le Canada vient d'éveiller les craintes patriotiques du généralissime. Lisez : « ..... A la manière dont le marquis de Lafayette présentait son plan, il m'avait paru d'abord qu'il en était le seul auteur. Cependant, il n'est pas impossible que cette proposition vienne du cabinet français, et qu'on lui ait donné cette forme pour la faire goûter plus aisément. Je crois lire, sur la figure de quelques personnes, autre chose que le zèle désintéressé de simples alliés. Je désire me tromper. Peut-être suis-je trop préoccupé de la crainte de quelque malheur; peut-être cette préoccupation a-t-elle excité en moi des sentiments de méfiance sans fondement. Mais, par dessus tout, et en mettant de côté toute autre considération, il me répugne d'augmenter le nombre de nos obligations nationales. »

Afin de calmer des susceptibilités respectables, mais excessives, on confiera le corps français à un homme de guerre expérimenté, qui ne porte aux États-Unis que la volonté bien nette de participer, en auxiliaire soumis et docile, à l'œuvre si laborieusement poursuivie jusqu'ici par le Congrès et l'armée.

Lafayette entendit prononcer le nom du comte de Rochambeau, et se rembarqua à Rochefort sur la frégate *l'Hermione* (18 février 1780). Il arriva à Boston le 28 avril, avec M. de Corny, commissaire des guerres.

Il était chargé, par le ministre des affaires étrangères, de placer au cap Henry, à l'embouchure de la

Chesapeak et à New-Port, un officier français qui attendrait l'escadre, et fournirait à l'amiral les indications nécessaires.

Presque tous les détails qui vont suivre sur la formation, l'embarquement du corps d'armée envoyé par la France, et la part prise par nos troupes à la guerre de l'indépendance, nous ont été donnés, avec beaucoup de bonne grâce, par M. le marquis de Rochambeau, membre de la Commission française de Philadelphie, et du Comité de l'Union franco-américaine. M. de Rochambeau a mis à notre disposition la correspondance de son illustre aïeul, les instructions du prince de Montbarey, les lettres de Necker, de Washington, du chevalier de la Luzerne, etc., documents précieux qui laissent à l'intervention de la France sa véritable physionomie. Source féconde et vraie. Nous y remonterons avec prudence et discrétion, de manière à ne pas nuire à l'ensemble de l'ouvrage que M. de Rochambeau a l'intention de livrer bientôt à la publicité.

Le 1er mars 1780, le roi Louis XVI signa, et le prince de Montbarey contre-signa, la nomination du comte de Rochambeau. La lettre de service porte que le roi a jugé à propos de rassembler un corps de troupes sous les ordres du lieutenant-général comte de Rochambeau. Sa Majesté « mande et ordonne aux maréchaux de camp, brigadiers, colonels, mestres de camp, officiers du corps royal de l'artillerie et de celui du génie, généraux des vivres et autres commis, capitaines, chefs et conducteurs des gens de guerre, tant de cheval que de pied, français et étrangers qui serviront dans ledit

corps de troupes, et tous autres qu'il appartiendra, de reconnaître ledit comte de Rochambeau en qualité de commandant dudit corps de troupes, et de lui obéir et entendre en tout ce qu'il leur ordonnera pour le service de Sa Majesté, à peine de désobéissance. »

J.-B. Donatien de Vimeur, comte de Rochambeau, était né à Vendôme en 1725. Il avait donc cinquante-cinq ans. De brillantes aptitudes le jetèrent dans le métier militaire en 1742. La campagne de 1744 le forma. Aide de camp du maréchal de Coigny en 1746, il vit le comte de Clermont accepter ses utiles conseils, et favorisa ainsi la prise de Namur. Colonel en 1747, il fut blessé à Laufeld. Le siége de Maëstrich (1748) lui fournit une nouvelle occasion de mettre en relief ses talents spéciaux. L'année suivante, il revenait à Vendôme en qualité de gouverneur. Après la prise de Mahon (1756) il devint brigadier d'infanterie. Plusieurs blessures reçues à Clostercamp (1760) témoignaient de sa valeur. Il était maréchal de camp depuis 1761, lorsqu'il fut promu, en 1780, au grade de lieutenant-général.

Revue incomplète et sèche d'une carrière déjà longue. Elle suffit. Louis XVI avait besoin d'un général habile et loyal. Nous verrons que sa confiance fut bien placée.

Deux portraits de Rochambeau nous représentent une figure sans barbe, aux traits fort accentués, aux yeux pétillants d'intelligence. Sur l'un, nous voyons un brillant colonel; sur l'autre, nous saisissons un vieillard qui ne doit plus être bien éloigné de la Terreur, ni du jour où le bourreau l'empêchera, par ces paroles, de monter dans la charrette des condamnés déjà pleine :

« Retire-toi, vieux maréchal ; ton tour viendra plus tard. » Ce « tour, » heureusement ne vint pas : Robespierre était tombé.

En acceptant sa nomination, le comte de Rochambeau écrit au roi : « .... Je proteste à Sa Majesté que j'emploierai jusqu'au dernier soupir tout mon zèle à la servir en cette commission. » Mais il fait observer à Louis XVI qu'un corps de quatre mille hommes « est bientôt réduit ». Pour parer à tous les dangers et à toutes les surprises, il lui faut six mille combattants. « Un corps de douze bataillons, ou de six mille hommes, a plus de consistance. »

On accorde les douze bataillons d'infanterie. Le comte de Rochambeau aura avec lui quatre maréchaux de camp. On joindra aux troupes un parc d'artillerie de siége et de campagne. L'expédition sera conduite et protégée par une escadre de six vaisseaux de ligne, que le chevalier de Ternay réunit à Brest, et fera partir dans les premiers jours d'avril.

En adressant au comte de Rochambeau sa nomination officielle du 1er mars 1780, le prince de Montbarey formula, au lieutenant-général, des instructions importantes. Le commandant des troupes françaises sera toujours sous la dépendance hiérarchique de Washington. L'exécution des projets, et des plans de campagne, sera appréciée et ordonnée par le général qu'on va seconder. On cédera le pas et la droite aux Américains. Si des bataillons français se mêlent à des bataillons des États-Unis, le général des *insurgents*, à grade égal, aura le commandement. Dans les comptes-rendus de batailles,

dans les capitulations, et dans tous les actes militaires, le général américain et ses soldats seront nommés, et, s'il y a lieu, signeront les premiers. Si l'armée française n'est pas réunie immédiatement à l'armée américaine, on désire que les généraux Washington et Rochambeau restent indépendants l'un de l'autre. « Sa Majesté, disait le prince de Montbarey, s'en remet à la prudence du comte de Rochambeau, à son zèle, à ses connaissances militaires, et, surtout, à sa fermeté, du soin de maintenir les troupes françaises, dont elle lui a confié le commandement, dans la plus sévère et la plus exacte discipline à tous égards, et surtout elle lui enjoint de faire régner, par tous les moyens possibles, la plus grande harmonie et le plus grand concert entre les troupes françaises, les troupes américaines, et tous les habitants soumis ou alliés du Congrès des États-Unis et de l'Amérique septentrionale. »

Préoccupations délicates. Elles trahissaient la franchise et la loyauté du gouvernement. La France allait en Amérique, non pour reconquérir le Canada perdu, mais dans le but unique d'aider l'Amérique à s'affranchir. Voilà ce qu'on rappelait bien haut. Et cette déclaration, dénuée d'artifice, allait pleinement rassurer le soucieux Washington.

Le comte de Rochambeau veillerait à ce que les bataillons ne se disséminent jamais, et forment toujours un corps d'armée. En outre, les troupes françaises devaient se garder elles-mêmes, et s'acquitter du service de sûreté dans les cantonnements, les quartiers ou les camps.

Les États-Unis traversent une crise lamentable. La guerre a éclaté au sein d'une société que l'Angleterre voulait isoler du marché universel. La situation économique, déjà difficile en 1775, s'est compliquée de maux sans nombre. Le dénûment, partout, étale sa face hideuse. On le sait en France, et M. de Vergennes ne manque pas de communiquer au prince de Montbarey les rapports de M. Gérard. Les soldats de Rochambeau recevront, avant de quitter Brest, de quoi répondre, en Amérique, à tous leurs besoins. On les équipe sans lésiner. La prudence l'exige. Ainsi, on n'a rien à demander aux Américains qui, d'ailleurs, manquent de tout.

Ne pourrait-on aller plus loin ? Une idée fort simple se présentait à certains esprits. On appliquerait une partie des fonds, alloués par le Trésor, à constituer un *stock* de marchandises de première nécessité. Les ballots de drap, de toile, de chaussures, etc., achetés au nom du gouvernement, et embarqués sur la flotte en partance, seraient vendus avec un bénéfice raisonnable en Amérique. Cette vente à des prix modérés, faite sous le contrôle des officiers, serait utile à un pays dévasté, saccagé par un brutal ennemi. Avec les sommes réalisées, ou par simple échange, on se procurerait les denrées nécessaires.

Les dépenses de l'expédition, pendant un an, étaient estimées 7,674,280 livres. La solde et le traitement des officiers généraux de l'état-major, de l'administration, de l'artillerie et du génie, montaient à 4,398,280 livres, sur lesquelles on accordait une avance de trois mois,

ou de 1,060,000 livres. Le surplus, ou 3,298,710 livres, devait être converti en piastres et porté à bord des navires du chevalier de Ternay. On envoyait d'avance, en piastres, 50,000 livres. On dépensait, en France, 1,060,000 livres en acquisitions de denrées et d'effets nécessaires aux soldats dirigés sur Brest, et l'on gardait 966,000 livres pour acquitter les traites délivrées en Amérique par le trésorier de l'armée. Dans ce budget, on convertissait en marchandises 1,200,000 livres.

Le gouvernement approuva l'ensemble du mémoire, à l'exception de l'article relatif aux marchandises. Sur les 1,200,000 livres, on prit 340,000 livres destinées à renouveler l'habillement des troupes, et le reste, c'est-à-dire 860,000 livres, fut converti en piastres et embarqué.

D'après les conseils de Lafayette, on devait emporter de la cavalerie, des mortiers, se munir d'une certaine quantité de pierres à fusil, se procurer des harnais de rechange pour les chevaux d'artillerie, et emmagasiner à bord des vivres. L'approvisionnement consisterait surtout en farine et en biscuit. On mettrait, à fond de cale, de la brique pour construire les fours. Dans tout ce qui touchait à l'équipement du soldat, on aurait soin d'acheter du tricot pour culottes, de la toile pour guêtres et chemises, du cuir pour souliers, des étoffes pour habillements, des chapeaux, du fil, des aiguilles, des couvertures, des tentes, des marmites, des bâtons de tentes, des bidons, des gamelles et des outils de toute espèce. En outre, les sacs des troupiers seraient bien garnis.

On se promettait de n'oublier ni la copie de l'atlas apporté de Philadelphie par le même Lafayette, ni l'imprimerie portative dont se servait M. d'Estaing, et qui avait permis à l'amiral de tirer fort commodément ses proclamations.

Les régiments dirigés sur Brest comprenaient : Bourbonnais, Neustrie, Soissonnais, Saintonge, Anhalt et Royal-Deux-Ponts. Et puis, la légion de Lauzun, de l'artillerie, du génie, un équipage de campagne et un équipage de siége.

On commença par emprunter à l'arsenal de Brest 20 canons (12 de 24, 8 de 16), 4 obusiers de 6 pouces, 4 mortiers de 12 pouces, 16 affûts à canon de 24, 10 affûts à canon de 16, 3 affûts pour obusiers, 5 affûts pour mortiers, 12,000 boulets de 24, 8,000 boulets de 16, 4,000 obus de 6 pouces, 3,300 bombes de 12 pouces, 2,000 fusées à bombes de 12, 1,700 fusées à bombes de 8 et 140,000 livres de poudre.

On prit au Havre 2 obusiers de 8 pouces et 3 affûts, 4 mortiers de 12 pouces et 5 affûts, 300 bombes de 12 pouces, 1,400 obus de 8 pouces, 2,000 grenades, 3,000 fusées à bombes, 10 chariots à canons, 20 charrettes à boulets, 8,400 outils, 50,000 sacs à terre, un gril à boulet rouge.

On eut à Saint-Malo 4 mortiers de 8 pouces, 5 affûts, 3,800 bombes, 4,400 gargousses à canon de 24, 3,000 à canon de 16, 2,000 gargousses à fusées à bombes de 12, 2,800 à fusées à bombes de 8.

Nantes fournit 10,000 livres de charbon, 60,000 livres de poudre, 30,000 livres de plomb en balles.

Et l'on retira du Port-Louis 100,000 livres de poudre.

Le comte de Rochambeau allait donc prendre la mer avec 20 canons, 6 obusiers, 12 mortiers, 39 affûts, 7,400 bombes, 5,400 obus, 20,000 boulets, 12,200 gargousses, 2,000 grenades, 6,700 fusées, 300,000 livres de poudre, 30,000 livres de plomb pour balles, 10,000 livres de charbon, 10 chariots à canons, 20 charrettes à boulets, 50,000 sacs à terre, 8,400 outils et un gril à boulet rouge.

En peu de temps, le ministre de la guerre, stimulant partout, dans son département, l'activité, avait concentré à Brest les troupes, les munitions et les approvisionnements. Dès les premiers jours d'avril, le rôle de la marine commençait. De ce côté, on subit des retards. La flotte de M. de Guichen, partant pour les Antilles, avait dépeuplé la rade de Brest. Où trouver des transports? On écrivit à Bordeaux. Le contingent qu'on expédia de la Gironde fut arrêté par des vents contraires. On finit par découvrir quelques mauvais bateaux à Saint-Malo.

On perdait, malgré tout, des heures précieuses. Une escadre anglaise allait mettre à la voile. Elle croiserait quelque part, attendant l'expédition.

Et puis, les nouvelles d'Amérique étaient mauvaises. Le comte de Rochambeau reçut l'ordre d'embarquer immédiatement le plus de troupes qu'il pourrait placer à bord des navires disponibles, et de cingler vers l'ouest. On s'engageait à lui envoyer prochainement les bataillons qu'il laisserait en France.

Le 12 avril 1780, le général écrivait au prince de Montbarey : « Tout notre embarquement est fini, et si le temps se nettoie, j'irai coucher à bord du *Duc de Bourgogne* au plus tard demain, pour profiter, sous les ordres du chevalier de Ternay, du premier vent du nord... Toutes les nouvelles des neutres et des parlementaires de la Manche sont que l'ennemi n'est pas encore prêt. »

Le grand état-major de l'expédition était ainsi composé :

Le comte de Rochambeau, lieutenant-général, commandant en chef ;

Le baron de Vioménil, commandant en second ; le comte de Vioménil, le chevalier de Chastellux, major-général, tous trois maréchaux de camp ;

De Béville, brigadier, maréchal général des logis ;

M. de Choisy, brigadier de dragons, n'arriva que plus tard, avec les frères Berthier, le vicomte de Melfort et M. Desoteux.

De Tarlé, commissaire ordonnateur ;

Blanchard, commissaire principal des guerres ;

Les commissaires étaient MM. De Corny, adjoint à Lafayette, de Villemonzy, Dujardy, Chesnel, Gau.

Le genéral en chef avait pour aides de camp :

MM. de Fersen, de Damas, Ch. de Lameth, de Closen, Dumas, de Lauberdières, de Vauban.

Ajoutez, comme ayant fait partie d'un autre convoi ou n'ayant exercé les fonctions que postérieurement : les frères Berthier, le vicomte de Rochambeau, Cromot Dubourg, Collot et de Charlus.

Les aides de camp de M. de Vioménil furent MM. de Chabannes, de Pangé, Ch. d'Olonne.

Ceux de M. de Chastellux : MM. de Montesquieu et Lynch.

Citons les noms des officiers d'artillerie :

MM. d'Aboville, lieutenant-colonel, ancien chef de brigade au régiment d'Auxonne ;

Goulet de La Tour, lieutenant-colonel au 2e bataillon d'Auxonne ;

Nadal, directeur du parc ;

Lariès, major d'équipage ;

De Mauduit-Duplessis, aide-major ;

Lamartinière et Jumecourt, capitaines en second ;

Gem, commissaire d'artillerie.

Dans le génie, nous remarquons :

MM. Des Androuins, colonel ;

Querenet, lieutenant-colonel ;

Palys, major ;

Dayré, Crublier d'Opterre, Garavaque, baron de Turpin, capitaines ;

Bonau et Plancher, lieutenants.

Les régiments réunis à Brest avaient pour colonels :

Bourbonnais : le marquis de Laval et le vicomte de Rochambeau ;

Royal-Deux-Ponts : Christian et Guillaume de Deux-Ponts ;

Saintonge : le comte de Custine, le vicomte de Charlus ;

Soissonnais : de Saint-Mesme, vicomte de Noailles ;

Légion de Lauzun : le duc de Lauzun, le comte Arthur Dillon.

Ajoutez à tous ces noms :

Coste, médecin principal;

Robillard, premier chirurgien :

Daure, régisseur des vivres;

Demars, régisseur des hôpitaux;

Bouley, trésorier;

Chevalier de Tarlé, de Ménonville, aides-majors généraux;

De Béville fils, Collot, aides-maréchaux généraux des logis.

La flotte, sous la direction du chevalier de Ternay, dont le pavillon amiral flottait sur le *Duc de Bourgogne*, vaisseau doublé en cuivre, de 80 canons, était ainsi composée :

Neptune, doublé en cuivre, 74 canons, capitaine Destouches;

Conquérant, 74 canons, capitaine La Grandière;

Provence, 64 canons, capitaine Lombard;

Éveillé, doublé en cuivre, 64 canons, capitaine de Tilly;

Jason, 64 canons, capitaine La Clochetterie;

Ardent, 64 canons, capitaine Chevalier de Marigny;

Les frégates *la Surveillante* et *l'Amazone* obéissaient à MM. Sillart et La Pérouse.

La frégate *la Bellone* rentra au port et y resta.

Le cutter *la Guêpe* était conduit par le chevalier de Maulevrier. Un autre cutter l'accompagnait, *le Serpent*.

On avait recueilli trente-six transports, parmi lesquels le *baron d'Arras*, l'*Écureuil*, le *Lutin*, la *Loire*, la *Comtesse de Noailles* et la *Vénus*.

Un vieux vaisseau, le *Fantasque*, portait le trésor et la grosse artillerie. Il devait servir d'hôpital.

Le tout formait une division navale de quarante-huit navires.

Cela ne suffisait point pour embarquer tout le monde. On fut contraint de laisser à Brest les régiments de Neustrie et d'Anhalt, une partie du régiment de Soissonnais, 400 hommes de la légion de Lauzun. On ne prit qu'un détachement d'artillerie, avec le matériel indispensable, et qu'un bataillon du génie.

On réservait à la deuxième division 1,575,000 livres. Le trésorier de l'armée suivait le comte de Rochambeau avec 2,625,000 livres en piastres, ainsi que le constate une lettre du général à Necker, du 12 avril.

Dès le 12, on n'attendait plus qu'un vent favorable.

Le 16, on leva l'ancre. Mais le vent tourna subitement à l'ouest, et l'on remouilla dans la rade de Bertheaume. Enfin, le 2 mai, à bord du *Duc de Bourgogne*, le comte de Rochambeau eut la satisfaction d'écrire au prince de Montbarey : « Nous appareillons à cinq heures du matin par une première pointe de vent du nord... » Il annonçait, le lendemain 3 : « Nous avons eu la plus belle partance, et nous naviguons par le meilleur vent de Nord-Est, et traversons le golfe avec le temps que nous pouvions désirer... »

Le chevalier de Ternay avait ouvert la marche avec le *Duc de Bourgogne*, le *Neptune* et le *Jason*. Après avoir

franchi le goulet, on traversa, faisant voile vers le Sud, le passage du Raz.

On allait doubler le çap lorsque, tout à coup, le 5 mai, s'éleva un vent contraire. On dut louvoyer, pendant quatre jours, dans le golfe de Gascogne. Il semblait qu'on n'atteindrait jamais ni la Chesapeak, ni le Rhode-Island lorsque, le 15 mai 1780, le cutter *le Serpent* se dirigea vers la côte française, et fit parvenir au prince de Montbarey cette lettre du général de Rochambeau : « Enfin, après quinze jours de vents contraires, nous parviendrons, je crois, aujourd'hui, à doubler le cap Finistère. Il y a eu trois vaisseaux de démâtés par un coup de vent de leur mât d'hune... Je ne vois pas qu'il y ait d'aussi malades que ceux qui le sont de la mer, parmi lesquels le marquis de Laval et mon fils jouent le principal rôle à notre bord... »

Ils sont partis !

Tous ne reviendront pas; mais, plus tard, dans un siècle, si le soc de la charrue se heurte, là-bas, à des ossements blanchis, l'Américain de l'âge futur, citoyen d'une République heureuse et prospère, se souviendra de la France.

CHAPITRE XI

A TRAVERS L'ATLANTIQUE.

Route suivie par le chevalier de Ternay. — Le *Lutin* s'éloigne de l'escadre. — Proclamation du général de Rochambeau. — Le 20 juin, rencontre de cinq vaisseaux de guerre et d'une frégate. — Canonnade. — Reproches adressés à M. de Ternay. — Voiles aperçues à l'entrée de la baie de Chesapeak. — Erreur de M. de Ternay — Nuit du 6 juillet. — Le transport l'*Isle-de-France* s'égare. — Arrivée à New-Port (12 juillet 1780). — Les habitants, d'abord très-froids, sortent de leur réserve. — Lettre de Rochambeau à Washington.

L'escadre anglaise était en marche, prête au combat. Poussée par l'ouragan, elle dut virer de bord, et se rapprocher des côtes d'Angleterre.

Deux routes s'offraient au chevalier de Ternay : celle de l'ouest et celle du sud. L'une était directe, mais accidentée. L'autre était plus longue, mais plus certaine. On prit au sud. D'ailleurs, les vents du golfe du Mexique, qui soufflent, l'été, vers le nord, pousseraient les navires français au port de débarquement.

Très-belle traversée. Le cap, toutefois, maintenu au sud pendant de longs jours, autorisait les commentaires. On n'aborderait pas aux États-Unis. On le regrettait. Où allait-on ? Aux îles du Vent, peut-être. Le 30 mai, on était par 28° 58′ de latitude et 34° 44′ de longitude. Ce jour-là, on courut tout à coup à l'ouest, puis au nord-ouest. Les figures, mélancoliques et tristes, s'éclaircirent.

Le 25 mai, le *Lutin* s'éloigna de l'escadre, et se rendit à Cayenne.

Le 8 juin, une proclamation du général de Rochambeau annonce aux troupes que le corps français est auxiliaire, sous les ordres de Washington. On rendra au général américain les honneurs de maréchal de France, au président du Congrès, aux gouverneurs des provinces, les honneurs de maréchal de camp.

Le comte de Rochambeau, respectant de point en point les instructions du prince de Montbarey et de Louis XVI, voulut préciser l'étendue de ses devoirs. Il dit aux hommes qu'il menait à l'ennemi : « Toute espèce de maraude est défendue sous les peines portées par les ordonnances. Il est défendu, sous les mêmes peines, de prendre un morceau de bois, une botte de paille, aucune espèce de légumes, que de gré à gré et en payant... Toute faute de mutinerie, de désobéissance, d'insubordination, de mauvaise volonté, d'ivrognerie brutale et carillonneuse ; en un mot, tous les cas qui, n'étant pas assez graves pour mériter un conseil de guerre, le sont assez pourtant pour exiger une punition prompte, seront punis, suivant les ordonnances, de coups de plat de sabre, ou par les caporaux de la prévôté, suivant la grandeur de la faute... Pour rendre la peine plus sensible au soldat français, il ne fera point de service pendant le temps de sa détention. »

On écoutera si bien le général, que Lafayette affirmera bientôt à Washington : « La discipline française est telle que les poulets et les cochons se promènent au milieu des tentes sans qu'on les dérange, et qu'il y a dans le

camp un champ de maïs dont on n'a pas touché une feuille. »

Jusqu'au 20 juin, aucun fait à noter. La *Surveillante* a capturé un brick anglais de onze canons. Un navire venant d'Halifax, portant de la morue et des harengs à Saint-Eustache, a permis d'ajouter, à l'ordinaire des troupes, un supplément inattendu.

Le 20 juin, on était au sud-ouest des Bermudes. A bord du *Duc de Bourgogne*, on distingue cinq vaisseaux de guerre et une frégate marchant, toutes voiles dehors, dans la direction du convoi. Le chevalier de Ternay rallie aussitôt les transports, forme sa ligne de bataille, et se porte au plus près du vent, avec le *Neptune* et le *Jason*, sur un vaisseau ennemi qu'il espère isoler. Le convoi est protégé par la *Surveillante* et l'*Amazone*. La flotte anglaise s'est arrêtée. Le vaisseau chassé, perdant l'avantage, vire soudain et passe à une demi-portée de canon du *Duc de Bourgogne*, du *Neptune* et du *Jason*. Il reçoit dans ses flancs une bordée générale. La division anglaise riposte, dans le but évident de protéger le retour du navire poursuivi. L'amiral, par une habile manœuvre, tente d'engager le combat. L'ennemi se dérobe. Il a essuyé, à l'arrière-garde, plusieurs bordées.

La nuit venue, on allume les feux sans se préoccuper davantage de la rencontre.

Sur le *Duc de Bourgogne*, on compta six hommes tués ou blessés. Le *Neptune* subit la même perte. Le *Jason* fut moins éprouvé.

Les cinq vaisseaux anglais étaient l'*Hector* et le *Sul-*

tan (74 canons), le *Lion* et le *Rubis* (64), le *Bristol* (30). La frégate le *Niger* avait 32 canons. Cette flotte, commandée par le capitaine Cornwallis, venait d'escorter jusqu'aux Bermudes, cinquante vaisseaux marchands, et retournait à la Jamaïque.

Le vaisseau sur lequel on faillit mettre le grapin était le *Rubis*.

Le rapport du général de Rochambeau, que nous avons eu sous les yeux, et que nous venons de résumer, ne dit pas que M. de Ternay ait fait diminuer les voiles des deux vaisseaux qui donnaient la chasse au *Rubis*, ordre que le capitaine du *Jason*, M. de la Clochetterie, blâma sévèrement. M. de Ternay demandait à son subordonné quelle était, selon lui, la destination de l'escadre anglaise. Il obtint cette réponse : « Trop tard, Monsieur l'amiral. J'aurais pu vous satisfaire hier soir, si vous m'aviez permis d'interroger le capitaine du *Rubis*. »

L'amiral, après tout, remplit scrupuleusement sa mission. Il était chargé de faire parvenir le convoi en Amérique, et en répudiant, le 20 juin, toute témérité inutile, sans abandonner une attitude énergique, il crut rester fidèle à la France et au roi. Lorsque, cependant, il apprendra que les cinq vaisseaux anglais sont allés grossir, aux Iles du Vent, la flotte de Rodney, et préparer à Guichen une campagne désastreuse, on l'entendra se reprocher un excès de prudence. On sait que Rodney était retenu à Paris par ses créanciers, au moment où les victoires de d'Estaing aux Antilles étonnaient l'Europe avant de la passionner. Un jour,

l'Anglais dînait chez le maréchal de Biron. Il contesta le mérite des marins français, promettant, d'ailleurs, s'il était libre, d'arrêter le cours de trop faciles exploits. Le maréchal, en vrai gentilhomme, paya les dettes de son convive, et lui dit : « Partez, Monsieur. Allez tenter de tenir vos engagements. Les Français sont incapables de se prévaloir des obstacles qui vous empêchent de donner la mesure de vos talents. » Paroles généreuses qui auraient coûté moins cher à la France si M. de Ternay avait mis, le 20 juin, dans l'impossibilité de nuire désormais, les cinq vaisseaux anglais.

La *Surveillante*, le 21 juin, eut encore l'honneur de s'adjuger, comme bonne prise, un navire marchand que les papiers du bord faisaient partir de Savannah.

Le 4 juillet, la sonde indiqua les côtes de la Virginie. Dans la matinée, rencontre d'un bateau armé en guerre. Il résiste aux sommations du *Duc de Bourgogne*, de l'*Amazone* et de la *Surveillante*. Quelques boulets reçus lui donnent à réfléchir. Il amène son pavillon.

Le soir du 6 juillet, on se dispose à mouiller devant le cap Henry, à l'entrée de la baie de Chesapeak. Là s'est posté M. de Galvan, officier français entré au service des États-Unis. Il conserve, pour l'amiral, une lettre de Lafayette. Tout-à-coup, on aperçoit une dizaine de grandes voiles. On se livre aux conjectures. Les officiers de marine, interrogés, n'hésitent pas à dire qu'ils ont devant eux des bâtiments de guerre. Le bateau saisi le 4 n'était, sans aucun doute, que l'a-

vant-poste. Et, au nombre des dix ou onze voiles qu'on distinguait, devaient forcément se trouver les cinq navires perdus de vue dans la soirée du 20 juin. Cette escadre préparait une surprise au chevalier de Ternay. Tout l'annonçait. Clinton avait évacué Philadelphie. La concentration de l'armée anglaise à New-York rendait inutile le débarquement au Sud. Considération puissante. On crut surtout, en s'éloignant, bouleverser le programme des Anglais.

L'escadre si formidable, signalée et reconnue dans la baie de Chesapeak, n'est tout simplement qu'un convoi allant, escorté de deux ou trois frégates, de Charleston à New-York. Le chevalier de Ternay sera bientôt informé. On ne manquera pas de lui reprocher sa méprise. Reproches injustes. Si, en effet, l'amiral a commis une erreur, il s'est trompé avec ses officiers, comme le prouve la relation du général de Rochambeau : «... On vit distinctement, à l'entrée de la baie de Chesapeak, dix à onze voiles fortes. *Tous nos meilleurs marins les ont jugés vaisseaux de guerre ou frégates.* »

La nuit venue (6 juillet), on quitta la route du Rhode-Island dans le seul but de mettre en défaut la vigilance de l'ennemi. On gouverna sur le Nord-Est. A minuit et demi, deux frégates, passant à une portée de fusil, tirent quatre coups de canon sur le *Duc de Bourgogne*. Elles disparaissent, et reviennent. Répondre, n'est-ce pas jeter le tumulte dans le convoi? Le chevalier de Ternay se borne à mettre ses feux, et à prescrire la ligne de bataille.

Au jour, les frégates étaient à deux lieues sous le vent. On les chassa pendant cinq heures. On ne put les atteindre. Mais, à certain moment, on vit les Anglais, pour s'alléger dans leur fuite, jeter à la mer leurs chaloupes, leurs canots, et beaucoup d'objets de poids.

Le 8 juillet, on perdit, dans des brumes épaisses, le transport l'*Isle de France* portant 350 hommes de Bourbonnais. On aura bientôt la satisfaction de le retrouver à Boston.

Les pilotes de l'île Marthas Vineyard saluèrent le convoi. On accepta leurs conseils patriotiques; et, le 12 juillet, après avoir évité les écueils, on entra dans la rade de New-Port. Sur la plage flottaient deux drapeaux blancs à fleurs de lys. Touchante attention de M. de Lafayette.

La traversée avait duré soixante-dix jours.

Le général de Rochambeau descendit du vaisseau-amiral le *Duc de Bourgogne*.

Le *Conquérant* livra ses passagers : le baron de Vioménil, maréchal de camp; le comte de Custine, colonel du régiment de Saintonge; de Vouves, capitaine, de James, capitaine en second; Denis, sous-lieutenant; Fanit, sous-lieutenant en second des grenadiers du régiment de Saintonge; cette compagnie; Ménonville, lieutenant-colonel, attaché à l'état-major; de Chabannes, de Pongé, aides de camp de M. de Vioménil; Brizon, officier de cavalerie; un chirurgien; un aumônier.

De la *Provence* s'élancèrent : MM. de Lauzun, Robert Dillon, le chevalier d'Arrot, et une fraction des deux tiers embarqués de la légion de Lauzun.

L'*Eveillé* ouvrit son sabord à MM. de Deux-Ponts et à une partie de leur régiment.

Le *Jason* vit s'éloigner les attachés à l'état-major du comte de Rochambeau : les comtes de Charlus et de Fersen, MM. Dumas et Charles de Lameth.

Les malades étaient nombreux. On les débarqua les derniers. Ceux qui ne restèrent pas à New-Port furent dirigés sur Papisquash, à douze milles de la ville, où M. de Corny avait préparé un hôpital.

A New-Port, à Papisquash et à Boston, après l'arrivée de l'*Isle de France*, on compta bientôt près de huit cents malades. Ajoutez deux cents non-valeurs. Les cinq mille hommes du général de Rochambeau étaient déjà réduits à quatre mille.

Le prince de Montbarey semble prévoir de secrètes angoisses, lorsque, dès le 29 mai, alors que la flotte n'a pas encore abandonné la direction du Sud, il écrit au général de Rochambeau : « ... Les circonstances actuelles ont déterminé Sa Majesté à retarder encore pour quelque temps le départ de la seconde division des troupes à vos ordres, qui sont restées en Bretagne à ceux de M. le comte de Wittgenstin, c'est-à-dire des régiments d'Anhalt et de Neustrie. Leur destination n'est point changée, il n'y a que le moment de leur départ qui soit retardé. »

Le prince a deviné juste ; car le premier soin de Rochambeau, en foulant le sol américain, est de dire au gouvernement : « Envoyez-nous des troupes, des vaisseaux et de l'argent. »

L'intervention de la France, d'après le général, coû-

tera cher. On paye jusqu'au logement, et au terrain du camp. Les Américains ne se défendent que s'ils sont attaqués dans leurs foyers. Ne pas compter sur eux pour réduire les Anglais. L'armée de Washington est composée, tantôt de 15,000, et tantôt de 30,000 hommes; elle n'existe pas.

L'aspect morne et froid de New-Port étonne M. de Rochambeau. Pas de fleurs jetées sur le passage des alliés. Pourtant, les jardins étalent leurs couleurs, et répandent leurs parfums. D'ailleurs, pas de curieux aux fenêtres.

C'est fort étrange.

On s'informe. On apprend que les habitants de New-Port sont désappointés. Ils pensaient, d'après les affirmations de Lafayette, recevoir un véritable corps d'armée, et ils n'ont vu sortir des vaisseaux que des bataillons incomplets.

Rassurez-vous, bonnes gens. Nous ne sommes que l'avant-garde. Le gros de nos troupes est en route.

Se pourrait-il? La France tient donc sa parole? Eh bien! vive la France!

Et l'aspect de la ville changea. On serrait les mains des Français. On regrettait le malentendu. La première impression des alliés avait été mauvaise. On s'efforça de la corriger. Les rues illuminées, les pièces d'artifice et le son des cloches, vinrent bien vite rassurer les passagers de M. de Ternay. Après soixante-dix jours de mer, et alors qu'on a tant besoin d'expansion, ne rencontrer que des visages glacés! Ce n'était pas heureux.

Mais on a dit un mot, et l'on reçoit un accueil aimable et gracieux.

Le 12 juillet 1780, à peine installé à New-Port, le général Rochambeau adressa ces lignes à Washington : « Les ordres du roi mon maître m'amènent aux ordres de Votre Excellence. J'y arrive avec toute la soumission, tout le zèle et toute la vénération que j'ai pour les talents distingués que vous montrez à soutenir une guerre à jamais mémorable... »

Le soldat français a fourbi son arme. Dans son regard assuré brille l'image de la patrie lointaine. Il est, aujourd'hui, vertueux et digne. Demain, il sera grand et sublime.

CHAPITRE XII

L'ENTREVUE DE HARTFORD.

La situation en Amérique. — Clinton assiége Charleston. — Capitulation du général Lincoln (12 mai 1780). — Effectif des troupes anglaises au 1er mai. — Clinton se rembarque, et laisse Cornwallis dans la Caroline du Sud. — La résolution du Congrès (27 mai). — Rochambeau à l'Assemblée de Rhode-Island. — Attaque sur New-York projetée. — Avis contraire de Rochambeau. — Insistance de Lafayette. — Nécessité d'une entrevue de Washington et de Rochambeau. — Les Français se fortifient à New-Port. — L'amiral Arbuthnot croise devant Rhode-Island. — Le général Gates battu par Cornwallis à Camden (16 août). — Fausse nouvelle de l'arrivée de Guichen. — L'entrevue a lieu à Hartford (20 septembre 1780).

La flotte française arrive ! Cette nouvelle, comme un trait de foudre, parcourut le Rhode-Island. Le général Heath informa Washington, alors à Bergen. Lafayette se rendit à New-Port.

Quelle est, se dit aussitôt Rochambeau, la situation ?

Les craintes conçues à Versailles, et partagées à Brest, ne se sont que trop vite réalisées. Clinton tient toujours New-York. Le 1er mai, il avait dans cette place 17,324 hommes; en outre, à quelques jours de mer, dans la Nouvelle-Écosse, 3,508 réservistes. Dans le nord, on s'observe, on s'épie, et l'on n'agit pas. Tous les efforts des Anglais se sont accusés dans le sud. Là, de grandes humiliations attendent les Américains.

Lever le siége de Savannah, c'était abandonner les Carolines, la Floride et la Géorgie, aux excès et aux atro-

cités d'un ennemi entreprenant. Faute impardonnable, disait-on ; mais les circonstances, plus fortes que la volonté, imposaient leur loi. D'Estaing, repoussé, évitait, par la fuite, le désastre.

Qui détournera, cependant, d'une vaste région, les malheurs ?

Clinton, renforcé à New-York par les vaisseaux de l'amiral Arbuthnot, s'était embarqué avec 8,000 hommes au commencement de 1780. Le 31 janvier, il entrait dans la rivière de Savannah. Une attaque, par terre et par mer, fut décidée contre Charleston.

Cette ville est le centre le plus important de la Caroline du sud ; elle est la pointe d'une péninsule que baignent l'Ashley et le Cooper. Les deux rivières, au-dessous de la péninsule, coulent dans le même lit, et servent à former un port. L'entrée par l'océan, à sept milles au sud-est, est protégée par une barre n'offrant aux navires que deux passages, dont l'un, à marée basse, a 16 pieds d'eau.

Clinton, dans les districts de Beaufort et de Colleton, brûla souvent l'étape. Il descendit le cours de l'Ashley.

Charleston, cerné entre l'Ashley et le Cooper, fut bientôt bloqué par les vaisseaux anglais. Grâce aux bas-fonds du nord, la ville conserva une issue par le Cooper.

Le général Lincoln, et le gouverneur Rutledge, avaient 5,000 hommes et 80 pièces de canon. Éléments sérieux. Ils rassuraient les habitants, et l'on organisa la défense avec entrain. Les sorties, d'abord, contrarient et bou-

leversent les travaux d'approche. Le siége ne commença réellement que le 1er avril.

Les Anglais se rendent maîtres du Cooper, et de toutes les positions que les assiégés disputent. Par la sape et la mine, ils menacent la place. Besogne périlleuse et longue. Elle est accomplie, pendant que les batteries convergentes de l'armée de terre et de la marine, détruisent les remparts. La brèche existe, on va tenter l'assaut; mais les habitants, hier pleins d'énergie, aujourd'hui inquiets des suites d'une défaite qu'ils croient imminente, arrachent au général Lincoln la demande d'une capitulation. Les 5,000 défenseurs étaient prisonniers, les 80 canons restaient aux Anglais (12 mai 1780). Le siége avait duré quarante-deux jours.

Les maisons percées par les bombes donnent, à la cité, un aspect lugubre. On rebâtira. Pour toujours? non. Les murs, debout et solides, s'affaisseront de nouveau pendant la guerre de sécession.

Nous avons visité Charleston peu de temps après la victoire définitive de Grant, et lorsque Jefferson Davis attendait son jugement à la forteresse Monroë. Nous y avons remarqué beaucoup plus de ruines qu'à Norfolk, à Pétersburg, même à Richmond. Des quartiers immenses n'offraient plus que des amas de décombres. Ici, un perron en marbre blanc, aux escaliers écornés. L'édifice qu'il précédait s'est écroulé. Plus loin, les colonnes d'un temple qui gémissent de n'avoir plus à supporter leur précienx fardeau. Une construction s'est effondrée et la cheminée ne l'a pas suivie dans sa chute : caprice des bombes. En parcourant, un 1er janvier, les rues de

Charleston, nous avons croisé une longue procession de noirs. Les anciens esclaves fêtaient l'anniversaire de la proclamation d'émancipation. Une grosse caisse, un tambour et un fifre, rappelaient la musique originale qui avait si souvent électrisé les armées du nord. Le son du fifre, mêlé aux sons de la grosse caisse sans cimbales et du tambour, a une expression singulière. Nous l'avions entendu à Philadelphie, lorsque les *boys in blue* s'écriaient : *always ready;* nous l'avions entendu dans l'Iowa. Il nous avait, partout, profondément ému. Les manifestants, que nous suivions des yeux, étaient graves, recueillis dans leur tenue simple et correcte. Ils étaient fiers de compter dans la nation. Nous les avons félicités, oubliant tout à coup les ruines. Les pertes matérielles ne sont rien, lorsque les dollars engloutis servent à garantir les conquêtes de la liberté.

En 1780, la prise de Charleston irrita le nord. Le *coward*, le lâche Lincoln fut accusé, blâmé par l'opinion. L'opinion se refusait le temps de la réflexion. Washington, plus calme et plus sage que les masses, raisonna. Il vit les obstacles à vaincre, apprécia les peines vaillamment supportées, et se plut à justifier la conduite d'un général malheureux.

Le 1er mai 1780, les Anglais avaient 12,847 hommes dans la Caroline du sud, 1,989 dans la Floride et 1,878 dans la Géorgie. En ajoutant 326 hommes aux Bermudes, 130 à l'île de la Providence, en rappelant pour mémoire les 17, 324 de New-York et les 3,508 de la Nouvelle-Écosse, on constate, à cette époque, un effectif de 38,002 soldats.

Après le 12 mai, Clinton confia au général Leslie le commandement de Charleston ; et, pour explorer l'État, forma trois colonnes. L'une parviendrait jusqu'aux limites de la Caroline du nord ; l'autre, que le général conduisait en personne, se dirigea vers l'ouest de la Caroline du sud. La troisième remonta le Savannah, qui sépare la Caroline du sud de la Géorgie.

Seule, la première colonne fut arrêtée dans sa marche par 300 Américains. Elle détruisit le détachement et passa.

Clinton, par la défaite de d'Estaing à Savannah, et par la capitulation de Lincoln à Charleston, avait vaincu le sud. Le sud, écrasé, ne songerait plus à relever la tête. Les districts étaient pacifiés. Un sourire d'aise et d'orgueil agite les lèvres de Clinton. Le grand général laisse Cornwallis et 5,000 hommes dans la Caroline du sud ; puis, l'âme ravie, le successeur de Howe se rembarque à Charleston pour New-York.

Pouvait-on prévenir la capitulation du général Lincoln ? Washington, cédant à un premier mouvement, eût pénétré dans la Caroline du sud. Mais, les 17,324 hommes restés à New-York lui faisaient redouter, pour le nord, de véritables calamités. La prudence, chez lui, l'emporte sur l'audace : il se contente de guetter, de Morristown, l'arrivée du corps expéditionnaire français.

Au quartier-général de Morristown, on voyait un des principaux *leaders* du parti *whig*, le colonel John Seward, grand-père de M. William Henry Seward, mort, il y a quelques années, ex-ministre des affaires étrangères du gouvernement américain.

Un jour, le colonel Seward veillait aux avant-postes, sachant que les *torries* voulaient sa tête. Il fut tout à coup accosté par un cavalier, porteur d'un message du général en chef. Le colonel demanda à l'estafette si l'ordre était écrit. Ayant reçu une réponse négative, il s'écria : « Vous êtes un *torry.* » A ces mots, le cavalier tourna bride. Seward saisit un fusil, et fit mordre la poussière au fugitif. Le blessé vécut encore quelques instants ; il fit des aveux : son but était d'attirer le colonel Seward dans une embuscade.

Le 27 mai, le Congrès vota la résolution suivante : « Résolu qu'il soit recommandé aux différentes législatures des États-Unis, de promulguer des lois pour punir ceux qui encourageraient la désertion des flottes ou armées de toutes puissances étrangères qui continueraient la guerre en Amérique, conjointement avec les États-Unis, et pour découvrir les déserteurs qui se seraient cachés parmi les habitants. »

Les délégués des cantons voisins de New-Port, et l'assemblée du Rhode-Island, exprimèrent au général français toute leur gratitude. Le comte de Rochambeau répondit : « Nous venons défendre avec vous la plus juste cause. Comptez sur nos sentiments fraternels, et traitez-nous en frères. Nous suivrons votre exemple au champ d'honneur. Nous vous donnerons celui de la plus exacte discipline, et du respect pour vos lois. Cette petite armée française n'est qu'une avant-garde. Elle sera bientôt suivie de secours plus considérables, et je ne serai que le lieutenant du général Washington. Je suis très-reconnaissant des marques d'amitié que

Messieurs de l'Assemblée générale me témoignent, et je les prie de compter sur moi, et sur le corps qui est à mes ordres, à la vie et à la mort, comme leur frère et leurs amis. 15 juillet. »

Les amiraux anglais, Arbuthnot et Graves, avaient concentré leurs forces. Washington nourrissait depuis longtemps le secret désir de s'emparer de New-York. Il se promettait, pendant l'absence de Clinton, et avec les forces importantes expédiées de Brest, de mettre son projet à exécution. Clinton revint plus tôt qu'on ne s'y attendait, et le secours formidable, amené par Rochambeau, se réduisait à 4,000 hommes valides sur 5,000 soldats. Fâcheux contre-temps. Mais la guerre de l'indépendance, Washington lui-même l'avoue, n'est qu'une longue suite « d'espérances déçues ».

Pour agir avec succès, il fallait adopter le plan des Anglais marchant contre Charleston. Les troupes françaises, réunies aux bataillons américains, s'avançaient par l'extrémité nord de l'île de Manhattan. L'attaque était favorisée par l'action énergique d'une flotte, placée à l'endroit où l'Hudson et la rivière de l'Est mêlent leurs eaux. Or, le chevalier de Ternay ne pouvait bombarder New-York qu'après avoir détruit les escadres combinées de Graves et d'Arbuthnot, et les sept vaisseaux, *le Duc de Bourgogne*, *le Neptune*, *le Conquérant*, *la Provence*, *l'Eveillé*, *l'Ardent* et *le Jason*, étaient tout à fait incapables de paralyser les tentatives des amiraux de la Grande-Bretagne.

Washington, que la témérité a plusieurs fois heureusement servi, s'ouvre au général de Rochambeau.

Les troupes de New-Port sont bouillantes d'ardeur; l'oisiveté leur pèse. L'élan sera irrésistible.

Le général de Rochambeau argumente avec respect. L'entreprise est pleine d'inconnu. La tactique a des lois que l'esprit d'aventure parvient rarement à violer. Il serait préférable de ne rien livrer au hasard. Le plan, excellent d'ailleurs, sera appliqué si les circonstances actuelles se modifient.

Washington est le maître. Un ordre, signé de sa main, va dissiper les terreurs de l'état-major français. Rochambeau, en lieutenant fidèle, obéira.

L'ordre n'est pas donné. Le général en chef, dans une lettre à Lafayette, révèle ainsi le motif de son silence : « Notre position n'est point assez brillante pour justifier les instances que nous ferions auprès du comte de Rochambeau. Je continuerai, cependant, nos dispositions, dans l'espoir de circonstances plus heureuses. »

Lafayette, malgré l'avis reçu, adressa au général, confiné à New-Port, des plaintes éloquentes. Pourquoi l'inaction ? Est-ce donc pour tenir garnison dans une place du Rhode-Island, où rien ne légitime leur présence, que 5,000 Français ont traversé l'Atlantique?

Le comte de Rochambeau, assailli de communications trop nombreuses, témoigna quelque impatience au chevalier de la Luzerne. Lafayette lui propose « des choses extravagantes, comme de prendre Long-Island et New-York sans marine. » Le jeune marquis expose son plan dans « une dépêche de douze pages ». Cœur droit, conviction sincère, énergie que stimulent les

obstacles, on trouve tout cela dans la longue dépêche. On remarque également que l'auteur subit l'influence « de quelques mauvaises têtes. »

On croit opportun d'apaiser la fougue épistolaire des « personnes jeunes et ardentes » qui entourent Washington. Le comte de Rochambeau travaillera dans ce sens, et continuera à correspondre directement avec le général américain. Il est, du reste, très-satisfait des dépêches de son supérieur. Des choses sensées, dites simplement et avec courtoisie, augmentent, chez le général et l'amiral, le désir déjà exprimé d'une entrevue.

Ne croyez pas que M. de la Luzerne décoche l'invective contre le signataire de la fameuse dépêche de « douze pages ». Non. Le chevalier, au contraire, ne réserve que des éloges à M. de Lafayette ; car le bouillant marquis a reçu, de M. de Rochambeau, ces lignes flatteuses : « Permettez, mon cher marquis, à un vieux père de vous répondre comme à un fils tendre qu'il aime et estime infiniment... C'est toujours bien fait de croire les Français invincibles ; mais je vais vous confier un grand secret, d'après une expérience de quarante ans : il n'y en a pas de plus aisés à battre quand ils ont perdu la confiance en leurs chefs, et ils la perdent tout de suite quand ils ont été compromis à la suite de l'ambition particulière et personnelle. Si j'ai été assez heureux pour conserver la leur jusqu'ici, je le dois à l'examen le plus scrupuleux de ma conscience. C'est que, sur 15,000 hommes à peu près qui ont été tués ou blessés sous mes ordres dans les différents

grades et les actions les plus meurtrières, je n'ai pas à me reprocher d'en avoir fait tuer un seul pour mon propre compte. »

Avant de montrer à Rochambeau les inconvénients innombrables du séjour de New-Port, Lafayette, parlant des troupes françaises, avait révélé à Washington, le 31 juillet : « Ces troupes détestent jusqu'à la pensée de rester à New-Port, et brûlent de vous joindre. Elles maudissent quiconque leur parle d'attendre la seconde division, et enragent de rester bloquées ici. Quant aux dispositions des habitants et de la milice envers elles et des leurs à l'égard de ces derniers, je les trouve conformes à tous mes désirs. Vous vous seriez amusé l'autre jour en voyant 250 de nos recrues qui venaient à Conanicut sans provisions, sans tentes, et qui se mêlèrent si bien avec les troupes françaises que chaque Français, officier ou soldat, prit un Américain avec lui et lui fit partager très-amicalement son lit et son souper. La patience et la sobriété de notre milice sont si admirées, qu'il y a deux jours, un colonel français réunit ses officiers pour les engager à suivre les bons exemples donnés aux soldats français par les troupes américaines..... »

Rochambeau insistait pour obtenir une entrevue. Correspondre, c'est bien. Se voir, c'est mieux. « Dans une heure de conversation, on conviendrait de plus de choses que dans des volumes de correspondance. » Ainsi pense le général français. Washington partage l'avis de son subordonné. Hélas ! impossible de s'éloigner; on prévoit une attaque prochaine, et l'on re-

tient, par sa présence, les forces que l'ennemi voudrait jeter sur les Français de New-Port.

Peu de jours après, le 12 juillet, Washington annonce aux alliés que l'on embarque des troupes à New-York, et que l'escadre de l'amiral Arbuthnot ira bientôt menacer New-Port. Il ordonne en même temps, à Rochambeau, de se fortifier dans l'île. Le chef du corps expéditionnaire va requérir, en vue des travaux de défense, les milices du Massachusetts et de Rhode-Island. Il reçut les 5,000 hommes du général Heath.

On se mit à l'œuvre. La passe fut protégée par plusieurs batteries. Près des mortiers, on voyait des grils à boulets rouges. Les points faibles, capables de faciliter un débarquement, furent l'objet d'un examen spécial. On traça des routes. Ainsi, l'armée, dont le camp traversait l'île entre la mer et l'escadre embossée, serait portée instantanément sur un endroit quelconque.

L'île de Cohanicut est située à l'ouest de Rhode. On y détacha 150 hommes du régiment de Saintonge, avec le lieutenant-colonel de La Valette.

On est bientôt en mesure de recevoir dignement les vaisseaux d'Arbuthnot, qui daigneront se présenter.

Aura-t-on, cependant, l'avantage de faire parler la poudre? On appelle l'ennemi, et Washington le retient à New-York. Les Américains ont passé l'Hudson au-dessus de West-Point, et se sont massés non loin de *King's Bridge*. Qu'osent-ils méditer? On ne sait. Mais Clinton, qui a déjà empaqueté 8,000 hommes sur les

navires dont il dispose, se hâte de rappeler ses troupes à terre. Arbuthnot, allégé, s'éloigne avec onze vaisseaux de ligne, et plusieurs frégates. Le 24 juillet, devant Rhode-Island, il ne manqua pas d'apprécier, de loin, la position des Français.

Il croisa devant l'île. De Custine et Guillaume de Deux-Ponts, entourés de leurs bataillons de grenadiers et de chasseurs, et postés sur la côte, suivaient les évolutions des navires qui venaient mouiller, la nuit, à la *Judith-Point*, au sud-ouest de New-Port.

On était bloqué. Mais les Anglais se tenaient à plusieurs lieues en mer. La vigilance ne fit pas oublier les soins à donner aux troupes. L'installation laissait à désirer. Les soldats, trop rapprochés, avaient souffert; on éleva des baraquements, et l'on ouvrit des hôpitaux à Providence, au-dessus du confluent du Seeckhouk, à 35 milles de l'Océan. On organisa des reconnaissances; on acheta des chevaux aux hussards de Lauzun. L'intendant de Tarlé procura les vivres. Sa charge n'était pas toujours facile; les Anglais et les Américains avaient appauvri la région.

L'activité du général et des officiers avait porté ses fruits : on envisageait l'avenir sans trembler. C'est alors que Lafayette, retourné à Dobb's-Ferry, sur la rive droite de la rivière du Nord, où était le quartier-général de Washington, proposa au général Rochambeau une attaque immédiate sur New-York (9 août). Le courrier qui apporta sa dépêche à New-Port remit une lettre de Washington, qui n'avait trait qu'à la demande d'entrevue. A partir de ce moment, Rocham-

beau correspondit, sans le secours d'aucun intermédiaire, avec son supérieur.

Le chevalier de Ternay ne se faisait pas d'illusion. Ses forces étaient insuffisantes. Usant d'un pouvoir qu'il s'était réservé, l'amiral, bloqué dans New-Port, réclama quatre vaisseaux de ligne de M. de Guichen, que Rodney inquiétait aux Antilles. La demande de secours était chiffrée. Elle parvint au cap Français après le départ de M. de Guichen pour la France, et M. de Monteil ne put en saisir le sens.

A ce fâcheux incident s'ajouta bientôt une nouvelle alarmante : le général Gates était repoussé par lord Cornwallis.

Le Congrès, pointant sur la carte Charleston et Savannah, se dit : Il faut reprendre ces deux villes. On leva des troupes. Qui les mènerait à la conquête du Midi? On choisit l'homme qui avait reçu l'épée de Burgoyne à Saratoga.

Gates inspire confiance. Suivi de 6,000 hommes, il pénètre dans les Carolines. Il convie les Caroliniens à se joindre à lui, et promet l'amnistie aux *loyalists* repentants.

Les discours de Gates confondent les intrigues anglaises. Les citoyens qui, par honte ou par peur, se sont abrités sous le drapeau de l'Angleterre, abandonnent Cornwallis.

Le général anglais aura-t-il le sort de Burgoyne? Le 16 août, le mandataire de Clinton n'est entouré que de 2,000 hommes. Il aperçoit les avant-postes de Gates non loin de Camden. Les Américains ont eu la mala-

dresse de resserrer leurs lignes entre deux marais qui vont fatalement gêner les mouvements. Grande faute. Elle n'échappe pas à Cornwallis. Les Anglais se jettent avec fureur sur une armée qui ne peut s'étendre, que des obstacles naturels paralysent, et causent dans ses rangs un désordre prévu. Sanglante journée de Camden! L'erreur stratégique de Gates coûta la vie à 900 Américains. On dut abandonner aux Anglais près de 1,000 prisonniers, 8 canons, des drapeaux, tous les bagages, et l'on se réfugia à Hill's Borough (Caroline du Nord). De Kalb, venu en Amérique avec Lafayette, reçut la mort en cherchant à réparer l'incurie de son chef.

Le lendemain, autre échec. Il est subi par Sumter, près du Catowba. 150 hommes tués, 300 prisonniers. Le vainqueur, Carleton, exécutant les ordres de Cornwallis, fait pendre haut et court des Caroliniens qui ont juré fidélité à George III, et qui ont embrassé, malgré leur serment, la cause de l'indépendance. Cette rigueur inhumaine, appliquée bientôt à Charleston par Cornwalis, causera des représailles. Les condamnés qu'on traîne au gibet crient vengeance! On entend leur voix. On jure d'exaucer leur vœu. Le Midi, morne et silencieux, compte les patriotes disparus, et se prépare, dans l'ombre et le mystère, à soutenir le bras du général qui viendra l'arracher au joug infamant.

Les rapports entre Washington et Rochambeau étaient pleins de franchise et de loyauté. Le général français avait accepté la dépendance sans arrière-pensée, et le général américain, par son tact et sa sincérité, rendait la suprématie agréable et douce. Ces deux

hommes, toutefois, ne s'étaient point encore vus. Le chevalier de Ternay interrogeait souvent l'horizon. Il apprend un jour, par l'*Alliance*, arrivée à Boston le 20 août avec de Pontgibaud, aide de camp de Lafayette, Gau, commandant d'artillerie, et Arthur Lee, commissaire américain, que l'amiral de Guichen est en route pour New-Port. Cette fausse nouvelle, communiquée à Rochambeau, parvient à Washington. A la veille d'engager l'action, n'est-il pas indispensable de régler certains points de vive voix? Washington accepte. L'entrevue aura lieu; elle est fixée au 20 septembre.

Où se réunir? On choisit Hartford, dans le Connecticut. Cette ville, placée sur le *Connectitut river*, à 50 milles de son embouchure, est presque à mi-chemin entre West-Point et New-Port. Ainsi, Washington et Rochambeau iront au-devant l'un de l'autre. Toutes les convenances sont observées. C'est à Hartford qu'habite aujourd'hui madame Beecher-Stowe, l'auteur de *la Case de l'oncle Tom*. Le *railway* relie l'endroit à Boston et à New-York. Nous n'avons pu franchir la station sans présenter nos humbles respects à la femme de cœur qui contribua si puissamment, par son livre, à l'abolition de l'esclavage. La neige, à gros flocons, était tombée la veille, et un froid vif obligeait les passants à hâter le pas. Non loin de la gare, on nous indiqua une grande maison de fort belle apparence. Un vieillard nous y reçut dans un salon où s'épanouissaient les fleurs les plus rares. Dans le fond, un bassin où nageaient des poissons. Madame Beecher-Stowe était dans la Floride,

d'où nous venions précisément par Boston, Saint-Louis et la Nouvelle-Orléans.

Le général Rochambeau, accompagné du chevalier de Ternay, de M. de Chastellux et de ses aides-de-camp de Fersen, de Damas et Dumas, se mit en route le 17 septembre. On traversa le Quinebaug, affluent du Shetuket. Tout allait bien. Mais plus loin, aux environs de Windham, une roue de la voiture cassa. Comment réparer l'accident ? La nuit est venue : vite, un charron. De Fersen, après une heure d'absence, apporte cette nouvelle : un charron est plus loin, malade et grognon ; il assure qu'un monceau de guinées ne le déciderait pas à travailler la nuit.

Le général et l'amiral se rendent auprès de l'artisan grincheux. Si la voiture n'est pas raccommodée immédiatement, la conférence de Hartford ne pourra se tenir ; car Washington arrivera le soir même au rendez-vous. L'Américain réveillé se souvint d'avoir lu, dans le *Connectitut journal*, que Washington était, en effet, attendu à Hartford pour conférer avec les chefs alliés. Cette considération le toucha. On réclamait ses services dans l'intérêt public. Il répondit : « Vous aurez votre voiture à six heures du matin. »

Washington, avec Lafayette et le général Knox, passa l'Hudson à West-Point, le 18 septembre.

L'entrevue est très-courtoise. Washington éprouve un sensible plaisir en serrant la main du grand stratégiste de la guerre de sept ans. De son côté, Rochambeau est heureux d'approcher l'homme de guerre qui résume, en ce moment, les espérances de tout un peuple.

Green a succédé à Gates dans les Carolines. Arnold occupe West-Point. L'armée américaine a, pour avant-garde, les volontaires du colonel Henry Lee, et six bataillons formant les deux brigades des généraux Hand et Poor. Cette avant-garde obéit à Lafayette.

La situation peinte exactement, on trace le plan des opérations que viendra légitimer la seconde division française, ou les vaisseaux de ligne de M. de Guichen. Il faut que la France, outre les secours promis, expédie des renforts. On croit urgent d'envoyer à Versailles un officier. Lauzun est dans de bons termes avec Maurepas. On va le choisir ; mais Rochambeau propose son fils, colonel du régiment d'Auvergne, attaché à l'état-major du corps expéditionnaire. On s'arrête à ce nom.

Pendant la conférence, la flotte de l'amiral Rodney accrut les forces, déjà supérieures, des Anglais. Plusieurs courriers partirent du camp français.

Rochambeau, rappelé, sauta en voiture. Presque à l'endroit où avait chaviré la guimbarde, une autre roue se rompit. Était-ce une malice du fabricant, qui méditait de recevoir, de bonne source, des nouvelles de Hartford? Le même *Yankee* fut tiré, une seconde fois, du sommeil, et le dialogue suivant s'établit entre un charron du Connectitut et un général français :

— Eh bien ! vous voulez encore me faire travailler la nuit ?

— Hélas ! oui. L'amiral Rodney est arrivé pour tripler les forces maritimes qui sont contre nous, et il est très-pressé que nous soyons à Rhode-Island pour nous opposer à ses entreprises.

— Mais, qu'allez-vous faire contre vingt vaisseaux anglais, avec vos six vaisseaux ?

— Ce sera le plus beau jour de notre vie s'ils s'avisent de vouloir nous forcer dans notre rade.

— Allons, vous êtes de braves gens ; vous aurez votre voiture à cinq heures du matin. Mais, avant de me mettre à l'ouvrage, dites-moi, sans vouloir pénétrer vos secrets, avez-vous été contents de Washington, et l'a-t-il été de vous ? »

Sur la réponse affirmative de Rochambeau, l'Américain patriote rassembla ses outils, et se mit en mesure de réparer le nouvel accident.

Washington regagna West-Point : le général Arnold passait à l'ennemi.

CHAPITRE XIII

LA TRAHISON D'ARNOLD.

West-Point.—Pour les Anglais, s'emparer de West-Point, c'est terminer la guerre. Bénédict Arnold; son enfance. — Arnold, pharmacien et armateur. — Colonel-Amiral sur le lac Champlain. — Sous Québec. — Brigadier-général. — Major-général. — Le héros de Behmus. — A Philadelphie. — Concussions, dilapidations. — Jugé par une cour martiale; réprimandé par Washington. — Commandant de West-Point. — Entrevue avec le major André. — Complot découvert —André est pris.—Jugé comme espion; condamné à être pendu.—Son exécution —Arnold porte les armes contre les Etats-Unis.—Les trois miliciens John Paulding, David Williams et Isaac Vauvert ont bien mérité de la patrie.

West-Point est situé sur l'Hudson, le fleuve le plus poétique des États-Unis, à environ soixante milles de New-York. On s'y arrête, en allant de New-York à Albany. Le village est bâti sur le sommet d'un cap élevé. Des masses de rochers semblent avoir été jetées en cet endroit, pour resserrer brusquement les rives du fleuve, et ajouter un caprice de plus aux caprices charmants de son lit. C'est un endroit délicieux; on y a établi, en 1802, une école militaire. Elle est peuplée de 250 cadets. Près de l'école, non loin de l'Hudson, est une colonne de marbre blanc. On y lit ces mots : *Kosciusko. Érigé par le corps des cadets.* 1828. Le grand patriote polonais, qui servit les États-Unis sur les champs de bataille de l'indépendance, et que l'assemblée législative de France honora du titre de citoyen français, a vécu ici. On montre encore le jardin où il aimait à se promener, gémissant sur les infortunes de son pays.

L'importance de la position de West-Point n'avait pas échappé au sagace Washington. La forteresse, assise sur un plateau que des rochers à pic défendaient du côté du fleuve, était précédée de retranchements munis de batteries formidables. On venait de terminer un nouvel ouvrage, le fort *Clinton*. Plus haut, on avait construit, sur une crête, le fort *Putnam*. Tous ces points, reliés, soudés, constituaient un système complet de défense. La rive droite du fleuve, par la science des ingénieurs, garantie, on avait intercepté la navigation de l'Hudson au moyen d'une chaîne de fer, aux mailles solides, qui s'accrochait à l'extrémité du rocher de West-Point, et aboutissait à un îlot. Entre le rocher et l'îlot, passaient les navires d'un certain tonnage. Le bras navigable était donc fermé. West-Point renfermait de vastes arsenaux, où les Américains venaient s'approvisionner d'armes et de munitions. Washington y avait établi son quartier général. Il y habitait, dans une gorge, et sous le plateau, une maison que la pioche a, jusqu'ici, épargnée.

West-Point, du haut de son promontoire, réglait et dirigeait les hostilités. La prise de ce cap donnait des canons, des magasins, des vaisseaux, et la navigation d'un fleuve. Elle isolait les États du nord des États du centre et du midi, coupait toute communication entre l'armée américaine et le corps français de New-Port, sauvait New-York, et rétablissait des rapports suivis entre l'armée anglaise et le Canada. S'emparer de West-Point, c'était terminer la guerre.

Employer la force, entrer dans la citadelle démante-

lée, fumante, après le siége et l'assaut, c'était noble et grand.

On eut recours à la ruse. On préféra s'avilir.

Il fallait un traître. Le général Bénédict Arnold répondit, à voix basse, avec mystère : Me voici.

Arnold! que Washington avait choisi pour défendre West-Point. Arnold! qui tenait dans ses mains, en tenant la clef de la place, le sort des États-Unis.

Le complot fut découvert : la condamnation à mort, et l'exécution d'un jeune homme, le major André, qu'on pend comme espion, qui meurt en soldat; l'innocent puni; le coupable fuyant le châtiment : tel est le drame.

Sur le livre d'or où Washington et ses compagnons d'armes ont inscrit leurs noms, il est une page obscure, ténébreuse et discordante, qui révolte les consciences droites, et qu'on voudrait déchirer. On y remarque ce nom maudit : Arnold!

Pour le bien comme pour le mal, les indices ne trompent jamais. Étudiez un homme, auscultez-le : vous lirez dans son avenir. Les antécédents du traître, que le hasard fit échouer dans ses desseins, nous permettent de nous poser cette question : Comment Washington, que des actes nombreux éclairaient, a-t-il pu se tromper?

Bénédict Arnold était le second fils d'un gros négociant du Connecticut.

La ville de Norwich fut témoin de sa précocité dans le vice. Hypocrite et sournois, il ne secouait sa timidité calculée que pour afficher, sans pudeur, la hardiesse

et la cruauté. Dans les heures de calme, il semblait méditer quelque méfait nouveau, et son énergie contenue ne tardait pas à s'exercer.

Plein d'arrogance, il dictait, en véritable tyran, des plans de campagne à ses camarades. Le mal avait, pour lui, un attrait irrésistible. Il y puisait ses seules jouissances. Faire souffrir et voir souffrir, telle était la loi de cette nature monstrueuse. Une âme, comme cette âme, a dû être formée pour s'épanouir et grandir loin des sociétés.

La mère plaça Bénédict chez un pharmacien. Elle crut imposer un frein aux mauvais penchants. L'élève s'ingénia à semer adroitement, dans la rue, des morceaux de vitres cassées. La rue menait à une école. Les enfants se blessaient. Quel succès. Arnold, avec orgueil, contemplait son œuvre.

Il n'était point lâche, hâtons-nous de le dire. Au nombre de ses distractions favorites, figurait ce passe-temps : se cramponner aux roues d'un moulin à eau, se laisser emporter à une certaine hauteur, et tout à coup, au moment d'être broyé, piquer une tête, et parcourir, entre deux eaux, un long espace.

Cet être, violent et irritable, produisait le vide autour de lui. Par ses dédains, que ni le courroux ni la douceur ne pouvaient désarmer, il provoquait l'antipathie, et la faisait naître. Charge trop lourde. On la fuit. Quand on est méprisé des autres, on s'accuse soi-même, et l'on sort, au plus vite, d'un milieu hostile : ce que fit Arnold. A seize ans, il se sauva. La milice le recueillit. Le père ne vit pas l'escapade. La veuve, fort affligée,

conta ses peines au ministre de la paroisse. Le *Clergyman* promit d'agir. Il parvint à faire annuler l'engagement du jeune écervelé, et Arnold, humilié, non soumis, rentra au bercail. L'année suivante, il était soldat, sur les frontières du Canada. La vie de garnison, régulière, austère, lui déplut. Aussi fa tilement qu'il avait quitté Norwich, il y revint.

L'ancien patron, le pharmacien, versa une larme. On convint, cependant, que la rue ne serait plus semée de fragments de verre.

La veuve expira, emportant un sinistre pressentiment.

Arnold, que le voisinage d'un maître bienveillant offusquait, fonda une pharmacie à New-Haven. La préparation des drogues ne fut bientôt qu'un prétexte. Derrière le comptoir, on voyait s'ébaucher et se conclure les affaires industrielles les plus fantastiques. Le pharmacien se fit armateur, et le commerce avec les Indes, pour lui, n'eut plus de secrets. Au bout d'un certain temps, par son manque de bonne foi et de délicatesse, il n'est parvenu à acquérir que beaucoup d'ennemis. Une banqueroute scandaleuse est sa récompense.

Est-il corrigé? Du tout. A peine frappé par la justice, il nargue l'opinion, et se replonge dans les spéculations. Cet effronté coquin était parfois animé d'un courage que rien n'ébranlait. Un lot de chevaux, de bœufs et de taureaux, est dirigé vers le navire. Un taureau s'effraye et s'esquive. Les gardiens n'osent le poursuivre. Arnold se jette sur les traces du terrible animal, le dompte, et le ramène.

La guerre de l'indépendance ouvrait une arène immense à l'ambitieux avide et remuant.

Oui, Lexington traça le devoir aux honnêtes gens. Châteaubriand le comprit : « J'allai, raconte l'écrivain, en pèlerinage à Boston pour saluer le premier champ de bataille de la liberté américaine. J'ai vu les champs de Lexington ; je m'y suis arrêté en silence, comme le voyageur aux Thermopyles, à contempler la tombe de ces guerriers des deux mondes qui moururent les premiers pour obéir aux lois de la patrie. En foulant cette terre philosophique qui me disait, dans sa muette éloquence, comment les empires se perdent et s'élèvent, j'ai confessé mon néant devant les voies de la Providence, et baissé mon front dans la poussière. »

Mais, Lexington fut aussi le fait qui porta les cœurs pervers à cacher leur noirceur sous les fausses apparences d'un patriotisme délirant. Ce qu'on vit chez Arnold. En 1775, le pharmacien entreprenant commande, à New-Haven, une compagnie de cinquante-huit hommes. A la nouvelle que des Américains sont tombés sous les balles anglaises, la population de New-Haven s'émeut et s'indigne. Arnold, dans ce moment de trouble et d'épouvante, adresse au peuple, réuni dans un *square*, une exhortation chaleureuse. L'orateur qui souffle, avec tant de puissance, les passions révolutionnaires, trahira un jour cette révolution qui commence. Mais la parole fougueuse, impétueuse, voile souvent les mobiles atroces du vulgaire intrigant. On oublia le banqueroutier : on suivit le tribun. On s'arma comme l'on put, et l'on se rendit à Cambridge,

où les milices de la Nouvelle-Angleterre se donnaient rendez-vous.

L'idée de prendre le fort de Ticonderoga était née à Hartford. Arnold passe, s'empare du plan, et le discute avec tant d'intelligence et d'assurance devant le comité de défense du Massachusetts, qu'on ne doute pas qu'il n'en soit l'auteur. Il a tout prévu et tout ordonné. Il sait où prendre les hommes qui composeront l'expédition. Il ne lui manque que le titre de colonel, et l'autorisation de recruter des troupes. Le fort occupé, il laissera une garnison à Ticonderoga, et fera hommage au comité des canons et des armes pris sur les Anglais.

Les membres du comité sont entraînés, subjugués : Arnold est nommé colonel (3 mai 1775).

L'audace a triomphé ? Non. Elle succombe. L'expédition, rêvée par le colonel, est devancée par les miliciens d'Éthan-Allen et les soldats du général Easton.

Qu'à cela ne tienne, après tout. Arnold se présente aux chefs qu'il veut supplanter, exhibe sa nomination, et dit qu'il vient prendre le commandement des troupes.

L'intrus souleva le murmure des milices et fut éconduit. Mais on vit le colonel sur les talons d'Éthan-Allen le jour où l'on pénétra dans le fort de Ticonderoga.

Nouvelles instances. Le grand conseil du Massachusetts confirma officiellement le pouvoir d'Éthan-Allen.

Arnold crie à l'infamie, et proteste par une plainte à la législature de l'État. Ne croyez pas qu'il attende pa-

tiemment la réponse de l'assemblée. Non. Les lenteurs l'exaspèrent. Il s'empare d'un schooner, jette cinquante hommes à bord, et va sommer le fort Saint-Dean de se rendre. Il fait main basse sur tout ce qu'il peut emporter, et revient à Ticonderoga causer l'étonnement d'Éthan-Allen.

Ce succès en présage d'autres. Les rangs s'épaississent. Arnold a bientôt cent cinquante hommes, un schooner, un sloop, et une flottille d'une trentaine de bateaux. Il règne sans partage sur le lac Champlain. Il réquisitionne, donne des grades. Sa puissanee s'exerce dans les parages de Crown-Point.

Cette façon, toute commode, de servir le pays soulève la réprobation. Le Massachusetts et le Connecticut s'entendent pour placer les forts du lac Champlain, et ses environs sous l'autorité d'un homme qui ne sacrifie pas les intérêts publics à son avidité. Arnold a éveillé la méfiance des législatures. Sa fierté s'en alarme; son ressentiment s'en accroît.

L'aventurier, que le scrupule n'a jamais paralysé, découvre aussitôt une autre sphère d'action. Qu'on lui donne deux mille hommes, et il soumettra le Canada, où le général Carleton n'a guère plus de cinq cents hommes. On répond au conquérant futur en demandant, à l'amiral du lac Champlain, un compte exact des prises qu'il a opérées, des sommes qu'il a touchées, des bagages, des munitions et des armes qu'il a capturés, au nom des États-Unis.

Arnold s'emporta. Qui l'accusait? De quel droit venait-on juger sa conduite? L'enquête faisait planer des

soupçons injurieux. Ne l'avait-on pas jugé digne d'exercer les fonctions de colonel ? Il avait prouvé sa capacité; et, loin de s'enrichir, déboursé plus de mille livres sterling pour le bien du pays. Il ne subira pas l'humiliation de voir un officier plus jeune que lui prendre sa place. Il donne sa démission.

Washington accueille le colonel peu sympathique, et lui ordonne, avec onze cents hommes, de remonter le Kennebec, de se diriger vers Québec, et de rejoindre le général Schuyler.

Expédition malheureuse. Montgomery, venu de Montréal, fut tué. Arnold fut blessé à la jambe.

Le chef, en traversant des marais où l'eau arrivait parfois jusqu'aux genoux, avait déjà fait preuve d'une énergie peu commune. Sous les murs de Québec, son audace soutint le courage de soldats que les marches et les privations avaient déjà épuisés. Il fit élever des remparts de glace. La neige, façonnée avec art, simulait des murailles. On versa de l'eau : la fragile construction se durcit.

Le Congrès nomme Arnold brigadier général. Le Congrès ne sait pas qu'Arnold, sous Québec, a dû abandonner, après de nombreuses malversations, le commandement des troupes; il ignore que, à Montréal, Arnold a levé, sans droit, des réquisitions. Il ne sait pas que le major Brown accuse Arnold de vol.

Quant au brigadier général, il ridiculise les accusations les mieux fondées. Il n'a qu'un objectif : le succès. Que lui importe l'estime des autres ? Il savoure la haine de tous.

On s'étonnera que Washington ait été si indulgent. Les débuts, difficiles et pénibles, de la Révolution n'autorisaient pas le général en chef à tolérer, dans l'armée, un homme dont les défauts surpassaient les qualités. Ne voir que le mérite, et tout pardonner au courage, c'était alors encourager le crime.

Le lac Champlain revit Arnold : et les Anglais, avec un trois-mâts, deux schooners, vingt chaloupes canonnières et 700 hommes, ne parvinrent, qu'après une lutte acharnée, à éteindre le feu des deux galères *le Congrès* et *le Washington*, que montaient quelques groupes d'Américains.

Arnold, en février 1777, restait, dans le Rhode-Island, à la disposition de Washington. Il apprend la nomination de cinq majors-généraux, dont les services ne pouvaient éclipser les siens. Le patriote délaissé se plaint, et se venge par un nouvel exploit. Il marche, avec les généraux Sillyman et Wooster, contre l'Anglais Tryon qui a brûlé Banbury. Un cheval est tué sous lui. Il rallie ses troupes, enfourche une autre monture, la perd encore, et ne peut conserver la troisième. Il narguait la mort avec le sang-froid qu'il mettait à combattre l'opinion publique.

On accorda le grade de major-général. Toutefois, le rang de nomination ne fut point changé. Les cinq derniers promus passèrent les premiers. Arnold, que le silence de l'Assemblée fédérale outrageait, était humilié par la faveur même du Congrès.

Il se rendit à Philadelphie, et réclama un comité d'enquête. Il ne put l'obtenir ; mais le *board of war* déclara

que le général Arnold lui semblait à l'abri du soupçon.

C'était peu concluant. Le solliciteur riposta par un long mémoire de dépenses. Il s'improvisait créancier de l'État pour une somme fabuleuse. Si ses livres disaient vrai, où donc s'était-il procuré l'argent avancé au Trésor? On examina les comptes, et l'on découvrit bientôt des irrégularités flagrantes. Fallait-il infliger un blâme public? Arnold, dépouillant toute vergogne, exige une solution. On va peut-être la lui donner, lorsque Washington envoie le major-général mécontent à l'armée du nord, que Burgoyne va rencontrer. Arnold, se faisant violence, accepte de servir sous les ordres de Saint-Clair, l'un des favoris du Congrès dont il a critiqué la nomination. Il commande une division, et le fort Schuyler, assiégé par le général anglais Saint-Léger, est sur le point de se rendre. Arnold fait arrêter un habitant du pays, connu pour entretenir des rapports suivis avec l'ennemi. Il lui offre, devant le peloton d'exécution, sa grâce et une récompense. L'espion ira dire aux Anglais que des renforts importants arrivent aux Américains. Saint-Léger, craignant d'être surpris, leva le siége.

A Behmus se livre une bataille. Les troupes d'Arnold sont engagées; mais Gates a défendu à son subordonné de paraître sur le lieu de l'action. Arnold enrage. Il voit les Américains reculer, et s'élance, malgré Dieu et le diable. Un aide de camp pique des deux. Le soldat, brave comme toujours, est saisi. Gates reçoit un torrent d'injures; et, dans son rapport, ne cite pas les troupes d'Arnold, qui ont forcé la victoire.

Arnold n'y tient plus; il se rendra, protégé par un sauf-conduit, au camp de Washington.

Une réflexion lui vient. Des opérations sérieuses sont commencées. S'éloigner lorsque l'ennemi est là, menaçant, n'est-ce point une lâcheté? Le général, privé de commandement, refuse de s'en aller. Le 7 octobre, nouvelle bataille, plus meurtrière. Elle a encore pour théâtre les hauteurs de Behmus. Arnold, l'œil en feu, la narine dilatée, apparaît au milieu de la fusillade. Il échappe au major Armstrong qui a reçu l'ordre de le conduire au général Gates, se jette, tête baissée, au-delà des lignes, relève le courage des bataillons qui fléchissent, trace les mouvements, indique les positions, en un mot, l'épée haute, se moquant des balles et de ses chefs, dirige l'action, et reste maître du terrain. Quand tout est fini, il s'aperçoit qu'un coup de feu lui a fracassé la cuisse.

Gates se radoucit. Le Congrès attribua le rang réclamé. Washington envoya une paire d'épaulettes.

Après l'évacuation de Philadelphie, le général en chef confia au héros le commandement de la ville. Nouvelles réquisitions au mépris des lois. Nouveau scandale : la population s'indigne. Le Congrès nomme une cour martiale. Elle s'assemble à Morristown. Arnold, accusé d'avoir détourné une partie de la fortune publique, donne sa démission, attaque le Congrès, les habitants de Philadelphie, invoque la justice, et se présente devant ses juges.

On aurait voulu l'absoudre, Certaines charges trop bien prouvées, on se souvint de Québec et de Behmus.

On ne le condamna qu'à être réprimandé par le général en chef.

Washington remplit, sans l'exagérer, la mission délicate. Il dit au coupable : « Notre profession est la plus chaste de toutes les professions : l'ombre d'une faute ternit l'éclat de nos actions les plus brillantes. La moindre négligence peut nous faire perdre cette faveur publique, si difficile à conquérir. Je vous réprimande parce que vous avez oublié que la probité d'un militaire ne doit même pas être soupçonnée, et qu'autant vous vous étiez montré terrible à l'ennemi, autant vous deviez être doux et bienveillant pour vos concitoyens. Réparez ces torts. Donnez-nous des preuves nouvelles de ces qualités qui vous ont déjà placé au rang de nos généraux les plus distingués. Autant qu'il sera en mon pouvoir, je serai heureux de vous fournir l'occasion de reconquérir l'estime que vous avez autrefois si bien méritée. »

Nobles paroles! Elles n'allaient pas raffermir, dans le devoir, une âme depuis longtemps pervertie. Arnold devint plus irritable et plus acerbe. Sa vie désordonnée lui créait de grands besoins. Il n'obtenait pas le paiement des sommes réclamées. Il fit appel à la générosité du chevalier de la Luzerne. D'ailleurs, donnant, donnant : il offre ses bons offices à la France. M. de la Luzerne connaissait l'homme. Il répondit qu'on ne pouvait recevoir les subsides d'un prince étranger sans devenir son espion ou son esclave, « transaction qui déshonore également celui qui achète et celui qui se vend. »

Arnold, que dévorait la haine, se rapprocha des en-

nemis de la Révolution. Au nombre des *loyalists* de Philadelphie, on citait Édouard Shippen. A l'époque où les officiers anglais donnaient de si belles fêtes, il s'était lié avec un jeune homme fort aimable, le major André. Miss Shippen, la perle de Philadelphie, tomba sous le charme. Après le départ de l'armée de Clinton, elle entretint, avec son aimable valseur, une correspondance fort active.

Survient Arnold. Le général se fait présenter aux Shippen. Il voit la jeune fille, la courtise, et l'épouse. Le mariage conclu, il trouve, dans la correspondance de sa femme avec André, le moyen de consommer le crime qu'il médite.

André, né à Genève, envoyé à Londres à l'âge de seize ans, s'était enrôlé, par désespoir d'amour, dans un régiment désigné pour l'Amérique. Prisonnier au Canada, il fut compris dans un échange. Le volontaire avait confessé à un ami : « Ils m'ont dépouillé de tout, et m'ont laissé nu sur le rivage. Je n'ai pu garder que le portrait de Léonore, peint par moi, d'après nature, encore m'a-t-il fallu le cacher dans ma bouche. Je l'ai conservé, et je m'estime heureux. »

André s'occupait beaucoup d'histoire naturelle. Il a laissé un journal fort curieux, où le dessinateur est parfois éclipsé et distancé par l'écrivain. Il avait gagné l'affection de Clinton, et mérité, peut-être un peu plus par son élégance et ses belles manières que par sa science militaire, le grade d'adjudant-général-major.

Par André, Arnold fit des ouvertures à sir Henry Clinton. Qu'attendre d'un homme perdu d'honneur,

qui ne jouissait plus d'aucun crédit, et qui n'avait même plus de commandement? Rien, dit le général anglais.

Cet homme, qui marchait au crime avec la fermeté et la résolution qu'il avait tant de fois montrées dans les combats, n'eut plus qu'un but : obtenir, de la confiance de Washington, la clef de l'Hudson, et le poste le plus important des États-Unis, West-Point.

On est adroit, insinuant. D'abord, on ne sollicite que le privilége de servir encore le pays.

Washington hésite beaucoup à réintégrer, dans l'armée, un bandit trop célèbre. Le concussionnaire, le spoliateur, s'est amendé ; des personnes honorables l'affirment. Le général en chef promet une division à Arnold, dans la campagne projetée contre New-York.

Le soldat rentré en grâce est très-touché. Il remercie. Mais ses blessures saignent toujours. L'activité ne lui est pas encore possible. Un poste sédentaire, comme West-Point, ne retarderait pas la guérison.

Washington ouvrit de grands yeux. Dire à un Arnold de garder West-Point, n'était-ce pas confier sa bourse à un voleur, et sa vie à un assassin? Le postulant déploya, dans ses démarches, tant d'habileté, que le général en chef fut bientôt obsédé, tracassé, par les instances des généraux les plus rigides et les plus intègres.

La nomination fut signée. Elle était datée de Peekskill, sur la rive gauche de l'Hudson.

Lafayette apportait de France la nouvelle de l'arrivée prochaine de Rochambeau. Arnold livrerait la forte-

resse avant le débarquement des Français. Le major André restait toujours l'intermédiaire. On s'écrivait souvent. Dans les lettres, toutes commerciales au premier aspect, Arnold s'appelait Gustave ; André prenait le nom d'Anderson.

En cherchant les moyens d'exécution, on laissa Rochambeau s'établir à New-Port.

Le commandant de West-Point voulait voir André, qu'on ferait passer pour un espion américain. André refusa d'entreprendre ce voyage périlleux. Les chaloupes canonnières anglaises, non prévenues, dérangèrent un premier rendez-vous. On va s'entretenir quelque part, en lieu sûr ; mais Washington passera bientôt à West-Point, en route pour Hartford. On agira pendant l'absence du général en chef.

Un navire anglais, le *Vulture*, était mouillé non loin de West-Point. Washington, traversant l'Hudson sur le bateau du commandant, regarda le vaisseau mystérieux, et dit quelques mots à voix basse, à ses aides de camp. Arnold se croyait découvert : il trembla.

Une lettre, portée aussitôt à bord du *Vulture*, indiqua le lieu et le jour de l'entrevue avec André.

Dans la nuit du 21 septembre, une barque, montée par un certain Smith, accoste, sans bruit, le navire anglais. Smith est suivi d'Arnold ? non. Les complices s'étonnent. André brise le cachet d'une lettre, s'enveloppe d'une longue redingote, et descend, avec Smith, l'échelle de corde. Il s'assied dans la barque. La proue touche Longclove.

Arnold, comme si les ténèbres le dénonçaient, s'est

réfugié dans un bouquet d'arbres. Les deux hommes s'assurent qu'ils sont bien seuls. L'entretien se prolonge. Au jour, on n'a rien conclu. André et Arnold pénètrent dans la maison de Josué Smith. On s'arrête à ce plan : Les troupes anglaises remonteront l'Hudson ; les Américains sortiront des retranchements, pour disputer l'accès des chemins creux qui aboutissent au sommet de la forteresse ; sur ces entrefaites, les Anglais, en suivant une route indiquée sur la carte, arriveront au fort d'un autre côté ; un anneau de la chaîne qui ferme le fleuve est rompu.

On fixa une somme. Attendrait-on le retour de Washington ? Oui, dans l'espoir de s'emparer du général en chef.

Il était trop tard pour regagner le *Vulture* sans être vu. André change sa tenue d'officier anglais contre des habits bourgeois, et se dispose, avec Smith, à passer les lignes. Des patrouilles les arrêtent, et les relâchent. On couche quelque part, pour éviter les *english cow-boys* (vachers anglais) qui répandent la terreur dans les *White-plains*. A la pointe du jour, on traverse l'Hudson au *King's ferry*. Le danger a disparu.

André, d'abord taciturne, redevenu expansif et gai, serre la main de Smith, et s'élance au petit trot de sa monture. Il est sur le territoire neutre. De certain point élevé, trois *american flayers* (écorcheurs américains) l'aperçoivent. L'un d'eux saisit la bride du cheval.

— Où allez-vous ? dit-il au voyageur.

— Messieurs, protesta André, nous servons le même parti.

— Lequel?

— Eh! parbleu, celui des *english cow-boys*. Je suis officier anglais.

On pria l'officier de descendre de cheval. On lui demanda s'il avait un laissez-passer.

André répondit:

— Oui, du général Arnold.

On le fouille. On trouve sur lui tous les détails du complot, écrits de la main d'Arnold.

Les trois miliciens refusent une forte rançon, et conduisent le prisonnier à Northcastle (23 septembre 1780).

Le lendemain, aux environs de West-Point, Lafayette objectait à Washington :

— Général, vous vous trompez de route. Madame Arnold nous attend à déjeuner. Il est dix heures.

Washington sourit et dit :

— Oh! vous autres, jeunes gens, vous êtes tous amoureux de madame Arnold. Vous n'êtes jamais ni assez tôt, ni pendant assez longtemps auprès d'elle. Allez si vous voulez, et priez qu'on ne m'attende pas; j'ai des redoutes à inspecter.

On refusa de profiter de la permission. Deux aides-de-camp, toutefois, allèrent informer du retard la brillante et séduisante madame Arnold.

Le déjeuner commença. Il n'était pas fini qu'Arnold recevait une lettre.

Le général devient pâle. Il se lève de table, appelle sa femme, et lui dit : « Je vous quitte, peut-être pour toujours. Ma vie dépend d'une minute. Si je n'atteins pas les lignes ennemies, je suis perdu. »

Peu d'instants après, le traître montait à bord du *Vulture*.

Washington, en recevant les papiers trouvés sur André, dit à Lafayette : « Tenez, lisez! à qui faut-il se fier? »

André comparut devant une cour martiale présidée par le général Greene. Lafayette était au nombre des juges. L'accusé, comme espion, fut condamné à être pendu.

En passant les lignes anglaises, et en recevant des papiers, il avait transgressé les ordres de Clinton. Il écrivit à son général : « Votre Excellence n'ignore pas de quelle manière j'ai été fait prisonnier, la gravité de la situation où je suis, et le sort qui m'attend. J'ai obtenu de Washington la permission de vous écrire. Je désire effacer de votre esprit la pensée que ma destinée puisse vous être reprochée, et que j'aie pu me regarder comme obligé par vos ordres à faire ce que j'ai fait. En pénétrant dans les lignes ennemies, et en acceptant un déguisement, j'ai contrevenu à vos ordres positifs : de là ma situation actuelle. Quant à la route que j'ai été forcé de prendre, elle m'a été imposée par les événements. Je suis tranquille d'esprit et préparé à mon sort, quel qu'il puisse être. Un zèle honorable pour le service du roi m'a perdu. En écrivant à Votre Excellence, la force des obligations que j'ai contractées envers vous, et la profonde gratitude que je vous porte, reviennent à ma pensée. Recevez les remercîments d'un cœur ardent et sincère pour toute la bienveillance que vous m'avez prodiguée, et les vœux les plus fervents pour votre

bien-être et votre avenir. J'ai une mère et deux sœurs que les événements récents ont ruinées, et pour lesquelles ma solde militaire serait une amélioration de fortune. Il est inutile que je m'explique davantage : la bonté de Votre Excellence m'est connue... »

Clinton, après la condamnation, tenta vainement de sauver le jeune officier.

André, plein d'une touchante résignation, déplorait d'avoir été condamné comme espion. Il adressa cette dernière supplique à Washington : « Soutenu contre la crainte de la mort par le sentiment qu'aucune action indigne n'a souillé une vie consacrée à l'honneur, j'ai la confiance que, à cette heure suprême, Votre Excellence ne repoussera pas une prière dont l'accomplissement peut adoucir mes derniers instants. Par sympathie pour un soldat, Votre Excellence consentira, j'en suis sûr, à adapter la forme de mon supplice aux sentiments d'un homme d'honneur. Permettez-moi d'espérer que, si mon caractère vous a inspiré quelque estime, si je suis à vos yeux une victime de la politique et non de la vengeance, j'éprouverai l'empire de ces sentiments sur votre cœur en apprenant que je ne dois pas mourir sur un gibet. »

Washington fut inflexible.

Le jour de l'exécution (2 octobre 1780), André dit à son domestique, dont le visage était inondé de larmes :

— Laissez-moi, vous reviendrez si vous avez plus de courage.

Il se rasa, et revêtit un uniforme complet qu'il avait fait venir de New-York. Puis, se tournant vers ses gardiens :

— Messieurs, dit-il, *I am ready*, je suis prêt.

Midi sonnait.

L'espion mourut en soldat.

Le major André repose aujourd'hui à Westminster.

Arnold fut nommé brigadier-général par sir Henry Clinton.

Nous allons le rencontrer, portant les armes contre sa patrie. Il aura un jour l'audace d'envoyer un parlementaire à Lafayette. Le Français, loyal dans ses sacrifices, et sincère dans son dévouement, refusera d'entrer en relation avec un traître.

Un autre jour, Arnold demandera à un prisonnier américain :

— Comment me traiterait-on, chez vous, si l'on me faisait prisonnier?

L'Américain répondra :

— On vous couperait cette jambe, qui a reçu une blessure au service du pays, on l'enterrerait avec honneur, et l'on pendrait le reste de votre carcasse au gibet.

Arnold allait survivre vingt ans à son infamie. Il mourut aussi riche que méprisé.

Les trois miliciens qui avaient repoussé les offres d'argent du major André, et sauvé, par leur désintéressement, West-Point et la cause de l'indépendance , s'appelaient John Paulding, David Williams et Isaac Vauvert. Le Congrès proclama qu'ils avaient bien mé-

rité de la patrie, et leur fit décerner par Washington, en présence de l'armée, des médailles. Derrière chacun de ces trois noms, que l'on devrait bien graver sur le frontispice du palais de Fairmount, à Philadelphie, on lisait : *Vincit amor patriæ.*

CHAPITRE XIV

WASHINGTON POUSSE UN CRI DE DÉTRESSE

Quartiers d'hiver. — Rochambeau fait une proposition à l'Assemblée de Rhode-Island. — Arrivée de la *Gentille* (30 septembre 1780). — Les sauvages au camp français. — Le vicomte de Rochambeau s'embarque sur l'*Amazone* (28 octobre). — Le duc de Lauzun à Lebanon. — Mort du chevalier de Ternay. — Effectif de l'armée américaine. — Les troupes de Pensylvanie se révoltent (1er janvier 1781). — On les calme. — On maîtrise les troupes du New-Jersey. — Embarras financiers de Rochambeau. — Lettre de Washington au colonel Laurens (15 janvier 1781). — Montrée à Franklin et à Louis XVI. — Washington obtient des subsides de la France. — Le *Compte rendu*. — Necker sauve l'Amérique.

L'armée américaine, dans les parages où veillent les *English Cow boys* et les *American flayers*, autour de New-York, et l'armée française, dans le Rhode-Island, ont pris leurs quartiers d'hiver.

A New-Port, on manque de bois et de logements. Le comte de Rochambeau adresse une demande à l'assemblée de l'État. Les Français vont réparer, à leurs frais, les maisons de la ville détruites par les Anglais, s'ils peuvent les occuper gratuitement. En outre, chaque habitant logera un officier. Accordé.

Le 30 septembre 1780, *la Gentille* distribue des nouvelles de France. Elle avait à son bord M. de Choisy, brigadier, M. de Thuillières, les frères Berthier et six autres officiers.

Les sauvages, que Burgoyne a jadis excités, dans le Canada, et que deux Anglais ont portés au meurtre à

Wioming, en Pensylvanie, visitent le camp de New-Port. Ils sont très-étonnés de voir que les pommiers, au-dessus des tentes, ont gardé leurs fruits. Eh quoi! aucune rapine? Messieurs les Indiens n'en reviennent pas. Un chef interroge le général: « Nous ne comprenons pas que le roi de France, notre père, envoie ses troupes aux Américains révoltés contre le roi d'Angleterre, leur père. » Rochambeau satisfait ainsi la curiosité du guerrier: « Le roi de France, votre père, protége les droits qui viennent de Dieu. Il a trouvé que les Américains, surchargés de fardeaux trop lourds, formulaient des plaintes légitimes. Nous sommes ici les amis des amis des Américains, et les ennemis de leurs ennemis. Mais je ne vous exhorte qu'à rester, au milieu de la querelle, dans *la neutralité la plus absolue.* »

Les généraux de la Grande-Bretagne tenaient un tout autre langage aux tribus d'Amérique.

A Hartford, on avait décidé que le vicomte de Rochambeau irait informer les ministres de la situation, et hâter un envoi d'argent et de troupes. L'aide de camp serait peut-être arrêté par une croisière. Il apprit ses dépêches par cœur, afin de les détruire en cas de danger.

Les marins anglais, pleins d'assurance, couraient toujours de paisibles bordées devant New-Port. Blocus sévère. Pas une issue. Le jeune délégué s'était installé sur la frégate *l'Amazone*, capitaine La Pérouse. Le 27 octobre, douze vaisseaux formidables se rapprochèrent de la ville. On devina leurs canons étagés. Affronter, avec l'*Amazone*, ces forces imposantes, pure folie.

L'ancre de la frégate ne fut pas retirée. Le lendemain,

28, une tempête violente disperse, aux quatre coins de l'horizon, la flotte d'Arbuthnot et de Rodney. La mer, furieuse, tente La Pérouse. L'*Amazone* perd deux mâts; mais elle échappe aux bordées. La *Surveillante* et l'*Hermione* ont profité de la tourmente pour introduire, à Boston, du bois de construction.

La baie de Gardner, à l'extrémité de Long-Island, est sûre et commode. De ce point, on découvre, on observe New-Port. C'est ce que fait Arbuthnot, dans l'hiver de 1780, pendant que Rodney se rapproche des Antilles, et que les corsaires américains brûlent des navires de commerce.

Au camp français ne régnait pas l'abondance. Le 10 novembre, on mit à contribution le Connecticut. La cavalerie de la légion de Lauzun peupla les baraques de Lebanon, comté de Windham, sur la limite du Rhode-Island, à quatre-vingts milles de New-Port. Le duc de Lauzun était accompagné de MM. Dumas, de Chastellux, Linch et de Montesquieu.

Le 30 de ce même mois de novembre, Rochambeau écrit au prince de Montbarey: « . . . . . Au nom de Dieu, monsieur, pressez M. Necker pour un envoi le plus prompt d'argent. Nous allons manquer au 15 janvier et ce sera beaucoup si nous pouvons pousser le prêt jusqu'à cette époque. Il ne faut pas compter sur le papier des États-Unis qui est sans crédit, vos lettres de change perdent horriblement, et nous faisons, avec le plus grand ordre et la plus grande économie dans l'armée, faute d'argent sûr, des affaires d'enfants de famille. »

Necker a prévu la demande; car il annonce à Ro-

chambeau, dès le 3 décembre, que La Pérouse partira de Brest avec 1,500,000 livres, dont deux tiers pour l'armée, et le reste pour la marine. Necker a vu le fils du général. Il l'a même invité à « souper » pour le lendemain, 4 décembre 1780. Il ajoute: « Je vois avec beaucoup de satisfaction le soin que vous prenez de la partie économique. C'est en veillant ainsi sur tout à la fois qu'on surpasse les hommes ordinaires. »

Rochambeau crut opportun de préparer l'installation de la seconde division française. Il inspecta l'est du Connecticut, et traversa le Massachusetts. A Boston, il apprit la mort du chevalier de Ternay. L'amiral avait succombé, le 15 décembre, à une fièvre qui semblait n'offrir, au début, que peu de gravité. Fin subite et prématurée. L'escadre eut, pour chef, le plus ancien capitaine de vaisseau: le chevalier Destouches.

Lorsque Lebanon a reçu ses cavaliers, un bruit circule: le Connecticut sera, sous peu, attaqué. Le général instruit le duc de Lauzun, et lui recommande ceci, même cela, « étant d'une conséquence majeure à la guerre de commencer par un succès. » 22 décembre 1780.

A Lebanon, le duc trouve une autre « Sibérie ». Représentez-vous une centaine de maisons pareilles aux *log-houses* des bûcherons. Des intervalles de trois ou quatre cents mètres les séparent. L'endroit ne vaut pas Marly. Demandez aux hussards de la légion. Le duc s'ennuie. Pour se distraire, il offre à ses amis les émotions innocentes de la chasse à l'écureuil.

Le congrès avait voté que les engagés volontaires resteraient sous les drapeaux pendant toute la durée de

la guerre, et que les officiers, après la paix, toucheraient la demi-solde. La confusion affreuse des années 1775 et 1776 était oubliée. On s'organisait sérieusement. Le 21 octobre 1780, l'armée américaine, sans compter 4 bataillons d'artillerie à 10 compagnies, pouvait mettre en ligne 32,640 soldats-citoyens, dont 50 régiments d'infanterie à 612 hommes (30,600), 4 légions de cavalerie à 360 (1,440), et 2 corps de partisans montés à 300 hommes (600).

Grâce à Washington et à sa persévérance, l'arbitraire et l'insubordination, les deux plaies de toute armée, ont disparu. Les officiers sont justes; les soldats obéissent. La discipline s'impose.

Mais les mesures excellentes prises par le Congrès ne donnent pas de vêtements aux soldats qui ont froid, et surtout n'acquittent pas la solde arriérée. On a été patient. On sait que le général en chef a tenté l'impossible pour améliorer une situation désastreuse. Faut-il, cependant, souffrir toujours sans protester?

Le 1er janvier 1781, les quinze cents Pensylvaniens campés à Morristown se soulèvent. On tue un capitaine, on blesse plusieurs autres officiers, on dérobe six canons et l'on marche sur Princeton, menaçant le congrès de Philadelphie. On réclame, à l'instigation d'un sergent, les termes exigibles de la solde, et le licenciement des soldats qui se sont engagés pour trois ans ou la durée de la guerre. Le *ou*, d'après les émeutiers, impliquait que la libération aurait lieu avant les trois ans, si les hostilités prenaient fin plus tôt, et, dans tous les cas, après cette période.

Washington est débordé. Il reste calme, apprécie les griefs et promet satisfaction. Des agents anglais, soudoyés, stimulés par Clinton, parcouraient déjà les groupes des révoltés, offrant, sous le drapeau de l'Angleterre, le paiement immédiat des sommes non reçues. Les révoltés s'indignèrent. Ils étaient d'honnêtes soldats. Ils n'imploraient que la justice, et ne trahiraient jamais les intérêts de leurs compatriotes. Les espions de sir Henry, livrés à l'autorité militaire, furent pendus.

Le général en chef, à tout prix, veut empêcher le retour d'une telle scène. L'armée n'existerait plus, si d'autres mutins restaient impunis. Une colonne de mille hommes énergiques et sûrs maintiendra désormais les mécontents dans le devoir.

Ce soin n'est pas superflu. Les troupes du New-Jersey, en effet, suivent bientôt le pernicieux exemple parti de Morristown. Les mille hommes, choisis pour faire respecter l'ordre, entourent les coupables, et leur donnent deux heures pour se rendre : on fusilla, sans pitié, les meneurs.

Le chevalier de la Luzerne adressa de Philadelphie, à M. de Rochambeau, un long rapport sur la rébellion du 1er janvier, rapport que nous avons eu sous les yeux. Lauzun, informé le 11 janvier par le général Knox, avait aussitôt repris le chemin de New-Port.

Rochambeau eût été fort aise de combler les vides du trésor américain. Ces soldats, qui méconnaissent la voix de leurs chefs, sont fort excusables, au fond. Ils ont faim, ils ont froid : ils souffrent. Et le Congrès, leur débiteur, ne les paie pas !

Hélas! le général cantonné à New-Port, en ouvrant la caisse de l'armée qu'il commande, a bien vite renoncé à l'espoir de secourir pécuniairement Washington. Il est lui-même en présence de grands embarras d'argent. Le 2 janvier 1781, il confesse au prince de Montbarey qu'il est réduit aux « expédients les plus onéreux. » Le jour est proche où l'on sera dans l'impossibilité d'assurer le prêt du soldat. Ce jour-là, le crédit de la France « sera perdu » en Amérique.

Lauzun exprima les regrets de son général à New-Windsor, où était Washington.

Le chevalier de la Luzerne, ministre de France à Philadelphie, reçoit lui-même l'aveu des angoisses que New-Port voit poindre. On le prie, on le supplie de trouver de l'argent. On lui laisse « carte blanche » pour les conditions de l'emprunt.

La lettre est du 12 janvier. Le 1er février, Rochambeau revient à la charge : « C'est une cruelle situation, mon cher chevalier, que la terre et la mer soient ici sans un écu, et par conséquent hors de mesure de suivre la moindre opération qui exigerait de nouvelles dépenses. »

Le 12, le général imagine un moyen. Il a déjà des créanciers. Entre autres, un M. Pricot. On l'engagera « à patienter quelques mois. » Mais, et c'est ici qu'arrive le moyen, il faut que le ministre français de Philadelphie procure l'adresse de Firmarcon, « qui savait emprunter de nouvelles sommes aux créanciers qui venaient lui demander des paiements. »

Au sein du congrès, l'anxiété domine. Va-t-on ajouter,

à la honte de la défaite, l'infamie de la banqueroute ? On consulta Washington, et le général en chef dut interroger le comte de Rochambeau ; car nous voyons, datée de New-Port, 10 janvier, une lettre où nous lisons : « .... Je pense qu'il convient d'attendre des nouvelles et des renforts de France avec un plan formé entre nos différentes puissances alliées pour la campagne prochaine, et que la frégate que l'on pourrait envoyer d'ici pour proposer aux Espagnols de venir nous débloquer n'aurait pas d'eux une audience favorable et ne les dérangerait pas du plan qui leur a été fixé par leur cour, au lieu que, dès que nous aurons reçu des nouvelles de France, avec un plan que je suppose être combiné avec l'Espagne, alors nous travaillerons à coup sûr, et nous ferons tous nos préparatifs en conséquence. »

Le 15 janvier 1781, Washington, cédant aux sollicitations du Congrès, adresse, au colonel John Laurens, une longue lettre qui sera montrée à Franklin et à Louis XVI.

C'est l'appel suprême à la France.

La guerre devait traîner en longueur. On l'avait prédit au siége de Boston. Elle a éclaté dans un pays neuf, où le travail national n'a pas encore créé la richesse. Le papier-monnaie, que ne soutient pas le rachat possible en espèces, a perdu toute valeur. L'absence de crédit met un obstacle invincible aux réquisitions.

La crise est lamentable. Si la France ne fait pas un nouvel effort, on n'a plus qu'à déposer les armes. Dans la campagne de 1780, qui vient de finir, l'armée a

donné la mesure de sa patience. Le soldat, mal nourri, mal vêtu, n'a pas de solde. Il est dégoûté. Il refusera la campagne de 1781.

En dehors de l'armée, une grande lassitude : « Il est à craindre qu'un peuple commerçant et libre, peu accoutumé à de lourdes charges, fatigué de contributions d'un genre nouveau et odieux, ne consente pas à des sacrifices à la hauteur des circonstances, et ne s'imagine avoir échangé une tyrannie contre une autre. »

De l'argent! des troupes! Ce sont les deux éléments qui donneront un caractère décisif aux opérations de 1781, et les États-Unis, dans quelques mois peut-être, auront conquis leur indépendance. Le deuxième élément « ne peut se passer du premier. Combinés ensemble, ils donneront à cette lutte une issue glorieuse; ils mettront le sceau aux obligations que notre pays a déjà à la magnanime générosité de ses alliés, et perpétueront notre union par tous les liens de reconnaissance et d'affection, aussi bien que d'avantages mutuels, les seuls qui puissent la rendre solide et indissoluble. »

On demande encore que la France augmente le nombre de ses vaisseaux en Amérique. Si la guerre devient un peu plus maritime, l'Angleterre, inquiétée sur tous les points de la côte, de New-York à Charleston, abandonnera l'offensive et ne songera qu'à se défendre.

On désire que la France ajoute 15,000 hommes. Ce chiffre, s'il le faut, sera diminué, afin de ne pas nuire

au secours en espèces. L'Amérique a des soldats ; mais elle ne peut, faute d'argent, ni les habiller, ni les équiper, ni les nourrir.

D'ailleurs, on n'implore pas une charité : on désire emprunter. Lorsque le dernier coup de canon aura été tiré, et que l'Anglais aura quitté les rivages des États-Unis, la fécondité du sol, et l'énergie des habitants, permettront à la nation affranchie de se libérer en peu d'années.

Tandis que, là-bas, l'homme de guerre confie son dernier espoir au navire qui emporte le colonel John Laurens, en France, un ministre poursuit les réformes financières avec une fermeté que les protestations de l'envie et de la haine ne parviennent pas à démentir. Dans les premiers jours de janvier 1781, Washington se lamente et s'alarme : Necker publie le *Compte-rendu.* Voici le tableau des recettes et des dépenses du royaume. Quel est le déficit? On constate un excédant de recettes de dix millions.

Est-ce possible? C'est réel. Événement extraordinaire, à peine croyable.

La France peut solliciter l'épargne de l'Europe. Elle va recueillir, en un mois, quatre-vingt-dix millions.

La supplique de Washington aboutira. On accordera des subsides, non au Congrès, mais au général en chef.

Necker sauve l'Amérique.

CHAPITRE XV

LAFAYETTE EN VIRGINIE.

Le traître Arnold saccage la Virginie. — Le domaine de Mount-Vernon menacé. — L'esclavage. — Une ombre dans le tableau de la société américaine en 1781. — Lafayette quitte Peekskill (20 février). — Situation topographique de la Virginie. — Lafayette assiège Portsmouth. — Tentative infructueuse de M. de Tilly dans la baie de Chesapeak. — Autre tentative du capitaine Destouches. — Combat naval du 16 mars 1781. — Lafayette lève le siège de Portsmouth et reçoit, à Head-of-Elk, l'ordre de défendre la Virginie.

Les Carolines sentent toujours le poids de l'invasion. Le silence de leurs solitudes est troublé. Souvent, lorsque la nuit tombe, des cris joyeux montent vers le ciel : les soldats de lord Cornwallis préviennent les ravages du *spleen*. Le général Greene, après la bataille de Camden, fait oublier Gates. Il est actif, habile. Parviendra-t-il à contenir le lieutenant de Clinton?

En Virginie, le traître Arnold assouvit sa vengeance. Le complot de West-Point a échoué! C'est la faute des Virginiens, et celle de Washington, qui s'est écrié : « André a subi sa peine avec la force d'âme qu'on devait attendre d'un homme de ce mérite et d'un aussi brave officier. Quant à Arnold, il manque d'âme. Le monde est encore surpris de ne pas le voir pendu à un gibet. »

Le héros de Behmus, qui a reçu jadis une paire d'épaulettes du général en chef, traque et massacre les citoyens qu'une parole, un indice, rattache à la cause de l'indépendance.

On trahit un jour sa patrie; le lendemain, on la tyrannise. C'est dans l'ordre. Les victimes du crime ont peut-être excusé le forfait. Le criminel, lui, ne se pardonne pas : il cède aux fureurs de la haine.

Arnold brûle les plantations et affranchit les esclaves. Les bandes qu'il excite remontent le Potomac jusqu'à Mount-Vernon. Le domaine de Washington est désigné aux pillards et aux incendiaires. La tourbe enivrée, fiévreuse, se présente. Quelle aubaine! Franches lippées. Puis, feu de joie. L'intendant offre les clefs. Il est résigné. Mais ne pourrait-on s'arranger? Messieurs les Anglais, parlez. Que désirez-vous? On va vous satisfaire.

Les officiers voient leurs exigences devinées, et n'allument pas la torche. Le propriétaire de Mount-Vernon reproche aussitôt, à l'intendant craintif, un manque de dignité : « J'aurais été moins peiné d'apprendre que, par suite de votre résistance, les Anglais avaient brûlé ma maison et ruiné entièrement ma plantation. Vous auriez dû vous regarder comme mon représentant, et réfléchir au mauvais exemple que vous donniez..... Je n'ai pas le plus léger doute sur les intentions de l'ennemi : il poursuivra ses projets de pillage. Je ne conserve pas la moindre illusion sur le résultat de tout ceci pour moi : mes nègres seront perdus, et mes propriétés détruites. Mais j'y suis résigné. »

Belles et grandes paroles. Madame Washington n'est peut-être pas fâchée d'apprendre qu'on a sauvé Mount-Vernon. Le général s'indigne. Conserver le plus beau domaine au prix d'une faiblesse, c'est le payer trop

cher. Qu'on brûle Mount-Vernon. Washington le fera rebâtir plus tard, avec son argent, si la guerre, toutefois, ne l'a pas ruiné.

L'historien George Bancroft, dans un discours *on the life and character of Abraham Lincoln*, s'écriera plus tard : « Dans la succession des temps, une république a surgi de la solitude américaine. Des milliers d'années ont passé avant que cet enfant des siècles ne vît le jour. Il se nourrit de tout ce qu'il y avait de bon dans les systèmes des âges écoulés ; il hérita des ruines du passé. Pénétré du plus profond sentiment de la foi, il affranchit la religion du pouvoir temporel, pour ne plus reconnaître d'autre culte que le culte de l'âme cherchant la vérité. La sagesse qui, de l'Inde, était passée en Grèce, et celle que la Grèce avait puisée en elle-même ; les municipalités du moyen âge ; la méthode teutonique de représentation ; l'expérience politique de l'Angleterre ; la pénétration salutaire des interprètes de la loi naturelle et du droit des gens, en France et en Hollande, tout cela exerça sur lui la plus pure influence. Il sépara l'or de la sagesse politique des sables qui s'y étaient mêlés, partout où il les trouva ; il détacha cet or des rochers, et le ramassa au milieu des ruines. De toutes les découvertes des hommes d'État et des sages, de toute l'expérience du passé, il composa une philosophie durable d'où sortirent les premiers principes de la morale nationale. Les hommes graves d'Europe voyaient le meilleur gouvernement dans un mélange de monarchie, d'aristocratie et de démocratie. L'Amérique s'abrita derrière ces hommes pour extraire, de

leurs travaux, les éléments des institutions qu'elle fondit harmonieusement dans la république libre qui a le mieux réalisé l'égalité naturelle de tous les citoyens. Elle confia la tutelle des droits établis à la loi, les agitations réformistes à l'esprit du peuple, et tira sa force de l'heureuse réconciliation de l'une et de l'autre. Jusqu'alors, les républiques avaient été limitées à de petits cantons ou à des cités et à leurs dépendances : l'Amérique, accomplissant ce qui jamais ne s'était accompli avant elle, et ce que ni les rois, ni les hommes d'État n'avaient cru possible, assit sa république sur tout un continent. Sous ses auspices, la tige de la liberté prit une profonde racine et s'étendit sur le sol. Elle couvrit les coteaux de son ombre; ses branches, pareilles à des branches de cèdres majestueux, s'étendirent sur les deux Océans. La renommée de cette fille unique de l'indépendance se répandit dans tout l'univers : par elle, le genre humain espéra. »

Mais, en 1781, lorsqu'Arnold épouvante la Virginie, on voit une ombre dans le tableau.

La génération de 1776, qui continue la guerre, se laisse imposer, en acceptant l'esclavage, la condition héréditaire qu'elle a rejetée en repoussant la monarchie : elle est inconséquente avec elle-même.

L'esclavage, parti d'un pays producteur, sera un jour, par des causes naturelles, arrêté dans sa marche vers le Nord, pays manufacturier. Il prendra la direction de l'Ouest, et se développera peu à peu dans la région tropicale, où il marquera de son esprit l'organisation des États.

En 1772, la législature de la Virginie, dans une adresse au roi d'Angleterre, regardait le commerce des « esclaves comme une grande inhumanité, » affirmant qu'il exercerait « avec le temps la plus mauvaise influence. » Le roi, pour toute réponse, avait défendu de gêner « en aucune manière l'importation des esclaves. » Aussi, Franklin a-t-il pu s'écrier : » Angleterre hypocrite! Tu te fais gloire d'affranchir l'esclave qui aborde sur tes rivages, et tes lois tolèrent un trafic qui jette dans l'esclavage des milliers d'êtres humains avec leur postérité. »

Des citoyens, à l'exemple de Jefferson, flétrissent le commerce des esclaves du nom de « piraterie ». La déclaration d'indépendance a recueilli ces protestations. Elle porte : « Tous les hommes ont été créés égaux et ont été doués du droit inaliénable à la liberté. »

Les efforts les plus énergiques, tentés en faveur de l'émancipation, vont se briser devant la résistance d'une génération nouvelle, qui regardera l'esclavage comme un bien. Jefferson, découragé, dira : « Lorsque je songe que Dieu est juste, je regrette, pour mon pays, que la justice divine ne puisse sommeiller à tout jamais. » Washington attendra vainement que la Virginie répudie l'esclavage par une loi; et, pour mettre ses actes d'accord avec ses principes, le planteur de Mount-Vernon affranchira ses propres esclaves.

La question du travail servile, de 1861 à 1865, menacera l'existence même de l'union, fondée par la guerre de l'indépendance.

Le 1er janvier 1863, une proclamation du président

Lincoln déclarera libres toutes les personnes tenues en état d'esclavage dans les États insurgés. Puis, le 30 janvier 1865, la Chambre des Représentants, par 119 voix contre 56, votera cette loi : « Ni l'esclavage, ni la servitude involontaire, excepté pour la punition d'un crime qui aura été dûment prouvé, n'existeront aux États-Unis, ni dans aucun lieu soumis à leur juridiction. »

Lorsque le *speaker*, le président de l'Assemblée, fit connaître le résultat du vote, des applaudissements frénétiques éclatèrent dans la salle des séances. Puis, on se serra les mains avec effusion. Tout à coup, les représentants se levèrent et s'embrassèrent.

Après quatre ans d'efforts, le Nord accusait sa persévérance dans la lutte en perfectionnant une Constitution imparfaite. L'humanité venait d'avancer.

Jamais, que nous sachions, un peintre n'a reproduit sur la toile la scène dont fut témoin, le 30 janvier 1865, le capitole de Washington. Au lieu de visiter l'Orient, nos artistes ne feraient-ils pas mieux d'interroger l'Occident? A quoi bon franchir la Méditerranée quand on a, devant soi, l'Atlantique? Le progrès marche vers l'Ouest. C'cst à l'Ouest qu'est la vie. C'est là qu'il faut chercher des inspirations et des modèles [1].

1. On sait que le dévouement de John Brown, condamné à mort pour avoir violé les lois de la Virginie, précipita la guerre de sécession.

Un jour, peu de temps avant notre départ de New-York pour les États du Sud, nous nous trouvions à Broklyn, chez Théodore Tilton, rédacteur en chef de l'*Independent*, que les débats d'un procès interminable ont, dernièrement, rendu célèbre en Europe. Nous parlions de la France, de l'Amérique, de tout et d'autres choses encore. Des

En 1781, Arnold, abolitioniste par un calcul odieux, provoque peu de sympathies, même chez les nègres. C'est que le philanthrope d'occasion est doublé d'un assassin.

Washington songeait à délivrer la Virginie du traître de West-Point. Il ordonna, le 20 février, à Lafayette, de marcher, avec les douze cents hommes réunis à Peekskill, contre Portsmouth, où s'était retiré Arnold.

La Virginie, qui va être le théâtre de grands événements, est située entre le 36° 33', le 40° 39' de latitude Nord, le 1° 35' de longitude Est, et le 6° 34' de longitude Ouest du méridien de la ville de Washington (district de Colombie). Elle est bornée, au Nord, par la

fleurs ornaient le salon. Tilton nous montra le *forget me not*, et les plantes américaines qu'il affectionnait. Puis, il se leva, prit sur une table un petit coffret en chêne sculpté, l'apporta près de nous, l'ouvrit, et dit :

— Voici un bout de la corde qui a servi à pendre John Brown et un morceau du cercueil du grand abolitioniste.

Et nous avons touché, de nos mains, une corde grosse comme le petit doigt. Elle avait conservé la roideur que lui avait imprimée le poids du corps lancé dans l'air. Le bois était plein de trous et commençait à se pourrir.

Quand nous eûmes assez bien examiné les précieuses reliques, Tilton referma le coffret, le remit sur la table, et nous parla ainsi :

— John Brown a été pendu à Charlestown (Virginie), en décembre 1859. Madame veuve Brown réclama le corps de son mari pour le faire inhumer dans l'ouest de l'État de New-York, où elle réside. Elle revint avec le cercueil par Philadelphie ; c'est là que je la rencontrai. Je l'accompagnai jusqu'à New-York. A New-York, il fallut passer la nuit. Madame Brown était en grand deuil. Je lui offris l'hospitalité chez moi, auprès de ma femme. Elle pleura beaucoup. Dans la nuit, je dévissai le couvercle du cercueil. John Brown n'était pas défiguré : il semblait dormir. Je m'aperçus qu'on lui avait laissé un bout de corde au cou. Je détendis le nœud coulant et m'en emparai. En outre, je coupai quelques centimètres du cercueil.....

Ce récit nous a vivement impressionné.

Pensylvanie et le Maryland ; à l'Est, par l'océan Atlantique ; au Sud, par la Caroline du Nord et le Tennessee ; à l'Ouest, par le Kentucky et l'Ohio. Sa surface (520 milles sur 200) est de 64,000 mètres carrés.

Le sol de la Virginie, fort inégal, offre quatre sections principales. La première part des nombreux promontoires de la côte, et s'étend jusqu'à une ligne idéale qu'on abaisserait de Fredericksburg à Richmond et à Greensville. Peu d'accidents de terrain. Beaucoup de marécages et de sables. Sur les bords du Potomac, du Rappahannock, du York et du James, une couche de tourbes assure une végétation très-riche. L'alluvion a couvert cette région. Près de la mer, des forêts immenses de pins, de chênes, de cyprès, de cèdres, de houx, de genévriers. Plus haut poussent le chêne, le peuplier, le sycomore. La deuxième section va de la ligne idéale aux montagnes bleues. Contours sinueux. Fertilité et stérilité. Paysage pittoresque. La troisième partie est formée de la compression produite par les montagnes bleues, et les montagnes du Nord et d'Alléghany. Le fond de la vallée donne du maïs, du froment, du seigle, de l'avoine, du chanvre, du lin. La quatrième partie est la lande qui joint les monts Alleghany à la rivière de l'Ohio. Aspect souvent sauvage et triste. Mines de plomb, de fer et de charbon.

Portsmouth, que Lafayette lit sur la carte, est sur la rive gauche de la rivière Elisabeth, presque en face de Norfolk, assis sur la rive droite, à quelques milles du Hampton road. Nous avons traversé l'Elisabeth, venant de Norfolk, pour prendre, à Portsmouth, le chemin

de fer qui nous déposa à Wilmington (Caroline du Nord).

Non loin de Norfolk est la forteresse Monroë, où Jefferson Davis a gémi de longs mois. Avant de suivre Lafayette à Portsmouth, qu'on nous permette de détacher, de notre journal de voyage, notre visite à l'ex-président de la confédération du Sud.

Jeudi, 27 décembre. — Norfolk. Je m'embarque le matin, à six heures, pour la forteresse Monroë. L'*Eolus* me fait descendre la baie que j'ai remontée l'autre jour, allant à Richmond. Je me hasarde à grimper sur le pont. Lorsque je veux descendre, je tente vainement d'ouvrir la porte qui conduit au salon, et je suis obligé de gagner l'avant, où se trouve une échelle. Le vent, peut-être, va me jeter à la mer. Le capitaine voit mon embarras, et ne m'entoure d'aucune sollicitude excessive. J'aime mieux ça. Si je me noie, c'est mon affaire.

La baie est très-large. On aperçoit, derrière les navires à l'ancre, la cime des grands arbres.

A huit heures, nous touchons à la forteresse Monroë. Le froid est rigoureux, et il neige. Temps ravissant. Un barbier vend des soupes aux huîtres. Il me rase et me sert une soupe.

A neuf heures, je me présente à la porte de la forteresse. J'ai une lettre d'introduction pour le général. J'attends cinq minutes, et un officier vient me dire : *You can pass*. J'entre.

La forteresse a un aspect sinistre. Ses remparts élevés sont couverts de canons. Dans l'enceinte, des casernes pour les soldats, et des logements pour les

chefs. C'est une petite cité. Hier, on y organisa un concert. Aujourd'hui, comment tuer le temps? Et demain? La neige tombe toujours. Le froid ne diminue pas. Jamais les sudistes n'ont pu prendre Monroë.

On me montre un corps de bâtiment aux fenêtres garnies de barreaux : c'est là. Au rez-de-chaussée, je pénètre dans des cellules inoccupées. Davis est au premier. Dois-je le voir? Après un moment d'hésitation, j'empoigne la rampe de l'escalier, et une bonne m'introduit dans une chambre meublée avec goût. On y sent la présence de la famille. Un bon feu, ce qui ne déplaît pas aujourd'hui, un guéridon, des livres, des broderies. Un travail de femme qu'on vient d'interrompre. Près du feu, un fauteuil en canne. Accroché au mur, un grand chapeau de paille. J'entends un bruit d'assiettes et de fourchettes. Un soldat dépose des journaux. Je donne ma carte. Davis déjeune. Il me prie de repasser. Je descends l'escalier. Je ne repasserai pas. Après tout, que dirai-je à cet homme? Si les planteurs ne boivent plus de champagne, c'est parce que Davis est tombé. Toutefois, ce n'est pas dans la prison de l'esclavagiste qu'il faut condamner l'esclavage. L'infortune a des droits : je les respecte. Il est à peine onze heures, et le navire ne doit me reprendre qu'à quatre heures. Que faire jusqu'au retour de l'*Éolus?* Voici un hôtel. J'entre, et je me chauffe. Vers une heure arrivent, par groupes, une quinzaine d'individus. Ils dînent, et se retirent dans une salle particulière. Parfois, l'un d'eux sort, vient avaler un verre de whis-

key, et rentre. Assez intrigué, je pousse la porte de la salle. On me regarde de travers. Pour sûr, je suis de trop. Ai-je commis une imprudence? J'invoque ma qualité d'étranger. On ne m'inquiète pas. Ces gens-là sont tout simplement des joueurs (*gamblers*). La police les file à Norfolk; ils viennent ici. Jamais je ne me suis ennuyé comme aujourd'hui. Je n'ai sous la main qu'un pauvre journal, d'un pauvre endroit de la Virginie. Je l'ai déjà lu deux fois. Le plaisir de voyager égale celui d'être soldat. J'interroge, à chaque instant, l'immensité. Pas de navire en vue. Quatre heures sonnent. Rien. Les *gamblers*, eux, jouent toujours. A cinq heures l'*Éolus* reparaît. Je respire. Le vent souffle toujours. A sept heures et demie, nous sommes à Norfolk. Cette journée comptera dans ma vie. Jamais le temps ne m'a paru aussi long. Ah! les abords de la forteresse Monroë n'offrent pas un charmant séjour quand il neige, qu'il fait froid, et qu'on attend un navire qui ne vient pas.

Lafayette, ardent, impétueux, s'élança de Peekskill, à la tête de ses 1,200 hommes. Le 23 février 1781, il s'arrête à Pompton, descend au Sud-Est, dans la direction de Newark et d'Élisabethtown. Il va attaquer Staten-Island. C'est certain. Tout à coup, on le voit obliquer sur Philadelphie. Il y est le 2 mars. Il franchit le Schuylkill, la Brandywine et salue, le 3 mars, Head-of-Elk. Sur la rivière de ce nom, qui se jette, avec de nombreux affluents, dans la baie de Chesapeak, il embarque ses troupes pour Annapolis (Ma-

ryland). Il y laisse son détachement, monte dans un canot; et, glissant à travers les frégates anglaises, aborde non loin de Williamsburg où il va réunir des régiments de milice.

L'organisation est suffisante. On cherche Arnold. Lafayette disperse les groupes qu'il rencontre, et assiége Portsmouth.

A New-Port, le capitaine Destouches, successeur provisoire du chevalier de Ternay, avait déjà tenté de ruiner les desseins d'Arnold. Le vaisseau de ligne *l'Éveillé*, les deux frégates *la Surveillante* et *la Gentille*, le cutter *la Guêpe*, formèrent une division que M. de Tilly jeta brusquement dans la baie de Chesapeak. Le *Romulus*, de 44 canons, six bricks et trois bateaux armés en corsaires, enrichirent d'autant les Français. Arnold possédait un autre vaisseau, le *Charon*, de 50 canons, et des transports. Ces navires remontèrent l'Élisabeth, dont le lit peu profond était fermé aux vaisseaux de M. de Tilly. L'*Éveillé* et les deux frégates, escortant les prises, rentrèrent à New-Port. La *Guêpe*, commandée par M. de Maulevrier, échoua sur le cap Charles, à l'entrée de la baie de Chesapeak. On n'eut à déplorer, dans la catastrophe, aucune mort d'homme.

On se rappelle que Rochambeau, après l'insubordination du 1er janvier 1781, avait dépêché le duc de Lauzun à Washington. Le général en chef venait d'apprendre qu'Arnold, avec 1,500 hommes, faisait voile pour Portsmouth.

On surprendrait le traître. Lafayette était là, plein

de résolution, et n'attendant qu'un ordre. Mais la bravoure, que n'éclaire pas la prudence, est dangereuse. A New-Port, on est prudent. Rochambeau qui écrit au gouverneur Trumbull : « J'ai pour principe, en guerre comme en morale, qu'il ne faut pas tenter le diable, » nous rassure complétement. A New-Windsor, au quartier général américain, on n'est pas moins circonspect. Washington éprouve une vive affection pour Lafayette. Il écoute le jeune marquis avec bienveillance, et semble même parfois rechercher ses avis. L'élève, le fils adoptif si l'on veut, est capable de soumettre Arnold. Encore faut-il que la tentative donne toutes les chances possibles de succès. Or l'*alea* diminue, et disparaît même, si la flotte française garde l'entrée de la baie de Chesapeak, du cap Henry au cap Charles, et débarque, sur la rive gauche de l'Élisabeth, des troupes qui protégent Lafayette, en coupant aux assiégés la retraite par le Hampton road et la mer.

Avant de donner au marquis l'ordre d'évacuer Peeks-Kill, Washington a reçu le billet suivant, daté de New-Port, 12 février, signé Rochambeau : « C'était hier le jour de la naissance de Votre Excellence. Nous avons remis, à cause du dimanche, cette fête à aujourd'hui, et nous la célébrons avec le seul regret que Votre Excellence ne soit pas témoin de l'effusion de nos cœurs. »

Ces lignes servent à montrer dans quelle cordialité vivaient les Américains et leurs alliés.

Pour secourir Lafayette, en Virginie, le comte de Rochambeau désigna 1,200 hommes des régiments

de Bourbonnais et de Soissonnais. L'expédition devait être commandée par le baron de Viomenil. Puis viendraient le marquis de Laval, le major Gambs, le vicomte de Noailles, M. Anselme de la Gardette, M. Collot, aide-maréchal-des-logis, M. de Ménonville, aide-major-général, M. Blanchard, commissaire principal des vivres.

Le vide que ce départ causerait à New-Port serait comblé par 1,700 hommes des milices du général Lincoln, l'infortuné défenseur de Charleston.

On avait arrimé, sur les vaisseaux, toute une artillerie de siége.

Le capitaine Destouches, faisant fonction d'amiral, était sur le *Duc de Bourgogne*. On voyait, sur le point de lever l'ancre, les vaisseaux le *Conquérant*, capitaine de la Grandière, le *Jason*, capitaine de la Clochetterie, l'*Ardent*, capitaine de Marigny, le *Romulus*, capturé par M. de Tilly, le *Neptune*, l'*Eveillé*, la *Provence*, et les frégates *la Surveillante*, *l'Hermione*, et le vieux bateau *le Fantasque*, sans doute fort étonné de quitter les eaux tranquilles de New-Port.

On avait embarqué quatre compagnies de grenadiers et de chasseurs, un contingent de 164 hommes tiré de chacun des régiments présents, et cent artilleurs. En tout, 1,156 hommes.

Les Anglais, de la baie de Gardner, n'allaient-ils pas contrarier la sortie? A la fin de janvier, des coups de vent avaient retardé le retour de l'*Hermione* et de la *Surveillante* escortant, depuis Boston, le transport l'*Isle-de-France*. L'*Éveillé*, l'*Ardent* et la *Gentille*,

étaient allés à la rencontre des navires. Quatre vaisseaux de ligne avaient débouché tout à coup de la baie de Gardner. La tempête sévissait. L'un des quatre vaisseaux, le *Culloden*, de 74 canons, se brisa sur les récifs. Deux des trois autres, le *London*, de 90, et le *Bedford*, de 74 canons, furent démâtés.

L'amiral Arbuthnot avait réparé ses avaries. Ne se préparait-il pas à écraser l'escadre de Destouches? Dumas, aide de camp de Rochambeau, posté à New-London, à l'embouchure du *Thames river*, sur la côte du Connecticut, observa la baie de Gardner.

Les marins d'Arbuthnot étaient calmes et silencieux : Destouches opposa ses voiles à un vent de Nord-Est (8 mars 1781).

Washington fut témoin du départ de l'escadre. Il était arrivé le 6. On lui rendit, suivant les instructions du prince de Montbarey, les honneurs de maréchal de France.

Dumas écrit à ce sujet : « Nous étions impatients de voir le héros de la liberté. Son noble accueil, la simplicité de ses manières, sa douce gravité, surpassèrent notre attente, et lui gagnèrent tous les cœurs français. »

Le 13, Washington fit ses adieux à Rochambeau. Il était au faubourg de Providence à la nuit noire. La population accourut. Des enfants portaient des torches, criant et répétant : *our father*, notre père. Ils se disputaient l'honneur de toucher l'habit du général. Scène attendrissante, et qui consolait de bien des déboires. Washington s'arrêta, et dit à l'aide de camp Dumas,

qui l'accompagnait : « Nous pouvons être battus, c'est le sort des armes; mais voilà l'armée (désignant les enfants) que les Anglais ne vaincront pas. »

La mer, que bravait Destouches, était mauvaise. Au large, on évita des avaries, peut-être des naufrages. Les vaisseaux et les frégates, devenus le jouet des flots, se dispersèrent.

Lorsqu'on se rallia à la hauteur de la baie de Chesapeak, et non loin de la côte virginienne, on distingua la flotte anglaise. Grande surprise. L'amiral Graves, informé en toute hâte, avait vu s'éloigner les navires de Destouches, et s'était rendu compte de la direction imposée par le chef d'escadre. Le lendemain, 9 mars, autre sortie. Celle-ci, de la baie de Gardner. L'ennemi courut au Sud-Ouest, après le *Montauk point*, et côtoya le New-Jersey, le Delaware et le Maryland. Si bien qu'il reconnut la Chesapeak deux jours avant l'apparition de Destouches.

Le combat fut livré le 16 mars 1781. Les forces étaient presque égales. Action vive, soudaine, meurtrière. Graves, sur le *London*, trembla. Voici la Chesapeak. Lafayette est là-bas. On va lui donner la main. Mais un obstacle défend l'approche des caps Charles et Henry. On le brisera. L'obstacle résiste. Des deux côtés, entre les Français qui veulent entrer, et les Anglais qui obstruent le passage, le même acharnement. A certain moment, le *Conquérant* est enveloppé par trois vaisseaux de Graves. Il se dégage. Quatre-vingts matelots ou soldats sont tués ou blessés mortellement. Au nombre des morts est M. de Kergis et deux

autres officiers. En outre, le maître d'équipage, le capitaine d'armes et sept timoniers. Le marquis de Laval reçoit une contusion. Le *Duc de Bourgogne* enregistre quatre tués et huit blessés. Journée glorieuse pour le *Jason* et l'*Ardent*, le *Conquérant* et le *Duc de Bourgogne*.

Graves, dont les vaisseaux avaient beaucoup souffert, ne restait pas moins maître de la baie.

Quelques jours après, le capitaine Destouches revint à New-Port.

Expédition manquée. Lafayette lève le siége de Portsmouth. Il est bientôt à Annapolis. Sans perdre une heure, et défiant le feu des canonnières anglaises, il replace ses douze cents fantassins à Head-of-Elk.

Arnold a reçu, avec le général Philips, un renfort de deux mille hommes. Son audace augmente par l'impunité.

Qui défendra la Virginie? Lafayette. Ainsi le veut Washington.

CHAPITRE XVI

L'AMIRAL DE GRASSE DANS LA BAIE DE CHESAPEAK.

La Hollande refuse son alliance à l'Angleterre. — Prise de Saint-Eustache, aux Antilles. — Galvès occupe la Mobile et Pensacola. — La flotte de l'amiral de Grasse quitte Brest (24 mars 1781). — Le comte de Grasse, marquis de Grasse-Tilly. — Prise de Tabago avec le concours du marquis de Bouillé. — La *Concorde* aux Antilles. — Le général de Rochambeau demande à l'amiral les troupes de M. de Saint-Simon et 1,200,000 livres. — De Grasse appareille au cap Français avec 26 vaisseaux, 3,500 hommes, et 1,200,000 livres (3 août). — Il jette l'ancre à Lynhaven, dans la baie de Chesapeak (28 août 1781).

L'Angleterre voit s'ouvrir la campagne décisive. Si elle succombe, elle perd, à tout jamais, les États-Unis.

Le feu de la discorde a embrasé les Antilles. Il se propage dans tout le golfe du Mexique. Il gagne Saint-Eustache. Cette île appartient à la Hollande.

L'Angleterre, obligée de résister en Amérique aux forces de la France et de l'Espagne, réclamait l'alliance des Provinces-Unies, en vertu des traités de 1678 et de 1716. Le stathouder était dévoué à George III. Maître absolu, il aurait suivi ses inspirations. Les républicains hollandais, partisans d'une neutralité armée, et fort peu sympathiques à la France, opposèrent leur influence.

Les ministres anglais, par leurs intrigues, par leurs prières, n'obtinrent que le dédain, où se renferme parfois le silence.

Le Zuiderzée offrait un asile au corsaire américain

Paul Jones. A Londres, on n'avait pas oublié le combat du 23 septembre 1779. Le redoutable « écumeur », qui avait déjà détruit tant de navires marchands, aperçoit deux frégates commandées par Pearson. Il les attaque. La corvette qu'il promène dans la mer du Nord a plusieurs voies d'eau, et la frégate que monte Pearson est dévorée par l'incendie. L'un des deux navires coule. Les flammes lèchent les flancs de l'autre bâtiment. Le combat n'en continue pas moins. Les vergues s'enlacent; les agrès se mêlent; et la flamme dévore les voiles du corsaire. On se fusille toujours. L'incendie éclaire la nuit. La rage des combattants est redoutable. Pearson est vaincu. Paul Jones s'empare des deux frégates, et voit sombrer sa corvette, dont le pont est couvert de trois cents cadavres.

Ravitailler Paul Jones, c'est épouser la querelle des Yankees. D'ailleurs, les taciturnes habitants de la Haye, de Rotterdam et d'Amsterdam, sont assez disposés à faire bon accueil à un délégué du congrès de Philadelphie. Nouvel outrage. Le 21 décembre 1780, l'Angleterre déclare la guerre à la Hollande.

Cette puissance n'a pas de marine. On s'empare de ses possessions. On se prémunit contre les éventualités. Calcul profond. L'amiral Rodney et le général Vaughan occupent Saint-Eustache (3 février 1781). Saba, Saint-Martin, Démérary, Berbice, Esséquibo, partagent le sort de Saint-Eustache.

Dans le *Gulf stream*, les Espagnols étaient moins dociles que les Hollandais. Don Bernardo Galvès, gouverneur de la Louisiane, songeait à reconquérir l'Ouest

de la Floride, où les Anglais avaient établi leurs postes avancés. Il bombarda la Mobile le 9 mars 1780, et s'en rendit maître peu de jours après.

Pensacola était sur la côte, un peu plus à l'Est. Place fortifiée. Galvès en médita le siége. Au mois d'octobre, on avait armé à la Havane treize vaisseaux de ligne, et des transports où l'on comptait trois mille huit cents hommes. Un ouragan poussa les navires en détresse dans la baie de Campêche, et sur les eaux du Missisipi.

Galvès, le 9 mars 1781, parti une seconde fois de la Havane avec treize cents hommes, occupait l'île de Santa-Rosa, fort longue et très-étroite, entre la baie du même nom et la baie de Pensacola. Il assiégea la ville de Pensacola, par terre et par mer, avec des renforts venus de la Mobile et de la Nouvelle-Orléans. Bientôt, on signala l'escadre de l'amiral Solano. Neuf vaisseaux espagnols, et quatre vaisseaux français, déposèrent de nouvelles troupes. Huit mille hommes assiégeaient Pensacola. La ville, bâtie sur une plaine aride que les sables ont élevée d'une vingtaine de pieds au-dessus du niveau de la mer, se défendait courageusement. Le 26 avril, on ouvre la tranchée. L'explosion d'un magasin à poudre détruit une partie des ouvrages de défense, et facilite l'œuvre des assiégeants. Le colonel Campbell épargne à ses soldats un sacrifice inutile, et capitule.

Pendant le siége, des groupes d'Indiens, obéissant au mot d'ordre de la Grande-Bretagne, irritaient souvent les Espagnols. Ils surprenaient les grand'gardes, et se réfugiaient tout à coup dans les forêts, pour dire

à Galvès : « Nous vous attendons chez nous. » Galvès refusa de tomber dans ce piége grossier.

Rodney, que M. de Biron, trop généreux, a lâché, dépouille Saint-Eustache. Peut-être l'amiral entend-il rembourser bientôt le maréchal qui rendit, par des écus authentiques, la liberté à l'ennemi de la France. Du reste, l'avenir est incertain. Ce Galvès entreprenant, résolu, est à craindre. Si l'Espagne fait aux Hollandais la gracieuseté de leur rendre Saint-Eustache, on doit du moins n'abandonner, dans l'île, que des arsenaux vides et des magasins dépeuplés. C'est pratique. Les munitions et les marchandises emplirent trente-quatre navires. Riche butin. Quatre vaisseaux de guerre l'escortaient. On avait compté sans le brave et l'heureux La Motte-Piquet. On lui abandonna vingt-deux navires. Deux autres bâtiments furent capturés par les corsaires. Le convoi, passablement diminué, toucha la côte d'Irlande.

La France allait redoubler d'énergie.

Lorsque l'*Amazone*, conduite par La Pérouse, ayant pour passager le vicomte de Rochambeau, entra dans la rade de Brest, une modification s'était produite dans le ministère. M. de Sartines, à la marine, avait pour successeur M. de Castries, et le prince de Montbarey, à la guerre, M. de Ségur.

Louis XVI fit ordonner à La Pérouse de porter immédiatement à M. de Rochambeau, par l'excellente voilière l'*Astrée*, les quinze cent mille livres annoncées le 3 décembre par la lettre de Necker. Le *Mercure de France* dit que la frégate reçut un dépôt de huit millions. En

cela, il se trompe. Le colonel Rochambeau devait attendre à Versailles les instructions du gouvernement.

Le ministère se rend compte et discute. On n'expédiera pas en Amérique la seconde division de l'armée.

Pourtant, le 24 mars 1781, le comte de Grasse arbore, dans la rade de Brest, le pavillon amiral, et reçoit, pour destination, les Antilles. Il a vingt et un vaisseaux de ligne, dix frégates, quatre corvettes, et un convoi de cent quarante-trois bâtiments où l'on a tassé des troupes. Une somme d'argent est en sûreté dans une cabine.

Le *Sagittaire* et six transports, confiés au bailli de Suffren, allaient rejoindre le corps expéditionnaire de New-Port. Ils quittèrent la flotte aux Açores. Sur ces navires avaient pris passage six cent trente-trois hommes du régiment de Dillon, et quatre compagnies d'artillerie. Le *Sagittaire* avait un million deux cent mille livres. Il mettrait à la disposition du général Washington une somme de six millions.

Le 26 mars, la *Concorde*, frégate de 36 canons, ayant pour capitaine M. Saunauveron, recevait à son bord le vicomte de Rochambeau, qui allait rejoindre son père à New-Port, M. de Barras, successeur désigné de l'amiral de Ternay, M. d'Alpheron, capitaine de vaisseau, et le baron Cromot du Bourg, aide de camp du général de Rochambeau. La *Concorde* avait également un million deux cent mille livres. Elle rencontra le *Rover*, capitaine Dourdon de Pierre-Fiche. Ce navire, capturé par la *Junon*, portait en France le récit du combat livré le 16 mars, à l'entrée de la baie de Chesapeak.

Le comte de Grasse, marquis de Grasse-Tilly, qui commandait la flotte imposante partie de Brest, était né en 1723, à Valette (Provence). Les marins disaient de lui : « Il a six pieds les jours ordinaires, et six pieds un pouce les jours de combat. » De nombreux exploits l'avaient désigné à l'attention et à la sympathie de M. de Castries. Mais la valeur qui n'est pas la conséquence de l'étude, et que ne rehausse pas le talent, est souvent une qualité nuisible. Les dehors brillants ne sont qu'un vernis. Si ce vernis ne cache pas une compétence réelle, et une autorité qui s'impose d'elle-même, l'homme récemment élevé s'abaisse. De Grasse est incapable. Peut-être réussira-t-il. Il est brave, et la fortune aime qu'on la tente. Toutefois, si l'amiral se précipite un jour, tête baissée, dans une impasse et dans le désastre, on sera peu étonné. Les « six pieds un pouce, » sur mer comme sur terre, ne suffisent pas toujours.

De Grasse, pour obéir à un vœu de sa famille, était entré dans l'ordre de Malte. Il servit comme garde, en 1734, sur les navires de l'ordre, que l'on appelait « galères de la religion. » Des campagnes contre les Turcs lui laissèrent le souvenir d'un apprentissage difficile et rude.

La France, acceptant les services du marin (1749), pouvait se ménager un bon capitaine. Un grade supérieur ne conviendrait ni aux aptitudes, ni au tempérament du nouveau venu. De Grasse, encore sous l'impression des usages et des pratiques de l'ordre de Malte, commença une nouvelle école avec la Jonquière. Dans un voyage à Pondichéry, l'escadre de la Jonquière fut

prise par l'amiral anglais Anson. Le comte resta prisonnier des Anglais pendant deux longues années. Il était capitaine de vaisseau dans la journée d'Ouessant (27 juillet 1778), et put assister au combat mémorable du *Québec*, capitaine Former, l'un des chefs de Nelson, contre la *Surveillante,* capitaine du Couédic.

Chef d'escadre, en 1779, il alla soutenir à la Martinique, avec quatre vaisseaux et plusieurs frégates, les efforts de d'Estaing. L'année suivante, il appuya le comte de Guichen contre Rodney, que les Parisiennes n'avaient pas oublié. Il revint en France à la fin de 1780. Le 29 avril 1781, après une traversée de trente-six jours, de Grasse était aux Antilles, en vue de la Martinique. L'amiral anglais, que les poursuites de créanciers intraitables avaient décidé à s'enrichir, était fort occupé à Saint-Eustache. Il vendait les objets ravis sur les paisibles habitants de l'île. Opération sérieuse. Rodney, cependant, informé de l'approche de la flotte française, confia dix-huit vaisseaux au vice-amiral Hood.

De Grasse, qui vient encore de recevoir quatre vaisseaux de renfort, aperçoit les Anglais dans les eaux du Fort-Royal. Il les attaque, et leur donne la chasse après un engagement qui a duré quatre heures.

On lui reproche bientôt d'avoir perdu l'occasion d'anéantir Hood. Le chevalier de Ternay a encouru le même blâme. Mais ni de Grasse ni de Ternay n'avaient pour mission de s'acharner à la poursuite de l'ennemi qui inquiéterait leur marche. L'un et l'autre, en veillant avec soin sur leurs convois, ont rempli leur mandat scrupuleusement et avec intelligence.

La flotte mouilla au Fort-Royal.

Le marquis de Bouillé, gouverneur des îles du Vent, proposa une attaque soudaine contre l'île-de Tabago. Une diversion sur Sainte-Lucie trompa les calculs des Anglais. L'avant-garde de quinze cents hommes, avec le général de Blanchelande, occupa la ville et le fort de Scarborough. Le marquis de Bouillé arriva bientôt, à la tête de trois mille hommes.

Les troupes anglaises, hésitant et pliant, trouvèrent un refuge à Calédonia, le principal établissement de Tabago. La capitulation était inévitable. Elle fut signée le 2 février 1781.

Le rapace Rodney, après avoir suffisamment dépouillé les Hollandais de Saint-Eustache, était passé à la Barbade. Il y apprit le débarquement imprévu de Bouillé à Tabago. Il s'élança dans la direction de l'île. Trop tard. D'ailleurs, les vaisseaux français montraient déjà leurs mâts, craquant sous le poids des voiles. Rodney, à la faveur de la nuit, évita le combat (6 juin).

Le marquis de Bouillé, que la conquête de la Dominique avait déjà mis en relief, gratifia Tabago d'une garnison française, et pria le comte de Grasse de le ramener à la Martinique.

Un convoi partait pour Saint-Domingue. L'amiral l'escorta jusqu'au cap Français (26 juillet 1781).

Le général de Rochambeau avait su, par son fils, que la France équipait une flotte. Bonne nouvelle. Mais l'amiral de Grasse, à l'exemple du comte d'Estaing, userait-il toute son activité aux Antilles?

La *Concorde*, revenue de France, porta bientôt à M. de Grasse une lettre du comte de Rochambeau.

Le général priait l'amiral d'obtenir de M. de Bouillé, gouverneur à Saint-Domingue, et pour trois mois, le corps de troupes que M. de Saint-Simon se proposait de joindre aux forces espagnoles. On attendait la réponse, avec une somme de 1,200,000 livres empruntée aux colonies, par le retour de la frégate. La *Concorde* avait des pilotes destinés à guider la flotte française vers le point désigné de la côte américaine.

De Grasse répondit à Rochambeau qu'il s'éloignerait du cap Français, le 3 août, avec vingt-six vaisseaux de ligne, trois mille cinq cents hommes de la garnison de Saint-Domingue, et 1,200,000 livres avancées par Don Solano. Il ajoutait que ses instructions lui prescrivaient de quitter l'Amérique le 15 octobre au plus tard.

Au lieu d'obliquer à l'est, et de fuir l'archipel des Lucayes, l'amiral s'engagea dans le rapide mais dangereux canal de Bahama, qui longe l'île de Cuba. Il gagnait ainsi plusieurs jours, ou sa flotte se brisait sur les récifs. Arriver tout de suite, ou ne pas arriver du tout. *Alea jacta.* A la pointe Mayzi, où commence Cuba, une escadre ennemie, à la vue de tant de voiles, retourne à la Jamaïque, qu'elle n'a pas eu le temps de perdre de vue.

Le 28 août 1781, le favori du ministre de Castries, que les écueils de Bahama ont respecté, jette l'ancre à Lynhaven, dans la baie de Chesapeak.

CHAPITRE XVII

PLAN D'ATTAQUE DE WASHINGTON.

Greene dans le Sud. — Batailles de Cowpens (18 janvier 1781), et de Guilfort. — Cornwallis se retire à Wilmington (7 avril). — Greene marche sur Camden. — Il est attaqué par lord Rawdon à Hobkirk (25 avril). — Cornwallis évacue Wilmington, en route pour la Virginie (8 mai). — Il prend le commandement des troupes anglaises en Virginie. — Tactique de Lafayette. — Cornwallis, à Yorktown, est isolé, par Greene, de Charleston et de Savannah. — Washington et Rochambeau se rencontrent à Westerfield. — Incident. — Clinton rappelle Arbuthnot de la baie de Chesapeak. — Washington adopte ce plan : cerner Cornwallis dans Yorktown par terre et par mer. — But : capitulation du général anglais.

L'amiral de Graves a un rôle important à remplir dans le plan que Washington adoptera bientôt, de concert avec le général de Rochambeau.

Greene, succédant à Gates, avait donné rendez-vous, sur les bords de la Pedee, à de nouvelles recrues. Pendant qu'il organisait son armée peu aguerrie, les colonels Morgan et Washington poussaient une reconnaissance jusqu'au Broad-River.

Morgan, le 18 janvier, eut à subir le choc de Tarleton, non loin de Cowpens, entre le Pacolet et le Broad-River. Les Américains, protégés par une forêt, avaient une première ligne dans la plaine. Cette avant-garde était composée de jeunes soldats. Elle se replia. Mais la seconde ligne sut résister. Tournée par Tarleton, elle courait, cependant, un grand danger, lorsque le colonel Washington, neveu du général, surprit les

Anglais disposés à crier victoire. Incident heureux. Il redonne du cœur aux conscrits de Morgan qui ont reculé.

Les Anglais, laissant près de huit cents morts sur le champ de bataille, allèrent se reformer dans le camp de Cornwallis.

Le général, que Clinton a investi de sa confiance, est déshonoré si l'échec de Cowpens n'est pas racheté par une grande victoire. Il remonte la rive droite du Catawba.

Morgan a prévenu ce retour offensif. Il est déjà sur la rive gauche. Par Salisbury et le Yadkin, il parvient à Guilfort, où le général Greene a conduit son armée (7 février 1781).

Greene, que dévore l'inquiétude, veut pénétrer en Virginie, dont le sépare le Dan-River. Talonné par des forces supérieures, il embarrasse tellement la marche de l'ennemi qu'il touche la rivière avant que les Anglais n'aient été capables de lui en disputer le passage.

A la vue des Américains rangés en bataille sur la rive opposée, Cornwallis constate l'évacuation des Carolines. Le délégué de sir Henry peut enfin affermir son autorité, et préparer les moyens de soumettre la Virginie.

Pour Cornwallis, la situation était très-rassurante. De Wilmington à Charleston et à Savannah, la côte garnie de troupes. Maître de la mer et de l'intérieur. Que pouvait-on souhaiter de plus?

Greene, passant le Dan-River, avait une idée : le repasser. Le colonel Lee et ses cavaliers reparurent

bientôt dans la Caroline du Nord. Simple avant-garde. Voici le général et ses régiments intrépides. Rappeler à Cornwallis qu'on n'a pas abandonné, sans espoir de retour, le vaste territoire que limite, au sud, la Géorgie : tel est le but.

Cornwallis devint songeur. Le guerrier croyait le moment venu d'administrer et de donner, aux provinces conquises, les réformes qui allaient faire aimer et chérir l'envahisseur. On signalait encore ce Greene obstiné. Abomination et damnation. Le vainqueur de Gates, avec trois mille hommes, marche à la rencontre de ces Américains qui commencent à l'agacer. Il les joint bientôt, et des escarmouches annoncent une bataille prochaine. Greene, aussi prudent qu'habile, évite le combat. Les levées promises lui manquent encore. Le jour où il a sous la main environ six mille hommes, il s'établit solidement à Guilfort, et place trois lignes d'infanterie sur un terrain qui s'incline du côté de l'ennemi. Seule, la seconde ligne est abritée par des arbres. Deux corps de cavalerie protégent les ailes.

Greene n'avait pas l'expérience du nombre. Le citoyen qui décroche un fusil et qui entre résolûment dans les rangs n'est pas encore soldat. En recevant le « baptême du feu, » il pâlit et blêmit presque toujours. Il n'écoute plus la voix des chefs qui suivent l'action et en devinent les péripéties. Heure fatale, où l'instinct de la conservation domine la volonté. Elle arrive pour les milices de Greene. La première ligne se rejette sur la seconde, et rejoint la troisième. Une confusion se produit. Avoir à repousser un adversaire aguerri, et

être tenu de rallier les fuyards, c'est trop. Cornwallis choisit ce moment-là pour activer l'ardeur qu'il inspire. Les Américains se replient avec ordre dans les forêts, et s'arrêtent à cinq milles plus loin, près du Reedy-Fork. L'action a été chaude. Le champ de bataille de Guilfort est couvert de morts et de mourants. Cornwallis a perdu le quart de son effectif. Il couche sur la position; mais, impossible de se jeter sur les traces de Greene. Impossible même de se maintenir à Guilfort. Le pays, dévasté, n'offre aucune ressource. Les Anglais, très-affaiblis, suivirent les rives du Haw-river, et allèrent demander le repos à la paisible Wilmington (7 avril 1781).

Greene, ayant pour complices les bois ombreux, marcha sur Camden, de sinistre mémoire, où les troupes de lord Rawdon étaient encore signalées, et fit halte à un mille de la place, à Hobkirk.

Lord Rawdon, peu patient, attaqua, le 25 avril, les Américains bien campés, et vit leur surprise. Il les tourna. Greene, venu pour assiéger Camden, va être cerné. Le général, sans perdre contenance, répète le mouvement qui le menace, et parvient à envelopper l'ennemi. Manœuvre intelligente. La colonne qui s'avançait, solide et unie, se brise. Greene s'acharne sur les tronçons. Soudain, Rawdon lance sur les Américains les troupes fraîches qu'il tient en réserve. Le désordre changea de drapeau. Tout à l'heure, chez les Anglais. En ce moment, chez les Américains.

Nouvel échec pour Greene. Est-ce bien certain? Après Guilfort, Cornwallis s'était esquivé. Ce que fait

Rawdon, après Hobkirk. Il évacue Camden (9 mai).

Pour Greene, on écrit : défaite. On prononce : victoire.

La ville d'Augusta, que baigne le Savannah, est délivrée par le général Pickens. Les Anglais possèdent encore, dans la Caroline du Sud, Ninety-Six. Greene va les chasser de ce point. Mais lord Rawdon s'est ravisé. Au lieu d'aller conter à Cornwallis, que charme Wilmington, ses déboires et ses peines, il jure tout à coup de secourir Ninety-Six. Greene, que l'approche des troupes de Camden inquiète, ordonne l'assaut lorsque les tranchées sont à peine ébauchées, et qu'aucune brèche n'est encore visible. Tentative aussi meurtrière qu'infructueuse. On leva le siége le 19 juin. C'était sage. L'assaut fut une faute. La guerre n'autorise pas les sacrifices inutiles.

Greene mit le Broad-River entre les Américains et lord Rawdon. L'Anglais, arrivé trop tard à Ninety-Six, pestait. Il voulait, malgré les chaleurs accablantes, saisir ce Greene insaisissable. Entre le Catawba et le Broad, dans les districts d'York, de Chester, de Fairfield, même au delà, on livra assez d'escarmouches pour se persuader qu'on se traquait avec l'intention bien arrêtée de remettre à l'automne toute action d'ensemble.

L'insuccès du capitaine Destouches devant la baie de Chesapeak, et le départ de Lafayette des avancées de Portsmouth, qui en fût la conséquence, attirèrent de nouveau l'attention de Cornwallis sur la Virginie, qu'Arnold, avec le général Philipps, n'opprimait peut-

être pas assez. On n'avait plus à se préoccuper des Carolines. On laissait Greene et Rawdon se chercher à leur aise dans les prés et les bois; on gardait Charleston et Savannah, et l'on pénétrait en Virginie avec le reste des forces anglaises.

Ainsi procéda Cornwallis. Plus de poste au cap Fear, ni à Wilmington. On se retourna vers le nord. On vit les bords de la Neuse, du Tar; et, traînant la jambe, tirant la langue, on salua le Roanoke. On franchit le fleuve à Halifax. Après de nouvelles fatigues et d'autres tourments, on foula le sol de la Virginie.

Cornwallis était sauvé. Du moins, le croyait-il. Le général informa Philipps et Arnold. Il s'attribua le commandement suprême.

Nous avons laissé Lafayette recevant à Head of Elk l'ordre de défendre la Virginie. Le jeune Français, décidé à remplir honorablement sa mission, interrompit souvent le cours des exploits d'Arnold. Il préserva Richmond de l'incendie. Il eut le mérite de conserver à l'Union la ville d'où était parti le premier signal de l'indépendance. Il fut bientôt capable, grâce au baron de Steuben et au général Wayne, d'imposer à Cornwallis, comme limite de ses mouvements futurs, la Péninsule que bornent le York-River, la baie de Chesapeak, et le James-River.

Cornwallis, ayant sous la main toutes ses troupes, fit accréditer la nouvelle que le James-River le séparait d'une partie de son armée. Ruse permise à la guerre. Lafayette veut profiter de cette circonstance favorable. Les Anglais étaient défendus par un marais

et un étang. En outre, ils étaient au grand complet derrière leurs retranchements. Cornwallis repoussa facilement une attaque destinée à le surprendre, et qu'il avait lui-même provoquée.

Le général anglais s'agitait beaucoup. Lorsque le James-River n'était pas témoin de ses manœuvres subites, le York-River n'avait plus qu'à préparer ses eaux limpides. Parfois aussi, l'Élisabeth offrait son tribut, et Portsmouth tremblait. Au milieu de toutes ces opérations qu'aucun lien ne rattachait, on ne saisissait qu'une pensée : s'établir sur un point qui pût rester en communication directe avec sir Henry Clinton et New-York, d'où l'on attendait des renforts.

Après avoir vainement poursuivi Lafayette, et avoir crié un peu trop haut : *The boy can't escape me*, l'enfant ne peut m'échapper, Cornwallis établit son quartier général à Yorktown.

Dans la Caroline du Sud, Greene, reconforté, réorganisé malgré les chaleurs, avait pour adversaire, au lieu de lord Rawdon, le général Stewart. Dès le 1er septembre, on reprit l'offensive.

Les Anglais possédaient toujours, derrière Charleston et Savannah, la région située entre le Savannah et la Santée jusqu'à une hauteur assez raisonnable. Lorsqu'ils virent s'avancer les soldats de Greene, ils se massèrent dans les parages de l'*Eutaw-Springs* (8 septembre 1781). Stewart a informé Clinton que des bandes américaines infestent encore les Carolines. On a dû lui répondre : Écrasez-les. Ce qu'il complote à

l'*Eutaw-Springs*. L'attaque des Anglais fut prompte et soutenue. Les Américains fléchirent. Mais, dans une folle ardeur, les assaillants venaient de détruire l'ensemble qui avait assuré leur premier succès. Greene se jeta dans les intervalles. C'était le coin dans la fissure. Les Anglais furent ébranlés et repoussés. Ils se blottirent derrière un mur, dans une construction et dans des taillis. Entre ces adversaires invisibles et les Américains à découvert, le feu continua. Il fallait escalader le mur, envahir la construction, fouiller les taillis, ou se retirer. Greene tenta de déloger les Anglais. Il était, depuis Ninety-Six, un peu plus avare du sang de ses soldats. Il s'honora en ordonnant la retraite.

Bonne journée, d'ailleurs, pour les armes de l'Union. Stewart, déconcerté, en proie à de sinistres pressentiments, rassembla, le lendemain, les débris de son corps d'armée, et s'enfuit à Charleston.

Cornwallis est à Yorktown, isolé par Greene, de Charleston et de Savannah, seules places, dans les Carolines, où flotte encore le drapeau de l'Angleterre. Sa situation, en Virginie, va dicter à Washington un plan de campagne qui peut amener la fin des hostilités.

Le gouvernement français avait accédé au désir de Washington qui réclamait, pour la marine, une plus large part d'action. De Grasse, avec sa flotte puissante, seconderait l'expédition qui serait décidée par le général américain. Il fallait se hâter, car l'amiral ne devait stationner que fort peu de temps sur les côtes d'Amérique.

Washington et Rochambeau se virent, le 10 mai,

à Westerfield, au-dessous de Hartford. M. de Barras n'avait pu s'éloigner de la flotte que bloquait, dans New-Port, l'éternel Arbuthnot. M. de Chastellux accompagnait le comte de Rochambeau. Washington avait près de lui le général Knox et le brigadier Du Portail.

Ce qu'il importait d'accomplir dans l'intérêt des États-Unis, on devait le tenter le plus tôt possible ; mais, quelle entreprise offrait le plus de chances de réussite ?

Le général américain exposa que Clinton, depuis l'éloignement des généraux Arnold et Philipps, n'avait plus autour de lui que de faibles détachements ; que Sandy-Hook n'était pas d'un accès aussi difficile que l'avait pensé le comte d'Estaing en 1779, et qu'on devait, pour porter le dernier coup à l'autorité de la Grande-Bretagne, attaquer New-York avec l'aide du comte de Grasse.

M. de Rochambeau objecta que la flotte française, venant des Antilles, débarquerait plus facilement, dans la baie de Chesapeak, des troupes et des canons de siége. Il ignorait encore le mouvement de Cornwallis sur la Virginie. Nous sommes au 20 mai. Cornwallis a quitté Wilmington le 8, et le télégraphe n'a pas encore supprimé les distances.

Chacune des deux opinions était séduisante. On convint d'attendre les événements qui, mieux que les discours, imposeraient leur loi. Tout d'abord, on réunirait les deux armées sur la rive gauche de l'Hudson, afin de menacer New-York, et l'on expédierait une frégate au comte de Grasse pour annoncer à l'amiral

une attaque contre New-York par le King's Bridge, la rivière de l'Est et l'Hudson, ou une descente dans la baie de Chesapeak.

On se sépara. Bientôt se produisit un incident qui allait précipiter le dénouement. Sir Henry Clinton eut le plaisir de décacheter et de lire deux lettres interceptées par des éclaireurs anglais, l'une de Washington au général Sullivan, membre du congrès, l'autre de M. de Chastellux à M. de La Luzerne. Indiscrétion qu'autorise la guerre. D'ailleurs, Washington, presque en même temps, recevait une dépêche adressée par lord Germaine à Clinton.

Washington avouait à Sullivan la résolution prise d'assiéger New-York. De Grasse franchirait Sandy-Hook. Le ministre anglais, au contraire, disait à Clinton de porter tous ses efforts dans le sud.

La missive de M. de Chastellux n'avait trait qu'à M. de Rochambeau et n'offrait qu'un intérêt relatif.

Sir Henry se frappa le front. L'attitude des Américains et des Français montrait, à n'en pas douter, qu'on préparait une grande attaque contre New-York. Le général anglais se hâta de rappeler Arbuthnot, qui avait porté des vivres à l'armée d'occupation de Virginie.

Ainsi Cornwallis, que l'on sait maintenant sur la presqu'île formée par les cours sinueux des rivières York et James, n'a plus de retraite par l'Atlantique.

Un plan s'offrit aussitôt à l'esprit de Washington: par la flotte du comte de Grasse et les armées alliées, cerner Cornwallis dans Yorktown, où il se retranche, et l'obliger à capituler.

CHAPITRE XVIII

L'EXÉCUTION.

Conseil tenu à New-York le 26 mai. — M. de Barras décidé à rejoindre le comte de Grasse. — Les Français quittent New-Port (10 juin 1781). — Le duc de Lauzun devant le fort de Knyphausen. — Washington au camp français de North-castle (5 juillet). — Les deux armées se réunissent et fraternisent à Philipsburg (6 juillet). — Fausses démonstrations devant New-York. — La grande reconnaissance du 21 juillet 1781. — Washington et Rochambeau endormis au pied d'une haie. — M. de Barras embarque l'artillerie de siége à New-Port et les 500 hommes de M. de Choisy. — On lève le camp de Philipsburg (19 août). — Entrée des Français à Philadelphie (3 et 4 septembre). — On apprend que l'amiral de Grasse a doublé le cap Henry avec 28 vaisseaux de ligne. — Joie de Washington. — Tentative des amiraux Hood et Graves à l'entrée de la baie de Chesapeak (5 septembre). — Le comte de Grasse veut obliger Lafayette à marcher sur Yorktown avant l'arrivée de Washington et de Rochambeau. — Refus de Lafayette. — Arrivée des généraux et des deux corps d'armée devant Yorktown (14, 23 et 26 septembre 1781.) — *To be :* Etre.

Après l'entrevue de Westerfield, M. de Rochambeau proposa à M. de Barras de vider, en conseil, une question délicate. Pendant que l'armée française suivrait une base d'opérations avec l'armée américaine, M. de Barras pouvait se retirer à Boston. Ses instructions le lui permettaient. Mais Boston était à cent lieues marines de New-Port, et l'escadre devait embarquer toute l'artillerie de siége. Dans ces circonstances, la fusion des deux flottes n'était guère possible. Quand on veut réunir les gens, on ne commence jamais par les séparer.

Le conseil se tint le 26 mai. M. de Lauzun opinait pour la retraite des vaisseaux à Boston. M. de Chastellux offrait de maintenir le *statu quo*. La grande préoccu-

pation était de savoir si M. de Grasse, alors aux Antilles, aborderait sur une côte d'Amérique. M. de Barras déclara noblement: « Personne ne s'intéresse plus que moi à l'arrivée du comte de Grasse dans ces mers. Il était mon cadet. Il vient d'être fait lieutenant-général. Dès que je le saurai à portée d'ici, je mettrai à la voile pour servir sous ses ordres. Je ferai encore cette campagne, mais je n'en ferai pas une seconde. »

On décida que l'escadre resterait provisoirement à New-Port. Washington fut informé.

Le 10 juin 1781, les régiments de Bourbonnais et de Royal-Deux-Ponts s'embarquèrent à New-Port. Destination: Providence. Distance à franchir: 30 milles. A 10 heures du soir, on abordait. On coucha les soldats dans des maisons inoccupées. Le lendemain arrivèrent les brigades de Soissonnais et de Saintonge. On campa.

M. de Barras n'avait plus, à New-Port, que quatre cents hommes du *Sagittaire*, trente artilleurs, et environ mille hommes des milices du pays. M. de Choisy commandait ce détachement.

Au camp de Providence, on compléta une organisation imparfaite. On fournit à l'artillerie les chevaux qui lui manquaient, et l'on veilla à ce que le service de santé et le train des équipages répondissent à tous les besoins.

Revue des troupes par M. de Vioménil; et en avant! Le régiment de Bourbonnais, précédé de M. de Rochambeau et de M. de Chastellux, s'ébranla le 18 juin. Puis l'on vit successivement s'éloigner de Providence, le

19 juin, Royal-Deux-Ponts, commandé par le baron de Vioménil; le 20, Soissonnais, obéissant au comte de Vioménil; et, le 21, Saintonge, avec M. de Custine. On conserva, entre les groupes, une journée de marche; et, par des chemins défoncés, on fit cinq étapes de quinze milles chacune, en s'arrêtant à Waterman's Tavern, Plainfield, Windham, Bolton et Hartford.

Le journal de Cromot du Bourg[1] porte: «A Windham, l'armée campa dans un vallon entouré de bois où le feu prit bientôt, on ne sait par quelle cause; on employa de suite trois cents hommes à l'éteindre, mais ils ne purent y parvenir. Le feu ne dévorait du reste que les broussailles et n'attaquait pas les gros arbres. Cet accident, qui serait effrayant et causerait un véritable désastre dans d'autres pays, est vu avec indifférence par les Américains, dont le pays est rempli de forêts. Ils en sont même quelquefois bien aises, car cela leur évite la peine de couper les arbres pour défricher le sol. Le 20, il déserta neuf hommes du régiment de Soissonnais, et un de Royal-Deux-Ponts. L'hôte de M. de Rochambeau, à Bolton, était un ministre qui avait au moins six pieds trois pouces. Il se nommait Colton, et il offrit à la femme d'un grenadier de Deux-Ponts, à son passage, d'adopter son enfant, de lui assurer sa fortune et de lui donner pour elle une trentaine de louis; mais elle refusa constamment toutes ses offres.»

Les 25, 26, 27 et 28 juin, Bourbonnais, Royal-Deux-Ponts, Soissonnais et Saintonge, de Hartford, parvinrent

1. Cité par M. Thomas Balch.

à Newtown par Farmington, Baron's Tavern et Break-Neck (casse-cou). M. de Béville, accompagné de l'adjudant Dumas, suivait l'avant-garde et retenait les logements.

Le 30 juin 1781, à Newtown, M. de Rochambeau reçut une dépêche du général Washington. Ordre de ne pas séjourner à Newtown, et d'arriver le plus tôt possible avec la première division et la légion de Lauzun, qui avait quitté Lebanon et protégeait la gauche de l'armée par Colchester, Middletown, Wallingsford, Oxford, Neu-Stratford, Ridgefield.

Les régiments de Bourbonnais et de Royal-Deux-Ponts étaient en route dans la matinée du 1er juillet, ayant pour objectif Ridgebury. Les régiments de Soissonnais et de Saintonge suivirent le lendemain. A Ridgebury, on obliqua à gauche sur Bedfort, où s'étaient postés la légion de Lauzun et cent soixante cavaliers de la légion américaine de Sheldon.

Washington, après avoir levé, le 26 juin, son camp de New-Windsor, aurait voulu opérer, à Peeks-Kill, sa jonction avec le comte de Rochambeau. Mais Clinton, qui comptait si bien sur une attaque, avait inondé la campagne de colonnes d'éclaireurs. L'un de ces détachements, récemment tombé sur Westchester, venait de révéler sa présence, aux environs de Bedfort, en livrant aux flammes plusieurs maisons. Le général en chef résolut d'attaquer ces hardis excursionnistes. Il confia douze cents hommes au général Lincoln, et fit prévenir Rochambeau, par la dépêche du 30, de se porter de Newtown à Bedfort, et de Bedfort à Northcastle.

Dans la nuit du 30 juin, Rochambeau avait fait appeler Lauzun, alors campé à Ridgefield.

Le duc et ses cavaliers, résistant gaiement à une chaleur tropicale, aperçurent le général Washington à un endroit désigné. Il s'agissait de surprendre le corps de Delancey, avant-poste du fort Knyphausen. L'attaque commencée, Lincoln, avec trois mille hommes, arriverait sur le fort.

Ce programme ne fut pas exécuté. Lincoln, par une imprudence, tira le corps anglais de sa profonde sécurité. Delancey, revenu sous la protection du fort, sortit bientôt de ses retranchements, et se jeta sur Lincoln, qui courut le plus grand danger.

Lauzun ajoute : « Quoique mes troupes fussent harassées de fatigue, je marchai sur les Anglais; je chargeai leur cavalerie et mon infanterie tirailla avec la leur. Le général Lincoln en profita pour faire sa retraite en assez mauvais ordre. Il avait deux ou trois cents hommes tués ou pris, et beaucoup de blessés. Quand je le vis en sûreté, je commençai la mienne, qui se fit très-heureusement, car je ne perdis presque personne. Je rejoignis le général Washington, qui marchait avec un détachement très-considérable de son armée au secours du général Lincoln, dont il était très-inquiet; mais ses troupes étaient tellement fatiguées qu'elles ne pouvaient aller plus loin. Il montra la plus grande joie de me revoir, et voulut profiter de l'occasion pour faire une reconnaissance de très-près sur New-York. Je l'accompagnai avec une centaine de hussards. Nous essuyâmes beaucoup de coups de fusil et de coups de

canon, mais nous vîmes tout ce que nous voulions voir. Cette reconnaissance dura trois jours et trois nuits et fut excessivement fatigante, car nous fûmes jour et nuit sur pied, et nous n'eûmes rien à manger que les fruits que nous rencontrâmes le long du chemin. »

Le 5 juillet, visite de Washington au camp français de Northcastle. On convint de réunir les deux armées à Philipsburg, sur la rive gauche de l'Hudson. A cette époque de l'année, la chaleur est extrême. Les cas d'insolation sont fréquents. Parcourez l'État de New-York sous le soleil brûlant de juillet, pendant que les moustiques vous comblent de leurs caresses, et vous vous ferez une idée des souffrances que durent connaître les soldats de Rochambeau avant d'entrevoir les bords de l'Hudson. Le 6, plus de quatre cents malades tombèrent en route. On multiplia les haltes. On prodigua les soins. Enfin, suffoqués, exténués, et toujours accompagnés des moustiques, nos malheureux compatriotes virent se dessiner, à l'horizon prochain, les toits et les cheminées de Philipsburg.

Les rangs des deux armées, pour la première fois, se mêlaient. L'accueil fut touchant. Une nation, à travers l'espace, avait vu l'agonie des Américains, et dit à l'Amérique : Tu seras! Les fils de cette amie *in need* étaient là, prêts à verser leur sang pour affirmer la générosité de la France. On vint les acclamer, les fêter. L'âme de la patrie à fonder semblait se dérober aux noires prisons du doute, et s'épanouir dans une clarté brillante.

Les armées alliées longeaient le Tappan-River, nom

que l'Hudson prend en cet endroit. Les Américains, campés sur une hauteur, formaient la droite. La gauche, composée des deux brigades françaises, était éclairée, dans les White-Plains, par la légion de Lauzun. On avait multiplié les grand'gardes.

Il fallait clouer sir Henry à New-York, et empêcher le général anglais de séparer Washington de Lafayette. Toutes les opérations furent conçues dans le but de prouver à Clinton que les Américains et les Français ne s'étaient rapprochés qu'en vue d'une action collective contre New-York. L'attaque du fort Knyphausen confirmait les soupçons de l'état-major anglais. Un autre fait les enracina. Le 10 juillet, le *Romulus* et trois frégates se montraient dans le Sund, à la hauteur de la baie de Huntington. La nuit fit remettre au lendemain l'attaque du fort Lhoyd's, dans la baie d'Oyster. Après une tentative qui semblait se rattacher on ne peut mieux à un plan d'ensemble, M. d'Angely, qui avait débarqué deux cent cinquante hommes, rejoignit le *Romulus* et son commandant, M. de Villebrune.

Un mot, une simple allusion pouvait tout perdre. Washington a été discret. Il a caché ses véritables intentions à ses généraux. Il justifie ainsi sa méfiance : « J'ai toujours cru que lorsqu'on ne fait point des siens les premières dupes d'un subterfuge, il ne réussit point contre l'ennemi. »

Alertes, ordres et contre-ordres, marquent le séjour devant New-York. Le 14 juillet, l'armée a levé le camp. Elle va, sans aucun doute, creuser la première paral-

lèle. Tout à coup, on décide qu'elle reste. Le 15, canonnade dans la direction de Tarrytown. L'armée prend les armes. Rien à craindre. On remet les fusils en faisceaux. Un instant après, estafette. Washington réclame deux cents hommes, six canons et six obusiers. Voici le détachement. Nouvelle dépêche. Secours inutile. Le lendemain, autre appel. Les hommes suivent G. de Deux-Ponts. Cromot du Bourg guide l'artillerie. A onze heures du matin, on était à Tarrytown, entre Philipsburg et Sing-Sing. Deux frégates et trois schooners menaçaient de capturer cinq navires de farine partis du New-Jersey. Déjà un bâtiment, chargé de pain pour les Français, était pris. Les canons de Cromot du Bourg déjouèrent la tentative des Anglais. Les frégates restèrent dans ces parages le 17 et le 18. Elles reçurent, le 19, descendant à King's Bridge, le feu d'une batterie établie à leur intention à Doob's Ferry par MM. de Neuris et de Verton.

Le 18, on apprit que M. Nortmann, officier de la légion de Lauzun, avait été tué dans la nuit, en conduisant une patrouille. Ce jour-là, Dumas, aide-de-camp de Rochambeau, soutenu par les lanciers du lieutenant Killemaine, de la légion de Lauzun, hasarda une pointe jusqu'à une centaine de mètres des ouvrages anglais.

Le 21, on organisa une grande reconnaissance. M. de Chastellux, à gauche, avait la première brigade, deux pièces de douze et deux de quatre. Il était appuyé par la légion de Lauzun. A droite, le général Heath, avec une partie de la division Lincoln. Cinq mille hommes et deux batteries de campagne. On était parti

à huit heures du soir. A cinq heures du matin, on découvrait King's Bridge. On fut reçu, en cet endroit, par les balles et les boulets ennemis. Washington et Rochambeau, nullement émus, s'avancèrent assez loin pour reconnaître les forts. On traverse l'anse de Harlem; on rebrousse chemin; on suit le bord de l'île jusqu'à New-York, et l'on se repose à Morrisania. Enfin! Huit heures sonnaient. On était à cheval depuis le départ de Philipsburg, la veille au soir. Vingt-quatre heures en selle.

Le lendemain, on reconnut Long-Island, l'île d'York. A onze heures du soir, l'expédition, après avoir fait tirer six ou sept cents coups de canon, perdu deux hommes à droite, du côté de Heath, tué quatre ou cinq hommes, ramenait à Philipsburg vingt ou trente prisonniers et une soixantaine de chevaux. Cromot du Bourg, qui donne ces chiffres, écrit : « Je ne peux trop répéter combien j'ai été surpris de l'armée américaine. Il est inimaginable que des troupes presque nues, mal payées, composées de vieillards, de nègres et d'enfants, marchent aussi bien et en route et au feu. J'ai partagé cet étonnement avec M. de Rochambeau lui-même, qui n'a cessé de nous en parler pendant la route en revenant. Je n'ai que faire de parler du sang-froid du général Washington : il est connu. Mais le grand homme est encore mille fois plus noble et plus beau à la tête de son armée que dans tout autre moment. »

Le général Rochambeau, dans cette reconnaissance, est heureux d'avoir vu comment s'y prennent les Amé-

ricains pour faire franchir à la nage les rivières aux chevaux : « Nous avions passé dans une île qui était séparée de l'ennemi, posté à Long-Island, par un bras de mer dont le général Washington voulut faire mesurer la largeur. Pendant que nos ingénieurs procédaient à cette opération géométrique, nous nous endormîmes, excédés de fatigue, au pied d'une haie, sous le feu du canon des vaisseaux de l'ennemi, qui voulait troubler ce travail. Réveillé le premier, j'appelai le général Washington, et lui fis remarquer que nous avions oublié l'heure de la marée. Nous revînmes vite à la chaussée du moulin, sur laquelle nous avions traversé le petit bras de mer qui nous séparait du continent; elle était couverte d'eau. On nous amena deux petits bateaux dans lesquels nous nous embarquâmes avec les selles et les équipages des chevaux; puis on renvoya deux dragons américains, qui tiraient par la bride deux chevaux bons nageurs. Ceux-ci furent suivis de tous les autres, excités par les coups de fouet de quelques dragons restés sur l'autre bord, et à qui nous renvoyâmes les bateaux. Cette manœuvre dura moins d'une heure; mais heureusement notre embarras fut ignoré de l'ennemi. »

Washington, dormant à l'ombre d'une haie, secoué par le général Rochambeau qui sort lui-même du sommeil, quel plus beau sujet de tableau de genre! Au second plan, des ingénieurs mesurant une passe, et des dragons l'arme au bras. Plus loin, les batteries anglaises vomissant le fer à deux pas du dormeur. Cette peinture, éclairée par

un soleil de juillet, serait, certes, du plus haut intérêt.

Clinton n'avait plus d'illusion. Il renonçait tout à fait à l'idée de couper à Washington la route de Philadelphie et de la Virginie, puisque les alliés fondraient bientôt sur New-York. Cornwallis, de son côté, ne s'étendrait pas dans la Virginie, et projetait de se fortifier sur un point en communication avec la mer.

Le décousu des mouvements de Cornwallis avait plus d'une fois trompé Lafayette. De Williamsburg, les Anglais descendent à Portsmouth. Ils ont évidemment le désir de s'embarquer et d'évacuer la Virginie. Clinton, d'ailleurs, a besoin de renfort, bien qu'il ait déjà reçu la garnison de Pensacola, que Galvès a eu le tort de congédier, et trois mille recrues d'Angleterre. Les Anglais s'embarquent, en effet, à Portsmouth, mais pour s'établir solidement à York et à Gloucester, que sépare le York-River.

Lafayette, le « *boy* » que Cornwallis méprisait si bien, avait atteint son but. Le jeune général rendit compte de la situation à Washington. Il espérait qu'on renoncerait au projet d'investir New-York. Si une flotte française apparaît dans la baie de Chesapeak, bloque les rivières James et York, et si une armée nombreuse, par la voie de terre, cerne Yorktown, Cornwallis est perdu.

Voilà ce que pense Lafayette. Washington répond par une lettre très-confidentielle. Le marquis est chaudement félicité. Pour le récompenser, on lui permettrait de venir prendre part à l'attaque contre New-York, si

sa présence n'était pas encore nécessaire en Virginie.

La lettre de Washington, portée avec le plus grand soin, par le plus sûr des courriers, tomba entre les mains de l'ennemi. Clinton organisa la défense mieux que jamais.

Lorsqu'on sut, au camp de Philipsburg, que le comte de Grasse naviguait vers la baie de Chesapeak, Washington dit à Lafayette de garder les approches d'Yorktown et d'attendre, sur ses positions, les troupes de M. de Saint-Simon, et les armées alliées. La lettre, naturellement, ne fut point interceptée.

Lafayette n'eut plus qu'une tactique : obliger les Anglais à concentrer toutes leurs forces à Yorktown, afin qu'aucun poste ne pût échapper. Une démonstration sur Portsmouth réunit à l'armée anglaise des troupes et de l'artillerie que la Caroline du Nord, au moment fatal, aurait sans doute acceptés. Pour prévenir toute fuite de ce côté, on avait détaché le général Wayne. On semblait l'expédier dans le Sud, à Greene. Lafayette poussa le scrupule jusqu'à envoyer au camp anglais, pour épier Cornwallis, un faux déserteur, le soldat Morgan.

Le 15 août, M. de Fersen s'était rendu à New-Port. Le ministre de la marine, M. de Castries, avait autorisé M. de Barras à croiser devant Boston, s'il répugnait au successeur de Ternay d'accepter l'autorité d'un chef moins ancien que lui dans son grade. M. de Barras, nous l'avons vu, était tout disposé à rejoindre le comte de Grasse. Il reçut l'ordre d'embarquer l'artillerie de siége, les cinq cents hommes de M. de

Choisy (100 restaient à Providence), et de se diriger vers la baie de Chesapeak.

Si l'on ne parvenait pas à se déployer devant Yorktown avant le départ de M. de Grasse, l'expédition, qui pouvait être décisive, échouait. Après s'être promis d'accélérer les mouvements, on leva, le 19 août 1781, le camp de Philipsburg. Washington avait accru son contingent de deux mille hommes de la Nouvelle-Angleterre, et les deux généraux prirent chacun 50,000 écus dans la caisse du trésorier français, qui était ainsi épuisée.

Le premier jour, on parcourut 18 milles, de Philipsburg à Northcastle. Des pluies récentes avaient effondré les chemins. Les équipages avançaient difficilement. Le gros de l'armée ne parvint à Northcastle qu'à quatre heures du matin.

Le 21, de Northcastle à Crampond, par Pinesbridge, sur le Croton-River. Le 22 août, on s'arrêta à King's Ferry. West-Point était de l'autre côté du fleuve. M. de Rochambeau, accompagné de Washington, visita, le lendemain, la forteresse qu'Arnold n'avait pu livrer.

Au milieu des embarras sans nombre qui s'étaient produits depuis Philipsburg, il est certain qu'une attaque des Anglais aurait jeté la plus grande confusion au milieu des régiments. Clinton se tut. Pourquoi? C'est qu'il attendait, sur un point différent, peut-être par Staten-Island et le Paulus Hook, les efforts prémédités contre New-Kork.

Les 23, 24 et 25 août, l'armée passa l'Hudson à King's Ferry. Trois mille hommes des milices, avec le

général Heath, se casaient à Verplanks. Ils défendraient, à l'occasion, l'État de New-York.

De l'autre côté de l'Hudson, la marche fut ainsi organisée. D'abord Washington, et trois mille hommes. En arrière, à une journée de distance, la légion de Lauzun et la brigade de Bourbonnais. Puis venait, également espacée de vingt-quatre heures, la brigade de Soissonnais.

Le 26, on était à Pompton. Washington feignit de gagner Staten-Island, et Paulus Hook, et Rochambeau, pour accréditer l'erreur, dit à M. de Villemanzy, commissaire des guerres, d'aller construire des fours près de Chatham. Le 27, on avait dépassé Whippany. Entre cet endroit et Morristown, on campa.

Le 29, le mystère est dévoilé. Itinéraire : route de Philadelphie et de la Virginie. La conversion sur la Delaware montre à Clinton le but réel de l'expédition ; mais, par des marches forcées, on atteindra Yorktown avant que les amiraux anglais n'aient eu le temps de secourir Cornwallis. Par Morristown, Somerset Court-House, Princeton, Trenton et Red Lion's Tavern, on arriva, le 3 septembre 1781, à Philadelphie.

Washington, d'après l'ordre de marche, avait dû y entrer la veille. Dès onze heures du matin, le général Rochambeau, entouré de ses aides de camp de Fersey, de Vauban et de Closen, et à la tête de la brigade de Vioménil, saluait les premières maisons de la ville où l'on avait proclamé l'indépendance, en 1776.

M. de Rochambeau, que la réception des habitants de New-Port a jadis fort désagréablement surpris, n'a

pas lieu de se plaindre. Les habitants de Philadelphie ont revêtu leurs beaux habits et composé leurs plus gracieux sourires. Leurs demeures sont pavoisées aux couleurs de France et des États-Unis. Dans les rues que parcourent les Français, stationnent des groupes bruyants et animés. Les voici, les soldats de la France. Ils sont en grande tenue. Les « *Welcome, gentlemen* » s'élèvent et se croisent. Si l'on va être une nation, n'est-ce point grâce aux chers alliés qui défilent en ce moment?

Nous savons qu'on avait dit au chef du corps expéditionnaire de rendre à Washington les honneurs de maréchal de France, au président du Congrès, et aux gouverneurs des États, les honneurs de maréchal de camp. Lorsque les troupes arrivèrent devant le *state-house*, le président du Congrès demanda à M. de Rochambeau s'il devait ou non saluer. Le général répondit que le roi de France, en pareille occurrence, saluait toujours. Et l'on vit les membres du Congrès, devant chaque drapeau qui s'inclinait et devant chaque officier général qui abaissait son sabre, ôter religieusement leurs chapeaux.

Le 4, la seconde brigade reçut l'ovation qui avait accueilli la première. Le régiment de Soissonnais, avec ses bonnets de grenadiers ornés d'une plume blanche et rose, et ses broderies, attirait surtout l'attention. On avait vu, deux jours avant, les « troupes presque nues, mal payées, composées de vieillards, de nègres et d'enfants, » de Washington. Quel contraste avec la tenue élégante des Français!

On n'eût peut-être pas dédaigné de séjourner une bonne semaine à Philadelphie. On y mangeait des tortues excellentes; et puis, à table, grâce aux nombreux *toasts*, le temps semblait si court!

Mais, pendant que les brillants officiers de Rochambeau apprécient les qualités aimables du ministre de France, M. de La Luzerne, et font la connaissance des quakers, surtout des quakeresses, deux amiraux anglais, deux trouble-fêtes, Hood et Graves, toutes voiles dehors, longent la côte qui s'échancre en Virginie, et devient la baie de Chesapeak. Arriveront-ils avant le comte de Grasse? Doute cruel.

Le 5 septembre, de la rive gauche de la Schuylkill, on se rend à Chester. Le désir de visiter les défenses de Philadelphie porta M. de Rochambeau à suivre, dans un petit navire, le cours de la Delaware. A Chester, Washington, apercevant le *sloop*, agita son chapeau. Le général semblait tout joyeux. Etait-ce le simple plaisir de la rencontre qui lui causait ce bonheur? On venait de se quitter. Le comte de Rochambeau est fort intrigué. De Mauduit-Duplessis et l'aide de camp Cromot du Bourg, qui sont sur le bateau, ne comprennent rien à cette pantomime.

On aborde. L'amiral de Grasse a doublé le cap Henry avec vingt-huit vaisseaux de ligne et trois mille hommes qui ont déjà rejoint le marquis de Lafayette. La grande nouvelle arrive de Baltimore.

Guillaume de Deux-Ponts, témoin de la joie subite du Washington si grave et si froid que nous connaissons, a écrit : « Ses traits, sa physionomie, son maintien, tout a changé en un instant. Il s'est dépouillé de

sa qualité d'arbitre de l'Amérique septentrionale, et s'est contenté, pendant un moment, de celle du citoyen heureux du bonheur de son pays. Un enfant dont tous les vœux eussent été comblés n'eût pas éprouvé une sensation plus vive, et je crois faire honneur aux sentiments de cet homme rare en cherchant à en exprimer toute la vivacité. »

Sur tout le territoire des États-Unis, s'exhala comme un soupir de soulagement. On n'avait point encore abouti, mais l'instinct populaire voyait le succès à courte échéance. A Philadelphie, M. de La Luzerne fut acclamé par la foule. Deux hommes étaient soucieux : Clinton, à New-York, et Cornwallis, à Yorktown.

Le 28 août 1781, l'amiral de Grasse, avec ses vingt-huit vaisseaux, avait, en effet, jeté l'ancre à Lynhaven, dans la baie de Chesapeak. Le marquis de Saint-Simon débarqua à Jamestown à la tête de trois mille deux cents hommes des régiments de Gâtinais, d'Agénais et de Touraine, et de trois cents hussards.

Le 5 septembre, pendant qu'une grande partie des matelots, dans le James-River, facilitaient le débarquement du corps d'armée venu de Saint-Domingue, on aperçut à l'est vingt et un vaisseaux anglais. Les amiraux Hood et Graves, expédiés en toute hâte de New-York, allaient pénétrer dans la baie. Le comte de Grasse n'a pas le temps de retirer ses ancres. Il fait couper ses câbles et déploie ses voiles. Il a pu réunir vingt-quatre vaisseaux. L'avant-garde française, commandée par Bougainville, s'engagea sérieusement. Grandes avaries chez les Anglais. Le combat se borna à cette rencontre des

ailes. Les lignes restèrent trop éloignées pour intervenir. L'action des deux avant-gardes ne cessa qu'à la nuit. L'ennemi, pendant trois jours, sut échapper à la poursuite du comte de Grasse. En revenant au mouillage, l'amiral trouva sur rade les vaisseaux de son subordonné, M. de Barras. Pendant que, au loin, on se canonnait, M. de Barras, de New-Port, arrivait paisiblement, escortant dix transports où étaient l'artillerie de siége et les cinq cents hommes de M. de Choisy. Il avait même planté le pavillon français sur deux frégates anglaises, le *Richmond* et l'*Isis,* et sur quelques navires de commerce.

Lafayette rappelle le général Wayne, qu'il semblait expédier à Greene, et survient à Williamsburg. Des milices, de l'autre côté du York-River, enserrent Gloucester. Plus d'issue possible. Cornwallis, le présomptueux Cornwallis, peut maintenant ouvrir les yeux. Par la voie de terre et de mer, l'investissement est complet.

Le général anglais brisera-t-il le cercle qui le paralyse? A quoi bon? Le jeune homme qui a exécuté la folle tentative du 25 juin ne manquera pas de la renouveler. On prévoit le choc, et l'on repoussera, sans trop de difficultés, des bataillons qui vont perdre, en s'avançant à découvert, leur élan et leur solidité.

Les Américains ne bougent pas.

Le comte de Grasse veut s'éloigner au plus tôt des côtes d'Amérique, et refuse d'attendre Washington et Rochambeau. Il offre ses équipages et ses navires à Lafayette. A une condition : l'attaque sera immédiate.

Le marquis de Saint-Simon est d'avis qu'on doit profiter de la présence de l'amiral dans la baie. Il fait d'ailleurs observer que l'armée anglaise n'a pu encore se fortifier. Avec les forces dont on dispose, on écrasera sûrement Yorktown, et l'on anéantira, sans aucun doute, Gloucester.

Et de Grasse et Saint-Simon, cessant d'invoquer le départ prochain de la flotte, adoptent bientôt le langage mielleux et doucereux des insinuations. Voyons, Lafayette, — vous avez vingt-quatre ans. Vous vous êtes déjà fait un nom. Acquérez la gloire aujourd'hui, vous le pouvez. Une circonstance unique, exceptionnelle, s'offre à vous. Saisissez-la. Dites un mot, nous tombons sur Cornwallis, et vous terminez la guerre. Washington ne se plaindra pas. C'est un bonhomme peu soucieux de sa réputation. Rochambeau vous reprochera d'avoir vaincu sans lui. C'est probable. S'il crie trop fort, faites-nous signe, et nous mettons le général, arrivé trop tard, à la raison. Allons, c'est convenu. Vous agissez sans eux.

Lafayette, le général de 24 ans, répondit: Non.

Dans l'attitude énergique et ferme du *boy* qui a excité les dédains de Cornwallis, nous distinguons la marque d'une sagesse profonde. Que de généraux, vieillis dans les camps, eussent été heureux, en pareil cas, de céder aux instances du comte de Grasse et du marquis de Saint-Simon. Le succès légitime toutes les entreprises; et le défenseur de la Virginie, recevant l'épée de lord Cornwallis, avait mille fois raison. Mais si l'ennemi repoussait l'assaut et s'échappait? La défaite autorisait un chef astucieux à imputer le revers à qui de droit. On

devait agir immédiatement, ou ne rien tenter. On a été malheureux : on n'est pas responsable.

Lafayette, sacrifiant sa gloire devant Yorktown, est aussi grand que Washington écrivant, après Saratoga, et lorsque Gates n'a pas daigné rendre compte au général en chef : « Si notre cause réussit, peu m'importe où et par qui cela arrive. »

Grasse finit par dire : J'attendrai.

Les armées arrivaient, d'ailleurs. Le 6 septembre, on allait de Chester à Wilmington (Delaware). Le 7, on était à Head of Elk (Maryland).

L'insuffisance des bateaux de transport obligea les troupes à se diviser. M. de Custine s'embarqua avec 1,200 hommes (grenadiers, chasseurs et infanterie de Lauzun). Lincoln également, avec 800 hommes. Le duc de Lauzun suivit son infanterie. Sa cavalerie appuya l'artillerie et les régiments que Vioménil allait guider par la voie de terre. Cette voie était plus longue. Aussi, Washington et Rochambeau, accompagnés seulement de quatre aides de camp, se mirent-ils en route le 8, précédant l'armée de vingt-quatre heures.

Le 9 septembre, les troupes, sous la direction de l'aide-major Dumas, passèrent la Susquehannah. Elles entraient, le 12, à Baltimore.

On perdait, à gravir les obstacles naturels ou à les tourner, un temps précieux. Il fallait arriver au plus tôt devant Yorktown. On réquisitionne des bateaux. Hélas! même insuffisance qu'à Head of Elk. Le 16, on se remet en marche, en songeant avec amertume aux fleuves à franchir et aux collines à escalader.

Le Petapsco-River ne vient pas calmer les alarmes. Mais M. de Vioménil reçoit une lettre de M. de la Villebrune, capitaine du *Romulus*. Ce navire et la *Gentille*, le *Richmond*, l'*Iris*, l'*Aigrette*, la *Diligente*, et neuf transports, sont mouillés à Annapolis, prêts à recevoir l'armée.

Cette nouvelle dérida tous les fronts. On embarqua tout ce qu'on put caser les 18, 19 et 20 septembre. La *Diligente* offrit, à M. Guillaume de Deux-Ponts, un voisinage inattendu. On voyait, sur le navire, lord Rawdon, le sauveur de Ninety-Six, qui avait laissé au général Stewart le soin difficile de réduire l'indomptable Greene. En outre, le colonel Doyle et le lieutenant de vaisseau Clark, accompagnés de leurs femmes. Ces trois *gentlemen*, faits prisonniers par M. de Barras sur le *Richmond*, assistaient, impassibles et calmes, aux préparatifs du départ. On mit à la voile le 21 au soir. Le 23, à cinq heures du matin, on remontait le James-River.

Les équipages et l'administration avaient continué la voie de terre, à Annapolis.

Le 26 septembre, les troupes conduites par le capitaine du *Romulus* campaient à Williamsburg. Washington, Rochambeau, de Chastellux et les quatre aides de camp, après avoir imposé à leurs montures des courses de soixante milles par jour, avaient rejoint Lafayette le 14. L'infanterie de Lauzun, que M. de Custine devança sur un *sloop*, était arrivée le 23.

Les prévisions heureuses, les vœux secrets, les désirs depuis longtemps poursuivis, se sont réalisés. Depuis

1775, depuis Lexington, on cherche l'éclaircie. Tous les efforts, toutes les batailles et tous les protocoles de la diplomatie, tous les événements favorables ou funestes, ont donné ce résultat: Cornwallis enfermé dans York-town.

Avoir sa part de vie dans le monde. S'élever au rang des nations. On le veut. *To be*, être. Sera-t-on bientôt?

CHAPITRE XIX

LA REDDITION DE CORNWALLIS A YORKTOWN.

Effectif des forces anglaises en Amérique (1er septembre 1781). — Washington à Williamsburg.—Sur *la Ville-de-Paris* (18 septembre).—Insuffisance de Weedon à Gloucester. — Renforcé par MM. de Choisy et Lauzun. — Washington prie l'amiral d'envoyer des navires au-dessus d'Yorktown. — Refus de l'amiral. — Investissement d'Yorktown (28 septembre). — Evacuation de deux redoutes (nuit du 29 au 30 septembre).—Une autre redoute abandonnée du côté des Américains. — Lauzun et Tarleton devant Gloucester.— Cornwallis attend Clinton. — Journée du 6 octobre devant Yorktown. — On creuse la première parallèle. — 7 octobre. — On complète la première parallèle. — 8 octobre. — Deux batteries terminées. — 9 octobre. — On démasque deux batteries. — Incendie de la frégate *le Charon*. — Le 10 octobre. — Deux nouvelles batteries démasquées. — Tentative de fuite par le York-River. — 11 octobre. — On commence la seconde parallèle. — 12 octobre. — On continue la seconde parallèle. — 13 octobre. — On attaquera deux redoutes le 14 au soir. — 14 octobre. — Les deux redoutes sont prises. — Tentative sur Gloucester. — Sortie du 15 octobre. — 16 octobre. — Cornwallis tente de gagner Gloucester. — Subir l'assaut général ou capituler. — 17 octobre. — Cornwallis envoie un parlementaire. — Capitulation signée le 19 octobre 1781 à midi. —Le colonel Tilghman porte la nouvelle à Philadelphie. — Résolutions du Congrès. — Ordre du jour du 20 octobre. — Clinton arrive trop tard. — Arnold se sauve sur *la Bonnetta*. — L'Angleterre demandera-t-elle la paix ?

Le 1er septembre 1781, la Grande-Bretagne avait 42,075 hommes en Amérique, dont 16,701 à New-York, 8,885 en Virginie, 9,775 dans la Caroline du Sud, 1,084 en Géorgie, 1,689 dans la Floride, 3,452 dans la Nouvelle-Écosse, 135 dans l'île de la Providence, et 354 aux Bermudes.

Quinze mille hommes environ allaient investir Yorktown, 8,000 Américains et 7,000 Français.

Le 15 septembre, Washington, de Williamsburg, annonça au Congrès qu'il était arrivé la veille au soir.

Le général, depuis le 20 mai, a vu les obstacles s'aplanir et s'évanouir. Clinton est resté à New-York. De Grasse a devancé Hood et Graves dans la baie de Chesapeak. La fortune, déchirant son voile, sourit enfin au vaincu de la Bradywine.

Le patriote, tant de fois troublé, se relève. L'assurance qui l'anime va percer dans la lettre au président du Congrès? Non. L'espoir s'envole. Ne compter que sur la victoire bien et dûment gagnée, consommée, telle est la devise. Et Washington écrit ces simples mots à l'assemblée fédérale : « *How far I shall succeed in my endeavours, time must discover*, —jusqu'à quel point je réussirai dans ma tentative, au temps de le dire. »

Le même jour, 15 septembre, le général en chef félicite le comte de Grasse, qui vient de repousser la flotte anglaise; et, au nom de Rochambeau, en son propre nom, il demande à l'amiral, à « l'*Excellency*, » une entrevue.

Le 18, Washington et Rochambeau, Chastellux, les généraux Knox, Duportail, montaient sur la *Queen Charlotte*, et abordaient, vers midi, la *Ville-de-Paris*, à la hauteur du cap Henry. On ne put décider de Grasse à envoyer des navires au-dessus d'Yorktown et de Gloucester. Retour contrarié par le vent. On ne rentra à Williamsburg que le 22.

Cornwallis avait placé, sur la rive gauche du York-River, à Gloucester, presque en face d'Yorktown, toute sa cavalerie et un corps de troupes assez nombreux. On craignait, non sans raison, la fuite de ce côté. On

avait bien posté, derrière Gloucester, Weedon et ses trois mille hommes ; mais Weedon, général fantaisiste, cernait Gloucester d'une manière tout à fait originale. Il s'était éloigné de plus de quinze milles des Anglais, et ses patrouilles avaient pour consigne de déguerpir à la vue de l'ennemi. Si bien que Cornwallis, traversant le York-River et se sauvant par Gloucester, n'aurait remarqué, dans le lointain, que les derrières des miliciens.

Lauzun, avec sa légion, vint modifier la situation. Il emmena le général américain en reconnaissance. On s'approcha très-près des fortins. Weedon jura qu'il ne suivrait plus le Français enragé.

Sur le rapport du duc, M. de Rochambeau expédia, pour investir sérieusement Gloucester, des canons et huit cents marins commandés par M. de Choisy (27 septembre).

Cornwallis, cependant, était toujours maître de ses mouvements entre Yorktown et Gloucester. Il gardait même la possibilité, au moyen de ses petits bateaux, de remonter furtivement le York-River. Encore une issue possible.

Pour la fermer, Washington avait demandé des navires au comte de Grasse. Refus de l'amiral. Nous le savons. Vous pensez peut-être que le général, descendu de la *Queen Charlotte*, va s'empresser de se plaindre au Congrès. Détrompez-vous. Voici comment le visiteur de la *Ville-de-Paris* rend compte de sa démarche : «... Je suis heureux d'informer le Congrès que j'ai trouvé l'amiral français on ne peut mieux disposé à nous

aider de tout son pouvoir, et à coopérer parfaitement avec moi dans notre effort actuel. »

Pourtant, le besoin de navires sur le York-River s'impose. Que faire? Washington s'adresse encore à l'amiral. En quels termes? Oh! dans un langage poli, respectueux, humble presque. L'illustre correspondant répète que l'absence de navires au-dessus d'Yorktown assure la fuite de Cornwallis. Mais il a soin de s'effacer. L'opinion qu'il exprime est celle qu'il entend soutenir. *Many people are of opinion*... Peut-être partage-t-il l'avis de son entourage. Il ne le dit pas, dans la crainte d'exercer une pression sur le comte de Grasse, sur l'« *Excellency* » du cap Henry.

Avouons qu'on n'est pas plus modeste, ni plus grand.

L'amiral objecta que l'ennemi, avec ses petits *ba*teaux, conservait la ressource de remorquer, la nuit, des brûlots, et que les navires français, stationnés où l'on désirait les conduire, ne jouiraient d'aucune sécurité.

Le 28 septembre 1781, les Américains et leurs alliés commencèrent l'investissement effectif d'Yorktown. Cinq milles après Williamsburg, l'armée combinée, formant une seule colonne, se fractionna. Les Américains prirent à droite, les Français à gauche.

Rochambeau avait sous ses ordres : les volontaires du baron de Saint-Simon, frère du marquis (le même qui devait découvrir le saint-simonisme et inventer le père Enfantin); les grenadiers et les chasseurs des sept régiments (baron de Vioménil); les brigades d'Agenais, de Soissonnais et de Bourbonnais.

On s'était révervé l'arc de cercle allant du York-River à la maison du gouverneur Nelson. Grâce aux bois, encore touffus, les brigades s'assignèrent leurs postes à une très-faible distance de la ville.

On procéda, du reste, avec célérité, et les Anglais furent quelque peu surpris de se voir si vite enveloppés. L'étonnement, chez l'ennemi, eut pour conséquence l'évacuation de deux redoutes (nuit du 29 au 30 septembre). Diminuer la longueur du secteur, c'était inviter Rochambeau à se rapprocher du centre. Le général, dans la matinée du 30, s'empressa d'envoyer Charles de Lameth et Dumas, avec cent hommes de Bourbonnais, s'établir à *Pigeon-Hill*, la plus importante des deux redoutes abandonnées. L'autre fut occupée par cinquante chasseurs de Deux-Ponts. Le même jour, le baron de Vioménil, à la tête des volontaires de Saint-Simon, fit replier les postes qui inquiétaient la gauche des brigades françaises. Il fouilla le bois qui le séparait d'Yorktown, et ne craignit pas de s'y installer, malgré un feu très-vif que les postes, en se retirant, avaient provoqué. Un hussard fut tué. On compta deux blessés, dont M. de Bouillet, du régiment d'Agenais. La brigade de Bourbonnais, imitant ses grand'gardes, se rapprocha de la ville.

Chez les Américains, des retards prévus. Quelques marais à traverser, et les ponts détruits. Les charpentiers les rétablirent. Ils employèrent, à ce travail, toute la journée du 28. Le lendemain, on s'aventura sur les constructions hâtives. Les Anglais, témoins du mouvement, lancèrent des boulets qui ne furent pas tous

inoffensifs. Trois soldats tués; trois autres blessés. De ce côté une redoute fut également évacuée dans la nuit du 29 au 30. Les Américains l'envahirent aussitôt.

Le 1er octobre, Washington informa le Congrès que l'investissement de la place était complet, et que l'on s'était approché aussi près que possible des lignes de Cornwallis. Les communications restaient toujours libres par la rivière, au-dessus de la ville; mais pour combler cette lacune, on a demandé un ou deux navires au comte de Grasse. On ne fait pas connaître les objections de l'amiral. On affirme seulement que des forces navales seront très-efficaces sur cette partie de la circonférence.

Le 6, nouveau rapport du général en chef. Depuis le 1er octobre on ne perd pas une minute. On a dû consolider *Pigeon-Hill*, et construire une redoute intermédiaire. L'ouvrage ennemi réparé, et le nouvel ouvrage, protégeront les troupes creusant les parallèles. On a fabriqué des fascines et empli des gabions. On a transporté, de Trebell's Landing, sur le James-River, les lourds canons, les mortiers et les munitions. Dans ces derniers jours, on a fait peu de progrès. On attendait du nord des fourgons et des attelages. Aujourd'hui, d'après l'avis des ingénieurs eux-mêmes, on est en mesure de commencer les opérations, et l'on annonce qu'on ouvrira, la nuit prochaine, la tranchée.

Les Américains terminèrent leurs retranchements le 5, sous le feu de l'ennemi. Ils n'eurent à inscrire que deux morts. Une de leurs patrouilles, le 2, fut moins heureuse. Des quatre hommes qui la composaient,

trois furent tués. Le quatrième revint blessé. Œuvre d'un seul boulet.

Devant Gloucester, M. de Choisy envoie au diable Weedon et ses milices. Il se dispose à s'établir solidement sur un point. Lauzun l'accompagne. Des cavaliers de Weedon, aussi poltrons que leur chef, ont vu, de leurs yeux vu, des dragons anglais dans la plaine. Ils rendent compte de leur chevauchée en exprimant la plus grande frayeur, et conseillent aux *french gentlemen* de ne pas s'aventurer dans telle direction.

Lauzun hausse les épaules et pique des deux sur l'endroit tant redouté. En fait de dragons, il aperçoit une fort jolie femme, près d'un élégant *cottage*. Il l'interroge. La *lady* vient de recevoir les hommages du colonel Tarleton. Elle ignore si beaucoup de troupes sont sorties de Gloucester; mais elle affirme que Tarleton serait fort heureux de serrer la main du duc français.

L'Américaine entendit bientôt des coups de pistolet. Lauzun raconte ainsi l'escarmouche : « J'avançai au grand galop pour trouver un terrain sur lequel je pusse me mettre en bataille. J'aperçus en arrivant la cavalerie anglaise, trois fois plus nombreuse que la mienne. Je la chargeai sans m'arrêter. Tarleton me distingua et vint à moi le pistolet haut. Nous allions nous battre entre les deux troupes, lorsque son cheval fut renversé par un de ses dragons poursuivi par un de mes lanciers. Je courus sur lui pour le prendre. Une troupe de dragons anglais se jeta entre nous deux et protégea sa retraite. Son cheval me resta. Il me char-

gea une deuxième fois sans me rompre. Je le chargeai une troisième fois, culbutai une partie de sa cavalerie et le poursuivis jusque sous les retranchements de Gloucester. Il perdit un officier, une cinquantaine d'hommes et je fis un assez grand nombre de prisonniers. »

Tarleton, avant de revoir la piquante *lady*, dut se guérir d'une grave blessure. Il avait quatre cents dragons. Il protégeait deux cents fourrageurs, dont le chef fut tué.

Poignée de main promise, remise.

Lauzun perdit trois hussards. Il recueillit les noms de onze blessés, dont MM. de Billy, Dillon et Dutertre, capitaine, et se hâta de signaler la conduite brillante de MM. Beffroy, Robert Dillon, Monthurel et Sheldon (3 octobre).

Après cet engagement, qui restait à l'honneur des Français, les avant-postes de M. de Choisy arrivèrent à un mille de Gloucester. Les Anglais, qui n'apercevaient jamais les milices de Weedon, se plaignirent de voir trop souvent les soldats de M. de Choisy. Les patrouilles et les grand'gardes commencèrent une fusillade qui dura jusqu'à la fin du siége.

Lorsque l'armée combinée montra ses têtes de colonnes devant Yorktown, Cornwallis avait reçu l'avis que Clinton partirait de New-York le 5 octobre, voguant, avec des secours, vers la baie de Chesapeak. Le général anglais, sans se demander si la flotte, déjà repoussée par de Grasse le 5 septembre, serait plus heureuse en octobre, caressa toutes les illusions d'un espoir chimérique. Son cercle de défense était trop

large. Il avait livré trois redoutes dans la nuit du 29 septembre; mais qu'avait-il besoin d'ouvrages avancés? A quoi bon sacrifier des hommes et user de la poudre lorsqu'on va être délivré par une armée solide et nombreuse! Ce pauvre Clinton! A-t-il été assez joué! Quand on reporte maintenant la vérité à sir Henry, le général en chef se croit toujours l'objet de manœuvres déloyales. On ne peut, cependant, nier ce fait : Washington et Rochambeau assiégent Yorktown et Gloucester. Bah! *All is well*, puisque les amiraux anglais vont passer Sandy-Hook.

Et Cornwallis, bannissant les vaines terreurs, donna rendez-vous, sur le York-River, aux vaisseaux qui ne devaient jamais venir.

Peut-être ne sera-t-il pas inutile de reproduire ici les détails du service français devant Yorktown.

Le 6 octobre 1781, l'ordre portait :

Maréchal de camp : le baron de Vioménil;
Brigadier : le comte de Custine;
Bourbonnais : deux bataillons;
Soissonnais : deux bataillons;
Travailleurs de nuit : mille hommes.

Il s'agissait de creuser la première parallèle, à six cents yards. Besogne peu agréable. A cinq heures, les bataillons étaient à leurs postes respectifs et les hommes, munis de pelles et de pioches, guidés par les officiers du génie de Querenet et du Portail, dans l'ombre et le silence, remuèrent la terre.

Les Anglais, toujours pleins d'assurance et croyant

en Clinton, n'interrompaient leur paisible sommeil que pour envoyer leur mitraille, souvent innocente, au régiment de Touraine, très-gravement occupé, sur l'extrême gauche, à mettre en batterie huit pièces de canon et dix obusiers. Fausse démonstration. Ce fut celle-là qui tourmenta Cornwallis. *Of course*, naturellement.

La parallèle s'étendait, vers la droite, jusqu'à la redoute récemment construite par les Américains, et courait au delà. Dans la nuit du 6, M. de la Loge, capitaine d'artillerie, mourut des suites d'une blessure à la cuisse. Cette mort est encore ignorée du général en chef, lorsque, le lendemain, Washington accuse au Congrès : un officier d'artillerie français blessé, 16 soldats tués ou blessés, la plupart français.

JOURNÉE DU 7 OCTOBRE.

Maréchal de camp : M. de Chastellux;
Agenais : deux bataillons;
Saintonge : deux bataillons;
Travailleurs de nuit : neuf cents hommes;

On complète la première parallèle. On établit les batteries qui doivent la précéder. Trois hommes blessés.

JOURNÉE DU 8.

Maréchal de camp : le marquis de Saint-Simon;
Brigadier : de Custine;
Gâtinais : deux bataillons;
Royal-Deux-Ponts : deux bataillons;

Auxiliaires : les grenadiers de Soissonnais et de Saintonge.

Travailleurs de nuit : huit cents hommes.

Deux batteries terminées : l'une, par le régiment de Touraine; l'autre, par les Américains. Feu incessant, persistant, de l'ennemi. Pertes de la nuit : un tué, un blessé.

JOURNÉE DU 9 OCTOBRE.

Maréchal de camp : le comte de Viioménil;

Bourbonnais : deux bataillons;

Soissonnais : deux bataillons;

Auxiliaires : chasseurs d'Agenais et de Gâtinais;

Travailleurs de nuit : sept cents hommes.

A cinq heures, on avait démasqué, sur la droite, une batterie américaine ayant six pièces de dix-huit et de vingt-quatre, deux mortiers et deux obusiers. A trois heures, sur la gauche, on avait ouvert une batterie française de quatre pièces de douze et de six mortiers et obusiers.

Ce jour-là, on apprit, de bonne source, que les obus des assiégeants causaient de grands ravages dans la ville; et les artilleurs américains et français, qui visaient les embrasures des Anglais, purent souvent remarquer, à des indices trop certains, qu'ils avaient frappé juste.

La frégate le *Charon*, de 44 canons, l'une des épaves d'Arnold, reçut un boulet rouge de la batterie française de Touraine et brûla. La nuit avait étendu ses ombres. En une minute, le York-River et la rade furent illuminés. Pendant que les flammes, vomies par les

sabords, consumaient les flancs du navire, les canons, chargés, partaient. Spectacle assez terrible pour suspendre les hostilités. Lorsque l'incendie eut jeté sa dernière étincelle, on se souvint qu'on voulait prendre Yorktown, qu'on était Franco-Américain, qu'on voulait empêcher Yorktown d'être pris, et qu'on était Anglais.

L'attaque soudaine de gauche et de droite avait confondu Cornwallis; car le général, aussi bien informé que Clinton, avait appris que l'armée combinée n'avait pas de canons. Cette nouvelle l'avait comblé d'aise. Il l'avait communiquée à ses troupes. Et tout à coup, à l'improviste, les soldats rassurés voyaient tomber autour d'eux une pluie de fer lancée par des batteries authentiques. La garnison se résignait à de nouveaux malheurs. Le général a dit : Ils n'ont pas de canons, et Clinton vient! Ils possèdent des canons et Clinton ne viendra pas.

Deux blessés.

JOURNÉE DU 10 OCTOBRE.

Maréchal de camp : le baron de Viománil;

Brigadier : M. de Custine;

Agenais et Saintonge : deux bataillons chacun;

Travailleurs de nuit : trois cents hommes.

On démasque deux nouvelles batteries françaises, au milieu de l'arc occupé par les brigades de Rochambeau. Elles ont, l'une, dix pièces de dix-huit et de vingt-quatre, six mortiers et obusiers; l'autre, quatre pièces de dix-huit. Leur tir précis, méthodique, porte

au loin la confusion. Plus d'un artilleur anglais, relevant une embrasure détruite, s'indigne tout bas contre un chef que la présomption aveugle. Être fort, c'est savoir deviner les moyens d'un adversaire habile. Cornwallis, au milieu de soldats aguerris, est faible.

Les Américains ont encore installé quatre pièces de dix-huit et deux mortiers.

Un tué, trois blessés.

Le matin, huit bateaux plats d'Yorktown avaient retiré leurs amarres. Ils remontaient la rivière, bondés de troupes.

Au camp de Cornwallis, les *gentlemen* sceptiques ou caustiques se persuadent enfin que si l'armée combinée est soutenue par de véritables batteries, le comte de Grasse a disséminé, dans la baie de Chesapeak, des vaisseaux réels. Les Arbuthnot et les Hood ne seront pas plus heureux en octobre qu'ils ne l'ont été le 5 septembre. On fuit.

On avait compté n'entrevoir, sur l'autre rive du York, que le nuage poudreux, attestant la retraite précipitée des soldats de Weedon. On tomba sur M. de Choisy. Le bouillant Français, digne émule de ce Lauzun qui remarque la beauté d'une femme à deux pas de Tarleton, envoya quelques boulets aux fuyards, et le convoi rebroussa chemin.

Lorsque les nouvelles batteries eurent commencé leur action, l'ennemi retira ses canons des embrasures, et les protégea par des merlins. Le feu de la place fut presque nul.

JOURNÉE DU 11 OCTOBRE.

Maréchal de camp : M. de Chasteilux;
Gâtinais : deux bataillons;
Deux-Ponts : deux bataillons;
Auxiliaires : grenadiers de Saintonge, chasseurs de Bourbonnais.

Travailleurs de nuit : huit cents hommes.

On commence la seconde parallèle, à trois cents yards. Faible distance. On s'attendait à une opposition très-vive. Cette crainte justifiait la présence des auxiliaires de Saintonge et de Bourbonnais. On surprit quelques patrouilles; on tira, de loin en loin, quelques coups de fusil, et le travail s'accomplit.

Un tué; trois ou quatre blessés.

Washington, dans son rapport au Congrès sur les incidents de la nuit, confesse : « Je ne puis que reconnaître les obligations infinies que j'ai au comte de Rochambeau, au marquis de Saint-Simon, commandant les troupes des Indes occidentales, et, à la vérité, aux officiers de tous les grades de l'armée française, pour le concours qu'ils me prêtent. »

JOURNÉE DU 12 OCTOBRE.

Maréchal de camp : M. de Saint-Simon;
Brigadier : M. de Custine;
Bourbonnais : deux bataillons;
Soissonnais : deux bataillons;
Auxiliaires : grenadiers d'Agenais et de Gâtinais;
Travailleurs de nuit : six cents hommes.

On continue la seconde parallèle. L'ennemi, revenu de la secousse du 10, a replacé la bouche de ses canons aux embrasures. Il dirige même, sur les points où il soupçonne quelque activité, un feu qui n'est pas toujours impuissant.

Six hommes tués; onze blessés. Au nombre des blessés, se trouvent deux officiers de Soissonnais, MM. Dursne et de Miollis.

La seconde parallèle, descendant vers la droite, jusqu'à la rivière d'York, rencontrait deux redoutes que les Anglais n'avaient pas abandonnées le 29 septembre. On voyait l'une de ces redoutes sur le bord du York-River, à l'extrême droite, et faisant face aux Américains. On apercevait l'autre un peu plus loin, et à l'endroit où la parallèle, partie de la rivière, devait rejoindre la tranchée ouverte par les Français.

Ces deux obstacles troublaient l'harmonie des travaux d'approche. On résolut de s'en emparer.

Il fallait, d'abord, endommager assez les murailles artificielles pour rendre l'assaut praticable. Les artilleurs pointèrent leurs pièces.

Le 12, le baron de Vioménil voulait qu'on attaquât sans plus tarder. La brèche était visible. D'ailleurs, l'ennemi ne répondait plus. Pourquoi tarder? Dans la batterie française, qui visait la seconde redoute, c'est-à-dire la plus éloignée du York-River, se trouvait le général Rochambeau, accompagné de quelques aides de camp.

Le général, croyant peu justifiés les mouvements d'impatience de Vioménil, hasarda : « Vous prétendez

que la redoute est assez endommagée! Je vais m'en assurer. »

Rochambeau fait cesser le feu. Il accorde à son fils le privilége de le suivre. On sort de la batterie, qui domine un ravin. On descend dans le ravin. On arrive au pied de l'escarpement qui mène à la redoute convoitée. On monte. On observe, on se rend compte. Et calme, lentement, sous les yeux des Anglais émerveillés de tant d'audace, on revient à la batterie française.

Le général, sans fiel, sans aigreur, dit à Vioménil : « Les abatis et les palissades sont toujours en bon état. Il faut redoubler notre feu pour les briser et écréter le parapet. Nous verrons demain si la poire est mûre. »

M. de Vioménil se reprocha une exaspération inconsidérée qui menaçait, dans le cas où les Anglais auraient tiré, de priver le corps expéditionnaire d'un chef estimé et aimé.

JOURNÉE DU 13 OCTOBRE.

Maréchal de camp : le vicomte de Vioménil;
Agenais : deux bataillons;
Saintonge : deux bataillons;
Travailleurs de nuit : six cents hommes.
Un tué; vingt-huit blessés.
On continue toujours la seconde parallèle.

Le feu des batteries américaines et françaises a redoublé d'intensité. Cette fois, des deux côtés, près de la rivière et loin du York, les « abatis et les palissades » ont réellement souffert. Washington a reçu l'avis de Rochambeau. Il consulte les ingénieurs. On

décide que l'attaque simultanée des redoutes aura lieu le 14 au soir.

JOURNÉE DU 14 OCTOBRE.

Maréchal de camp : baron de Vioménil;
Brigadier : M. de Custine;
Gâtinais : deux bataillons;
Deux-Ponts : deux bataillons;
Travailleurs de nuit : grenadiers de Saintonge; chasseurs d'Agenais, de Bourbonnais et de Soissonnais.

L'assaut préparé pour la nuit sera dirigé par le baron de Vioménil, du côté des Français, et par le marquis de Lafayette, du côté des Américains.

Vioménil avait réuni les grenadiers et les chasseurs de Gâtinais et de Deux-Ponts. L'ensemble constituait un bataillon solide.

Le maréchal de camp appela G. de Deux-Ponts, et lui dit :

« Je vous ai réservé le commandement de ce bataillon. Je compte sur vous. »

Il organisa, dans l'après-midi, une dernière reconnaissance. Avec le baron de l'Estrade, lieutenant-colonel de Gâtinais, qui allait commander en second le bataillon d'élite, G. de Deux-Ponts et deux sergents de Gâtinais, il chercha la route à suivre, et montra aux deux sergents, qui devaient servir d'éclaireurs aux porte-haches, les accidents de terrain dont on pouvait tirer parti.

A la tombée du jour, le commandant G. de Deux-Ponts était à son poste, ayant sous la main, et prêts à

s'élancer, les grenadiers et les chasseurs, que Vioménil, pour lui donner une marque de sa confiance, l'avait chargé de conduire à l'ennemi.

Rochambeau s'assura si toutes les dispositions étaient bien prises. Il pénétra dans la tranchée qui servait encore d'abri aux soldats de Gâtinais, et dit : « Mes enfants, si j'ai besoin de vous cette nuit, j'espère que vous n'avez pas oublié que nous avons servi ensemble dans ce brave régiment d'Auvergne sans tache, surnom honorable qu'il a mérité depuis sa création. »

Ce régiment était venu de Saint-Domingue, avec le marquis de Saint-Simon. Les soldats répondirent au général : « Nous nous ferons tous tuer si vous nous promettez d'exiger qu'on nous rende notre ancien nom : Royal-Auvergne. »

Rochambeau promit.

A l'heure fixée, les deux sergents, Foret et Le Cornet, sortirent de la tranchée. Ils guidaient huit charpentiers, que suivaient cent hommes munis de fascines, d'échelles et de haches. Les chasseurs de Gâtinais, par pelotons, arrivaient derrière, ayant dans leurs rangs MM. Charles de Lameth et de Damas. Les grenadiers de Gâtinais, par files, étaient précédés du baron de l'Estrade. Les grenadiers et les chasseurs formaient une colonne par sections. A une centaine de pas, s'avançaient les chasseurs de Bourbonnais et d'Agenais, avec Guillaume de Deux-Ponts, commandant l'attaque dirigée par le baron de Vioménil.

Défense était faite de tirer avant d'être sur le parapet, ni d'envahir les retranchements que sur un ordre formel.

En même temps que les Français se jetaient sur la deuxième redoute en venant du York, les Américains, avec Lafayette et Steuben, devaient attaquer la première. Et l'action simultanée, avait-on dit, serait soutenue par une démonstration du régiment de Touraine et des troupes de M. de Choisy devant Gloucester.

Les quatre cents hommes de G. de Deux-Ponts s'étaient mis en marche vers onze heures, après avoir entendu tirer six bombes successives.

A cent vingt pas de la redoute, les deux sergents furent aperçus. Un Allemand, qui était de faction sur la crête du parapet, cria : « *Wer da?* qui vive? » Pour toute réponse, on avança plus vite. L'ennemi, prévenu par la sentinelle, fait feu. Les balles, pas plus que le *wer da*, ne troublent le silence des Français. Les charpentiers, à coups de hache, ébranlent les palissades. Frayer un passage aux assaillants, malgré l'avis des ingénieurs qui voyaient une brèche énorme, n'est pas encore chose facile. On perd du temps. Mais l'obscurité protége. L'ennemi tire au hasard, et ne fait aucun mal.

Lorsque le trou fut assez large, on s'y précipita. On avait des fascines : on combla le fossé. On approchait du moment solennel. L'Anglais était en haut, l'arme chargée, et le doigt sur la détente. Sans hésiter, sans sourciller, on grimpa. Franchir le parapet, c'est courir à la mort, et chacun veut arriver le premier.

Charles de Lameth fut le vainqueur à cette course héroïque.

Les Hessois reçurent l'officier par une décharge à

bout portant. Lameth tomba. Il avait le genou fracturé par une balle. Une autre balle lui avait percé la cuisse.

Le baron de l'Estrade, secouant le poids des années, montre une ardeur que rien n'arrête. Il va se présenter le second sur le parapet. Mais un soldat, un voisin d'escalade, fléchit. Il empoigne le pan de l'habit qu'il rencontre. Le troupier, au lieu de monter plus facilement, roule dans le fossé, et a soin d'entraîner dans sa chute le lieutenant-colonel.

M. de l'Estrade tança vertement le maladroit, et tout vermoulu, saignant, souffrant, se hâta de recommencer l'ascension périlleuse.

Sur le parapet étaient parvenus un certain nombre d'assaillants. Deux-Ponts, qu'une chute dans le fossé avait aussi retardé, cria : Feu ! Le poste de la redoute, qui accompagnait ses balles de coups de baïonnette, se retrancha bientôt derrière un amas de tonneaux. Faiblement garanti, il subissait à son tour les décharges des Français, et voyait s'approcher le moment où M. de Deux-Ponts donnerait l'ordre d'envahir la redoute et de charger à la baïonnette. Les Anglais, dont la situation était critique, prévinrent le carnage en déposant les armes.

Le cri de *Vive le roi!* poussé par les quatre cents hommes de l'expédition, arriva jusqu'aux défenseurs de la place. Bientôt, l'enceinte d'Yorktown s'embrasa. Le sifflement des bombes et des boulets, le crépitement de la mousqueterie, ne vinrent pas effrayer les Français. La redoute était prise. On la gardait, disposé à repousser tout retour offensif.

Sept minutes avaient suffi pour escalader le parapet et s'y maintenir. La conquête coûtait cinquante-deux hommes tués et cent trente-quatre blessés, dont six officiers : G. de Deux-Ponts, Charles de Lameth, de Sireuil, capitaine de Gâtinais, de Lutzon et de Sillègue. Au nombre des morts était M. de Berthelot, capitaine en second de Gâtinais.

Les soldats de Gâtinais n'avaient pas oublié leur promesse. Rochambeau n'oublia pas non plus la sienne. Le général écrit, dans ses *Mémoires* : « Ils tinrent parole, chargèrent comme des lions et y perdirent le tiers de leurs troupes. M. de Sireuil, capitaine de chasseurs, y fut blessé, et mourut de ses blessures, universellement regretté. Le roi, sur le compte que je lui en rendis, signa l'ordonnance qui restituait à ce régiment le nom de Royal-Auvergne. »

Les chirurgiens avaient condamné Charles de Lameth à subir l'amputation des deux cuisses. Le chef du service de santé, M. Robillard, tenta la guérison et l'obtint. Deux mois après, le jeune et intrépide officier revenait en France, avec ses deux jambes.

La redoute était défendue par deux cent trente un hommes. Dix-huit furent tués; quarante-trois, dont trois officiers, restèrent prisonniers. Cent soixante-dix allèrent annoncer leur défaite à Cornwallis.

Le coup de main, chez les Américains, avait également réussi. La veille, M. de Vioménil manifesta certaines craintes à Lafayette. Que pouvait-on espérer des milices américaines? Lafayette avait vivement répliqué : « Nous sommes, j'en conviens, de jeunes soldats;

mais notre tactique, en pareil cas, est de décharger nos fusils, et d'entrer tout droit à la baïonnette. »

Le marquis confia un détachement au colonel Hamilton, et s'adjoignit les colonels de Gimat et Laurens. A peine les sapeurs purent-ils donner quelques coups de hache. On ne leur laissa pas le temps de ménager une trouée. On passa au-dessus des obstacles. On était ferme, résolu et silencieux. Ainsi les Américains, sans tirer un coup de fusil, s'emparaient de la seconde redoute.

Lafayette envoya aussitôt son aide de camp, le colonel Barber, demander au baron de Viomênil s'il n'avait pas besoin du secours des milices. Barber, fort sérieusement, remplit sa mission. Il fut blessé en route, et refusa toute espèce de soins avant d'avoir vu l'exigeant Vioménil. Le baron sourit, remercia le colonel du courage qu'il venait de montrer, et ne répondit rien.

Le 16 octobre, Washington adressait la dépêche suivante au président du Congrès : « ... J'ai le plaisir d'informer Votre Excellence que nous avons réussi des deux côtés. Rien ne peut surpasser la fermeté et la bravoure des troupes. Elles ont avancé sous le feu de l'ennemi sans riposter, et accompli la besogne par la baïonnette seulement. (Nous savons que les Français ont tiré)... Nous avons fait prisonniers, dans les deux redoutes, un major, deux capitaines, trois officiers subalternes et soixante-sept soldats..... »

Ce résultat est très-important. Il permet aux assiégeants de battre en ligne droite tout le front de l'ennemi, et le général en chef espère « commander les communications d'York à Gloucester. »

Lafayette eut vingt-trois hommes tués et soixante-six blessés. A deux pas de lui était tombé le colonel de Gimat.

L'affaire du 14 octobre produisit l'une de ses conséquences à Williamsburg, où l'on avait installé un hôpital. Blanchard se multipliait. Le 12 octobre, on comptait quatre cents malades ou blessés, dont treize officiers. Le 15 octobre, ce nombre s'élevait à cinq cents, dont vingt officiers. Blanchard disposait de moyens fort insuffisants. Il sut, malgré tout, organiser les secours à la satisfaction de M. de Rochambeau et de ses soldats.

JOURNÉE DU 15 OCTOBRE.

Maréchal de camp : M. de Chastellux;
Agenais : deux bataillons ;
Soissonnais : deux bataillons.

On continue la seconde parallèle qui coupe maintenant la redoute enlevée par les Français, pour aboutir à l'autre redoute, où se sont installés si paisiblement les Américains.

On ajouta une batterie à celles qui fonctionnaient déjà, et Cornwallis put bientôt se convaincre que l'armée combinée n'avait pas épuisé toute son énergie dans la nuit du 14.

Les batteries de Touraine, non loin du York, lancèrent une quantité prodigieuse de bombes et de boulets. Cette pluie de projectiles était destinée à protéger, sur ce point, une attaque qui, d'ailleurs, était fausse.

M. de Choisy devait faire également une manifestation devant Gloucester. Mais les avantages remportés sur la rive droite du York avaient excité la nobleému-

lation du supérieur de Lauzun. Tenu d'effrayer l'ennemi par des décharges sans but, Choisy s'impose un objectif sérieux. Il va s'emparer des retranchements qui le gênent. Il donne des haches aux miliciens. On coupera, on taillera. Hélas! les milices de Gloucester ne sont pas celles d'Yorktown. Choisy avance sous le feu de l'ennemi. Il n'est bientôt suivi que des compagnies françaises. Les Américains, qui forment l'appoint principal, ont dû jurer de ne pas voir un Anglais; car, à la première détonation, ils disparaissent avec un ensemble admirable. A recommencer.

Le succès de la nuit dernière a inspiré aux Français une confiance absolue. Nos compatriotes, si souvent surpris dans la guerre de 1870-71, ont plus d'une fois révélé, en Amérique, leur imprévoyance. Le soir du 15 octobre 1781, on plaça de rares sentinelles. On se raconta les incidents dramatiques ou comiques de la journée, et les bataillons d'Agenais et de Soissonnais, sans même prendre la peine de garder les batteries, se plongèrent dans un profond sommeil.

Les Anglais, mieux renseignés cette fois que lors des projets sur New-York, permettent aux dormeurs imprudents de savourer avec délices de longues heures de repos. Puis, à cinq heures du matin, lorsque l'engourdissement est complet, six cents hommes des meilleures troupes fondent sur les avant-postes. On frappe d'estoc et de taille, et l'on encloue une batterie de sept canons. On est même sur le point de reprendre la redoute que l'élite du régiment de Gâtinais a enlevée avec tant d'intrépidité. On a déjà fait prisonnier le

capitaine qui la défend, M. de Beurguissont, d'Agenais.

Où est donc M. de Chastellux? Le maréchal de camp se montre lorsque les Anglais ont eu tout le temps d'accomplir leurs exploits.

Les six cents hommes rentrèrent dans leurs lignes.

Le jour parut. On releva, dans la tranchée française, un tué et trente-sept blessés. Les sept canons, fort heureusement, étaient mal encloués. Ils firent de nouveau, quelques heures après, entendre leur voix.

16 OCTOBRE.

Maréchal de camp : le marquis de Saint-Simon ;

Brigadier : M. de Custine.

On s'est mis en garde contre une nouvelle surprise, et M. d'Aboville, commandant de l'artillerie, a trouvé moyen de fortifier, par de nouvelles batteries, la seconde parallèle. Après le manque de prudence, l'excès de précautions. C'est toujours ainsi. On prévoit, cependant, qu'on n'aura pas à repousser une autre sortie. Cornwallis songe à gagner Gloucester. Le gros temps empêche le passage. D'ailleurs, plus loin, derrière Gloucester, veillent de Choisy et Lauzun.

Les assiégeants, par un feu d'enfer, ouvrent, en plusieurs endroits, des brèches. Les Anglais ripostent, tuent deux Français et en blessent dix, entre autres le marquis de Saint-Simon. Ils ne semblent pas émus. Un voile cache leur effroi. La mèche n'allume encore les canons que dans le but unique de persuader aux Français et aux Américains qu'on est toujours très-fort, ce qu'on n'ose plus s'avouer à soi-même.

Clinton ne viendra pas. La dernière chance de salut s'est évanouie.

Doit-on prévenir, par la capitulation, l'assaut général ?

JOURNÉE DU 17.

Maréchal de camp : le comte de Vioménil.

L'assaut général ! Il va être livré. Peut-être l'ordre en est-il déjà donné. On résistera, et l'ardeur des assiégeants viendra se heurter contre l'héroïsme des assiégés. Des deux côtés, on fera son devoir. Mais Cornwallis, mû par un bon sentiment, songe à épargner un sacrifice inutile de vies humaines. Sauver l'honneur, c'est bien ; mais sauver des braves gens dont la mort ne modifierait en rien la situation de l'armée anglaise en Virginie, c'est mieux.

Cornwallis raisonne ainsi. Et après avoir constaté que ses hôpitaux sont pleins, que ses arsenaux et ses magasins sont vides, il envoie, à dix heures du matin, un parlementaire à Washington.

Le temps n'est plus où l'un des frères Howe, où un amiral de la Grande-Bretagne, écrivait à *monsieur* Washington. Aujourd'hui, le général anglais, que menace la famine, se rappelle qu'il a devant lui un général américain.

Cornwallis demandait une suspension d'armes de vingt-quatre heures. Mais sa lettre, bien que polie, était si peu nette, et laissait soupçonner tant de réticences, que Washington, après avoir fait cesser le feu, n'avait pas hésité à continuer les hostilités.

A quatre heures, nouveau parlementaire. Cette fois,

demande expresse de capitulation. Les batteries se taisent. Il ne reste plus qu'à fixer les conditions.

On choisit trois délégués représentant, l'un, l'armée américaine, le colonel Laurens ; l'autre, l'armée française, le vicomte de Noailles ; et le troisième, la marine française, M. de Grouchain.

Ces trois officiers devaient régler les détails de l'acte proposé, de concert avec des officiers anglais désignés par lord Cornwallis.

L'ennemi, auquel on ne pouvait raisonnablement refuser les honneurs de la guerre, voulait sortir de la ville tambours battants et enseignes déployées. Devait-on lui accorder pareille satisfaction ? Washington et ses généraux, fort peu enclins à ajouter à l'humiliation d'un courageux adversaire, disaient oui. Rochambeau et son état-major eussent fait appel à la générosité des Américains si quelque hésitation s'était manifestée. On allait accéder à la prière de Cornwallis lorsque, tout à coup, se montra Lafayette.

Accorder un tel privilége au vaincu ! y songe-t-on ? Mais de quelle manière le général Lincoln est-il sorti de Charleston ? En se voyant refuser l'autorisation de jouer un air national, et en s'obligeant à tenir pliés, le long des hampes, les drapeaux américains. Si Lincoln a subi cet outrage, pourquoi Cornwallis serait-il mieux traité que le brave défenseur de Charleston ? La guerre n'est peut-être pas finie. Il faut user de représailles, et décider qu'Yorktown se rendra aux conditions qui furent imposées à la ville de la Caroline du Sud encore au pouvoir des Anglais.

Le jeune général, qu'aucun motif d'animosité contre Cornwallis n'inspirait d'ailleurs, fut écouté, compris et applaudi. La garnison d'Yorktown dut se préparer à la résignation.

Le 19 octobre 1781, à midi, on signa les articles de la capitulation. A une heure, deux redoutes de la place reçurent un détachement américain et des grenadiers français. A deux heures, la garnison, tambours battants, mais drapeaux ployés, et portant l'arme au bras, défila entre les Américains et les Français formant deux haies. Elle déposa ses armes dans une plaine, sous les yeux du général Lincoln. On permit aux officiers de garder leurs épées.

Cornwallis avait à remplir un devoir pénible. Il eut soin de se trouver indisposé, et se fit substituer par le général O'Hara.

L'adjudant-général Dumas reçut l'ordre de diriger les troupes prisonnières sur l'endroit où stationnait Lincoln. Il salua O'Hara, et se plaça à sa gauche. Il fut bientôt interpellé en ces termes : « Où se tient le général Rochambeau? » Dumas répondit : « A notre gauche; à la tête de la ligne française. »

O'Hara parcourut la distance qui le séparait encore du général.

Rochambeau raconte : « Il me présenta son épée. Je lui montrai, vis-à-vis de moi, le général Washington à la tête de l'armée américaine, et lui dis que, l'armée française étant auxiliaire dans ce continent, c'était au général américain à lui donner ses ordres. »

O'Hara allait tirer son épée, et la tendre au général

en chef. Washington, qui devinait l'intention, fit un signe négatif et dit : « *Never from such good a hand*, jamais d'une aussi brave main. »

La garnison de Gloucester était également prisonnière. Elle défila dans les conditions imposées aux troupes d'Yorktown, devant M. de Choisy et le duc de Lauzun. La cavalerie avait l'épée nue; les trompettes sonnaient.

Tarleton put enfin serrer la main du « duc français [1].»

1. Voici le texte de la capitulation d'Yorktown, traduit par le comte de Rochambeau sur l'original laissé entre les mains de Washington :

Articles de la capitulation faite entre Son Excellence le général Washington, commandant en chef les forces combinées d'Amérique et de France, Son Excellence le comte de Rochambeau, lieutenant-général des armées du roi de France, grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, commandant les troupes auxiliaires de Sa Majesté Très-Chrétienne en Amérique, et Son Excellence le comte de Grasse, lieutenant-général des armées navales de Sa Majesté Très-Chrétienne, commandeur de l'ordre de Saint-Louis, commandant en chef l'armée navale de France dans la baie de Chesapeak, d'une part;

Et très-honorable le comte Cornwallis, lieutenant-général des forces de Sa Majesté britannique, commandant des garnisons d'York et de Gloucester, et Thomas Symonds, *esquire*, commandant les forces navales de Sa Majesté britannique dans la rivière d'York, en Virginie, de l'autre part.

Art. Ier. — Les garnisons d'York et de Gloucester, y compris les officiers et matelots des vaisseaux de Sa Majesté britannique ainsi que tous autres marins, se rendront prisonniers de guerre aux forces combinées de l'Amérique et de la France : les troupes de terre seront prisonnières des États-Unis; toute la marine sera prisonnière de l'armée navale de Sa Majesté Très-Chrétienne. — *Accordé*.

Art. 2. — L'artillerie, les armes, l'habillement, le trésor militaire et les magasins publics de toute espèce que ce soit seront remis, sans aucune déprédation, aux chefs des différents départements appointés pour les recevoir. — *Accordé*.

Art. 3. — A midi, aujourd'hui, les deux redoutes sur le flanc gauche d'York seront délivrées, l'une à un détachement d'infanterie

On fit 7,198 prisonniers, dont 1,000 matelots environ, recueillis par les équipages français, et 6,198 hommes attribués aux États-Unis. Les troupes de terre appartenaient au 1er bataillon des gardes du roi George III, aux 17e, 23e, 33e et 45e régiments d'infan-

américaine, l'autre à un détachement de grenadiers français ; la garnison d'York marchera jusqu'à un endroit dont il sera convenu, en avant des postes, l'arme au bras, les drapeaux dans leur étui et les tambours battant une marche, soit anglaise, soit allemande. Ils mettront bas leurs armes et retourneront à leur camp, où ils resteront jusqu'à ce qu'on les fasse partir pour l'endroit de leur destination. Deux ouvrages de Gloucester seront délivrés, à une heure après-midi, à des détachements des troupes françaises et américaines envoyés pour s'en emparer ; la garnison sortira à trois heures après-midi : la cavalerie aura l'épée nue, les trompettes sonnant, et l'infanterie défilera comme celle d'York : ils retourneront à leur camp, jusqu'à ce qu'ils l'aient entièrement évacué. — *Accordé.*

Art. 4. — Les officiers garderont leurs épées. Les officiers et soldats conserveront leur propriété particulière de toute espèce : aucune partie de leur bagage ne pourra jamais être assujettie, non plus que leurs papiers, à être recherchée ni inspectée. Le bagage et les papiers des officiers et soldats pris pendant le siége leur seront aussi conservés ; il est sous-entendu que la propriété des habitants de cet État qui serait entre les mains de la garnison d'une manière visible peut être réclamée. — *Accordé.*

Art. 5. — Les soldats resteront en Virginie, Maryland ou Pensylvanie, et resteront par régiment, autant qu'il sera possible ; ils auront les mêmes rations qui sont accordées aux soldats au service de l'Amérique. Un officier supérieur de chaque nation, anglaise, anspach et hessoise, et d'autres officiers, sur leur parole, dans la proportion d'un par cinquante hommes, auront la liberté de résider auprès de leurs régiments, de les visiter souvent et d'être témoins de leur traitement ; ces officiers recevront et leur distribueront l'habillement et les autres choses nécessaires ; on accordera des passeports pour cela, quand ils seront demandés. — *Accordé.*

Art. 6. — Le général, les employés civils et les autres officiers qui ne seront point employés comme il est dit dans l'article ci-dessus, qui le désireront, auront la permission d'aller, sur leur parole, en Angleterre, à New-York ou à tout autre poste de l'Amérique, maintenant en la possession des forces anglaises, à leur option. Le comte de Grasse

terie, aux 75e, 76e et 80e régiments des montagnards écossais, aux éclaireurs de la légion anglaise, aux forestiers de la reine, aux régiments hessois du prince héréditaire et aux régiments allemands d'Anspach et de Bayreuth. En ajoutant, aux 7,198, les 68 prison-

leur donnera les vaisseaux nécessaires pour les transporter à New-York dans dix jours, à compter de la présente date, s'il est possible, comme parlementaires; ils demeureront dans un endroit dont on conviendra jusqu'à ce qu'ils s'embarquent. Les officiers du département civil de l'armée et de la marine sont inclus dans cet article; on donnera des passeports pour aller par terre à ceux auxquels on ne pourra point fournir de vaisseaux. — *Accordé.*

ART. 7. — Les officiers auront la permission de garder des soldats auprès d'eux comme domestiques, selon ce qui se pratique ordinairement dans le service : les domestiques qui ne seront pas soldats ne seront pas regardés comme prisonniers et pourront aller avec leurs maîtres. — *Accordé.*

ART. 8. — La *Bonnetta*, sloop de guerre, sera équipée et commandée par son capitaine et son équipage, et laissée entièrement à la disposition de lord Cornwallis, du moment que la capitulation sera signée; elle prendra à bord un aide de camp pour porter des dépêches au chevalier Henry Clinton. Les soldats qu'il jugera à propos d'envoyer à New-York pourront partir sans être examinés, quand les dépêches seront prêtes. Sa Seigneurie s'engage de son côté que le vaisseau sera rendu à l'ordre du comte de Grasse, s'il échappe aux dangers de la mer, qu'il n'emportera aucun des effets publics, qu'on tiendra compte de ceux de l'équipage ou des soldats passagers qui manqueront quand on les rendra. — *Accordé.*

ART. 9. — Les marchands conserveront leur propriété et auront l'espace de trois mois pour en disposer ou l'emporter. Ils ne seront point considérés comme prisonniers de guerre.

ART. 9. — *Les marchands pourront disposer de leurs effets; l'armée alliée aura le droit de péremption. Les marchands seront considérés comme prisonniers sur parole**.

ART. 10. — Les natifs ou habitants de ce pays-ci, dans ses différentes parties, à présent dans York ou Gloucester, ne seront point punis pour avoir joint l'armée anglaise.

* Les articles en italique ont été modifiés par Washington : ils portent les mêmes numéros que les articles qu'ils remplacent.

niers du siége et 1,875 malades, on arrive à 9,131, chiffre qui dépasse de 246 les 8,885 Anglais constatés officiellement en Virginie, le 1er septembre 1781.

On s'enrichit de 274 canons, dont 75 en fonte, de 22 drapeaux, de 7,320 fusils et de 457 chevaux. En outre, de 40 bâtiments, dont 5, à l'exemple de la *Guadeloupe*, récemment incendié, avaient des canons.

Les régiments anglais furent divisés en petits corps, et internés dans les États de la Virginie, du Maryland et de la Pensylvanie.

Art. 10. — *On ne peut consentir à cet article, il est entièrement du ressort civil.*

Art. 11. — On fournira des hôpitaux pour les malades et les blessés; ils seront soignés par leurs propres chirurgiens, sur leur parole, et on leur fournira des médicaments et des provisions des hôpitaux américains.

Art. 11. — *Les magasins des hôpitaux qui sont à présent dans York et Gloucester seront délivrés pour l'usage des blessés et malades anglais. On accordera des passeports pour leur procurer d'autres provisions de New-York, selon que l'occasion l'exigera. On fournira des hôpitaux pour les malades et les blessés des deux garnisons.*

Art. 12. — On fournira des chariots pour porter le bagage des officiers qui resteront avec les soldats, et des chirurgiens, quand ils seront en marche, pour soigner les blessés. Cette dépense sera aux frais du public.

Art. 12. — *On fournira des chariots, s'il est possible.*

Art. 13. — Les vaisseaux et bateaux, dans les deux ports, avec toutes leurs provisions, canons et agrès, seront délivrés dans l'état où ils sont à un officier de la marine qui sera appointé pour cela. On débarquera auparavant la propriété des particuliers qui avait été mise à bord pour sa sûreté pendant le siége. — *Accordé.*

Art. 14. — On ne violera aucun article de la capitulation, sous prétexte de représailles : s'il y a quelque expression douteuse, elle sera interprétée selon le sens de la teneur ordinaire des mots. — *Accordé.*

Fait aux tranchées devant Yorktown, en Virginie, le 19 octobre 1781.

Cornwallis; Tho. Symonds; George Washington; le comte de Rochambeau; le comte de Barras, en mon nom et celui du comte de Grasse.

Le 19 octobre, Washington annonça en ces termes, au président du Congrès, le grand événement qui allait peut-être mettre fin à la guerre : « J'ai l'honneur d'informer le Congrès que la reddition de l'armée anglaise, sous le commandement de lord Cornwallis, s'est très-heureusement effectuée. L'ardeur inébranlable, dont chaque officier et chaque soldat de l'armée combinée a fait preuve dans les circonstances actuelles, est la cause principale qui a produit cet événement important à une époque plus rapprochée que ma confiance la plus absolue ne pouvait l'espérer. L'esprit tout particulier d'émulation, qui animait l'armée depuis le commencement de nos opérations, m'avait donné la plus vive satisfaction et fait entrevoir les plus heureux présages de succès. »

Washington fit porter sa dépêche à Philadelphie par le colonel Tilghman. Le courrier entra dans la ville à minuit, au grand galop de son cheval. Il se dirigea immédiatement vers la demeure de Mac-Kean, président du Congrès.

Le cavalier secoue la porte avec tant de violence qu'il ébranle toute la maison ; et, dans la crainte que Mac-Kean n'ait le sommeil trop lourd, il accompagne ses coups de pied et de poing de ces mots articulés d'une voix de stentor : *Cornwallis is taken!* « Cornwallis est pris. »

Bientôt, une tête encapuchonnée se hasarde. Qu'y a-t-il?

On pardonna au colonel de s'être annoncé d'une façon si bruyante.

Le veilleur de nuit, le *watchmann*, avait entendu

Tilghman. A une heure du matin, il cria : *It is one o'clock and Cornwallis is taken*, il est une heure, et Cornwallis est pris.

Des fenêtres s'ouvrent. La nouvelle se répand. Cornwallis pris? Est-ce possible? oui. Le président du Congrès vient d'être informé. On s'habille à la hâte. On prévient les voisins qui ne savent rien encore. Et les rues, tout à l'heure sombres et paisibles, sont maintenant éclairées de lumières qui vont, viennent, baissent, s'agitent, se croisent et se multiplient de minute en minute. Mille cris joyeux. Le gardien du *state-house*, un vieillard, fut réveillé. Et la cloche qui avait annoncé, cinq ans auparavant, la signature de la déclaration d'indépendance, tinta de nouveau. La voix grave du canon vint se mêler aux détonations d'artifice.

L'aurore fut témoin des actions de grâces d'un peuple formé dans la tourmente. On remerciait Dieu. Le *God* juste et bon n'était plus insensible.

Tout danger avait-il disparu?

Le Congrès vota des remerciements à Washington, à Rochambeau, au comte de Grasse et à tous les officiers et soldats. Il offrit, au général en chef, deux drapeaux, et à MM. de Rochambeau et de Grasse, chacun deux pièces de canon.

Le colonel Tilghman, pour avoir failli enfoncer la porte de Mac-Kean, reçut un cheval richement harnaché et une épée de prix.

Le Congrès résolut encore de faire ériger à Yorktown une colonne de marbre incrustée d'emblèmes destinés à perpétuer le souvenir de l'alliance des États-Unis et

de la France. On rappellerait, par une inscription, les principaux événements du siége et la capitulation.

Le 20 octobre, Washington signa cet ordre du jour : « Demain, le service divin aura lieu dans les brigades et divisions. Le commandant en chef recommande instamment aux troupes qui seront libres ce jour-là de ne pas se départir de cette joie sérieuse et de cet élan de cœur que nous impose le sentiment de tant de preuves d'étonnante protection dont nous a comblés la Providence [1]. »

1. Washington était très-pieux. Voici quelques documents qui ne laissent, à cet égard, aucun doute.

« *Ordre du jour du* 9 *juillet* 1776 : L'honorable Congrès continental ayant décidé qu'il serait donné un chapelain à chaque régiment, les colonels ou officiers-commandants sont invités, en conséquence, à chercher des ministres du culte qui soient connus par leurs vertus et leur vie et à veiller à ce que les soldats les respectent comme ils le doivent. La bénédiction et la protection de Dieu sont toujours nécessaires ; mais surtout dans les temps de crise et de danger public. Le général espère et compte que tout officier ou soldat s'efforcera de vivre et d'agir comme il convient à un chrétien qui défend les droits chéris et les libertés de la patrie. »

« *Ordre du jour du* 3 *août* 1776 : A l'avenir, et jusqu'à nouvel ordre, le général dispense les troupes du service pour chaque dimanche, afin qu'elles puissent observer leurs devoirs religieux et prendre quelque repos après les grandes fatigues qu'elles ont essuyées ; il n'y a d'exceptions que pour certains cas extraordinaires. Le général est fâché d'apprendre que l'habitude absurde et coupable de proférer des malédictions et des jurements presque inconnus autrefois à l'armée américaine devient une espèce de mode. Il espère que les officiers s'efforceront d'y mettre un frein, tant par leur exemple que par leur influence, et qu'eux et leurs soldats songeront que nous n'avons pas à attendre, pour le succès de nos armes, la bénédiction du ciel si nous l'insultons par notre impiété et notre folie ; outre que ce vice est si vulgaire et si bas sans être racheté par aucun attrait, que tout homme de sens et de cœur le déteste et le méprise. »

« Instructions aux brigadiers généraux, 26 mai 1777 : Que le vice

Pour la plupart des généraux et des officiers anglais, les Américains, malgré la sympathie qu'ils avaient éveillée chez une grande nation, n'avaient pas cessé d'être des *insurgents* armés contre le pouvoir légitime de George III. Et c'était au chef de ces bandes qu'O'Hara avait présenté son épée!

Le dépit, chez les vaincus, était grand. On rendait justice aux Français; mais on gratifiait les Américains de critiques sanglantes.

Trois aides de camp, au nom de Washington, de

et l'immoralité de toute nature soient, autant que possible, bannis de votre brigade, et puisqu'un chapelain est accordé à chaque régiment, veillez à ce que les hommes assistent régulièrement au service divin. Tous les jeux sont expressément défendus; car c'est la source du mal, et plus d'un brave et honnête officier leur a dû sa ruine. »

« *Ordre du jour du* 17 *décembre* 1777 : C'est demain le jour marqué par l'honorable Congrès pour des actions de grâces à rendre publiquement à Dieu. Le devoir nous appelant tous à exprimer humblement notre reconnaissance envers la Providence qui a tant de fois béni nos drapeaux, le général ordonne que l'armée restera dans les quartiers qu'elle occupe, et invite les chapelains à célébrer le service divin pour les divers régiments et brigades; il exhorte instamment tous les officiers et soldats dont l'absence n'est pas indispensable à assister avec recueillement à cette solennité. »

Jared Sparks ajoute, à ces écrits, une lettre de la fille adoptive de Washington :

« Le général Washington se rendait à l'église d'Alexandrie, lorsque le temps et l'état des routes lui permettaient de faire à cheval une course de dix milles. A New-York et à Philadelphie, il ne manqua jamais d'aller à l'église le matin à moins d'en être empêché par une indisposition. Il passait l'après-midi chez lui, dans sa chambre, le soir en famille et sans autre compagnie. Quelquefois, un vieil ami intime était invité à venir causer une heure ou deux avec nous; mais le dimanche tous les visiteurs étaient exclus. Personne, dans l'église, n'apportait au service plus de gravité et de recueillement. Ma grand'-mère, qui était très-pieuse, ne se départit jamais de ses habitudes d'enfance. Elle s'agenouillait toujours. Le général, suivant la coutume

Rochambeau et de Lafayette, se rendirent près de lord Cornwallis. On s'informait de la santé du général. C'était poli. Le malade pria le major Washington, envoyé par Lafayette, de rester. Et, dominant sa douleur, le lieutenant de Clinton mettait tous ses soins et toute son éloquence à bien prouver au neveu du général en chef qu'il ne s'était rendu qu'à la dernière extrémité.

On voulut adoucir l'amertume de ses regrets. On l'invita, le 22, à dîner chez le comte de Rochambeau.

Cornwallis, que Lauzun avait cependant égayé la

d'alors, restait debout. Les dimanches où l'on communiait, il quittait l'église avec moi après la bénédiction et retournait au logis. Nous renvoyions ensuite la voiture pour prendre ma grand'mère. Il avait l'habitude de se retirer dans sa bibliothèque vers neuf ou dix heures et d'y passer une heure avant de rentrer dans sa chambre. Il se levait toujours avant le soleil, et restait dans sa bibliothèque jusqu'à ce qu'on l'appelât pour le déjeuner. Je n'ai jamais été témoin de ses dévotions particulières et ne m'en suis jamais enquise. J'aurais regardé comme la plus grande hérésie le moindre doute sur sa ferme croyance au christianisme. Sa vie, ses écrits, tout prouve qu'il était bon chrétien. Ce n'était pas non plus un de ces hommes qui agissent ou prient pour être vus. C'est en secret qu'il communiait avec Dieu..... C'était un homme silencieux et réfléchi. Il parlait peu et n'ouvrait jamais la bouche le premier. Je ne lui ai jamais entendu raconter un seul de ses souvenirs de la guerre. Je l'ai souvent vu complétement absorbé, remuant les lèvres, mais ne laissant échapper qu'un son confus..... »

A Morristown, Washington, qui appartenait à l'Église anglicane, alla un jour trouver le ministre presbytérien de l'endroit, et lui dit : « Docteur, j'ai appris que la sainte Cène doit être célébrée par vous dimanche prochain. Je voudrais savoir si les règles de votre Église vous permettent d'admettre des communiants d'une autre secte. »

Le docteur répondit : « Assurément, notre table n'est pas celle des presbytériens, c'est la table du Seigneur. Nous invitons, au nom du Seigneur, tous les fidèles à venir s'agenouiller ici, quels que soient leurs noms. »

Le général communia le dimanche suivant.

veille, ne porta à la table du général français que l'expression de sa mélancolie. Ah ! si Clinton était venu !

Le Clinton maudit, avec vingt-huit vaisseaux et quatre mille hommes de troupes, confiait à l'Océan sa bouillante impatience. Les mâts étaient couverts de voiles. Les amiraux avaient à soutenir l'honneur de la Grande-Bretagne. Ce de Grasse n'est qu'un brouillon ; on va l'obliger encore à couper ses câbles ; mais cette fois il ne reverra plus son mouillage. Il faut que le drapeau de la France disparaisse de la baie de Chesapeak. On tendra la main à Cornwallis.

Les vingt-huit vaisseaux et les quatre mille hommes arrivent en vue du cap Charles : *All is done.* Tout est fini. *Cornwallis is taken.*

Sur la flotte, aussitôt, les visages s'assombrissent. L'effroi, parti des états-majors, descend aux équipages. Plus d'armée anglaise en Virginie ! Pas de débarquement possible ! Que feraient les quatre mille hommes contre les forces réunies de Washington et de Rochambeau ? Accablé sous le poids de sinistres pressentiments, Clinton rentre à New-York.

Un tableau de Trumbull, placé dans la rotonde du Capitole, à Washington-City, représente la reddition de lord Cornwallis. D'autres peintures, retraçant les principaux épisodes de l'histoire d'Amérique, ornent la rotonde. Les voici : *Landing of Colombus* (Vanderlyn) ; *De Soto's discovery of the Mississipi* (Powel) ; *Embarkation of the pilgrims* (Weir) ; *Baptism of Pocahontas* (Chapman) ; *Declaration of independence* (Trumbull) ; *Surrender of General Burgoyne at Saratoga* (Trum-

bull); *General Washington resigning his Commission to Congress* (Trumbull). La galerie est incomplète. Il manque un ouvrage à ces ouvrages remarquables. On y verrait les *representative men*, les députés du Congrès, s'embrasser, après avoir voté l'abolition de l'esclavage. Avis à nos artistes.

Dans les murs d'Yorktown soupirait Arnold. Le traître était prisonnier. Allait-on lui couper la jambe, percée d'une balle à Behmus, l'enterrer « avec honneur », et infliger au reste de l'individu le dernier supplice? L'ex-commandant de West-Point, pour arbitre de son sort, n'a plus que Washington. Et il n'oublie pas que le même Washington a écrit : « André a subi sa peine avec la force d'âme qu'on devait attendre d'un homme de ce mérite et d'un aussi brave officier. *Quant à Arnold, il manque d'âme... Le monde est encore surpris de ne pas le voir pendu à un gibet.* »

L'étonnement des gens de cœur va cesser. Le coupable est là, honteux, implorant déjà la pitié. Il s'est échappé de West-Point : il ne fuira pas Yorktown.

Destin cruel! Mais Cornwallis a demandé qu'on épargne les loyalistes de la cité rendue. On lui concède, pour toute immunité, le droit d'expédier un sloop en Angleterre, la *Bonnetta*, que les marins du comte de Grasse ne visiteront pas.

Sur la *Bonnetta*, on vit monter l'infâme Arnold.

Pendant le siége, on remarqua le dévouement et le désintéressement du général Nelson, gouverneur de la Virginie. Nelson, pour payer les milices qu'il commandait, hypothéqua ses domaines, et, pour affaiblir les dé-

fenses de la place, fit pointer les canons sur les maisons qui lui appartenaient. Il ne réclama aucune indemnité.

Après Saratoga, Yorktown; après Burgoyne, Cornwallis.

Le génie, c'est l'opportunité. N'arriver ni trop tard ni trop tôt. Arriver à l'heure, à la minute : c'est être fort.

Washington, souvent trompé par la fortune, a guetté l'occasion et l'a saisie. Il voyait l'orgueil et la présomption des Anglais. Il jouit maintenant des embarras de l'ennemi.

Sur tout le littoral américain court et s'étend la foi dans le prochain avenir.

La paix s'impose à la Grande-Bretagne.

Sera-t-elle conclue?

CHAPITRE XX

TE DEUM LAUDAMUS.

Franklin reçoit une dépêche de M. de Vergennes (19 novembre 1781). — Arrivée de la *Surveillante* à Brest. — Lettre du général de Rochambeau à M. de Ségur et à M. de Maurepas. — Lauzun à Versailles. — G. de Deux-Ponts s'embarque sur l'*Andromaque*. — Lettre de Washington à Franklin. — M. de Ségur et M. de Vergennes à Rochambeau. — Le roi Louis XVI félicite le général. — Paris illumine (27 novembre 1781).

Le 19 novembre 1781, on se livrait, dans certaine maison de Passy, entourée d'un grand jardin, non loin de la demeure de la sémillante madame Helvétius, aux commentaires les plus sinistres. On désespérait. Franklin était consterné. Peut-être la flotte anglaise avait-elle prévenu la jonction de M. de Barras et du comte de Grasse. Crainte partagée par les personnes qui, ce soir-là, visitaient le docteur. L'excès appelle l'excès. Après l'espoir, que rien ne trouble, un sentiment tout contraire. Le ciel bleu s'obscurcit et s'assombrit. Les amiraux anglais ont débarqué des troupes dans la baie de Chesapeak. C'est certain : Cornwallis est sauvé, Wahsington est perdu.

Les amis de Franklin, fort peu bruyants, regagnèrent Paris.

Le lendemain, 20 novembre, aux premières lueurs du jour, ils recevaient de Passy, envoyée par des exprès

diligents, une circulaire tirée sur une machine qui laissait pressentir la lithographie.

Et bientôt les intimes, les désespérés, en écartant beaucoup les rideaux, lurent une note datée de Versailles, 19 novembre 1781, sept heures du soir, adressée par le comte de Vergennes à « Son Excellence » Benjamin Franklin.

Le ministre des affaires étrangères avait reçu souvent d'importantes communications de l'ambassadeur américain. Il pensait ne pouvoir mieux témoigner sa reconnaissance qu'en réservant à son correspondant cette fraîche nouvelle : « Le duc de Lauzun arrive à l'instant, et nous annonce que l'armée combinée de France et d'Amérique a obligé Cornwallis à capituler. »

La maison de Passy, un peu délaissée la veille, fut bientôt trop petite. Le bon docteur, animé, guilleret, expliquait que les choses ne pouvaient se passer autrement; que l'histoire n'offrait pas d'exemple d'une armée combinée, comme celle d'Amérique et de France, réduite à une extrémité malheureuse.

Le délégué du Congrès n'avait jamais eu d'humeurs noires. *Sic semper*. Lorsque revient le soleil, on se plaît toujours à se persuader qu'aucun nuage ne s'est montré à l'horizon.

Rochambeau, à Yorktown, fit appeler Lauzun et lui dit :

« Vous porterez la grande nouvelle en France. »

Le duc objecta :

« Peut-être serait-il préférable d'envoyer M. de Charlus. Il est en délicatesse avec le duc de Castries.

Occasion toute trouvée de rétablir la bonne harmonie entre le fils et le père.

— Vous avez, insista le général, dirigé la première action devant le fort Knyphausen. Guillaume de Deux-Ponts a commandé la seconde, dans la nuit du 14. Vous partirez le premier, avec la nouvelle. Deux-Ponts vous suivra sur une autre frégate, avec le rapport complet de nos opérations en Virginie. »

Lauzun, à bord de la *Surveillante*, vit disparaître les côtes d'Amérique (24 octobre). La traversée fut courte. Le vingt-deuxième jour de mer, on avait à tromper la folle curiosité des bourgeois de Brest.

Le voyageur fut bientôt à Versailles. Il devait remettre cette lettre à M. de Ségur, de la part du comte de Rochambeau.

« J'ai l'honneur de vous envoyer le duc de Lauzun porter au roi la nouvelle de la prise de lord Cornwallis et de son corps de troupes. Le comte Guillaume de Deux-Ponts portera le duplicata et le mémoire pour les grâces. Ce sont les deux officiers supérieurs qui ont eu les deux actions les plus distinguées, suivant que vous le verrez par le journal, qui vous mettra au fait de tous les détails. Ma fièvre s'est guérie, moitié dans mon lit, moitié à la tranchée ; mais je réclame toujours un congé dans ma poche, au cas que ma santé ne puisse pas soutenir l'air de ce pays. J'espère que Sa Majesté recevra bien le duc de Lauzun : la nouvelle qu'il porte est, je crois, capitale, dans les circonstances actuelles. Depuis les généraux jusqu'au dernier soldat, il n'y a eu qu'un ton, de faire jour et nuit tout ce qui était dans la possi-

bilité pour le service de Sa Majesté, et chercher à plaire à un maître adoré dans cette petite armée. »

Le général écrivait au comte de Maurepas :

« Le principal ministre de Sa Majesté me permettra encore une lettre que je ne lui écris que dans les grandes occasions, de peur de l'importuner... »

Le 26 octobre, le comte Guillaume de Deux-Ponts mit en sûreté, sur l'*Andromaque*, les rapports du général de Rochambeau et de l'amiral de Grasse. M. de Ravenel, capitaine de la frégate, avait accepté comme passagers MM. de Charlus, de Damas et de Laval, autorisés à retourner en France.

Vents contraires. Le lendemain 27, à deux heures, on est sur les bancs de Middle-Ground. On va doubler le cap Henry. Mais la *Concorde* reçoit de l'*Hermione*, en croisière au large, un signal. La flotte anglaise, qui possède le prince William Henry, la flotte qui amène à Cornwallis le renfort tant désiré, apparaît.

L'*Andromaque* fendit les eaux du James-River et mouilla dans une anse. Le 1er novembre, Clinton, acceptant le fait accompli à Yorktown, n'avait laissé à la hauteur de la Virginie que les traces d'un récent sillage. La mer semblait libre. A onze heures, M. de Ravenel, escorté par l'*Hermione*, quittait définitivement la baie de Chesapeak.

La *Surveillante* et l'*Andromaque* emportaient des monceaux de lettres de fils, de frères, d'amis, d'époux et d'amants. Nous regrettons qu'une main intelligente, en temps opportun, n'ait pas recueilli ces documents précieux, que les années ont détruits. Ainsi, la véritable

histoire de la guerre de l'indépendance ne sera jamais écrite.

Aura-t-on, pour la guerre franco-allemande, une prévoyance patriotique? La troisième invasion nous a valu un grand nombre de récits plus ou moins attachants. Le public a reçu ces ouvrages avec bienveillance, et les a presque tous lus avec intérêt.

Eh bien, on réclame toujours, sur 1870-71, une histoire loyale, d'une entière bonne foi, qui plane au-dessus des partis, et qui rende hommage aux vertus obscures ou éclatantes que la France affaiblie a révélées. Les survivants de Reichshoffen, de Saint-Privat, de Bapaume, de Beaune-la-Rollande, de Champigny et de Buzenval sont seuls capables d'en fournir les matériaux.

Pour élever un monument qui défie l'avenir, et que la critique ne vienne ni renverser ni ébranler, il faut réveiller les souvenirs des soldats de l'armée du Rhin, de la Loire, de l'Est, du Nord et du siége de Paris. Le soir d'une bataille, chaque défenseur du sol national, calme et résolu, s'interrogeait. Le sang avait coulé. Que de cadavres sur la terre durcie! Au milieu d'un silence plein de menaces, on se représentait à l'esprit des scènes horribles. On n'avait vu qu'un coin du champ de bataille; mais ce coin-là, on l'avait bien vu. On savait les noms des camarades tombés dans les rangs où l'on était. On a même recueilli leurs dernières paroles.

Tout le monde a-t-il fait son devoir? N'a-t-on pas remarqué certaines défaillances? Et puis, le général a-t-il bien commandé?

Voilà ce qu'on se demandait le soir d'une bataille, après avoir compté les « outranciers » raidis par la mort. On prenait une plume, et l'on confiait ses impressions au papier. On rédigeait son journal, ou l'on écrivait une longue lettre à une mère, à une sœur, à une fiancée.

Ce sont ces mémoires et ces missives, éclos sous la première impression, à l'heure où l'on dépose devant sa conscience, où la partialité sommeille, ce sont ces éléments qu'on devrait se hâter de rassembler et de classer.

Et, si l'on veut donner à l'œuvre un caractère non équivoque d'authenticité, qu'on se persuade bien qu'aucun fait n'est à négliger dans les faits qui se déroulent du 2 août 1870 (journée de Sarrebrück) au 28 janvier 1871 (capitulation de Paris). Ici, la vérité serait un bloc de granit formé lentement et patiemment, de la réunion et de la juxtaposition de parcelles granitiques.

Des milliers de collaborateurs, anciens élèves de Saint-Cyr ou de l'École polytechnique, ex-avocats ou hommes de lettres, paysans arrachés à la charrue ou travailleurs sortis de l'atelier, useraient, dans une large mesure, du droit qui leur appartient de louer les bonnes intentions et de blâmer les desseins criminels. Les uns conteraient les péripéties d'un bataillon ou d'une modeste compagnie; les autres ouvriraient les annales d'un régiment, d'un corps d'armée ou d'une armée. Le capitaine, le commandant, le colonel, le général, auraient peut-être beaucoup de partisans, peut-être aussi de nombreux détracteurs : jugements contra-

dictoires. De ce choc d'appréciations jaillirait la lumière.

On pèserait l'opinion des hommes compétents. Paris pouvait-il se débloquer sans le secours d'une armée de province? La campagne de l'Est ne fut-elle point une faute? Tout désastre soulève une question; et que de désastres à noter!

Après les savantes dissertations sur Strasbourg, Metz ou Paris, des officiers et des soldats diraient ce qu'ils ont souffert sous le feu de l'ennemi et en captivité. Après l'exposé intelligent de la tactique de Faidherbe, des mobiles de l'armée du Nord parleraient de leurs souliers en semelles de carton et de leur pain gelé.

Le public, jaloux de connaître la somme des efforts tentés par l'Empire expirant et le Gouvernement de la défense, lirait un ouvrage écrit sous les inspirations de témoins non récusables. Il le lirait surtout s'il tenait à pénétrer dans la réalité des choses de la guerre, et à saisir sur le vif cet être que le monde a souvent admiré, et que l'on nomme le soldat français. Ses qualités éclateraient malgré les chefs incapables, et les sentiments qui l'animaient avant Wissembourg et après Sedan feraient toujours, assurément, honneur à la France vaincue.

L'idée nous semblait juste et pratique lorsqu'on nous cita l'exemple de la Russie. Après la guerre de Crimée, le grand-duc Alexandre Alexandrovitch fonda le « musée de Sébastopol ». Puis il adressa aux soldats de Totleben, de Mentchikof et de Gortchakof, un appel. Plusieurs volumes d'une histoire vraiment populaire ont déjà paru. Ce qu'un grand-duc, en Russie,

a su mener à bonne fin, un simple citoyen, sous le contrôle d'un comité, l'accomplirait en France, s'il trouvait la confiance et l'appui qui fortifient la résolution.

Le 20 novembre 1781, l'*Andromaque* était signalée à Brest.

Franklin n'est prévenu que par M. de Vergennes. Pourtant la *Surveillante* a une lettre de Washington pour l'ambassadeur américain. Lauzun a couru à Versailles, et a vu d'abord les ministres de son gouvernement. Le lendemain, quelques jours après peut-être, il a songé au philosophe de Passy, qu'une dépêche officielle a déjà tiré de l'incertitude.

Washington, s'adressant directement à Franklin, va manquer au respect qu'il doit au ministre des affaires étrangères. Ainsi, Gates, informant jadis le Congrès, après la capitulation de Burgoyne, outrageait le général en chef, dont il relevait. Mais voyez comme le même acte, chez ces deux hommes, se nuance et diffère. Gates annonce au Congrès le succès de Saratoga, sans se douter qu'il existe, au-dessus de lui, un homme auquel l'Assemblée fédérale a confié le commandement de toutes les forces militaires des États-Unis. L'oubli, volontaire, prémédité, constitue la faute. La préoccupation de Washington, écrivant à Franklin, le 22 octobre 1781, c'est de bien constater qu'il ne cherche pas du tout à supplanter le ministre :

« Comme la transmission du document ci-inclus par le canal ordinaire du département des affaires étrangères souffrirait probablement, dans la circonstance

actuelle, un long retard, et que la connaissance des dernières opérations militaires doit intéresser nos ministres en Europe, dans l'état où se trouvent nos affaires, j'ai pensé qu'il serait agréable au Congrès, et à Votre Excellence, que la communication vous fût faite immédiatement par une frégate française détachée de la flotte du comte de Grasse... »

Oserait-on blâmer le vainqueur d'avoir confié à la *Surveillante* ces lignes où la joie du triomphe ne vient pas éluder le devoir?

Le bon docteur, toujours si soigneux et toujours si exact, ne s'empressa pas de répondre. Sa lettre est du 2 avril 1782 : « ..... Tout le monde accorde, s'écrie le signataire, qu'aucune expédition n'a jamais été mieux conçue, ni mieux conduite. Elle a augmenté beaucoup la réputation militaire que vous aviez déjà acquise, et ajouté un nouveau lustre à la gloire qui entoure votre nom et qui le suivra jusqu'à la postérité la plus reculée. Aucune nouvelle ne pouvait me rendre plus heureux. Hercule, enfant, a étranglé les deux serpents qui l'avaient attaqué dans son berceau, et j'espère que son histoire future tiendra les promesses d'aujourd'hui. »

Les deux serpents étaient les armées de Burgoyne et de Cornwallis. L'auteur, plus tard, se rappelant la comparaison, fit graver une médaille où l'on inscrivit : *Non sine Dis animosus infans.*

Le roi Louis XVI reçut le duc de Lauzun et le comte de Deux-Ponts avec une satisfaction réelle. De longs mois s'étaient écoulés depuis l'embarquement des troupes du général de Rochambeau. Paris s'impatientait.

Déjà, l'année précédente, lorsque Lafayette insistait pour qu'on attaquât New-York, on se plaisait à soutenir de loin, des salons parisiens, l'obstination du jeune marquis. Pourquoi n'agissait-on pas? La fraction de la société qui discutait et qui se passionnait s'abusait. Le général, hiverné à New-Port, n'avait pas juré de vaincre à jour fixe. Il était prudent, et sa froide raison modifiait parfois les calculs trop hardis de Washington.

On reconnaissait aujourd'hui que les événements avaient suivi leur cours naturel et logique; que si Rochambeau n'avait pas annoncé au gouvernement français, aussitôt après l'arrivée de la flotte du chevalier de Ternay à New-Port, *veni*, *vidi*, *vici*, c'est que les circonstances ne l'avaient pas permis. En un mot, on avouait, avec une apparence de sincérité, que la marche suivie était excellente.

Pourquoi? Parce que Cornwallis était pris. Mais si un incident fâcheux avait ajourné le succès; si le comte de Grasse n'était pas resté maître de la baie de Chesapeak, et si Clinton avait secouru son lieutenant d'Yorktown, les mêmes hommes auraient condamné et blâmé l'éloignement de New-York. Pourquoi être descendu en Virginie?

Les stratégistes en chambre ne manquaient pas en 1781. Washington et Rochambeau discutaient, s'éclairaient et s'entendaient, sans se préoccuper de savoir s'il y avait derrière eux des critiques acerbes que la prolongation de la guerre irritait. En cela, les généraux sacrifiaient leurs propres intérêts aux intérêts des États-Unis.

Le 22 novembre, M. de Ségur félicite le comte de Rochambeau. Le roi, qui ne verra Guillaume de Deux-Ponts que le 24, a reçu le duc de Lauzun, et s'est intéressé beaucoup aux opérations militaires qui ont abouti à la reddition de tout un corps d'armée. Si, cependant, le soldat français, comme toujours, a fait des prodiges, le succès n'est pas moins dû aux soins et à l'intelligence du chef. C'est la main qui creuse les parallèles et qui bâtit les redoutes ; mais c'est la tête qui dirige la main. Ici, la tête s'appelle Rochambeau. La France applaudit et se réjouit.

Voilà ce que le ministre affirme. Sa Majesté, d'ailleurs, approuve le texte de la capitulation, et apprend avec plaisir qu'on a donné un supplément de deux jours de solde aux grenadiers et aux chasseurs de Gâtinais et de Deux-Ponts.

M. de Vergennes complimenta Rochambeau sans évoquer le mirage de l'illusion : « Il ne faut pas se flatter que la paix puisse être prochaine ; il n'est pas dans le caractère anglais de lâcher si facilement prise. Il cherchera à venger ses pertes. Votre sagesse, monsieur le comte, et l'heureux concert qui règne entre la terre et la mer nous rassurent contre les événements. »

Louis XVI tenait à remercier personnellement un général qui s'était guéri de la fièvre à la tranchée. Il traça, le 26 novembre, de sa royale main, les lignes suivantes :

« Les succès de mes armes ne me flatteront jamais que comme étant un acheminement à la paix. C'est sous ce point de vue que je me plais à envisager la

suite d'événements heureux qu'offre cette campagne. . . . . En reconnaissant combien l'habileté du général Washington, vos talents, ceux des officiers généraux employés sous les ordres de l'un et de l'autre et la valeur des troupes, ont rendu cette campagne glorieuse, mon but principal est d'exciter dans tous les cœurs, comme dans le mien, la plus profonde reconnaissance pour l'Auteur de toute prospérité, et c'est pour le prier de me continuer sa divine protection que je demande aux archevêques et évêques de mon royaume de faire chanter le *Te Deum* dans les églises de leurs diocèses, et je vous fais cette lettre pour vous dire que je désire qu'il soit également chanté dans la ville ou le camp où vous vous trouverez avec le corps de troupes dont le commandement vous est confié, que vous donniez des ordres pour que cette cérémonie s'y fasse avec toutes les marques et réjouissances publiques usitées en pareil cas. »

Le pli de Sa Majesté fut expédié le même jour, 26 novembre 1781, par le marquis de Ségur, au comte de Rochambeau.

Le général, dans ses *Mémoires*, raconte : « Il arriva dans le commencement de cette année (1782), et à peu de distance l'une de l'autre, deux frégates portant de l'argent et des dépêches. Ces secours réduisirent le change à peu près au pair. J'appris, par ces dépêches, l'arrivée en Europe de M. de Lauzun et du comte Guillaume de Deux-Ponts. J'y recevais les assurances, pour le général et pour l'armée, de l'approbation de Sa Majesté. Elle m'écrivait pour me donner l'ordre de faire

chanter le *Te Deum* à la tête de l'armée française, et d'y faire les réjouissances qu'elle avait ordonnées à Paris et dans toute la France. »

Paris[1] et les principales villes de province illuminèrent.

La France, à ses fils qui versent leur sang aux États-Unis, ne marchande ni les acclamations ni les encouragements. Yorktown rendu, c'est, pour le peuple américain, la chaîne de la tyrannie brisée.

La France de 1781 le comprend. Elle voit juste et loin.

L'Angleterre a entendu l'écho des réjouissances publiques. Que vote le Parlement ?

1. Le 27 novembre 1781, les rares journaux de l'époque inséraient cet avis :

« BUREAU DE LA VILLE.

« Ordonnance du prévôt des marchands et échevins de la ville de Paris, du 26 novembre présent mois, qui prescrit à tous les bourgeois et habitants de cette ville de faire des illuminations aux façades de leurs maisons, aujourd'hui mardi 27 novembre, jour auquel *Sa Majesté* a ordonné que le *Te Deum* sera chanté dans l'église métropolitaine de cette ville, en actions de grâces des avantages remportés en Amérique, tant sur mer que sur terre, sur les Anglais, par les armées du roi, jointes à celles américaines commandées par le général Washington et par les comtes de Rochambeau et de Grasse, lieutenants-généraux des armées de Sa Majesté. »

CHAPITRE XXI

LA RÉPONSE DU PARLEMENT ANGLAIS.

Le *Rattlesnake* porte la nouvelle en Angleterre.— Les lords Germain, Walsingham et Stormount chez le chancelier.— On se rend chez lord North (25 novembre 1781). — Comment George III reçoit la nouvelle. — Ouverture du Parlement (27 novembre). — Discours du roi. — Lord Southampton offre un projet d'adresse. — Observations de lord Walsingham, du comte de Shelburne, du comte de Westmoreland, du duc de Dorset, du marquis de Rockingham, de lord Stormount, du duc de Grafton, du comte Grosvenor, du comte de Hillsborough et de lord Camden. — L'amendement Shelburne est rejeté. — Adresse de Perceval à la Chambre des communes. — Motion de Fox. — Lord North. — Burke. — Motion rejetée.— On approuve la politique de George III : la guerre continuera.

Le jour même où le prévôt des marchands et les échevins priaient les habitants de Paris d'illuminer leurs maisons, s'ouvrait le Parlement anglais.

A Londres, on avait appris la reddition de lord Cornwallis par le *Rattlesnake*, capitaine Melcombe, arrivé le dimanche 25 novembre 1781.

Lord Walsingham, qu'on avait choisi pour appuyer l'adresse au roi dans la Chambre haute, se trouvait chez lord Germain lorsque le secrétaire d'État déplia la fatale dépêche. Un *coachman* fut hélé, et les deux amis, traînés par un cheval poussif, débouchèrent Portland place, où résidait lord Stormount. Le char numéroté accepta un troisième voyageur. On descendit chez le chancelier. Les quatre personnages s'interrogèrent. On décida qu'on se rendrait chez lord North. On

était chez le premier ministre entre une heure et deux heures.

L' « *Excellency* » donna le spectacle d'un chagrin cuisant. Elle arpenta sa chambre, leva les bras vers le ciel, s'écriant : « *O God, it is all over!* Mon Dieu, tout est perdu. » On eût dit, comme le rapporte lord Germain, que North recevait un boulet de canon en pleine poitrine, *as he would a ball in his breast.*

George III garda une attitude impassible et ferme. Qu'importait l'incident? On irait jusqu'au bout. Mais le roi, contre son habitude, n'inscrivit sur la dépêche ni l'heure ni la minute de la réception. Lord Germain, dans cette omission, vit la marque d'un grand trouble.

Sa Majesté, se dominant, étouffa les scrupules du secrétaire d'État : « Aucun des membres du cabinet ne supposera, j'y compte bien, que cet événement puisse modifier en rien les principes qui m'ont guidé jusqu'ici, et qui continueront à inspirer ma conduite dans la poursuite de cette lutte. »

On refit le discours du trône, et, deux jours après, le mardi 27 novembre 1781, le Parlement entrait en séance.

Le souverain s'adressa en ces termes aux membres de la Chambre des lords et de la Chambre des communes :

« Je vous apprends avec la plus vive douleur que les événements de la guerre ont été très-malheureux pour mes armes en Virginie, puisqu'ils se sont terminés par la perte de mon armée dans cette provinee. Je n'ai rien négligé pour éteindre l'esprit de rébellion que nos ennemis ont trouvé le moyen de fomenter et

d'entretenir dans les colonies. J'ai cherché à rendre à mes sujets abusés de l'Amérique tous les avantages et tout le bonheur dont ils jouissaient en obéissant aux lois; mais le revers que nous venons d'essuyer vous appelle avec force à concourir et à m'assister avec la plus grande fermeté pour faire avorter les projets de nos ennemis, qui sont aussi préjudiciables aux intérêts de l'Amérique qu'à ceux de la Grande-Bretagne...

« Puisque nous sommes engagés dans cette grande et importante querelle, je conserve pour la poursuivre une confiance inaltérable dans la protection de la divine Providence, et une entière conviction de la justice de ma cause. Je suis persuadé que, par le concours et le soutien de mon Parlement, par la bravoure de mes escadres et de mes armées, et par la réunion et l'ensemble des efforts, des moyens et des ressources de mon peuple, je rendrai à toutes mes possessions les avantages d'une paix honorable et solide. »

Au sein de la Chambre des lords eut lieu la discussion de l'adresse.

Lord Southampton se lève. Il a le périlleux honneur de parler le premier de la catastrophe douloureuse (*melancholy*) arrivée au vaillant comte Cornwallis et à son armée en Virginie. L'orateur jette des fleurs sur le chemin que durent parcourir les régiments anglais entre les deux haies formées par les Français et les Américains.

Cornwallis s'était annoncé à l'Angleterre comme le conquérant et le pacificateur des Carolines. Il avait annoncé vingt fois que les provinces du midi étaient

soumises, et vingt fois le satané Greene avait prouvé le contraire. Si bien que les Londonniens se rappelaient l'histoire d'un soldat écossais, d'un capitaine de l'armée d'occupation et d'un milicien d'Amérique.

L'Écossais, à la suite d'un engagement, écrit à son capitaine :

« J'ai fait un prisonnier. »

Le capitaine répond :

« Amène-le. »

Le troupier objecte :

« Il ne veut pas me suivre. »

Le supérieur ayant répliqué :

« Alors, reviens toi-même. »

Le vainqueur avoua :

« Mais il refuse de me laisser partir. »

Le soldat, on le devine, était devenu général. Il s'appelait Cornwallis.

Le comte, six mois auparavant, avait ainsi accueilli l'offre du titre de marquis : « Je vous supplie (à lord Germain) de faire mes plus humbles remercîments à Sa Majesté pour ses bonnes intentions, et de lui représenter tous les dangers de ma position. Avec le peu de troupes que j'ai, trois victoires de plus achèveront de me ruiner si le renfort que je demande n'arrive pas. Jusqu'à ce que j'aie reçu un secours qui me donne quelque espoir de terminer heureusement mon expédition, je vous prie de ne me parler ni d'honneurs ni de récompenses. »

D'ailleurs, à Yorktown, les Américains n'ont pas tiré vanité de leur succès. Quant aux Français, ils se

sont conduits en gens de cœur. On l'apprend avec plaisir. Le fils du grand Chatham l'affirmera bientôt sur cette note venue des États-Unis : « Le traitement que nous avons reçu est tout à fait convenable. Mais la bonté et les attentions que nous ont témoignées les officiers français, leur délicatesse, la façon généreuse, pressante, dont ils nous ont offert leur bourse en public et en particulier, a vraiment dépassé tout ce qu'on peut dire. J'espère que c'est là un souvenir que n'oubliera jamais un officier anglais si la fortune de la guerre lui met un Français en son pouvoir. »

Sous l'empire des sentiments qui l'animent, et qu'il croit partagés de ses collègues, lord Southampton soumet à la Chambre des lords ce projet d'adresse :

« Très-gracieux Souverain,

« Nous, les plus respectueux et les plus loyaux sujets de Votre Majesté, lords spirituels et temporels réunis en Parlement, sollicitons la faveur de renvoyer à Votre Majesté nos humbles remercîments pour votre très-gracieux discours du trône.

« C'est avec la même affliction et la même indignation que nous voyons la guerre prolongée par cette ambition insatiable qui a porté les ennemis de Votre Majesté à la commencer, et qui s'obstine à contrarier le plus vif désir et le plus pressant effort de Votre Majesté tendant à rétablir la tranquillité publique.

« Nous constatons, avec la plus sincère et la plus profonde gratitude, la sagesse de Votre Majesté et sa constante préoccupation du bien-être véritable de son peuple ; nous approuvons votre vif désir de la paix et

votre résolution ferme et inébranlable de ne jamais sacrifier à ce désir, ni au repos temporaire et à l'avantage passager de vos sujets, les droits essentiels et les intérêts permanents, au maintien et à la garantie desquels sont principalement liées la force future et la sécurité de ce pays...

« Nous sommes on ne peut plus sensibles à la sollicitude paternelle que Votre Majesté a montrée pour le bonheur général de votre peuple dans les efforts tentés par Votre Majesté afin d'éteindre cet esprit de rébellion que nos ennemis ont trouvé moyen de fomenter et de soutenir aux colonies, et de restituer à vos sujets américains abusés cette condition heureuse et prospère qu'ils puisaient autrefois dans une obéissance légitime aux lois ; et nous demandons la permission d'assurer Votre Majesté de notre concours et de notre assistance énergiques pour déjouer les desseins de nos ennemis, également nuisibles aux intérêts réels de l'Amérique et à ceux de la Grande-Bretagne...

« Fermement résolus à ne reculer devant aucune difficulté et à ne repousser aucune chance dans la défense de notre pays, et pour garantir ses droits et ses intérêts essentiels, nous continuerons à donner notre concours et notre appui les plus dévoués dans la poursuite du grand et important conflit où nous sommes engagés.

« Nous comptons sur la protection de la Providence dans une cause si juste, et nous sommes intimement convaincus que, par l'aide et l'assistance que nous apporterons sans hésiter, par la valeur des flottes et des armées de Votre Majesté, et par les effets vigoureux,

sont conduits en gens de cœur. On l'apprend avec plaisir. Le fils du grand Chatham l'affirmera bientôt sur cette note venue des États-Unis : « Le traitement que nous avons reçu est tout à fait convenable. Mais la bonté et les attentions que nous ont témoignées les officiers français, leur délicatesse, la façon généreuse, pressante, dont ils nous ont offert leur bourse en public et en particulier, a vraiment dépassé tout ce qu'on peut dire. J'espère que c'est là un souvenir que n'oubliera jamais un officier anglais si la fortune de la guerre lui met un Français en son pouvoir. »

Sous l'empire des sentiments qui l'animent, et qu'il croit partagés de ses collègues, lord Southampton soumet à la Chambre des lords ce projet d'adresse :

« Très-gracieux Souverain,

« Nous, les plus respectueux et les plus loyaux sujets de Votre Majesté, lords spirituels et temporels réunis en Parlement, sollicitons la faveur de renvoyer à Votre Majesté nos humbles remercîments pour votre très-gracieux discours du trône.

« C'est avec la même affliction et la même indignation que nous voyons la guerre prolongée par cette ambition insatiable qui a porté les ennemis de Votre Majesté à la commencer, et qui s'obstine à contrarier le plus vif désir et le plus pressant effort de Votre Majesté tendant à rétablir la tranquillité publique.

« Nous constatons, avec la plus sincère et la plus profonde gratitude, la sagesse de Votre Majesté et sa constante préoccupation du bien-être véritable de son peuple ; nous approuvons votre vif désir de la paix et

votre résolution ferme et inébranlable de ne jamais sacrifier à ce désir, ni au repos temporaire et à l'avantage passager de vos sujets, les droits essentiels et les intérêts permanents, au maintien et à la garantie desquels sont principalement liées la force future et la sécurité de ce pays....

« Nous sommes on ne peut plus sensibles à la sollicitude paternelle que Votre Majesté a montrée pour le bonheur général de votre peuple dans les efforts tentés par Votre Majesté afin d'éteindre cet esprit de rébellion que nos ennemis ont trouvé moyen de fomenter et de soutenir aux colonies, et de restituer à vos sujets américains abusés cette condition heureuse et prospère qu'ils puisaient autrefois dans une obéissance légitime aux lois ; et nous demandons la permission d'assurer Votre Majesté de notre concours et de notre assistance énergiques pour déjouer les desseins de nos ennemis, également nuisibles aux intérêts réels de l'Amérique et à ceux de la Grande-Bretagne...

« Fermement résolus à ne reculer devant aucune difficulté et à ne repousser aucune chance dans la défense de notre pays, et pour garantir ses droits et ses intérêts essentiels, nous continuerons à donner notre concours et notre appui les plus dévoués dans la poursuite du grand et important conflit où nous sommes engagés.

« Nous comptons sur la protection de la Providence dans une cause si juste, et nous sommes intimement convaincus que, par l'aide et l'assistance que nous apporterons sans hésiter, par la valeur des flottes et des armées de Votre Majesté, et par les effets vigoureux,

sont conduits en gens de cœur. On l'apprend avec plaisir. Le fils du grand Chatham l'affirmera bientôt sur cette note venue des États-Unis : « Le traitement que nous avons reçu est tout à fait convenable. Mais la bonté et les attentions que nous ont témoignées les officiers français, leur délicatesse, la façon généreuse, pressante, dont ils nous ont offert leur bourse en public et en particulier, a vraiment dépassé tout ce qu'on peut dire. J'espère que c'est là un souvenir que n'oubliera jamais un officier anglais si la fortune de la guerre lui met un Français en son pouvoir. »

Sous l'empire des sentiments qui l'animent, et qu'il croit partagés de ses collègues, lord Southampton soumet à la Chambre des lords ce projet d'adresse :

« Très-gracieux Souverain,

« Nous, les plus respectueux et les plus loyaux sujets de Votre Majesté, lords spirituels et temporels réunis en Parlement, sollicitons la faveur de renvoyer à Votre Majesté nos humbles remercîments pour votre très-gracieux discours du trône.

« C'est avec la même affliction et la même indignation que nous voyons la guerre prolongée par cette ambition insatiable qui a porté les ennemis de Votre Majesté à la commencer, et qui s'obstine à contrarier le plus vif désir et le plus pressant effort de Votre Majesté tendant à rétablir la tranquillité publique.

« Nous constatons, avec la plus sincère et la plus profonde gratitude, la sagesse de Votre Majesté et sa constante préoccupation du bien-être véritable de son peuple ; nous approuvons votre vif désir de la paix et

votre résolution ferme et inébranlable de ne jamais sacrifier à ce désir, ni au repos temporaire et à l'avantage passager de vos sujets, les droits essentiels et les intérêts permanents, au maintien et à la garantie desquels sont principalement liées la force future et la sécurité de ce pays...

« Nous sommes on ne peut plus sensibles à la sollicitude paternelle que Votre Majesté a montrée pour le bonheur général de votre peuple dans les efforts tentés par Votre Majesté afin d'éteindre cet esprit de rébellion que nos ennemis ont trouvé moyen de fomenter et de soutenir aux colonies, et de restituer à vos sujets américains abusés cette condition heureuse et prospère qu'ils puisaient autrefois dans une obéissance légitime aux lois; et nous demandons la permission d'assurer Votre Majesté de notre concours et de notre assistance énergiques pour déjouer les desseins de nos ennemis, également nuisibles aux intérêts réels de l'Amérique et à ceux de la Grande-Bretagne...

« Fermement résolus à ne reculer devant aucune difficulté et à ne repousser aucune chance dans la défense de notre pays, et pour garantir ses droits et ses intérêts essentiels, nous continuerons à donner notre concours et notre appui les plus dévoués dans la poursuite du grand et important conflit où nous sommes engagés.

« Nous comptons sur la protection de la Providence dans une cause si juste, et nous sommes intimement convaincus que, par l'aide et l'assistance que nous apporterons sans hésiter, par la valeur des flottes et des armées de Votre Majesté, et par les effets vigoureux,

sont conduits en gens de cœur. On l'apprend avec plaisir. Le fils du grand Chatham l'affirmera bientôt sur cette note venue des États-Unis : « Le traitement que nous avons reçu est tout à fait convenable. Mais la bonté et les attentions que nous ont témoignées les officiers français, leur délicatesse, la façon généreuse, pressante, dont ils nous ont offert leur bourse en public et en particulier, a vraiment dépassé tout ce qu'on peut dire. J'espère que c'est là un souvenir que n'oubliera jamais un officier anglais si la fortune de la guerre lui met un Français en son pouvoir. »

Sous l'empire des sentiments qui l'animent, et qu'il croit partagés de ses collègues, lord Southampton soumet à la Chambre des lords ce projet d'adresse :

« Très-gracieux Souverain,

« Nous, les plus respectueux et les plus loyaux sujets de Votre Majesté, lords spirituels et temporels réunis en Parlement, sollicitons la faveur de renvoyer à Votre Majesté nos humbles remercîments pour votre très-gracieux discours du trône.

« C'est avec la même affliction et la même indignation que nous voyons la guerre prolongée par cette ambition insatiable qui a porté les ennemis de Votre Majesté à la commencer, et qui s'obstine à contrarier le plus vif désir et le plus pressant effort de Votre Majesté tendant à rétablir la tranquillité publique.

« Nous constatons, avec la plus sincère et la plus profonde gratitude, la sagesse de Votre Majesté et sa constante préoccupation du bien-être véritable de son peuple ; nous approuvons votre vif désir de la paix et

votre résolution ferme et inébranlable de ne jamais sacrifier à ce désir, ni au repos temporaire et à l'avantage passager de vos sujets, les droits essentiels et les intérêts permanents, au maintien et à la garantie desquels sont principalement liées la force future et la sécurité de ce pays....

« Nous sommes on ne peut plus sensibles à la sollicitude paternelle que Votre Majesté a montrée pour le bonheur général de votre peuple dans les efforts tentés par Votre Majesté afin d'éteindre cet esprit de rébellion que nos ennemis ont trouvé moyen de fomenter et de soutenir aux colonies, et de restituer à vos sujets américains abusés cette condition heureuse et prospère qu'ils puisaient autrefois dans une obéissance légitime aux lois ; et nous demandons la permission d'assurer Votre Majesté de notre concours et de notre assistance énergiques pour déjouer les desseins de nos ennemis, également nuisibles aux intérêts réels de l'Amérique et à ceux de la Grande-Bretagne...

« Fermement résolus à ne reculer devant aucune difficulté et à ne repousser aucune chance dans la défense de notre pays, et pour garantir ses droits et ses intérêts essentiels, nous continuerons à donner notre concours et notre appui les plus dévoués dans la poursuite du grand et important conflit où nous sommes engagés.

« Nous comptons sur la protection de la Providence dans une cause si juste, et nous sommes intimement convaincus que, par l'aide et l'assistance que nous apporterons sans hésiter, par la valeur des flottes et des armées de Votre Majesté, et par les effets vigoureux,

animés et uniformes des facultés et des ressources de votre peuple, Votre Majesté sera capable de déjouer les ambitieux desseins de vos ennemis, et de garantir les bienfaits d'une paix solide et honorable à tous vos domaines. »

Ce projet d'adresse, véritable *charabia* parlementaire, fut soutenu par lord Walsingham. L'émule de Southampton s'écria que la France s'était alliée avec l'Amérique, au mépris des traités existants, et que l'Espagne avait pris parti pour les États-Unis sans qu'aucun motif sérieux lui eût imposé cette règle de conduite. Arrivant à la Hollande, le *gentleman* ne put s'empêcher de regretter l'absence d'une ancienne et naturelle alliée. On poursuivrait la guerre, malgré les obstacles actuels et les défaillances de quelques personnes timides. Jamais on n'aurait la fatale pensée de retirer la flotte anglaise des côtes d'Amérique.

C'est le langage de ceux qui prétendent encore que Washington n'est qu'un chef de bandes, et qu'on ne peut céder, sans se compromettre, à des insurgés.

Le comte de Shelburne demande la parole. Si le sang coule en Amérique depuis 1775 et depuis Lexington, si la guerre là-bas n'a pas de fin, c'est parce qu'on manque de système, qu'on manque de plan et qu'on n'est pas renseigné. La France a profité avec intelligence de cette situation. D'où viennent tous les malheurs? De ce fait : l'Angleterre est arrivée trop tard dans la baie de Chesapeak.

Shelburne vocifère :

« Si la guerre continuait, comme par le passé, avec

le même manque de système et de plan, nous aurions immédiatement un autre Chesapeak à la Jamaïque! un Chesapeak aux Barbades! un autre Chesapeak dans toutes nos îles des Indes! Nous attendrions même un autre Chesapeak à Plymouth, et ne serions pas étonnés de trouver un Chesapeak sur la Tamise. »

On propose de prolonger la guerre! où sont les ressources? Depuis que les Howe et les Clinton rédigent des bulletins de victoire qu'il est bon de lire entre les lignes, on a augmenté la dette nationale de 80 millions de livres sterling. Avant la fin de la prochaine campagne, on aura encore dépensé 20 millions. Où trouver ces 20 millions, et le reste? car est-on sûr de réussir après une nouvelle campagne?

L'opposant offre d'ajouter ces mots au second paragraphe de l'adresse :

« Et, sans délai, nous nous appliquerons, dans l'union de nos cœurs, à préparer et à peser, pour ses flottes royales, tels conseils capables d'exciter les efforts, de diriger les bras et de commander la confiance de tous ses sujets. »

Le duc de Richmond appuie l'amendement. Il signale en outre une inexactitude. Le deuxième paragraphe déplore que la guerre soit éternisée par l'ambition des ennemis de George III. Le préopinant expose : « Les ministres du roi, et non l'ambition insatiable des ennemis de Sa Majesté, ont été la cause, non-seulement de la guerre, mais encore de toutes les calamités qui se sont succédé à de si courts intervalles et qui ont pris naissance presque à l'origine du règne actuel. »

Le comte de Westmoreland cueille, dans l'histoire ancienne, un exemple qui le décide à rejeter l'amendement. L'Angleterre vaincue doit déclarer à la France et à l'Amérique ce qu'une nation malheureuse répondait jadis à Pyrrhus victorieux : « Rendez-nous votre victoire et nous ferons la paix. »

Ce Pyrrhus, tombant dans la discussion, ne fut pas tout à fait du goût de l'*Earl of* Abingdon. Le comte, restant cantonné sur le terrain de l'histoire, montra qu'une nation gouvernée par des ministres perfides ou légers se perdait toujours.

Le duc de Dorset votera l'adresse pure et simple.

Le marquis de Rockingham défend l'amendement.

D'après lord Stormount il faut se battre encore.

Le duc de Grafton est d'avis que l'on doit changer d'hommes et de mesures : « *Men must be changed as well as measures.* »

Le comte Grosvenor s'écrie : « J'aime mon roi, j'aime la constitution de mon pays, et je pense que mon devoir rigoureux envers l'un et l'autre est d'applaudir à l'amendement proposé par le noble lord. »

Ce n'est pas du tout l'idée du comte de Hillsborough. Selon lui, la majorité de la Chambre ne saurait agréer une motion destinée à causer la ruine du pays.

Une réflexion fort juste vient à lord Camden. Le discours du roi et l'adresse renferment un point obscur. Les deux documents ne disent pas un mot de la guerre, et ils parlent de la continuer. Mais avant de réclamer de nouveaux sacrifices, il faut faire connaître la situation.

Le lord chancelier montra, dans un discours éloquent, que les alarmistes avaient tort.

On vota. L'amendement, fort bénin et très-inoffensif, fut rejeté par 75 voix contre 31.

A la Chambre des communes, l'honorable Charles George Perceval lut une adresse ainsi conçue :

« .....Nous assurons à Votre Majesté que nous voyons avec peine que la guerre est encore prolongée par cette ambition insatiable qui a, dès le principe, excité nos ennemis à la commencer.

« ....Nous apprenons, avec la plus profonde douleur, que les événements de la guerre ont été très-malheureux aux armes de Votre Majesté, en Virginie, et ont abouti à la perte de vos forces dans cette province.

« Nous sommes intimement persuadés que le but principal de nos ennemis en se liguant était de fomenter et d'entretenir la rébellion dans le nord de l'Amérique ; et, sous l'agréable illusion de l'établissement d'un empire indépendant, de rendre les colonies de Votre Majesté subordonnées au pouvoir et à l'influence de la couronne de France. Mais Votre Majesté peut compter sur notre concours dévoué à seconder ses efforts, tendant à déjouer les dangereux desseins de nos ennemis, également nuisibles aux intérêts réels de l'Amérique et à ceux de la Grande-Bretagne..... »

Fox, dans une improvisation amère, attaqua le projet. Il ne pouvait prouver que les ministres étaient à la solde de la France, mais il affirmait qu'ils méritaient d'être payés par l'ennemi.

Il rédigea cet amendement : « Et, sans délai, nous nous appliquerons, dans l'union de nos cœurs, à proposer et à peser tels avis qui puissent dans cette crise exciter les efforts, diriger les bras, et, par un changement absolu de système, commander la confiance de tous les sujets de Sa Majesté. »

Lord North, tout à fait remis de son émotion du 25, repartit à Fox : « Il nous est arrivé un désastre en Virginie. Faut-il donc nous coucher à terre et mourir? Non! Ce malheur doit nous pousser à l'action. Unis, nous pouvons tout sauver; nous perdons tout si nous cédons au désespoir. »

Barke fut cruel. Il dit : « Grand Dieu! nous parlera-t-on encore des droits pour lesquels nous avons fait la guerre? Oh! les droits excellents! oh! les droits précieux? Précieux! sans doute, car ils nous coûtent assez cher. Précieux! car l'Angleterre les a payés de la perte de treize colonies, de quatre îles, de cent mille hommes, de 1,750 millions. Oh! les droits merveilleux! qui ont fait perdre à la Grande-Bretagne l'empire des mers, cette grande et solide supériorité qui faisait plier le monde devant nous! Droits inestimables qui nous ont ôté notre rang parmi les nations, notre importance au dehors, notre bonheur au dedans; qui ont ruiné notre industrie, notre commerce, notre navigation; qui du plus florissant empire ont fait la puissance la plus réduite et la moins enviable de l'univers. Droits merveilleux! qui nous prendront bientôt le peu qui nous reste. Nous avions droit de taxer l'Amérique, dit le noble lord, et parce que nous avions ce droit, il fal-

lait l'exercer ! Pauvres gens infatués d'eux-mêmes ! pauvre pays ruiné ! Ne savez-vous pas que le droit ne signifie rien sans la puissance qui l'applique. Un droit qui ne peut s'exercer, qu'est-ce autre chose qu'un mot vide de sens? — Bon ! dit un sot, fier de sa prérogative sur les bêtes des champs, il y a une laine excellente sur le dos de ce loup; il faut donc le tondre. — Quoi ! tondre un loup? — Oui. — Mais s'y prêtera-t-il? Avez-vous réfléchi à la peine? Comment prendrez-vous cette laine? — Non, je n'ai réfléchi à rien, je ne connais et ne veux connaître que mon droit. Un loup est un animal qui porte de la laine, tous les animaux à laine doivent être tondus. Je tondrai le loup. »

Le loup hurla, mordit, et refusa de se laisser tondre. Il était sage de ne pas insister et de désapprouver la politique de George III. C'est pourquoi l'adresse obséquieuse de l'honorable Perceval, frère du comte d'Egmont, fut approuvée par 218 voix contre 129, que recueillit la motion de Fox.

Les deux votes du Parlement étaient loin de traduire les vœux de l'Angleterre. A une certaine époque, au début des hostilités, on avait vu les masses applaudir aux résolutions viriles du gouvernement. Le 27 novembre 1781, le peuple, autrefois si partisan de l'action, pensait : On a expédié là-bas des milliers d'hommes et des monceaux d'or. On n'a pas réussi. Pourquoi s'obstiner?

Qu'un lord Southampton conjure le roi de ne jamais sacrifier au désir de la paix le « repos temporaire » et « l'avantage passager » des sujets, rien de mieux :

quand on ne paye pas les charges, on trouve le fardeau de la dette léger. Mais les contribuables, les gens que l'on pressure et qu'on ruine, tiennent un autre langage.

Impossible, hélas! de rappeler à la vie les Anglais morts en Amérique, au nom d'un principe que les ministres présents et passés auraient bien dû ne jamais inventer. On espère, toutefois, par le travail, relever le crédit. A une condition : on se hâtera de terminer la guerre.

Voilà ce que la Grande-Bretagne, qui ne siége pas au Parlement et qui ne porte pas perruque, crie à George III! Sera-t-elle entendue?

CHAPITRE XXII

SI VIS PACEM, PARA BELLUM.

Washington propose au comte de Grasse une action combinée contre Charleston. — Refus de l'amiral. — Lettre de Washington au Congrès (26 octobre 1781). — Départ de la flotte française pour les Antilles (4 novembre). — Cornwallis et les officiers anglais s'embarquent pour New-York. — Greene et Lafayette dans le Sud. — L'armée américaine se rapproche de l'Hudson. — Les Français prennent leurs quartiers d'hiver en Virginie. — Excursions dans la Virginie. — La légende de Pocahontas. — Lafayette revient en France. — Les Américains adoptent un sceau. — Paix probable. — Pour l'obtenir plus sûrement, se préparer à un nouvel effort.

Clinton, sur la flotte anglaise, avant de revoir New-York, a longé la côte vers le sud, et a débarqué trois régiments à Charleston. Lorsqu'il était en vue du cap Henry, on craignait une descente par le *Dismal-Swamp*. Portsmouth, fortifié par Arnold et Cornwallis, eût recueilli les Anglais. On songea aussitôt à démolir ce poste. On donna un bataillon de milices à l'adjudant-général Dumas. En huit jours, l'œuvre de destruction s'accomplit.

La ville de Charleston, malgré le renfort des trois régiments, ne résisterait pas à l'attaque du comte de Grasse, secondé par Greene et Lafayette. Le marquis embarquerait son infanterie légère, les grenadiers et les chasseurs du corps expéditionnaire français, et les bataillons de Saint-Simon. Il joindrait Greene à certain endroit de la Caroline du Sud.

Le projet aboutissant, les Américains imposaient,

comme première condition d'un traité de paix, la reconnaissance de l'indépendance proclamée en 1776. En un mot, la guerre était finie.

Cornwallis le sentait. Lafayette, se rendant, sur un canot, à bord de la *Ville-de-Paris*, arrachait cette exclamation au général vaincu : « Il va décider de la perte de Charleston. »

Pour agir avec certitude, il fallait ne pas perdre un jour. Washington, le 20 octobre 1781, c'est-à-dire le lendemain de la capitulation, communique le plan au comte de Grasse. Si elle le veut, « l'*Excellency* » peut terminer la guerre et permettre aux alliés de conclure le traité de paix qui garantisse les droits des États-Unis (*to dictate the law in a treaty*). La campagne tracée sera glorieuse pour l'amiral, et de la plus grande importance pour l'Amérique.

Le 21, Washington était sur la *Ville-de-Paris*. Il remercia le comte de Grasse de son brillant concours, et plaida, avec chaleur et conviction, la cause soutenue dans la lettre de la veille.

Il surprit quelque hésitation, et revint à la charge deux jours après, avec Lafayette.

On se sépare de nouveau sans rien conclure. Lafayette reçoit bientôt un refus. Le comte de Grasse est contraint de décliner l'offre séduisante du généralissime. Les ordres de la cour, et les engagements pris aux Antilles envers les Espagnols, obligent le marin à quitter, au plus tôt, la baie de Chesapeak. Il conduira, si on le désire, 2,000 Américains contre Wilmington (Caroline du Nord).

Décision fâcheuse aux yeux de l'état-major de l'armée combinée. Elle prive Lafayette et Greene d'un secours indispensable. On n'attaquera pas Charleston. Des troupes iront à Wilmington, et les forces américaines reprendront leur campement dans le nord, sur les bords de l'Hudson.

Voilà ce que Washington annonce au Congrès, le 26 octobre. Le vainqueur de Cornwallis ignore quelles relations politiques a engagées le Congrès avec les cours d'Europe, relativement à un traité de paix. Mais quelles que soient les espérances nées de la prise d'Yorktown, il croit de son devoir de pousser le Congrès, dans les termes les plus pressants, à organiser une campagne efficace pour l'année suivante. Cette campagne sera peut-être nécessaire. Le Congrès est trop éclairé pour qu'on lui montre les avantages à retirer de la combinaison. Sans prétendre deviner les événements de l'hiver qui approche ou du printemps qui le suivra, il importe de concevoir effectivement, et sans tarder, de nouvelles opérations militaires. C'est la seule manière de se trouver capable de continuer la guerre avec succès, ou de négocier dans de bonnes conditions. Un relâchement placerait l'Amérique dans une situation inférieure pour conclure la paix, et l'exposerait aux plus grands désastres dans le cas où l'Angleterre ne mettrait pas un terme aux hostilités.

Washington ouvre sa dépêche au moment de l'expédier. Le comte de Grasse informe Lafayette qu'il est attendu à jour fixe aux Antilles, et qu'il regrette de ne

pouvoir transporter les 2,000 hommes à Wilmington. Nouvelle déception.

L'amiral, en déplorant qu'une nécessité impérieuse lui ordonne de manquer à sa parole, offre ses services pour la prochaine campagne.

Washington, au lieu de critiquer le départ trop prompt, exprime sa gratitude. Il accepte l'aide. Toutefois, à la distance où l'on est des opérations futures, impossible de préciser. Peut-être l'amiral pourrait-il se retrouver vers la fin de mai 1782 au mouillage de Chesapeak. Alors, on adoptera un plan, et, suivant les circonstances, on agira dans le nord ou le sud.

L'amiral promit de soumettre l'idée au gouvernement de Versailles, et termina ses préparatifs de départ.

Les 1er, 2 et 3 novembre, il fractionna sur la flotte les régiments du marquis de Saint-Simon, et s'approvisionna de vivres. Le 4, après avoir reçu de Washington, en signe d'amitié, deux chevaux, il mit à la voile. Il laissait dans la baie, sous les ordres de M. de la Villebrune, le *Romulus* et trois frégates.

On parvient difficilement à justifier l'impatience du comte de Grasse. Lorsqu'il jette l'ancre à Lynnhaven, l'amiral peut attendre Washington et Rochambeau : ses instructions le lui permettent. Et il circonvient Lafayette pour que l'action soit engagée aussitôt. Le marquis refuse. On l'approuve. Pourtant, que serait-il arrivé, si M. de Grasse, si empressé de retourner aux Antilles, n'avait pas gardé la baie de Chesapeak? Ceci : Clinton eût dit à Cornwallis : *Stick*, *I am coming*, tenez bon, j'arrive. Et il serait venu. Et l'armée combinée

eût levé le siége d'Yorktown. Le 4 novembre, on pardonne à l'amiral d'obéir aux injonctions ministérielles en courant directement aux Antilles; mais lorsqu'on songe que la flotte française va subir un grand désastre, on regrette que les vaisseaux de la France n'aient pas secondé le siége de Charleston. Cela eût été utile, pratique, et, comme le disait Washington, glorieux.

Le 4 novembre, on ouvrit aux officiers anglais les bâtiments qui devaient les transporter à New-York, et leur permettre de revoir l'Angleterre. Cornwallis s'embarqua pour New-York.

Le 27 octobre, le général anglais avait motivé une lettre de Washington. On s'étonnait que les officiers compris dans la capitulation n'eussent pas encore signé l'engagement de ne plus porter les armes contre les États-Unis dans la guerre actuelle. La signature était exigée. Des *gentlemen* refusaient d'apposer leurs noms au bas d'un acte qui attestait l'avantage obtenu par les Américains. Ils devaient, sur ce point, se faire violence, s'ils étaient « *really desirous* », réellement désireux d'aller à New-York et en Europe.

Les Anglais, si fiers, si arrogants, s'exécutèrent.

Le 5 novembre, les miliciens de la Pensylvanie, sous les ordres du général Greene, adressèrent leurs adieux à Yorktown, en route pour le sud.

Lafayette suivit bientôt le premier détachement avec les troupes du Maryland et de la Pensylvanie.

On combla les tranchées, si péniblement pratiquées devant la ville, et, malgré l'éloignement de Clinton,

on releva les ouvrages avancés que les défenseurs n'avaient pu garder. Puis, Washington et l'armée américaine s'embarquèrent pour Head-of-Elk.

On devait se rapprocher de l'Hudson et de New-York.

L'armée de Rochambeau garderait la Virginie. Le baron de Vioménil, en congé, fut remplacé, dans le commandement en second, par son frère, le vicomte.

Le 15 novembre, les Français commencèrent les mouvements qui devaient les conduire à leurs quartiers d'hiver.

La légion de Lauzun, que commandait le hardi et courageux assiégeant de Gloucester, M. de Choisy, fut cantonnée à Hampton, à l'extrémité de la péninsule qu'arrosent les rivières James et York.

Jamestown logea trois compagnies de Deux-Ponts, et un autre endroit de la Virginie, West-Point, abrita l'artillerie de siége.

Yorktown garda le régiment de Soissonnais, les grenadiers et les chasseurs de Saintonge.

Le régiment de Saintonge fut détaché à Half-Way-House, entre Yorktown et Hampton.

Une compagnie d'artillerie et cinquante hommes allèrent à Gloucester.

A Williamsburg, quartier général de M. de Rochambeau, où l'on remarquait M. de Chastellux, allaient hiverner les régiments de Bourbonnais et de Deux-Ponts.

M. de Rochambeau, établi solidement en Virginie, servait de trait d'union entre le nord et le sud. Il pouvait secourir Washington, si les Anglais de New-York

cherchaient, dans l'offensive, une revanche. Il avait l'avantage de dégager Greene, si les autres Anglais de Charleston et de Savannah révélaient, au sein des Carolines, quelque pensée nouvelle.

C'est du sud que vint bientôt l'alarme. Greene savait que Clinton avait augmenté de trois régiments les troupes de Charleston, et que la place attendait encore quatre mille soldats d'Irlande. L'ennemi, selon lui, ainsi renforcé, ne manquerait pas d'arpenter encore les districts de la Caroline du sud, marchant à la rencontre des Américains. Pour éviter une défaite qui viendrait flatter le fol orgueil de l'Angleterre, on devait joindre de nombreux bataillons aux milices.

Lafayette était déjà en marche avec ses Marylandais et ses Pensylvaniens. Rochambeau calma son correspondant. Greene recueillait de faux bruits, colportés à dessein. Il était la victime des manœuvres de Clinton, qui tenait sans doute, après avoir été dupé, à faire des dupes.

Les dispositions déjà prises ne furent pas modifiées. M. de Choisy, cependant, campa avec sa cavalerie sur les frontières de la Caroline du nord. L'adjudant-général Dumas conduisit des reconnaissances sur le territoire même de l'État que traversait, en ce moment, Lafayette.

Aucun autre Camden, disait-on, ne menaçait Greene. Mais on prenait toutes les mesures provisoires que pouvait légitimer un danger réel et subit. Des régiments étaient prêts, au moindre signal, à partir du pied gauche.

Dumas veillait avec zèle et sollicitude. De loin en loin, il apparaissait à Williamsburg. Il annonçait à M. de Rochambeau que les bois de la Caroline du nord, à travers leurs sapins alignés, n'apportaient aux vedettes aucun indice. Puis, il serrait, à l'hôpital, la main de son vaillant ami, Charles de Lameth.

Hiverner, avoir des loisirs, quelle bonne fortune pour des officiers studieux. M. de Chastellux, le major général de l'armée, et des amis, visitent l'intérieur de la Virginie. Ils parviennent à Monticello, et à la région qu'habitèrent les premiers colons de l'État. Dans les vallées profondes, que les mille bruits de l'usine n'animent point encore, ils se plaisent à évoquer la poétique image de Pocahontas. A une époque reculée, dans les premières années du dix-septième siècle, les rares colons de la Virginie voyaient venir, à grands pas, la famine. Le capitaine John Smith jura de sauver ses compatriotes. Il fit, dans le but de renouveler les approvisionnements, de nombreux voyages. Un jour, il tombe au beau milieu d'une tribu indienne. Son sort est bientôt décidé. On va lui écraser la tête sur une pierre, à coups de massue. Une jeune sauvagesse, Pocahontas, fille du chef Powhatan, implore la grâce du « visage pâle. » Ne pouvant l'obtenir, elle place sa tête sur celle de la victime désignée. Ainsi, la lourde massue l'atteindra d'abord, elle, la fille du chef Powhatan.

Le père fut attendri. Il autorisa Smith à se relever, et à se dévouer encore à la colonie.

Deux ans après, la même tribu allait scalper les hommes blancs d'alentour. Pocahontas, née chez les

sauvages, de parents sauvages, et que les instincts féroces révoltaient, dénonça le complot aux Anglais. L'entreprise avorta.

La jeune Indienne, si humaine, si sympathique, fut ravie, par des aventuriers, aux forêts odorantes. Powhatan réclama sa fille. On exigea une forte rançon. Le chef poussa, dans ses solitudes, le cri de guerre.

Sur ces entrefaites, un jeune Anglais, John Rolfe, touché des grâces naïves de Pocahontas, cultiva l'esprit que le *wigwam*, que la hutte de l'ennemi des blancs, avait seule formé jusqu'alors. Sous un regard de feu, brillait une intelligence précoce. Rolfe apaisa le ressentiment de la famille; et, en présence de Powhatan, le père, d'Opachisco, l'oncle, et des principaux membres de la tribu, à Jamestown, en 1613, fit baptiser son élève. Peu de temps après, il l'épousa.

Le couple vécut heureux en Angleterre. En 1617, Pocahontas se disposait à retourner en Virginie, avec son époux adoré. Le climat de Londres la tua. Elle avait 22 ans.

Telle est la légende que les officiers de Rochambeau étudient et commentent.

Les jours, d'ailleurs, s'écoulent paisibles et monotones. Il y a, dans l'air, comme l'avant-coureur de la paix. On n'a pas convenu de suspendre les hostilités; et, pourtant, l'armistice existe.

Greene en est si bien persuadé qu'il cesse de trembler.

Quant à Lafayette, il remonte dans la Virginie, abandonne l'adjudant général Dumas à ses innocentes reconnaissances, salue Rochambeau, embrasse Washing-

ton, et s'embarque à Boston sur l'*Alliance* (23 décembre 1781).

Vingt-trois jours après, le jeune homme qui avait déterminé, par sa noble initiative, l'intervention française, revoyait sa patrie. Il fut nommé maréchal de camp par M. de Ségur, et la nomination porta la date du jour où l'armée de France et d'Amérique était entrée dans l'enceinte d'Yorktown.

Lafayette allait encore servir la cause des Américains; et, en exerçant une influence légitime sur les affaires de son pays, il devait, comme l'a dit un écrivain, donner à la démocratie « son caractère, l'honnêteté [1] ».

1. Lafayette, en 1824, par une décision du Congrès, fut rappelé aux États-Unis. Son voyage ne fut qu'une longue ovation. Nous extrayons du livre qu'on publia plus tard, *Lafayette en Amérique*, la visite à Saint-Louis :

« Les habitants de Saint-Louis savaient que le général Lafayette ne passerait que quelques heures au milieu d'eux, et ils mirent à profit le peu de temps dont il pouvait disposer pour lui faire voir tout ce que leur ville ou ses environs renferment de curieux, pendant que le dîner se préparait chez M. Pierre Chotteau.

« ..... Cet homme entreprenant qui, de sa hache, abattit lui-même le premier arbre de l'antique forêt qui a fait place à la ville de Saint-Louis, qui, de ses mains accoutumées aux pénibles travaux de défrichements, éleva la première maison autour de laquelle devaient, en si peu de temps, se grouper les édifices d'une riche cité; qui, par son courage et son esprit conciliant, réprima d'abord la fureur des Indiens et capta ensuite leur bienveillauce, cet homme heureux est M. Auguste Chotteau. Je l'ai déjà nommé parmi ceux qui furent chargés par les habitants de Saint-Louis de faire les honneurs de leur ville à l'hôte de la nation américaine. Ce fut chez son fils, M. Pierre Chotteau, que nous prîmes place au banquet de la reconnaissance républicaine. C'était une chose fort intéressante que de voir assis à la même table le fondateur d'une grande ville, un des principaux défenseurs de l'indépendance d'une grande nation, et les représentants de quatre jeunes États, déjà riches par leur industrie, puissants par la liberté et heureux par de sages institutions. La conversation offrit, comme on le

Le petit-fils du marquis de 1781, M. Oscar de Lafayette, aujourd'hui sénateur, a marché sur les traces d'un illustre devancier.

En 1782, les Américains adoptent un sceau. Le recto figure un aigle. Ses serres tiennent une branche d'olivier et treize flèches. Ce chiffre *treize* rappelle le nombre des colonies.

L'aigle, de son bec puissant, s'est emparé d'une banderolle où sont inscrits ces mots : *E pluribus unum*.

Au verso de l'écusson, une pyramide tronquée. En haut, un œil dans un triangle inondé de rayons. Au-

pense bien, le plus vif intérêt. On questionna beaucoup M. Auguste Chotteau sur les entreprises aventureuses de sa jeunesse, on demanda à l'ami ou compagnon d'armes de Washington, quelques détails sur la glorieuse et décisive campagne de Virginie, et on entendit avec plaisir les membres des députations de la Louisiane, du Mississipi, du Tennessee et du Missouri, faire le tableau de la prospérité de leurs pays respectifs. »

Plus loin, on rencontra un vieux nègre. Le narrateur continue :

« Lorsqu'il entendit que nous voyagions avec le général Lafayette et que nous venions de Saint-Louis, il nous demanda si nous y avions trouvé un grand nombre de Français. Je lui répondis que nous n'en avions vu que quelques-uns, entre autres le fondateur de la ville, M. Chotteau.

— Quoi ! s'écria-t-il d'une voix sonore, qui ne paraissait point appartenir à un corps si brisé, quoi ! vous avez trouvé le petit Chotteau ! Oh ! je le connais bien, moi, le petit Chotteau, nous avons beaucoup voyagé ensemble sur le Mississipi ; et, cela, à une époque à laquelle bien peu de blancs encore avaient pénétré jusqu'ici.

— Mais savez-vous bien, lui dis-je, que celui que vous appelez le petit Chotteau est bien vieux, qu'il a certainement plus de quatre-vingt-dix ans ?

— Oh ! je le crois bien ; mais qu'est-ce que cela fait, ça n'empêche pas que je l'ai connu bien enfant.

— Quel âge avez-vous donc ?

— Ma foi, je n'en sais rien ; car on ne m'a jamais appris à compter. Tout ce que je sais, c'est que j'ai quitté la Nouvelle-Orléans avec mon

dessus de l'œil, cette devise : *Annuit cœptis*. En bas, la date de la déclaration d'indépendance. Au-dessous de la pyramide, les mots : *Novus ordo sæculorum*.

Les pronostics heureux trouvent créance. Pourtant, la campagne de 1781 n'a point donné de résultats définitifs. La prise d'Yorktown n'enlève aux Anglais ni la Géorgie, ni les Carolines, ni New-York, ni le Canada. Clinton a encore 30,000 hommes en Amérique. Supposer que l'Angleterre va, tout d'un coup, abandonner la partie, grave imprudence.

Washington, par ses actes, confirme sa lettre au

maître, qui faisait partie de l'expédition envoyée par la compagnie de navigation du Mississipi, sous les ordres du jeune Chotteau, pour aller bâtir un fort en haut de la rivière. Le jeune Chotteau avait à peine seize ans, mais il était chef de l'expédition, parce que son père était, dit-on, un des plus riches actionnaires de la compagnie. Après avoir ramé longtemps contre le courant et éprouvé bien des fatigues, nous sommes enfin arrivés pas bien loin d'ici, où nous nous sommes mis à bâtir le fort de Chartres. Oh ! mon Dieu ! il me semble encore y être ; je vois d'ici les grosses pierres que nous apportions, les grandes voûtes que nous construisions. Chacun de nous disait : voici un fort qui durera plus que nous tous, et plus que nos enfants. Je le croyais bien aussi, et pourtant j'en ai vu la fin, car il est maintenant en ruines, et moi je vis encore.

— Savez-vous, monsieur, combien il y a d'années que nous avons bâti le fort de Chartres ?

— Mais, au moins quatre-vingts ans, si je ne me trompe.

— Eh bien, comptez et vous saurez à peu près mon âge. J'avais, dans ce temps-là, au moins trente ans ; car le petit Chotteau me paraissait un enfant, et j'avais déjà servi trois maîtres.

— A ce compte-là, vous auriez cent dix ans, père François.

— Par ma foi, je crois bien que j'ai pour le moins cela, car il y a bien longtemps que je travaille et que je souffre. »

L'auteur de *Lafayette en Amérique* écrit Chotteau par un seul *t*. Après un séjour à Saint-Louis, que sillonne d'ailleurs la *Chouteaux avenue*, nous avons cru rester fidèle à la vérité historique en rétablissant les deux *t*.

Congrès, du 26 octobre. Il désire ardemment, il veut la fin des massacres ; mais, pour signer une paix selon le vœu des colonies d'hier, des États-Unis d'aujourd'hui, il conseille aux Yankees de se ceindre de nouveau les reins, et de méditer un autre effort. *Si vis pacem.....*

CHAPITRE XXIII

L'ANGLETERRE VEUT ÉCARTER LA FRANCE DES NÉGOCIATIONS.

Motion de sir James Lowther à la Chambre des communes repoussée (12 décembre 1781). — Motion de Fox (20 février 1782). — Adresse de Conway rejetée par 194 voix contre 193 (22 février). — La même adresse votée, le 27, par 234 voix contre 215. — Séance du 4 mars. — Chute de lord North (20 mars). — Ministère Rockingham. — Guy Carleton succède à Clinton. — Il offre au Congrès d'isoler la France par le traité de paix. — Noble refus du Congrès.

Oui, aimons notre grande, notre immortelle Révolution de 1789, qui nous légua le droit, d'où naît le devoir; mais n'oublions pas qu'un peuple, en Europe, nous a précédés dans la voie des réformes : l'Angleterre. Lorsque le silence, imposé, régnait à Paris et à Versailles, et lorsque les Français, pour faire parvenir à la royauté leurs conseils ou leurs ordres, manquaient de moyens, le Parlement anglais, souvent fort *humble*, secouait, parfois, la servilité. Les débats sur la guerre d'Amérique, en 1781, sont instructifs. Ils montrent que la Grande-Bretagne, conduite par George III et ses ministres sur le bord de l'abîme, sera sauvée par les Chambres.

Aux Communes, le nombre des *gentlemen* sensés, adversaires de toute politique d'aventure, grossit. Le 12 décembre 1781, on tente de protester contre le vote du 27 novembre.

L'Assemblée était réunie en comité de subsides. On

lui demandait encore, pour Clinton, des hommes et de l'argent.

Sir James Lowther montra que la nation anglaise était *drained*, *exhausted*, *dejected*, desséchée, épuisée, abattue ; qu'elle regardait le conflit persistant *as a struggle against nature*, comme une lutte contre nature.

Le discours du trône a justement alarmé les populations, puisqu'il laisse entendre qu'on va de nouveau répandre le sang et gaspiller des millions. On dirait que la capitulation de Cornwallis n'a donné au gouvernement que le désir de risquer et de perdre une seconde armée. Peut-être même s'obstinera-t-on, après une défaite imminente, à ménager à une troisième armée le sort des deux premières.

Les ministres, depuis 1775, outragent le sentiment national et méconnaissent la voix du peuple. Ils sont soutenus, dans cette Chambre, par une clique d'hommes vendus. Rester, en ce moment, sous la dépendance, serait honteux et criminel. Si l'Assemblée ne brisait pas le joug, elle représenterait, non le peuple, mais le ministère. Les membres des Communes, jaloux de remplir leur devoir et d'exécuter fidèlement leur mandat, voteront cette déclaration :

« La guerre dirigée contre les colonies et les plantations de l'Amérique du nord est restée inefficace, aussi bien pour protéger les loyaux sujets de Sa Majesté dans les mêmes colonies que pour détruire les dangereux desseins de nos ennemis. »

Une telle proposition justifiait un autre aveu :

« Dans la situation actuelle du pays, tous essais ulté-

rieurs, afin de réduire à l'obéissance les colonies révoltées, sont contraires aux véritables intérêts de ce royaume, parce qu'ils tendent à affaiblir ses efforts contre ses éternels et puissants ennemis. »

Sir James Lowther provoque, sur la première des deux motions, l'avis de ses collègues.

M. Powys approuve le préopinant. Les ministres affirmaient jadis qu'ils ne faisaient pas une guerre d'ambition, d'avarice ou de rancune. Ils n'avaient jamais ni désiré ni voulu réduire l'Amérique par la force. Pour rester conséquents avec eux-mêmes, ils devraient avouer que les expéditions parties d'Angleterre étaient autant de preuves d'amitié; que l'attaque des généraux de la Grande-Bretagne dissimulait un appel à la conciliation; que Burgoyne cachait un messager de paix, et que la flotte anglaise n'avait pas abordé aux États-Unis avec des intentions hostiles. La guerre américaine, depuis son origine, n'a été qu'une longue déception. On a oublié les promesses, falsifié les assertions, et agi avec une légèreté sans exemple.

Lord North avoue que les motions de l'honorable baronnet sont « honnêtes, modérées, exemptes de passion, ne laissent percer aucun ressentiment personnel, et, autant que leurs termes soient en question, tout à fait irréprochables ». C'est pourquoi la Chambre doit les rejeter, en votant l'ordre du jour pur et simple.

Le premier ministre de George III nous rappelle un oncle facétieux rédigeant, à peu près de la sorte, ses dernières volontés :

— Mon neveu Henri est sobre, rangé, économe, tra-

vailleur, franc, juste, digne et chaste. Aussi, je le déshérite.

Sir Fletcher Norton invoque la tendance peu avouable de la guerre d'Amérique, la diminution graduelle et continuelle des exportations anglaises, les millions dépensés en pure perte, les flots de sang inutilement répandus, la nation affaiblie et dégradée. Il est convaincu — et chaque membre qui mettra la main sur son cœur sera de son avis — que l'intervention constitutionnelle de l'Assemblée est absolument nécessaire.

M. Welbare Ellis avance que la Chambre, en adoptant la motion Lowther, commettrait un suicide politique. On ne peut songer à retirer les troupes d'Amérique. Pour contenir la France et l'Espagne, il est indispensable d'avoir des postes sur le continent américain.

M. John Thownshend dénonce la conduite coupable, l'ignorance et l'obstination insensée des ministres de George III. Si l'Assemblée a des sentiments patriotiques, elle acceptera les motions comme les seuls moyens pratiques d'imposer un terme à l'*accursed war*, à la guerre maudite avec les colonies.

James Grenville demande ce qu'aurait dit Chatham si l'orateur glacé par la mort avait vu un second Saratoga. Les motions, dans la crise qu'on déplore, donneront un gage de salut.

Sir Edward Deering a confiance dans le ministère.

Viscount Maitland croit que la Chambre, par sa résolution, doit dire aux ministres : Si, méprisant nos conseils, vous continuez à nous provoquer, vous sentirez le poids de notre vengeance.

M. Calvert, en présence des dispositions peu pacifiques des colonies, craint que la résolution ne vienne cimenter l'alliance de la France et de l'Amérique.

Le général Burgoyne, le vaincu de Saratoga, objecte qu'on ne peut continuer la guerre sans avoir une place d'armes; or, il est impossible d'en établir une à 3,000 lieues. Cette impossibilité justifie la motion.

Sir W. Dolben fatigué de la guerre d'Amérique, ne l'est pas encore assez; car il votera l'ordre du jour.

Fox devine l'avenir en interrogeant le passé. Les fautes commises présagent des calamités. L'orateur critique la création de postes en Amérique.

Le *lord advocate* estime que la Chambre n'est pas encore disposée à abandonner l'Amérique aux Américains. La motion votée produirait ce résultat. L'avocat de la couronne professe le plus grand respect pour le noble lord au *blue ribbon*.

Dans le *Misanthrope*, Célimène apprécie le « grand flandrin de vicomte » qui crache « dans un puits pour faire des ronds », passe au « petit marquis » fort affectueux, « trouve qu'il n'y a rien de si mince que toute sa personne », et arrive à « l'homme *aux rubans verts* », qui la « divertit quelquefois avec ses brusqueries et son chagrin bourru ».

Tandis qu'Alceste, à Paris, porte des rubans verts, un premier ministre, à Londres, lord North, arbore un ruban bleu.

Et ce ruban bleu inspire la plus profonde vénération au *lord advocate*. L'homme qui a choisi cette couleur

a été dirigé, dans toutes ses mesures, par le zèle le plus dévoué à servir son pays. S'il était autoritaire et violent, il deviendrait sûrement un grand ministre. Ses vertus privées restaient l'objet de l'admiration générale.

Le panégyriste maladroit fut interrompu par les rires bruyants de l'Assemblée. Il vit qu'il venait de dire des bêtises, et n'eut garde d'insister pour terminer son discours.

Burke déplora que la Chambre, après avoir souffert, pendant si longtemps, l'administration du noble lord au ruban bleu, refusât d'entendre son éloge. Le rire éclata de nouveau.

A deux heures du matin, on votait. L'ordre du jour, contre 179 non, recueillit 220 oui.

La motion Lowther était repoussée.

Allait-on abandonner lord North à ses rêves? Non. L'opposition releva bientôt la tête. Fox, le 24 janvier 1782, proposa qu'un comité fût chargé de se livrer à une enquête « sur les causes du manque de succès des forces navales de Sa Majesté dans cette guerre, et plus particulièrement dans l'année 1781 ».

Le débat continua les 28 janvier, 7, 13 et 20 février. La proposition de Fox fut rejetée par 236 voix contre 217.

Deux jours après, le 22 février 1782, le général Conway lisait une adresse à George III, tendant à prier le roi de terminer la guerre américaine, *for putting an end to the american war*.

Voici le résultat du scrutin : oui, 193; non, 194.

Le ministère l'emportait avec une voix de majorité.

Conway, le 27, reparut à la tribune. La motion du 22, adoucie dans certains passages, identique au fond, fut admise par 234 voix contre 215. Majorité en faveur de l'opposition : 19 voix.

Le roi jura de tenir compte de l' « avis. » Sa Majesté s'engageait à prendre « les mesures nécessaires pour rétablir la bonne harmonie entre la Grande-Bretagne et les colonies révoltées ».

On se fiait peu aux belles paroles. Lord North, le « fléau », n'avait pas quitté le ministère, et l'on craignait toujours la prépondérance de cet homme funeste.

Le 4 mars, le même général Conway demande que la Chambre regarde « comme ennemie de Sa Majesté et du pays toute personne qui conseillera ou essayera de continuer la guerre offensive en Amérique, afin de réduire les colonies par la force ».

North refit le discours, fort habile, du 12 décembre. Hélas! le vent avait changé. La nouvelle adresse fut votée, et l'on porta, aux pieds du trône, les paroles énergiques de Conway.

La guerre était finie.

Le rôle de la diplomatie, suspendu en février 1775, recommençait en février 1782.

Pour donner raison à Chatham, et reconnaître que la guerre déclarée aux colonies était une entreprise insensée, le Parlement avait dû réfléchir pendant sept ans! Cette sagesse tardive n'était pas inutile, puisque le roi, trop fier pour céder, eût enrôlé le dernier *working-man*, et dépensé la dernière guinée.

Le 20 mars 1782, lord Surrey, à la Chambre des communes, se leva. Lord North voulait parler aussi. Fox fit maintenir la parole au premier; mais le ministre, que semblait tourmenter le besoin d'ouvrir la bouche, par quelques mots enjoués combattit la motion de Fox. Pour se justifier, il annonça qu'il n'était plus ministre, et que l'opposition avait cessé d'exister.

L'auteur conscient, et non repenti, de tous les malheurs, que les plaintes des veuves et des orphelins ne touchaient pas; l'excellence à l'esprit étroit et soupçonneux, qui avait appauvri un grand empire, remercia gaîment l'assemblée de son indulgence et de sa patience.

Vouloir ce qu'on ne peut, quand on sait qu'on ne le peut; mettre, au service de sa présomption, de ses méfiances et de ses calculs, toutes les forces vives d'un pays; ne reculer ni devant l'horrible, ni devant le monstrueux; s'enfoncer, sans remords, dans l'impossible; et, au lieu de compter, en tremblant, les victimes immolées sans but et les trésors inutilement dissipés, tirer, par un calembour, son épingle du jeu : tel est lord North.

Le 20 mars 1782, après la communication de l'ex-ministre, la séance fut levée. Un tapis de neige couvrait le sol. La nuit était froide. On prévoyait de longs débats; et la plupart des membres avaient assigné à leurs cochers un rendez-vous matinal. North avait gardé sa voiture. Il jouit de la mine piteuse de ses adversaires de la veille, que la perspective de quatre ou cinq heures d'attente, ou d'un retour à pied irritait,

et leur cria, pour les consoler : « *Gentlemen*, vous voyez l'avantage d'être dans le secret; *good night*, bonsoir! »

Quelques jours après, on annonçait qu'il avait « plu » à George III de former un ministère avec le marquis de Rockingham, Charles Fox et le duc de Richmond.

Le mot *plu*, s'appliquant aux ennemis particuliers de Sa Majesté, divertit beaucoup le satirique lord North.

Le marquis Charles Watson-Wentworth de Rockingham entre en scène à l'heure critique où le gouvernement anglais voit, dans l'indépendance des colonies, « la plus mauvaise pilule à avaler ». Né en 1730, il était, en 1765, premier lord de la Trésorerie. Les troubles d'Amérique commençaient, et le ministre d'alors, en véritable précurseur, prêchait la conciliation. Discuter les droits des colons et les respecter, s'ils étaient fondés, tel était tout son système.

Programme trop franc, trop net et trop loyal. Rockingham, que la raison éclairait, que la passion n'aveuglait pas, dut offrir sa démission. On s'empressa de l'accepter (1766).

Lorsque le Parlement, après le rappel de l'acte du timbre, maintint la taxe sur le thé (1770), l'ex-premier lord de la Trésorerie se rapprocha bientôt de Chatham. Le tribun, dans ses colères et dans ses sarcasmes, ne se proposait qu'un but : faire tomber lord North en minorité.

Efforts souvent répétés. Ils échouèrent. Mais le pre-

mier ministre, après la mort de Chatham, possédait un adversaire que des échecs mémorables devaient signaler à l'attention de la couronne, le jour où faiblirait l'ardeur guerrière de la Chambre.

Le jour prévu arriva. George III, contraint par la nécessité, résolut de donner pour base à la paix l'indépendance des États-Unis. Il choisit, comme négociateur, Rockingham.

Ce nom, colporté en Amérique, rassure les patriotes qui, pendant sept années, des frontières du Canada aux limites de la Géorgie, ont tenu haut et ferme l'étendard de la Révolution. Si l'on dépose les armes, on ne perdra pas le fruit de la guerre. On voulait s'affranchir. On sera libre.

En France, le nouveau ministère ne calmait pas les appréhensions. Depuis le traité du 6 février 1778, et depuis Rochambeau complétant l'action du comte d'Estaing, l'Angleterre nourrissait des projets sinistres contre le pays d'Europe qui avait osé soutenir le bras des colons révoltés. Les derniers débats de la Chambre des communes, même de la Chambre des lords, ont une physionomie fort étrange. On dirait que les Américains sont tout à coup réhabilités comme peuple. Les seuls ennemis qu'on semble encore redouter, et les seuls qu'on s'obstine à défier, ce sont les Français. Dans presque tous les discours, violents ou anodins, brillants ou ternes, on saisit la trace d'un sentiment qui va peut-être s'accuser par des actes.

Rockingham, sur un point, en ce qui touche la haine de la France, est le digne émule de Chatham.

Peut-être est-il disposé à reconnaître, aux États-Unis, une existence propre. Il voudrait, surtout, rompre l'alliance scellée entre l'Amérique et la France sur les champs de bataille de la liberté.

Il se hâte de remplacer sir Henri Clinton, dont l'habileté et l'énergie ne sont plus de mise, par un de ces généraux bons enfants, pleins de tendresse et de lyrisme, qui apparaissent après la tourmente, pour annoncer que tout est fini, et qu'on va s'embrasser. Cette branche d'olivier se nommait sir Guy Carleton (mai 1782).

Washington ne se laisse pas ébranler. L'ennemi semble décidé à rester sur la défensive, à se masser dans New-York, ou à évacuer la ville. Qu'importe? Ne pas prendre au sérieux tous ces simulacres. Les gens qui admettent l'axiome : « La force prime le droit », ne reculent qu'avec une arrière-pensée.

Le général a entendu parler de négociations secrètes déjà entamées. Il soupçonne la « nouvelle administration » de vouloir détacher quelque nation belligérante de la coalition. Il redoute « la vieille infatuation, la duplicité et la perfidie politiques de l'Angleterre ». Il cite le mot du docteur Franklin : « Les Anglais sont incapables de continuer la guerre, et trop fiers pour faire la paix. » Selon lui, malgré Rockingham et Carleton, ces deux sourires aimables de la Grande-Bretagne, les « efforts, loin de languir, doivent se ranimer plus que jamais; la défiance et la prudence ne peuvent nuire; trop de confiance et d'abandon perdra tout ».

Le dessein attribué à l'Angleterre d'isoler certaine

puissance par le traité de paix, n'est pas une invention chimérique.

Guy Carleton, le 7 mai 1782, annonce à Washington qu'il a été uni, en qualité de commissaire de paix, à l'amiral Digby. Il espère que les hostilités, qui ont cessé de fait, ne seront pas reprises. Dans tous les cas, si la guerre, par impossible, se prolonge, l'Anglais s'efforcera, autant que les circonstances le lui permettront, d'alléger le poids des misères publiques. Le signataire désire adresser la même déclaration au Congrès. Il demande un sauf-conduit pour M. Morgann.

Washington accepta, sans enthousiasme, les avances de son adversaire musqué. Il ne donna pas trop vite satisfaction, car le 7 juin, un mois après, il recevait une autre missive : « ... Dois-je demander au Congrès que les personnes nommées par moi puissent être admises en conférence à Philadelphie ? ou une députation peut-elle être envoyée par le Congrès à votre camp, pour s'y rencontrer avec des personnes munies par moi des pouvoirs nécessaires ? ou désirez-vous vous charger de défendre nos intérêts communs ? Tout ce que je souhaite c'est que l'issue réclamée par notre honneur réciproque et l'humanité puisse être obtenue en substance. »

Le Congrès, bientôt, eut à délibérer sur une proposition. L'Angleterre reconnaîtrait, sans condition, l'indépendance des États-Unis, si l'Assemblée fédérale renonçait, en termes formels, à toute alliance avec la France.

On venait d'apprendre, à Philadelphie, que la flotte

française, aux Antilles, avait éprouvé un véritable désastre.

Le Congrès, au lieu de découvrir un prétexte à l'ingratitude dans le malheur de ses alliés, y puisa un nouveau motif de reconnaissance. Il déclara noblement, à l'émissaire de Rockingham, qu'il se croirait coupable de trahison en acceptant une paix qui ne serait pas, en même temps, offerte à la France.

Mais la défaite du comte de Grasse, aux Antilles, ne va-t-elle pas modifier les dispositions pacifiques de l'Angleterre?

CHAPITRE XXIV

LE COMTE DE GRASSE PRISONNIER DES ANGLAIS.

Le comte de Grasse à la Martinique (26 novembre 1781). — Bouillé a repris Saint-Eustache (16 juillet). — Les Espagnols à Minorque (21 août). — Le comte d'Orves à l'Ile-de-France. — Le bailli de Suffren. — Renforts conduits à la Martinique par le marquis de Vaudreuil. — Prise de Saint-Christophe (13 février 1782). — Projet d'attaque sur la Jamaïque. — Don Solano promet ses vaisseaux sur rade de Saint-Domingue. — Le comte de Grasse, à la Martinique, appareille avec 35 vaisseaux et 150 transports (8 avril). — Sa défaite à la Dominique (12 avril). — L'amiral prisonnier. — Exploits de Suffren dans l'Inde. — Arrêtés par les préliminaires de la paix. — De Grasse à Londres. — Sert d'intermédiaire entre M. de Vergennes et lord Shelburne, successeur du marquis de Rockingham.

Le comte de Grasse, fuyant, comme une terre empestée, la Virginie, voulait s'emparer de la Barbade, espèce de sentinelle avancée des Antilles. Les vents, avec lesquels on devait compter à cette époque, furent contraires. Avaries nombreuses et sérieuses. On change de route. Le 26 novembre, vingt-deux jours après être sorti de la baie de Chesapeak, on jette l'ancre à la Martinique, au Fort-Royal.

Le marquis de Bouillé était absent. Ce général, qui ne perdait jamais une occasion propice, avait dit aux confidents de ses pensées : Pendant que les vaisseaux de la Grande-Bretagne croisent aux États-Unis, ayant, d'ailleurs, toujours soin d'arriver trop tard, reprenons, sans bruit, sans violence, Saint-Eustache aux Anglais.

Idée lumineuse. On l'applique. 1,200 hommes embarqués, par leur élan soudain, vont mériter les bénédictions des Hollandais, dépouillés jadis d'une île florissante.

400 seulement peuvent sauter à terre sans éveiller l'attention de la garnison, que les douceurs de l'escrime à la baïonnette, sur les glacis de la place, absorbent complétement. Cockburn, et les instructeurs qu'il surveille, ne songent pas aux Français.

Tout à coup, on aperçoit, brandissant ses armes, l'adversaire invisible (que l'on pourfend depuis plus d'une heure), selon les principes et les règles de la théorie. Vous croyez que l'on se réjouit de cette heureuse venue? Point. On se hâte de déguerpir et de rentrer dans le fort.

Mais le chevalier de Frène, qui ne dort pas, est aussi vite que Cockburn dans l'enceinte. Les chasseurs de Royal-Comtois et d'Auxerrois lèvent les ponts derrière eux.

La garnison, composée de 800 soldats, capitule (16 juillet 1781). On déniche, chez le gouverneur, une somme de 1,600,000 livres, dépôt confié par Rodney, jadis décavé. Ce reliquat des larcins commis sur les Hollandais retourne aux habitants de Saint-Eustache.

Le marquis de Bouillé, retardé dans sa marche, saisit, en dehors de l'enceinte, plusieurs détachements. Il expulse ensuite les envahisseurs des îles de Sabra et de Saint-Martin.

On admira les flottes française et espagnole manœuvrant de concert, spectacle donné déjà en 1778. Les

50 vaisseaux de l'armée navale étaient commandés par M. de Guichen et don Louis de Cordova. Après une croisière à la hauteur des Sorlingues, qui intimida l'amiral Dorby, on regagna les côtes de France et d'Espagne (septembre 1781).

Imposante démonstration. Pendant que l'Océan se couvrait de voiles, l'Angleterre, le 5 août, dans la mer du Nord, constatait que la Hollande possédait une marine. L'amiral anglais Parker, et l'amiral hollandais Zoutman, s'acharnèrent au combat. Les deux escadres, avec peine, revirent leurs ports respectifs.

Dans le même mois d'août, le 21, 12,000 Espagnols descendent à Minorque. Ils y sont bien reçus. Le duc de Crillon a un air de jubilation. L'imprudent! Car voici le fort Saint-Philippe, où s'est perché le général Murray.

La position semble imprenable. L'aigle, sur la pointe d'un rocher, n'est pas mieux garanti que Murray. Le siége sera long. Pour l'entreprendre utilement, il faut des renforts. La France envoie les régiments de Bretagne, de Lyonnais et de Royal-Suédois. En tout, une division. Saint-Philippe ne devait succomber qu'en 1783.

Dans l'Inde, les Anglais menaçaient de ravir toutes les possessions hollandaises. De Sumatra au Bengale, on rappelle au stathouder que, si la neutralité a des charmes, elle offre aussi des dangers. N'était la France, on s'établirait au cap de Bonne-Espérance. Malgré M. de Tronjoli et ses marins, on avait occupé, en 1778, Pondichéry.

L'escadre du comte d'Orves, à l'Ile-de-France, est trop faible. Le gouvernement l'a senti. Deux vaisseaux de ligne, une frégate, douze transports, l'année précédente, en 1780, ont été expédiés de France, sous les ordres du capitaine du Chillau de la Roche. Le renfort, si instamment réclamé, à la hauteur de Madère, est tombé au beau milieu de la flotte de Rodney. La frégate s'est dérobée au sort commun. Elle est revenue en France.

Abandonner le comte d'Orves, c'était reconnaître la suprématie anglaise dans l'Inde. Le 22 mars 1781, le bailli de Suffren sortit de Brest avec cinq vaisseaux de ligne. Ce chef d'escadre, l'un des hommes de mer les plus accomplis que la France ait jamais eus, était né en 1726, au château de Saint-Cannat (Provence). Enseigne de vaisseau en 1747, il fut, l'année suivante, emmené en captivité par les Anglais, après le combat de Belle-Isle. Il obtint le titre de bailli dans l'ordre de Malte, où il entra en 1749. Il mérita les éloges de La Galissonnière, participa à la prise de Mahon (1756), et fut repris par les Anglais au combat de Lagos (1759). En 1765, on le vit sur l'un des navires qui montrèrent leur pavillon sur les côtes du Maroc, et bombardèrent, sans grand profit, la ville de Larache, que les Espagnols n'avaient pu conserver en 1610. Ex-capitaine de l'amiral d'Estaing, il allait devenir, en 1782, l'espoir de la France dans le golfe du Bengale. Il rendit, jusqu'à la paix de Versailles, des services éminents. Pour le récompenser, on créa une quatrième place de vice-amiral, supprimée après sa mort (1788).

Suffren devait protéger l'Ile-de-France et le cap de Bonne-Espérance, que promettait d'attaquer le commodore Johnstone. Il apprend bientôt que son adversaire est à Saint-Yago, l'une des îles du cap Vert. Il pénètre bravement, avec trois vaisseaux, dans la baie de la Praya, c'est-à-dire dans les lignes anglaises. Il ouvre le feu contre les bâtiments à l'ancre, les endommage assez pour leur défendre de reprendre la mer avant plusieurs semaines, et arrive au cap, où il dépose le marquis de Bussi et un corps de troupes.

Johnstone, après le radoub de ses navires, se ressouvient du cap. Il constate que Bussi n'a aucune envie de déposer les armes, ne s'en plaint pas, et revient en Angleterre.

Le 7 décembre 1781, entrait à Brest un convoi de cent trente-cinq bâtiments venant de Saint-Domingue, que Kempenfeld, et ses douze vaisseaux de ligne, attendaient au large. Croisière bien inutile. Mais l'amiral eut l'avantage, le 12, à cinquante lieues d'Ouessant, de rencontrer M. de Guichen en route pour Cadix.

M. de Guichen, dont les forces égalaient celles de Kempenfeld, escortait deux vaisseaux de ligne et un convoi envoyés dans l'Inde; en outre, sept vaisseaux de ligne appuyant eux-mêmes cent dix-huit transports et neuf mille hommes, conduits par le marquis de Vaudreuil aux Antilles.

Vouloir surprendre et être surpris! c'est déconcertant. Demandez à Kempenfeld. Le marin, très-agité, interroge la forêt de mâts qui borne, au loin, l'horizon. Que décider ? Fuir ? On ne l'ose. Combattre? Est-ce possible?

La tempête, qu'on n'a pas invoquée, gronde, et sépare le convoi de la flotte française. Béni soit, dit quelqu'un, l'ouragan. Et, sans perdre une minute, le croiseur isole quinze bâtiments et s'en empare. Il va mettre le grappin sur le reste du convoi; mais Vaudreuil le calme et l'oblige à la retraite. La bourrasque jette aussi quelques bateaux à la côte. Les secours destinés aux Antilles ne subirent pas d'autre incident.

Le comte de Kersaint, à la Guyane hollandaise, ouvrit la campagne de 1782. Il chassa les Anglais de Démarari, de Berbice et d'Essequibo.

L'amiral, venu de la Chesapeak, a juré de prendre la Barbade. Cette fois, les coups de vent n'auront peut-être pas l'impertinence de s'interposer. On appareille. Et les mêmes grains se renouvellent. La flotte remouilla au Fort-Royal. Des vaisseaux se réfugièrent à Saint-Domingue et à Saint-Eustache, qu'on avait eu soin de reconquérir.

L'entêté de Grasse se résigna enfin à rayer la Barbade de son *delenda*. On le vit, aussitôt, combiner une attaque sur la Jamaïque. Cela, du moins, était sérieux. Les forces de M. de Vaudreuil seraient nécessaires. On les attendit à la Martinique.

Les heures semblaient longues. Le comte et le marquis, de Grasse et Bouillé, avaient besoin de donner, à leur activité, un nouvel aliment. Ils convinrent d'enrichir, de Saint-Christophe, notre écrin des Antilles.

Saint-Christophe est au nord-ouest de la Guadeloupe. Le 11 janvier 1782, les 3,500 hommes de l'infatigable Bouillé, que secondent les marquis de Saint-

Simon, du Chailleau, le comte de Dillon et le vicomte de Damas, s'élancent, de vingt-huit vaisseaux, à l'endroit de la côte appelé *Basse-Terre.* Pas plus de résistance qu'à Minorque. Mais les Espagnols, à Minorque, ont dû s'arrêter devant le fort Saint-Philippe. Les Français, à Saint-Christophe, sont contenus par la forteresse de Brimstone-Hill. Le général Frazer, qui n'a pas inquiété le débarquement, s'y est blotti avec ses 1,200 hommes.

Brimstone-Hill domine Sandy-Point. On l'investit. On va l'assiéger. Hélas! le navire qui porte la grosse artillerie a touché et a sombré. Pourra-t-on décharger les lourds canons et leurs affûts? M. d'Albert de Rioms procède à l'extraction avec autant d'intelligence que de célérité. Les pièces sont en batterie. Elles vont commencer leur jeu sanglant, lorsqu'on aperçoit les vingt-deux vaisseaux de l'amiral Hood, bondés, pour la forteresse, de 2,400 hommes recrutés à la Barbade et à Antigue.

Le comte de Grasse, aussi prompt qu'à Lynhaven, sans toutefois recouper ses câbles, marche à l'ennemi. Voici l'adversaire. Branle-bas. Canonnade le 25 janvier. Le lendemain, Hood, toujours tiraillant, semble prendre chasse. On veut l'atteindre. Grande faute; car Hood, lorsqu'il a su attirer la flotte de la Chesapeak en pleine mer, dessine, par son allure, un crochet, et va tout simplement occuper la rade de Sandy-Point, que de Grasse vient d'abandonner.

Manœuvre hardie. Elle ne sauvait l'amiral anglais, maintenant bloqué par terre et par mer, que si un coup

de vent assaillait les vaisseaux français. Et la situation du marquis de Bouillé, assiégeant Brimstone-Hill, devenait critique.

Dans cette complication inattendue, chacun tremble pour soi. Le général Frazer, enfermé dans la forteresse, craint de n'être pas secouru à temps par les marins de Hood. L'assiégeant Bouillé appréhende que le comte de Grasse, par un départ forcé et précipité, ne l'isole et ne le perde. Hood, de son côté, laisse percer des angoisses. Il est pris entre Bouillé et l'amiral, si Bouillé se rend maître de la position qu'il assiége. Quant à de Grasse, il déplore son étourderie et s'adresse des reproches mérités.

Brimstone-Hill est le pivot de la situation. Bouillé le sent. Il repousse l'attaque des troupes débarquées par Hood, et fait crouler les remparts de la forteresse. Devant ce redoublement d'énergie, le général Frazer demande une suspension d'armes, et obtient une capitulation (13 février 1782).

Hood était de plus en plus bloqué. Comment, se demandait-il, échapper à l'attention irritante de la *Ville-de-Paris* et de son escorte? Le 20 février, de Grasse descend jusqu'à l'île de Névis, où il doit prendre livraison d'un convoi de vivres. Il a laissé des frégates en observation. Si l'Anglais s'avisait de détaler ! Quelle honte ! On fait bonne garde. L'Anglais imagine ce stratagème : il coupe ses câbles, et plante, à l'emplacement de chaque vaisseau, une bouée surmontée d'un feu. La nuit est noire. Pendant que les vigies du comte de Grasse suivent les ondulations des lumières qu'ils pren-

nent pour le balancement des navires surveillés, Hood, favorisé par un vent arrière, se sauve dans l'ordre le plus parfait. Il va mouiller à Sainte-Lucie.

Malgré tout, on était maître de Saint-Christophe. Une garnison garda l'île conquise, et le comte de Barras établit l'autorité de la France dans l'île de Monserrat, un peu plus au sud, entre Antigue et Névis.

La flotte, de nouveau, se dirigea vers la Martinique.

Hood et Rodney avaient trente-huit vaisseaux. Le comte de Grasse, après l'arrivée du marquis de Vaudreuil, n'en comptait que trente-cinq. Mais dix-sept vaisseaux espagnols, sur rade de Saint-Domingue, allaient compléter les forces alliées. On attaquerait la Jamaïque avec cinquante-deux vaisseaux de ligne et 20,000 hommes.

Ces moyens n'étaient pas exagérés. L'Angleterre, depuis la chute de lord North, s'efforçait d'oublier un peu les Américains pour se souvenir beaucoup de leurs amis. La guerre n'existait plus qu'aux Antilles. Elle était devenue toute maritime.

Pour conserver l'avantage, la Grande-Bretagne avait fait construire de nouveaux bâtiments et augmenté l'effectif de chaque escadre. Enfin, Rodney était allé soutenir Hood. Il regrette bientôt de n'avoir pas intercepté le convoi protégé par le marquis de Vaudreuil. Pour mieux épier les mouvements du comte de Grasse, il se porte à Sainte-Lucie. De ce point à la Martinique, la distance n'est pas grande.

Le comte de Grasse, à la Martinique, avec ses trente-

cinq vaisseaux et cent cinquante transports, appareilla le 8 avril. Il allait s'adjoindre, à Saint-Domingue, l'appoint de don Solano.

Le vigilant Rodney aussitôt mit à la voile. Son avant-garde, dirigée par l'astucieux Hood, était, le lendemain, entre la Dominique et la Guadeloupe, à portée de canon des forces françaises. Cette arrivée soudaine s'explique. Les vaisseaux anglais, doublés en cuivre, avaient une marche supérieure. Et puis, les navires épiés, pour défendre, à l'occasion, le convoi, devaient ralentir leur marche.

De Grasse indiqua aux transports un lieu de rendez-vous : la Guadeloupe. On fut bientôt aux prises. L'action dura deux heures. Hood faiblissait. Il s'épargna, par une fuite qu'on eut la maladresse de ne pas gêner, de grandes pertes.

On s'était tracé l'itinéraire suivant : s'engager dans le canal des Saintes, au sud de la Guadeloupe, côtoyer la Désirade et obliquer sur Saint-Domingue. Le 10, *le Zélé*, dans un abordage, causa de graves avaries au *Jason*. Il souffrit lui-même du choc. Ces deux navires, presque désemparés, n'avançaient plus que lentement. On s'attendait à les voir tomber au pouvoir de l'ennemi, et cette appréhension n'avait pas trop chagriné l'amiral ; car de Grasse s'était éloigné. On ne pouvait que l'en féliciter. Il ne fallait pas, pour protéger deux méchants bateaux, compromettre le sort de toute une armée navale. Mais de Grasse se repentit soudain d'avoir eu un éclair de bon sens. Le 11, avec la *Ville-de-Paris* et quatre autres vaisseaux, il refait le chemin

qu'il a déjà parcouru, et revient à la Guadeloupe, où se sont réfugiés le *Caton* et le *Jason*. Il remorque le *Zélé*, qu'il voit aller à la dérive.

Le *Zélé*, dans la nuit suivante, aborda la *Ville-de-Paris*, et augmenta le désordre de sa mâture.

Couler ou brûler le navire, c'était tout ce qu'il y avait à faire. On le remorqua. On perdit un temps précieux, et Rodney surgit bientôt, entre les Saintes et la Dominique.

Le premier soin de l'amiral anglais, c'est de chercher à s'emparer du *Zélé* et de la frégate qui le tire. De Grasse s'oppose à ce dessein, et la bataille s'engage.

Il est sept heures du matin. Les Français ont trente vaisseaux, qui forment une ligne peu solide. Rodney tente de couper l'avant-garde de Bougainville. L'entreprise, d'abord, semble téméraire. Les sabords s'enflamment et les bordées se précipitent. Le *Spectre*, où commande La Pérouse, se distingue entre tous par la vigueur soutenue de sa résistance. Mais Rodney, à la pluie de fer qui l'accable, riposte avec impétuosité. Il trompe les efforts, impose un frein à l'ardeur grandissante, et atteint son but. Il peut bientôt, grâce à la variation subite du vent, fractionner la ligne de bataille de son adversaire, et permettre à plusieurs de ses vaisseaux de diriger leur tir sur un seul point.

C'est ainsi que la *Ville-de-Paris*, de cent-dix canons, présent des Parisiens au roi Louis XVI, fut enveloppée. Le comte de Grasse mesura bientôt les « six pieds un pouce » des grands jours. Quand il eut perdu ses mâts, qu'il vit son équipage couché sur le pont, et ses

munitions épuisées, n'ayant plus, auprès de lui, que deux officiers épargnés par le feu de l'ennemi, il amena son pavillon (12 avril 1781, six heures et demie du soir). Cinq autres vaisseaux se rendirent également.

Les Français, dans cette journée, comptèrent près de trois mille hommes tués ou blessés. Six capitaines étaient morts.

Le *Caton* et le *Jason* ignoraient la rencontre. Ils furent capturés.

M. de Vaudreuil sauva dix-neuf vaisseaux, et M. de Bougainville garda sa division. Ces tronçons d'une flotte superbe atteignirent Saint-Domingue. Les transports étaient en sûreté.

La Jamaïque allait être secourue par Rodney. On ne songeait plus à l'expédition. Don Solano, fort désappointé, se rendit à la Havane.

On reprit, cependant, l'île de Roatam et l'archipel des Lucayes, et La Pérouse, avec un vaisseau de ligne et deux frégates, détruisit les établissements anglais de la baie d'Hudson.

Faibles compensations. M. de Vaudreuil le comprit, lorsque, peu de temps après, il ramena treize vaisseaux en assez mauvais état dans la rade de Boston. L'un de ses bâtiments, à l'entrée du port, coula. Le Congrès, pour réparer ce dommage, donna au roi de France, et confia à M. de Vaudreuil, un navire qu'on venait de terminer, l'*America*.

Le combat du 12 avril 1782 est le dernier épisode marquant de la guerre de l'indépendance. La France ne se laissa pas abattre par ce revers. Suffren, dans

l'Inde, avait succédé, comme chef d'escadre, au comte d'Orves, le 3 février. Il croisa le long de la côte de Coromandel. Les vergues de ses mâts, non loin de Madras et de Pondichéry, se montrèrent. L'Inde, c'était l'Angleterre. Tous les ports du continent, et même Trinquemale, à Ceylan, n'obéissaient qu'aux Anglais.

Suffren, dans le golfe du Bengale, avait besoin d'un lieu de refuge et de ravitaillement. L'amiral Hugues, pour décourager certains désirs, bondit de Madras. Les deux escadres étaient en présence le 20 février, non loin de Ceylan. Après un engagement assez vif, Hugues se retira à Trinquemale, et Suffren à Porto-Novo, au sud de Pondichéry.

La Grande-Bretagne avait alors, dans Ayder-Ali, un adversaire redoutable. Le fils de cet Ayder, Tippoo-Saïb, après avoir décimé un corps de trois mille Anglais, avait offert à Suffren un renfort de deux mille cipayes. Le bailli fut ainsi capable de s'établir et de se fortifier à Goudelour.

Il avait perdu, après un rude combat, ses transports. En cherchant à les rallier, il retomba, le 9 mai, sous la trajectoire des boulets de Hugues. Il infligea de grandes avaries à l'escadre venue de Trinquemale, et gagna Batecalo, où vinrent le rejoindre, avec les transports égarés, des navires partis de l'Ile-de-France. Revenu à Goudelour, il se disposait à délivrer Negapatnam, colonie enlevée aux Hollandais. Il apprit que Hugues avait prévenu son dessein.

Suffren, qui riait des obstacles, provoqua le défenseur obstiné de la ville soumise; et, après un autre

combat aussi acharné, l'obligea à se retirer sous la protection des batteries de terre (25 juillet). Bientôt, grâce à un renfort expédié de l'Ile-de-France, il jette deux mille quatre cents hommes devant Trinquemale, assiége la ville et y installe des postes (30 août).

Les vaisseaux ennemis allaient être en vue. Suffren, peu effrayé de son succès, salua Hugues à coups de canon, et le reconduisit jusqu'aux eaux de Madras (3 septembre).

Dans le golfe du Bengale, un homme console la France des étourderies du comte de Grasse. Il n'est arrêté dans sa marche heureuse que par la nouvelle des préliminaires de la paix.

D'ailleurs, si le comte d'Estaing, déjà en route pour l'Espagne, ne prend pas le commandement d'une flotte nombreuse qu'on arme à Cadix, avec l'intention de conquérir Gibraltar et la Jamaïque, c'est également parce que l'Angleterre implore la fin des hostilités.

Au fond, la guerre de l'indépendance soulève *deux* questions. La Grande-Bretagne veut soumettre les colonies à l'autorité du Parlement, et se ménager l'empire absolu des mers. Nous prévoyons que les colonies vont être libres, et nous sentons que les prétentions maritimes de George III courent le risque de n'être pas reconnues par les puissances d'Europe. « Mais, avance l'amiral Jurien de la Gravière[1], cette domination dut paraître à jamais affermie le jour où un amiral anglais put voir, avant d'expirer, les eaux de Trafalgar en-

1. *Guerres maritimes.*

gloutir les tristes débris de ces deux grandes fortunes maritimes que les petits-fils de Louis XIV avaient fondées avec les traditions du grand roi, et qui semblèrent n'avoir une dernière fois uni leurs destinées que pour périr ensemble, et périr avec plus d'éclat. »

Depuis 1778 jusqu'aux préliminaires de la paix, la France, l'Espagne et la Hollande ont perdu 117 navires, dont 20 vaisseaux de ligne. L'Angleterre a vu disparaître 197 navires, dont 16 vaisseaux de ligne. Ajoutez, au tableau du déficit, 9,000 canons, dont 5,000 pour les nations belligérantes et 4,000 pour l'Angleterre.

« L'Angleterre, dit l'auteur que nous venons de citer, avait entretenu successivement à la mer 85, 90, 100 et enfin 110,000 matelots, et, au mois de janvier 1783, quelques mois avant la conclusion de la paix, elle avait porté ses armements à 112 vaisseaux de ligne, 20 vaisseaux de 50 canons et 150 frégates. A la même époque, les flottes réunies de la France et de l'Espagne ne s'élevaient pas à moins de 140 vaisseaux, dont 60, déjà mouillés en rade de Cadix, n'attendaient plus qu'un dernier signal pour mettre sous voiles et se porter dans la mer des Antilles; 12 autres vaisseaux avaient quitté la rade de Boston, sous le commandement de M. de Vaudreuil, et un corps d'armée considérable était réuni à Saint-Domingue, prêt à s'élancer sur la Jamaïque. »

L'état de guerre, en dépit qu'on en ait, n'est pas normal, et quatre nations, cinq si l'on veut, en comptant la Hollande, luttaient depuis quatre ans. On était

fatigué, et l'issue du combat de la Dominique ne venait pas modifier la disposition des esprits.

A Paris, en toute éventualité, Franklin accueillait la nouvelle du succès de Rodney en rappelant l'anecdote du bacha turc, pris à Lépante par les Vénitiens : « Les vaisseaux sont comme la barbe de mon maître : vous pouvez la lui couper, elle repousse ; mais mon maître vous a pris la Morée, c'est un membre qu'il vous a coupé, et un membre ne repousse jamais. »

Ici, la Morée était l'Amérique.

Si les Anglais, après tout, en avril, avaient vaincu aux Antilles, ils avaient succombé, en février, à Minorque. Le duc de Crillon était là pour leur rafraîchir la mémoire.

Quant à Rodney, il était privé de commandement le jour où il vainquit à la Dominique. Le ministère, ému des déprédations de Saint-Eustache, avait remplacé le thésauriseur un peu trop zélé par l'amiral Pigot. Le prévenu, après la victoire, obéit à l'injonction.

De Grasse, passant sur le vaisseau de Rodney, retrouva l'ancien viveur qu'il avait peut-être jadis entrevu dans les salons de Paris. Minauder auprès des mêmes beautés, faciles ou sévères, assister aux mêmes *nopces*, prendre part aux mêmes festins ; et, le 12 avril 1782, à la tombée du jour, se revoir, après un combat qui a duré près de douze heures, et qui a fait un vainqueur et un vaincu ! De Grasse ne semble pas s'alarmer outre mesure. On dirait qu'il s'attendait à ce coup. Peut-être s'étonne-t-il de n'avoir pas rencontré plus tôt

le désastre où son entêtement dans le faux semblait le pousser.

L'amiral prisonnier, fort peu consterné, débarqua un beau matin à Londres. Les Anglais, pour se grandir à leurs propres yeux, prodiguèrent toute sorte de compliments au *valorous Frenchman*. Les *ladies* voulurent s'assurer qu'un amiral français n'avait pas un œil au milieu du front. De Grasse se prêta volontiers à tous les désirs d'une curiosité indiscrète. On le soupçonne de n'avoir pas deviné le motif qui faisait agir les nobles habitants de Londres.

On s'irritait beaucoup, à Paris, de ce manque de dignité. Le vaincu de la Dominique se vantait d'avoir été bien accueilli de George III. Il ajoutait même, d'un air enjoué, que le roi d'Angleterre lui avait dit : « Je vous reverrais avec grand plaisir à la tête de la flotte française. »

Une pluie d'épigrammes, des bords de la Seine, refroidit l'humeur légère de l'amiral. Les Parisiennes s'accrochaient au cou des croix à la Jeannette. Ces croix, en or, étaient surmontées d'un cœur. On supprima l'appendice, et l'on eut des *croix à la de Grasse*. Elles ressemblaient aux autres, avec cette seule différence qu'elles étaient *sans cœur*.

Plus tard, revenu en France, le comte de Grasse publiera un long mémoire où il accablera du poids de ses anathèmes les officiers placés sous ses ordres. Le gouvernement de Versailles, sans se laisser émouvoir par les plaintes, ne songera qu'à faire juger le marin qui n'a pu garder la *Ville-de-Paris*. Un conseil de

guerre, siégeant à Lorient (mai 1784), acquittera le prévenu ; mais le lieutenant général des armées navales n'aura plus la satisfaction de commander une chaloupe [1].

1. Voici le jugement du Conseil de guerre tenu à Lorient, par ordre du roi, présidé par M. le comte Hocdenault de Breugnon, lieutenant général des armées navales. Nous avons pris ce document aux Archives de la marine, avec l'autorisation de M. le ministre, et nous remercions M. Margry de l'obligeance qu'il a mise à nous faire la communication.

Du 21 mai 1784.

Vu en la chambre du Conseil...,

L'arrêté du Conseil de guerre du 28 janvier, qui ordonne que M. le comte de Grasse sera mandé au Conseil pour être entendu à la requête du procureur du roi...

Les assignations données aux témoins et auxdits sieurs comte de Grasse, Darros et de Mithon, à la requête dudit procureur du roi...

L'arrêté du Conseil de guerre du 4 février, portant que la requête présentée au Conseil par M. le comte de Grasse sera rejetée comme contenant des termes qui ne peuvent être admis, et que son mémoire énoncé en ladite requête sera reçu par le Conseil ; la requête présentée au Conseil par ledit sieur comte de Grasse tendant à ce qu'il soit ordonné que sa réponse aux observations de M. le marquis de Vaudreuil soit déposée au greffe, ainsi que les pièces justificatives qui lui ont servi de base...

Le mémoire de M. le marquis de Vaudreuil enfin duquel est sa réquisition tendant à ce qu'il plaise au Conseil ordonner que les deux premières phrases du paragraphe du mémoire justificatif de M. le comte de Grasse, pages 19 et 20, commençant par ces mots : *la deuxième escadre s'apercevant*, et finissant par ceux-ci : *Entouré de partout*, seront rayées et biffées comme calomnieuses, comme aussi qu'il soit pareillement ordonné que les planches gravées qui sont jointes audit mémoire seront rejetées comme contraires à la vérité, et capables de donner à la plus grande partie du public, qui ne serait pas à portée d'en remarquer les erreurs, une idée fausse du combat du 12 avril 1782, et qu'il soit ordonné, en outre, la suppression de la réponse du sieur comte de Grasse, comme renfermant des mots injurieux, des faits calomnieux, invraisemblables et contraires à l'honneur et à la réputation dudit sieur marquis de Vaudreuil...

Le Conseil de guerre n'ayant aucunement égard aux conclusions du

A Londres, le marquis de Rockingham, mort le 1er juillet, a pour successeur lord Shelburne.

procureur du roi, tendant à régler le procès à l'extraordinaire, ni à la requête dudit sieur de Charette, a donné et donne lettres auxdits sieurs marquis de Vaudreuil, comte de Vaudreuil, de Bougainville... de ce qu'en conformité de l'article 19 du titre 14 de l'ordonnance de 1670 ils prennent droit par les charges, et de ce qu'ils s'en rapportent aux dépositions des témoins, comme aussi de ce qu'ils consentent au jugement définitif du procès dans l'état actuel sans faire plus ample instruction, et enfin de leurs réquisitions d'être jugés sur leurs interrogatoires ou réponses personnelles.

Faisant droit sur le tout, et procédant au jugement définitif dudit procès,

A loué et loue la conduite tenue par Joseph-Gabriel de Poulpiquet, chevalier de Coatles, lieutenant de vaisseau, ayant pris le commandement de *l'Hercule* à la place de M. de la Clocheterie, capitaine commandant, tué le 12 avril 1782, dans toutes les circonstances de la journée. Mais pour n'avoir pas fait tout ce qu'il était possible de faire ledit jour pour rallier la *Ville-de-Paris*, après le signal d'ordre de bataille l'amure à tribord, ordre naturel fait vers quatre heures du soir, le condamne à être mandé en la chambre du Conseil pour y être admonesté, en présence du tribunal assemblé, décharge de toute accusation le sieur Joseph Amasieu de Ruat, lieutenant sur ledit vaisseau.

Pour par (*sic*) Laurent-Emmanuel de Renaud Daleins, capitaine, commandant le vaisseau le *Neptune*, n'avoir pas fait tout ce qu'il était possible de faire ledit jour 12 avril pour se rallier à la *Ville-de-Paris*, après le signal d'ordre de bataille l'amure à tribord, ordre naturel fait vers quatre heures, le Conseil de guerre le condamne à être mandé en la chambre du Conseil pour y être admonesté en présence du tribunal assemblé.

Décharge de toute accusation Jean-Baptiste de Glandeves, capitaine, commandant le vaisseau *le Souverain*.

Décharge de toute accusation Joseph-Jacques-François de Martelli Chautard, capitaine commandant le vaisseau *le Palmier*.

A loué et loue la mémoire de M. de Saint-Cesaire, capitaine commandant le vaisseau *le Northumberland*, et la mémoire de Delamettrie, embarqué en second sur ledit vaisseau, lesquels ont combattu vaillamment, savoir, M. de Saint-Cesaire jusqu'au moment où il a été blessé mortellement, et Delamettrie jusqu'à sa mort.

Décharge de toute accusation Marie-Gabriel de Combaud de Roque-

Le marquis de Lansdown, comte de Shelburne, avait obtenu le grade de colonel dans la guerre de Sept ans.

brune, enseigne de vaisseau, qui a pris le commandement dudit vaisseau *le Northumberland*.

Le Conseil de guerre le déclare unanimement susceptible de mériter les grâces du roi.

Déclare la conduite de Louis-Antoine de Bougainville, chef d'escadre, commandant la troisième de l'armée du roi, ou escadre bleue, sur le vaisseau *l'Auguste*, irréprochable jusqu'à midi de la journée dudit jour 12 avril 1782. Mais ce chef d'escadre n'ayant pas, dans l'après-midi, particularisé ses signaux et fait manœuvrer son escadre pour le plus prompt ralliement possible au corps de bataille, le condamne à être mandé en la chambre du Conseil, pour y être admonesté en présence du tribunal assemblé.

Décharge de toute accusation Pierre-Joseph de Castellan, capitaine de pavillon dudit vaisseau *l'Auguste*,

Et Augustin de Truguet, lieutenant de vaisseau, embarqué sur ledit vaisseau, faisant les fonctions de major de ladite escadre bleue.

A déclaré et déclare la conduite de Jean-Guillaume-Michel de Gauzillon, commandant le vaisseau *l'Ardent*, irréprochable dans la journée dudit jour 12 avril jusqu'au moment où il a amené son pavillon. Mais pour n'avoir pas prolongé sa résistance autant qu'il eût pu le faire, l'interdit pour trois mois de ses fonctions.

Décharge de toute accusation Alexandre Demalys Le Grand, lieutenant, embarqué sur ledit vaisseau *l'Ardent*, en qualité de commandant en second et de lieutenant en pied ; Guillaume-Casimir Le Veneur Desieurn, Louis-Casimir-Marie-Avice de Tourville, Joseph-Anastase de Saint-Pern, Antoine Pinière de Clavin, et Charles-François Le Groiny de La Romage, enseignes, embarqués sur le même vaisseau.

A loué et loue la conduite tenue par Pierre-Antoine de Clavel, capitaine commandant le vaisseau *le Scipion*, dans le combat dudit jour 12 avril, qui, quoique très-malade, s'est fait transporter sur son pont où il a très-bien combattu le matin. Mais trop faible par son état de marasme pour s'occuper ensuite des manœuvres qui auraient été convenables à l'exécution des signaux et à son ralliement, sur l'accusation contre lui intentée met les parties hors de cour et de procès.

Décharge de toute accusation Claude-François Regnard Defuschamberg, comte Damblimont, capitaine commandant le vaisseau *le Brave*,

Et Jean-Baptiste de Marbotin Ruberons, lieutenant, embarqué sur ledit vaisseau et chargé des signaux.

Nommé secrétaire d'État par Chatham, il suivit le tribun dans sa retraite, en 1768. Très-opposé à la

A loué et loue unanimement la conduite et les manœuvres d'Alexandre Dethy, capitaine commandant le vaisseau *le Citoyen*, tant dans le combat que dans la journée dudit jour 12 avril, et le décharge de toute accusation.

A loué et loue la mémoire de M. de La Vicomté, capitaine commandant le vaisseau *l'Hector*, qui a défendu ce vaisseau avec la plus grande bravoure jusqu'à quatre heures un quart du soir, ledit jour 12 avril, époque à laquelle il a été tué ayant combattu sans interruption depuis le matin jusqu'à deux heures et demie, et depuis cette époque n'avait eu que des intervalles très courts, ayant été réattaqué par des forces supérieures.

A loué et loue la conduite de Julien-François de Beaumanoir, capitaine, embarqué en qualité de lieutenant en second, ayant pris le commandement dudit vaisseau *l'Hector* à quatre heures un quart, le 12 avril, et ayant continué le combat pendant un quart d'heure, malgré l'état de délabrement où se trouvait réduit le vaisseau à ladite époque, et le décharge de toute accusation.

Décharge pareillement de toute accusation François-Pierre-Jean Dekmorial, lieutenant de vaisseau;

Marie-Jean-Élie Demoulins de Rochefort, aussi lieutenant de vaisseau;

Charles-Armand-Mathurin de La Garde, lieutenant de frégate;

Jean Bassière, officier auxiliaire, tous embarqués sur ledit vaisseau.

Décharge de toute accusation la mémoire de Joseph-François-Hubert Delahayrie, lieutenant, embarqué sur ledit vaisseau, décédé dans le cours de l'instruction.

Le Conseil de guerre juge les officiers de terre et de mer, embarqués sur ledit vaisseau, susceptibles des grâces du roi et de l'estime de la nation, ainsi que l'équipage.

Le Conseil de guerre a unanimement loué et loue la mémoire de M. de Marigny, capitaine, commandant le *César*, pour avoir combattu avec la plus grande valeur, ledit jour 12 avril, jusqu'à neuf heures du matin qu'il a été blessé mortellement.

A loué et loue la conduite de Michel-Georges Laub, capitaine, embarqué en second sur ledit vaisseau, dont il a pris le commandement à cette époque, ayant combattu sans interruption jusqu'à trois heures et demie avec la plus grande opiniâtreté, et fait la plus belle défense jusqu'au moment où il a été forcé de céder aux forces supérieures, n'ayant plus que trente-six coups de canon à tirer, de tous calibres,

guerre d'Amérique, il admettait, avec l'homme dont il épousait les idées, qu'on devait reconnaître tous les

et ayant ses voiles en lambeaux et ses mâts hors de service. En conséquence, le décharge de toute accusation.

Décharge pareillement de toute accusation Louis-Simon de Broutières, enseigne sur ledit vaisseau,

Et Joseph Ruault Duplacy, officier auxiliaire embarqué sur ledit vaisseau.

Loue aussi les officiers de terre et de mer embarqués sur ledit vaisseau, et les juge susceptibles des grâces du roi et de l'estime de la nation, pour avoir combattu avec tant de valeur, de sang-froid, et fait une si belle résistance, ainsi que l'équipage.

Sur l'accusation intentée contre Pierre-Antoine de Montperroux, capitaine, commandant le *Dauphin royal*, cet officier ayant combattu valeureusement le matin dudit jour 12 avril avec un vieux vaisseau, mais étant le soir éloigné de son poste du corps de bataille, le met hors de cause et de procès.

Décharge de toute accusation Jean-Baptiste Roch de Guerpel de Bar, enseigne, embarqué sur ledit vaisseau.

Décharge de toute accusation Jean-François, baron Darras, commandant le vaisseau *le Languedoc*, matelot d'avant de *la Ville-de-Paris* dans la ligne de bataille babord amures ordre renversé.

A supprimé et supprime tous mémoires, lettres et écrits en ce qu'ils contiennent d'attentatoire à son honneur et à sa réputation.

Décharge de toute accusation Jean-Baptiste-François de La Villeon, capitaine de pavillon de *la Ville-de-Paris*, commandant ledit vaisseau sous les ordres de l'amiral ;

Pierre-René-Marie de Vaugiraud de Rosnay, capitaine, faisant les fonctions de major de l'armée ;

Jean-Baptiste de Cibon, capitaine, embarqué sur ledit vaisseau *la Ville-de-Paris* en qualité d'intendant de l'armée ;

Jean-Louis Trédern Delezerec, lieutenant de vaisseau ;

Jean-Louis-Charles, chevalier de Brach, lieutenant de vaisseau ;

Jacques-Paul-Robert Delezardière, enseigne de vaisseau ;

Charles de Blois, aussi enseigne ;

François-Marie du Bouexic, aussi enseigne ;

Et Joseph de Tanouarn, aussi enseigne, tous embarqués sur *la Ville-de-Paris*.

Décharge de toute accusation Claude de Mithon, capitaine, commandant le vaisseau *la Couronne*, matelot de l'arrière de *la Ville-de-Paris* dans la ligne de bataille babord amures ordre renversé.

droits aux Américains, à l'exception du droit de maintenir l'acte du 4 juillet. Il avait même prédit que le

A supprimé et supprime tous mémoires, lettres et écrits en ce qu'ils contiennent d'attentatoire à son honneur et à sa réputation.

Décharge de toute accusation Armand Le Gardeur de Tilly, capitaine, commandant le vaisseau *l'Éveillé*.

Décharge de toute accusation Louis de Rigaud, comte de Vaudreuil, chef d'escadre, commandant le *Sceptre*.

Le Conseil de guerre témoigne ses regrets sur la perte de M. le baron Descars, capitaine, commandant le vaisseau *le Glorieux*, et loue sa mémoire, ayant fait une vigoureuse défense jusqu'à neuf heures du matin ledit jour 12 avril, époque à laquelle il a été tué, ayant été successivement combattu par l'amiral anglais et son matelot d'arrière qui ont laissé son vaisseau sans mâts quelconques.

Décharge de toute accusation Jean-Honoré de Trogoff de Klessy, lieutenant de vaisseau, ayant pris le commandement du vaisseau à la place du baron Descars ledit jour 12 avril.

Décharge pareillement de toute accusation Louis-Hippolyte-Marie Vinoy de Portzamparc, enseigne de vaisseau,

Et. Charles-Paul-Léonard de Montigny, aussi enseigne, tous deux embarqués sur ledit vaisseau.

A loué et loue la conduite de de Trogoff dans son opiniâtreté dans la défense dudit vaisseau. Sa résistance, sa valeur, ses ressources et sa résolution sont des titres qui lui méritent les grâces du roi et lui assurent l'estime du corps.

Loue pareillement la conduite des officiers de terre et de mer qui l'ont si bien secondé dans sa défense, ainsi que l'équipage dudit vaisseau, qui ont combattu avec courage et fermeté, et qui par cette considération méritent également les grâces du roi.

Décharge de toute accusation la mémoire de Louis-Augustin de Monteclerc, capitaine, commandant le vaisseau *le Diadème*, décédé dans le cours de l'instruction.

Décharge de toute accusation François-Louis-Edme-Gabriel Dumaitz de Goimpy, capitaine, commandant le vaisseau *le Destin*.

Décharge de toute accusation Jean-Antoine Le Bègue, capitaine, commandant le vaisseau *le Magnanime*.

Lui enjoint d'être à l'avenir plus circonspect dans ses termes et expressions qu'il ne l'a été dans son journal et son compte rendu au ministre, à l'occasion du combat dudit jour 12 avril.

Décharge de toute accusation Charles de Médine, capitaine du vaisseau *le Réfléchy*;

soleil de l'Angleterre baisserait à l'horizon le jour où serait reconnue l'indépendance des États-Unis. Et c'était

Charles-Marie de La Grandière, capitaine du *Conquérant ;*

Jean-Baptiste de Macarty Marteigne, capitaine du *Magnifique,*

Et le loue de sa valeur dans le combat dudit jour 12 avril et de son activité, tant dans l'exécution des manœuvres de son vaisseau, que pour rallier avec le commandant de son escadre *la Ville-de-Paris,* et de son attention à se poster de manière à conserver son poste de matelot du *Triomphant.*

Décharge de toute accusation Louis-Philippe de Rigaud, marquis de Vaudreuil, lieutenant général, commandant la seconde escadre de l'armée du roi sur le vaisseau *le Triomphant.*

Et loue sa conduite dans toutes les circonstances de la journée dudit jour 12 avril, tant comme commandant dudit vaisseau que comme amiral commandant la seconde escadre.

A supprimé et supprime toutes lettres, mémoires et écrits en ce qu'ils contiennent d'attentatoire à son honneur et à sa réputation.

Décharge pareillement de toute accusation Joseph-Saturnin Mont-Cabrié de Peytes, capitaine de pavillon sur ledit vaisseau à la place de M. le chevalier Dupavillon, tué au combat dudit jour 12 avril;

Et Louis Frager, chevalier de l'Éguille, lieutenant, embarqué sur ledit vaisseau, faisant les fonctions de major de ladite escadre.

Loue la mémoire du chevalier Dupavillon pour avoir combattu valeureusement jusqu'à sa mort ledit jour.

Décharge de toute accusation Charles de Charitte, capitaine du vaisseau *la Bourgogne,*

Et le loue de ses manœuvres pendant la journée dudit jour 12 avril.

Pour par Charles-Régis-Coriolis d'Espinause, chef d'escadre, montant le vaisseau *le Duc-de-Bourgogne,* s'être trop occupé dans l'après-midi dudit jour 12 avril du danger de démâter, au lieu de faire tout son possible pour ne pas s'éloigner de son escadre, le Conseil de guerre le condamne à être mandé en la chambre du Conseil pour y être admonesté en présence du tribunal assemblé.

Décharge de toute accusation Pierre-Joseph-François Samson de Champmartin, capitaine de pavillon dudit vaisseau ;

Henri-César de Castellane-Majastre, capitaine du vaisseau *le Marseillais,*

Et le loue de son zèle, de sa fermeté et de son attention la plus suivie dans l'exécution des mouvements généraux de son escadre et de ceux particuliers de son vaisseau dans ladite journée du 12 avril.

lui qu'on chargeait de préparer l'éclipse! Mais le ministre, « réveillé du rêve de la domination britannique », promettait de ménager à l'astre national un crépuscule où vinssent couver de nouveaux rayons.

Vergennes, pour correspondre avec Shelburne, et pour hâter la conclusion d'un traité de paix, a un intermédiaire : de Grasse. Les Anglais l'examinent, le crayonnent et le questionnent. Ils le flattent. C'est pour mieux s'admirer.

Décharge de toute accusation François-Hector d'Albert de Rions, capitaine du vaisseau *le Pluton*,

Et loue sa conduite dans ladite journée.

Décharge de toute accusation Charles-Elzéar Bourgarel de Martignan, enseigne de vaisseau, commandant la frégate *l'Amazone* aux lieu et place de M. de Montguyot, commandant ladite frégate.

Le Conseil de guerre honore la mémoire dudit de Montguyot, tué dans un combat postérieur au 12 avril.

Décharge de toute accusation Jean-Baptiste-François de Suzaunet, lieutenant de vaisseau, commandant la frégate *l'Aimable*,

François Robert, vicomte Daché, enseigne de vaisseau, commandant le cutter *le Clairvoyant*,

Et le loue de sa conduite dans la journée du 12 avril.

Décharge de toute accusation Joachim de Roquart, lieutenant de vaisseau, commandant la frégate *la Galathée;*

Louis-Jean Marie, baron de Paroy, lieutenant de vaisseau, commandant la corvette *la Cérès.*

Le Conseil de guerre a loué et loue la mémoire de M. le vicomte de Mortemart, commandant la frégate *le Richemond*, ayant été infiniment utile ledit jour 12 avril par sa manœuvre hardie et distinguée en prenant *le Glorieux* à la remorque, qu'il a conservé avec opiniâtreté sous le feu de l'ennemi, ne l'ayant abandonné qu'après les ordres réitérés de M. de Trogoff, commandant *le Glorieux*, qui voyait que cette frégate allait être entourée. Cette action hardie et valeureuse justifie les regrets que le corps conserve d'avoir perdu ce brave militaire.

Décharge de toute accusation Joseph-Louis de Canillac, embarqué en qualité de lieutenant de vaisseau en second sur ladite frégate.

Sur le surplus des demandes des parties, les met hors de cause et de procès.

CHAPITRE XXV

LE RETOUR DES TROUPES DU GÉNÉRAL DE ROCHAMBEAU.

Nouveaux préparatifs en France. — Promenades de la *Gloire*. — La *Gloire* et l'*Aigle* mettent à la voile (15 juillet 1782). — Les passagers des deux frégates. — On relâche aux Açores. — Rencontre de l'*Hector*. — La *Gloire* parvient à Philadelphie. — Capture de l'*Aigle*. — Les troupes de Rochambeau quittent Williamsburg (23 juin et 1er juillet 1782). — Les Français et les Américains opèrent leur jonction à Kinsferry. — Adieux de Rochambeau à ses soldats. — Le capitaine Asgill. — Rochambeau revient en France. — L'armée française s'embarque, à Boston, pour les Antilles, le 24 décembre 1782. — Son arrivée en France. — Récompenses accordées. — Les « Américains ». — Principaux officiers tués.

La France, émue des récents *parliamentary debates*, ne laissait pas tomber « l'activité sans pareille » que constate M. Elibu B. Washburne dans son discours du 6 novembre 1875[1]. Partout on entendait encore « le bruit des préparatifs qui se faisaient, et le son des marteaux qui retentissaient sur le fer ».

Au mois d'avril 1782, on armait plusieurs frégates dans le port de Brest. Des transports ouvraient leurs écoutilles aux caisses volumineuses et aux ballots encombrants. Le comte de Ségur, fils du ministre de la guerre, nommé colonel en second de Soissonnais, instruisait jusqu'au départ deux bataillons de recrues.

1. *Union franco-américaine. — Discours de MM. Henri Martin, E.-B. Washburne, Ed. Laboulaye et J.-W. Forney, prononcés au banquet du 6 novembre* 1875.

On allait ravitailler et renforcer la petite armée de Rochambeau.

On fut, par malheur, indiscret. Une escadre anglaise se posta devant la rade. On lui permit de se livrer à toutes les évolutions capables de tromper l'ennui des équipages.

Le jeu dura six semaines, et la *Gloire*, frégate de 32 canons, commandée par M. de Valongne, lieutenant de vaisseau, sur un ordre ministériel, leva l'ancre (19 mai 1782). Elle avait à bord une somme de deux millions, et beaucoup d'officiers, enthousiastes du lendemain, entre autres : MM. de Brentano, le prince de Broglie, fils du maréchal qui avait tenté de retenir Lafayette ; de Laval, le comte de Loménie, de Ligliorn, aide de camp du roi de Suède ; Alexandre de Lameth, frère de Charles ; de Montesquieu, petit-fils du philosophe qui écrivit l'*Esprit des Lois ;* de Montmart ; Polleresky, gentilhomme polonais ; de Ricci ; le comte de Ségur ; de Sheldon, né en Angleterre ; de Tisseul ; de Vioménil fils ; le vicomte de Vaudreuil. Et puis, le duc de Lauzun, que l'éloignement de sa chère légion attristait.

Le vent était favorable. On narguait déjà les croiseurs lorsque la tempête souleva l'Océan. La *Gloire* fut rejetée vers la côte. Retour du calme. Mais voici vingt-deux vaisseaux anglais. M. de Valongne, engagé dans la Loire, relâcha à Paimbœuf. D'ailleurs, un mât de la frégate manquait.

Bientôt commence une série interminable de promenades drôlatiques. On va, fort gaiement, après tout, de

Nantes à Lorient, et de Lorient à Rochefort. On reçoit, certain jour, un pli du ministère : ordre de prendre la mer. Le lendemain, autre pli : rester.

A Rochefort, on aperçut l'*Aigle*, frégate de quarante canons, également destinée à franchir l'Atlantique, sous le commandement de M. de La Touche, capitaine de vaisseau. Au nombre des passagers de l'*Aigle*, on citait : le baron de Vioménil, gratifié du grade de maréchal de camp, MM. Bozon de Talleyrand, de Champcenetz, de Chabannes, de Fleury, de Laval, de Melfort et de Vauban.

Les deux frégates mirent à la voile le même jour (15 juillet).

M. de La Touche devait son rapide avancement à l'amitié du duc d'Orléans. Capitaine par la faveur, il imposait son autorité à M. de Valongne, que le mérite confinait dans le grade de lieutenant.

Ce de La Touche, très-protégé, toujours excusé, avait une façon commode d'interprèter les réglements maritimes. Il aimait une femme. On n'oserait l'en blâmer. Cette femme était venue à Rochefort. L'amant, dominé par le devoir, étouffera l'amour dans son cœur, et enverra à la belle larmoyante l'expression brûlante de ses regrets. Point. Le marin courtisan se gratte le front. Comment emmener la fugitive? Car il faut la prendre avec soi. On l'aime tant! Impossible de vivre loin d'elle. On ne songe pas à la faire monter à bord de l'*Aigle* : le ministre s'y oppose. Mais, ô Excellence, vous n'avez pas prévu le cas où un de La Touche amoureux caserait l'objet de sa flamme sur un navire

de commerce, et remorquerait le tout avec sa frégate, bateau et femme, l'un et l'autre ayant déjà beaucoup navigué.

On eut recours à cet expédient. L'homme, de la poupe de l'*Aigle*, la femme, de la proue du transport, s'envoyaient des baisers, se souriaient et espéraient. *Prora puppique*... On se promettait de s'embrasser aux Açores.

On y arrive, après trois semaines de roulis et de tangage. L'inventif de La Touche tente de se livrer paisiblement à son amour dans le port de Fayal. L'atmosphère ne connaît pas les besoins des cœurs aimants. Impossible d'aborder. Le port de Terceyre est loin d'offrir un abri sûr. On croise devant l'Archipel, pendant que des embarcations portent, d'île en île, la fine fleur des pois embarquée sur les deux frégates. Le gouvernement portugais reçoit les officiers avec les plus grands égards. Une abbesse, excitée par l'exemple, révèle soudain une vive sympathie. La sainte femme dirige un couvent de jeunes filles : elle ouvre les portes de son établissement aux brillants voyageurs.

L'histoire ne dit pas si des ravages furent causés dans la bergerie. Croyons que les couples passionnés, enflammés, ne dépassèrent jamais la limite qui sépare le désir de la satiété. Les Lauzun, les de Broglie, séduits par les yeux d'azur des jeunes Portugaises, oubliaient M. de La Touche et l'épave remorquée. Ils durent, hélas ! le 5 août, rejoindre l'*Aigle* et la *Gloire*.

Route indiquée : nord-ouest. M. de La Touche, après les Açores, décacheta les dépêches du ministre. Il ne

devait les ouvrir que dans ces parages. On prescrivait au marin d'éviter les rencontres, et de transmettre le plus tôt possible à MM. de Rochambeau et de Vaudreuil, le plan d'une autre campagne.

On avait perdu de longs jours. Le capitaine rachète sa faiblesse. Plus de remorque. L'amant quitte l'amante, et s'empresse à l'ouest, où les calmes vont le retarder.

Dans la nuit du 4 au 5 septembre, non loin des Bermudes, un matelot de l'*Aigle* tombe à la mer. On allume des feux, on met un canot à l'eau, et l'on sauve l'homme. Les torches ne brûlent que pendant quelques minutes. C'est assez. On s'attire les bordées du vaisseau anglais l'*Hector*, de 74 canons, pris sur le comte de Grasse au combat de la Dominique, et chargé de prisonniers francais.

La *Gloire* et l'*Aigle*, bientôt, prirent l'offensive. L'*Hector* recouvrait sa nationalité si une flotte ne s'était disposée à le soutenir.

Les deux frégates avaient près de cent cinquante hommes tués ou blessés. On répara comme l'on put les murailles percées par les projectiles; et, le 11 septembre, on cria : Terre.

Le 12, on allait jeter l'ancre au cap May, qui ouvre la Dalaware. Un vent contraire souffla tout à coup.

Le lendemain, on devait subir l'attaque du capitaine Elphinston qui arrivait avec deux vaisseaux, deux frégates et deux sloops, ou franchir la passe de la Delaware. On n'avait pas de pilotes. A l'aventure, on s'engagea sur le fleuve. On toucha sur des bancs de sable.

L'ennemi mouilla, n'osant suivre cette route si accidentée.

La situation était fort critique. M. de Vioménil ordonna aux officiers, passagers de l'*Aigle* et de la *Gloire*, de descendre dans les canots de sauvetage. Les mêmes canots débarqueraient les 2,000,000 de livres.

A trois heures du matin (14 septembre), on avait déjà compté sur la plage la moitié de cette somme, lorsqu'on signala deux chaloupes anglaises. M. de Vioménil, privé de moyens de défense, jeta 1,200,000 livres à la mer, en se promettant de les repêcher, et mit le reste du trésor en sûreté.

A la marée basse, on retira, en effet, les barriques d'argent.

La *Gloire* parvint à Philadelphie. L'*Aigle* tomba au pouvoir des Anglais. Le bâtiment abandonné au delà des Açores également. M. de La Touche, et la dame de ses rêves, étaient prisonniers.

En Amérique, le comte de Rochambeau avait appris l'évacuation de Savannah et de Charleston. Il communiqua la nouvelle à Washington, qui refusa d'y ajouter foi.

Mais le généralissime proposa au chef du corps expéditionnaire une entrevue. Il avouait :

« J'ai beaucoup de choses à vous dire qui ne peuvent se confier au papier[1] ».

On se rencontra bientôt à Philadelphie. On convint

1. Cette lettre, et les deux lettres que nous citons plus loin, font partie de la précieuse collection d'autographes de M. le marquis de Rochambeau.

d'opérer la jonction des deux armées sur la rive gauche de l'Hudson. On se rapprocherait de New-York. Ainsi on mettrait obstacle à l'expédition que les Anglais semblaient préparer contre les possessions françaises des Antilles.

L'avant-garde du corps de Rochambeau partit le 1er juillet de Williamsburg, et arriva le 24 à Baltimore. Les équipages de l'ambulance, en route dès le 23 juin, ne rejoignirent les troupes que le 27 juillet. On suivit l'itinéraire déjà parcouru, s'arrêtant à Drinking Spring, Birds Tavern, Hartfield, Newcastle, Hanover court House, Linch Tavern, Bowlingreen, Falmouth, Damfries, Colchester, Alexandrie, Georgetown, Bladensburg, Spuriers-Tavern. On fit, jusqu'à Baltimore, vingt étapes.

La chaleur était accablante. On marchait la nuit. On se reposait le jour. Chastellux et Vioménil (le comte) remplaçaient Rochambeau. Le général, avec une escorte, avait devancé les régiments, se rendant à l'appel de Washington.

Les troupes passèrent un mois à Baltimore. *Far niente.* On répara ses forces épuisées sous le climat brûlant et débilitant de la Virginie.

La ville de Savannah était réellement évacuée. On avait réparti la garnison entre Charleston et New-York. Le parlement anglais reconnaissait l'indépendance des États-Unis. Guy Carleton l'affirmait, sans renoncer à l'idée de traiter directement aves le Congrès. Il ne se souviendrait de la France que pour l'attaquer aux Antilles, après avoir retiré ses troupes de New-York.

De nouveau, il échoua, et Rochambeau hâta la marche de ses régiments vers le Nord.

On retraversa la Schuylkill, Philadelphie et le New-Jersey. On refranchit l'Hudson à Kingsferry. Là s'opéra la jonction avec l'armée de Washington. « Ce général, écrit Rochambeau, voulant nous témoigner son respect pour la France, et sa reconnaissance pour ses bienfaits, nous fit passer entre deux haies de ses troupes habillées, équipées et armées pour la première fois depuis la révolution, partie d'étoffes et d'armes venues de France, partie des magasins anglais pris à l'armée de Cornwallis, dont l'armée française avait généreusement fait l'abandon à l'armée américaine. Le général Washington fit battre, par ses tambours, la marche française pendant toute cette revue, et les deux armées se rejoignirent avec les marques les plus sensibles de leur satisfaction réciproque. »

Les Américains campèrent à Kingsferry. Les Français s'établirent en avant de Crampond.

C'est à Crampond que les joyeux passagers de l'*Aigle* et de la *Gloire* trouvèrent leurs compatriotes.

M. de Ségur remit au comte de Rochambeau de nouvelles instructions du gouvernement. Si les Anglais évacuaient Charleston et New-York, ou seulement l'une de ces deux places, le général, sur la flotte du marquis de Vaudreuil, embarquerait ses troupes pour Saint-Domingue, et s'unirait à don Galvez.

Charleston, précisément, avait vu s'éclipser le dernier habit rouge. Rochambeau dit à M. de Vaudreuil de tenir ses navires prêts dans le port de Boston.

On abandonna la position de Crampond (12 octobre). Quelques jours après, à Hartford, le comte de Rochambeau révéla sa détermination de retourner en France avec M. de Chastellux et son état-major. Il fit ses adieux aux troupes qu'il commandait, et alla prendre congé de Washington à New-Windsor.

Un nom était dans toutes les bouches. Celui-ci : Asgill. L'année 1782 promettait l'apaisement. Des loyalistes, pour se distraire, avaient pendu un prisonnier de l'armée fédérale. Washington exigeait qu'on lui livrât les coupables, ou qu'on les punît. Clinton et Carleton blâmèrent l'acte, et refusèrent la satisfaction demandée.

Devait-on pendre un prisonnier anglais ? Le général en chef confessait à Greene : « Je ne sais trop que penser du principe des représailles. J'ai cependant une conviction : lorsqu'on n'a pas sous la main le criminel lui-même, c'est, de toutes les lois, la plus difficile à exécuter. Il est impossible que l'humanité n'intervienne pas en faveur d'un innocent condamné par la faute d'autrui. »

Un conseil de guerre admit les représailles. On tira de l'urne le nom de l'officier anglais qui serait conduit au gibet. Le sort désigna un jeune homme fort doux, très-digne de sympathie, par sa conduite, le capitaine Asgill.

Washington, que les larmes d'André n'ont pas touché, déclare que sa résolution de faire exécuter la sentence du conseil de guerre est « inébranlable. » N'en croyez rien. L'honnête homme que les États-Unis

vénèrent a horreur de ce moyen. Son trouble, ses hésitations, se trahissent bientôt. S'il le veut, Asgill sera exécuté. Il n'ose le vouloir. Il préfère consulter le Congrès. N'obtenant pas de réponse, il insiste auprès d'un législateur : « Je ne puis que me plaindre de la situation cruelle où me place le silence du Congrès. Je ne demande ses ordres que dans les cas réellement douteux et compliqués. Je suis, on le sait, toujours disposé à prendre ma large part de responsabilité. Mais j'attendais l'appui du Congrès dans une affaire de cette importance. ... Je souffre beaucoup pour le capitaine Asgill... »

Bientôt, il fit cet aveu : « Si j'étais appelé à donner mon opinion, je serais d'avis qu'on le relâchât. »

Une supplique arriva de France. La reine Marie-Antoinette, sollicitée par la mère de la victime promise, implorait la grâce du capitaine. Le Congrès, aussi flatté que surpris de cette démarche, que Louis XVI n'avait pu ignorer, ordonna la mise en liberté d'Asgill.

Le comte de Rochambeau s'installa sur une frégate, l'*Emeraude*, dans la baie de Chesapeak ; et, malgré les Anglais, instruits de son départ, quitta les rivages qu'il ne devait plus revoir (14 janvier 1783).

Plus tard, les lettres de Washington rappelleront au général français que la France n'a pas obligé un peuple ingrat : « Princeton, 15 octobre 1783. — Avec ces mots, mon cher comte, vous exprimerai-je la sensibilité d'un cœur que vous avez échauffé par les sentiments flatteurs exprimés dans vos lettres du 14 avril et du 13 juillet? Votre souverain a droit à ma plus haute admira-

tion, à mon respect et à ma vénération. Votre nation a des droits à toute ma gratitude, et ses individus, qui ont été mes compagnons dans la guerre, à mon amitié et à mon amour. Est-il étonnant alors que je possède un ardent désir de visiter votre pays? Mais, comme je vous l'ai observé dans ma lettre du 10 mai, il n'est pas encore certain que je sois jamais capable d'accomplir ce souhait. Mes affaires particulières ont été très-dérangées par une absence de plus de huit ans et exigent une attention particulière pour les mettre en ordre. Le Congrès, pour des causes dont vous avez sans doute été informé, et qui probablement ont été publiées, est actuellement ici. Il a fixé, pour sa résidence permanente, les chutes de la Delaware (à ou près Trenton), et je présume qu'il se disposera le plus tôt possible à s'y établir. J'ai, à sa réquisition, été près de trois mois avec lui, et j'y resterai jusqu'à ce que le traité définitif arrive, où jusqu'à ce que New-York soit évacué par les forces britanniques. Alors, je ferai un dernier adieu à la vie publique; et, dans l'ombre de la retraite, je réfléchirai sur nos peines passées, en admirant la divine Providence qui a élevé tant d'instruments pour accomplir une révolution à laquelle vous avez si bien contribué. . . . .

Nous n'avons rien de nouveau ici, excepté l'arrivée de M. Vanberkel, ministre hollandais, et de nombre d'étrangers de différentes parties du globe, d'aucuns pour le commerce, d'autres pour leur amusement, et quelques-uns, à ce que je présume, pour espionner le pays. »

L'année suivante, le 1er février 1784, retiré à Mont-Vernon, le *fatherland*, le père de la patrie américaine, écrira encore à son ancien subordonné : « Ayant mis ma confiance et mes soins publics entre les mains du Congrès, je m'adresse actuellement à vous, mon cher comte, avec le caractère d'un simple citoyen, sur les bords du Potomac, où je me suis retiré, serré et enfermé, par le froid et la neige, depuis la veille de Noël. Les occupations tranquilles d'une vie domestique sont de nouveau développées à ma vue, et me promettent une riche moisson de contemplations agréables parmi lesquelles, mon cher général, vous serez un de mes plus doux souvenirs. Je me dirai avec bonheur que nous avons été contemporains et compagnons dans les travaux de la guerre pour la cause de la liberté, et que nous avons vécu ensemble comme frères, en bonne harmonie et en bonne amitié. . . . . Vous voir quitter le fracas du monde et les soins de votre charge publique pour venir dans ce lieu de retraite est un plaisir trop grand pour l'espérer. Vous me permettrez néanmoins de former ce souhait. »

Le comte de Rochambeau, débarqué à Nantes, se rendit à Versailles. Louis XVI remercia le général d'avoir obtenu à la France, par la prise d'Yorktown, le traité de paix qu'on venait de signer. Le chef du corps expéditionnaire eut la délicatesse de réserver une bonne part des éloges du roi à l'homme qui avait rendu de grands services avant de se faire battre à la Dominique. Il reçut le grand cordon bleu et bientôt le commandement de Picardie.

Le 24 décembre 1782, après des retards que M. de Vaudreuil n'avait pu éviter, l'armée, sous le commandement du baron de Vioménil, vit disparaître la ville de Boston et le Massachusetts. Le 10 février 1783, au delà des îles sous le vent, sur la côte de Caracas, on jeta l'ancre en vue de Porto-Cabello.

Le traité de paix arrrêtait les préparatifs du comte d'Estaing et de l'amiral don Solano contre la Jamaïque : les troupes de Rochambeau revinrent en France.

Le baron de Vioménil fut nommé lieutenant-général. MM. d'Autichamp, de Béville, de Choisy, de Custine et de Rostaing obtinrent le grade de maréchal de camp. MM. d'Aboville, le marquis de Deux-Ponts, Desandroin, de l'Estrade, du Muy, de Saint-Mesme, du Portail, de la Valette, passèrent brigadiers. On donna des régiments aux colonels en second. C'est ainsi que le vicomte de Rochambeau, fait chevalier de Saint-Louis, commanda le régiment de Saintonge. Les officiers subalternes et les simples soldats participèrent aux récompenses.

Le gouvernement n'oublia que la légion de Lauzun. La mort de Maurepas, protecteur du duc, ne justifiait pas cette ingratitude.

Dans quelques années, en 1789, on verra au premier rang des défenseurs de la Révolution les « Américains. »

Les hommes qui ont suivi Rochambeau ont, en effet, puisé en Amérique l'amour de la liberté. Y ont-ils découvert le secret de la sagesse qui assure l'avenir du peuple affranchi ? Non.

Lauzun, duc de Gontaut-Biron, servira la Répu-

blique en Vendée, même en Corse et en Savoie. On le remerciera en l'envoyant à l'échafaud.

Plusieurs « Américains » deviendront généraux de l'Empire. L'un d'eux, Berthier, Alexandre, sera prince de Wagram. Le jour même de la bataille qui lui vaudra ce titre, l'empereur dira au général Mathieu Dumas :

« Vous étiez de ces imbéciles qui croyaient à la liberté. »

A quoi Dumas répliquera :

« Oui, sire, et je suis encore de ceux-là. »

En 1780, nous avons assisté au départ des soldats de la France. Les jeunes gens stoïques sont partis en caressant l'illusion du retour. Hélas ! bien des braves dorment là-bas du dernier sommeil ! Au nombre des officiers tués, rappelons : Boades, Champarcin, du Couédic, Cardillac, Descars, Dupas de la Mancelière, Laclocheterie, Kergarion, de la Voute, Ligondez, du Quengo, du Romain, Tremigon, Sainte-Cesaire, Montguiot, Ribiers, de Vialis, Seguin, Marigny, de Rullecourt, Montaut, Roger, de Berthelot, de la Loge.

Sur leurs tombes ignorées passent les générations. Au milieu des champs de bataille de l'indépendance, des citoyens anxieux, aujourd'hui, s'agitent et se tracassent. S'enrichir, se ruiner et refaire fortune, ce n'est pas toute la loi. Le peuple des États-Unis le sait. Il se dérobe parfois au présent, et ouvre les annales de la grande époque. Alors, d'une rive à l'autre de l'Océan, il adresse à la France des actions de grâce et des vœux.

CHAPITRE XXVI

LA PAIX SIGNÉE (3 SEPTEMBRE 1783).

Convention éventuelle du 30 novembre 1782. — George III, le 5 décembre, la présente au Parlement. — Traités provisoires signés à Versailles le 20 janvier 1783. — Ils deviennent définitifs le 3 septembre. — L'adresse de Newburg. — Appel à la guerre civile en Amérique. — Washington obtient à ses officiers cinq années de solde. — Les Anglais évacuent New-York. — Entrée des troupes américaines à New-York (25 novembre 1783). — Adieux de Washington à son armée. — Dépenses de Washington. — Frais de la guerre. — La France a combattu en Amérique au nom des franchises commerciales.

Sur la cloche qui annonça, le 4 juillet 1776, aux habitants de Philadelphie, la signature de la déclaration d'indépendance, nous avons lu :

« *Proclaim liberty throughout all the land unto all inhabitants thereof*, proclame la liberté à toute la terre et à tous les peuples. »

L'airain, tonnant au *City-Hall* pensylvanien, un jour, sembla frapper l'oreille de George III et de ses ministres.

Le 30 novembre 1782, à Paris, les agents diplomatiques du Congrès rédigeaient secrètement les articles d'un traité de paix entre l'Amérique et l'Angleterre. L'acte portait ces noms : Richard Oswald, John Adams, B. Franklin, John Jay, Henry Laurens. Témoins : Caleb Whitefoord, secrétaire de la commission britannique,

W.-T. Franklin, secrétaire de la commission américaine.

On reconnaissait la souveraineté des États-Unis. Le territoire affranchi était limité par la rivière de Sainte-Croix, sur les confins de la Nouvelle-Écosse, et par les hauteurs qui terminent, du côté de l'Atlantique, le Canada. Une ligne suivait le cours du Connecticut jusqu'au 45° de latitude, remontait le Saint-Laurent, coupait les grands lacs jusqu'au lac des Bois, se prolongeait jusqu'au Mississipi et au 31°, touchait, dans le sud, la rivière d'Apalachicola, et longeait, en respectant la Floride, la rivière Sainte-Marie jusqu'à l'Océan.

Les Américains s'emparaient des îles situées à vingt lieues des côtes, à l'exception de celles de la Nouvelle-Écosse. Ils exerçaient le droit de pêche sur les bancs de Terre-Neuve, dans le golfe de Saint-Laurent, et sur tous les points où pêchaient d'ordinaire les Anglais et les colons.

On rendrait, aux sujets de la Grande-Bretagne, leurs biens confisqués. On n'inquièterait aucun *loyalist*.

La navigation du Mississipi restait ouverte aux deux pays contractants.

La Convention était subordonnée à l'acceptation de la France.

Georges III, le 5 décembre 1782, présenta en ces termes, au Parlement, l'acte du 30 novembre : « En consentant à la séparation de ces provinces, j'ai sacrifié toute considération personnelle aux vœux de mon peuple. Du fond du cœur, je prie le Dieu tout-puissant que la Grande-Bretagne ne ressente pas les maux qui peuvent

sortir d'un si grand démembrement de l'empire, et que l'Amérique soit à l'abri des calamités qui nous ont prouvé autrefois combien la monarchie était essentielle à la jouissance de la liberté constitutionnelle. La religion, le langage, l'intérêt, les affections établiront, je l'espère, un lien d'union perpétuelle entre les deux pays. Pour en arriver là, on peut compter sur mes soins et ma bonne volonté. »

Le 20 janvier 1783, Alleyne Fitz-Herbert, pour l'Angleterre, Gravier de Vergennes, pour la France, et le comte d'Aranda, pour l'Espagne, signèrent à Versailles les préliminaires de la paix.

La France eut le droit de pêche à Terre-Neuve, du cap Saint-Jean au cap Raye. Elle acquit les îles de Saint-Pierre et de Miquelon. Elle conserva aux Antilles Sainte-Lucie, Tabago, et restitua aux Anglais la Grenade, Saint-Vincent, la Dominique, Néris et Mont-Serrat. Elle eut, en Afrique, le Sénégal et l'île de Gorée ; dans l'Inde, Chandernagor, Pondichéry, Karical, Mahé, Surate. Elle fit annuler l'article du traité d'Utrecht qui lui défendait de fortifier Dunkerque.

L'Espagne gardait Minorque et la Floride.

La Hollande, le 2 septembre, recouvra ses possessions. Elle dut abandonner Negapatnam, dans le golfe du Bengale.

Le 3 septembre 1783, les traités provisoires devinrent définitifs. La France et l'Angleterre s'engagèrent sous la médiation, plus apparente que réelle, de l'empereur d'Allemagne et de l'impératrice de Russie. L'Espagne, sur ce point, fut aussi polie que la France. Entre

les États-Unis et la Grande-Bretagne, les cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg s'éclipsèrent du préambule. On ne lia la Hollande que le 20 mai 1784.

L'armée, là-bas, a conquis l'indépendance. Elle est aujourd'hui inutile. Aura-t-elle la sagesse et la vertu de déposer les armes et de reprendre le rabot, la lime et la charrue? N'y comptez pas. Le Congrès, que les lacunes financières paralysent, voudrait bien renvoyer les régiments dans leurs foyers, sans même assurer aux défenseurs du pays le payement de leur solde arriérée.

Les officiers et les soldats murmurent, et protestent bientôt par la voix du major Armstrong, aide de camp du général Gates. Le 10 mars 1783, une proclamation anonyme circule au milieu des troupes, à Newburg: « La paix renaît! et qui donc va profiter de ses bienfaits? Est-ce un peuple disposé à redresser vos griefs, à reconnaître votre valeur, à récompenser vos services? Est-ce un peuple impatient de partager avec vous cette indépendance que vous avez obtenue, ces richesses que vous avez protégées au prix de votre sang? Non. C'est un peuple qui foule aux pieds vos droits, qui ferme l'oreille à vos cris, qui insulte à vos souffrances!... Consentirez-vous à être les martyrs de la Révolution, à vous retirer des camps pour vieillir dans la pauvreté, la misère et le mépris? Si vous y pouvez consentir, allez, poursuivis par les railleries des tories et le dédain des whigs, montrer combien vous étiez dignes de ces chaînes que vous avez brisées! Allez! la pitié et la risée du monde, allez mourir de faim et vous faire oublier. Mais si vos cœurs se révoltent à cette pensée... réveillez-

vous... redressez-vous! Faites appel, non à la justice, mais aux terreurs du pouvoir... Posez au Congrès cette alternative: dites-lui que si la paix s'établit, la mort seule pourra vous séparer de vos armes; que si la guerre continue, vous vous retirerez dans le désert, sous les auspices et la conduite de votre illustre chef, pour sourire, à votre tour, aux alarmes d'une indigne patrie. Mais dites en même temps au congrès que, s'il accordait les demandes contenues dans votre dernier mémoire, il serait plus respectable, vous, plus heureux; que, tant que la guerre continuerait, vous resteriez fidèles à vos drapeaux, et que, à la paix, vous retirant à l'ombre de vos lauriers, vous iriez retrouver les douceurs de la vie privée, et donner au monde étonné le spectacle nouveau d'une armée victorieuse de ses ennemis, victorieuse d'elle-même. »

Le Congrès s'alarme. On excite les troupes à la révolte. La guerre civile va-t-elle éclater? Législateurs qui tremblez, bannissez la crainte. Aucun Bonaparte ne vient vous sauver. Le général en chef s'appelle Washington. Il n'est pas ambitieux. La république survivra.

L'honnête homme auquel on propose le pouvoir suprême, le 15 mars, cinq jours après l'apparition de l'adresse de Newburg, réunit ses officiers et leur parle ainsi: « On a cherché à vous convoquer par des invitations anonymes! Combien cette démarche est inconvenante, combien elle est peu militaire, combien elle est subversive de tout ordre, le bon sens de l'armée l'appréciera..... Aussi ne croirez-vous pas qu'en interdisant la réunion irrégulière et intempestive qu'on vous

proposait, j'aie voulu vous enlever toute occasion de faire connaître vos griefs d'une façon conforme à votre honneur et à votre dignité..... Moi, qui ai été continuellement le compagnon et le témoin de vos souffrances; moi, qui ai confondu ma réputation militaire avec celle de l'armée, pourriez-vous me croire indifférent à vos intérêts? Pour les servir, quelle voie faut-il suivre? Elle est toute tracée, dit l'auteur anonyme de l'adresse : si la guerre continue, retirez-vous vers les régions inhabitées, établissez-vous-y, et abandonnez une nation ingrate à sa propre défense. Mais qu'est-ce donc que nous abandonnerons à sa défense? Nos femmes, nos enfants, nos fermes, tous les biens que nous laisserons derrière nous..... Si la paix s'établit, dit-il encore, ne remettez vos épées dans le fourreau que lorsque vous aurez obtenu pleine et entière justice..... Mon Dieu, qu'a-t-il en vue, cet écrivain, en recommandant de semblables mesures? Que peut-il être? Un ami du pays? Ne serait-ce pas plutôt quelque ennemi perfide? Peut-être un émissaire de New-York?... Je ne puis, sans faire injure aux intentions que je crois voir dans le Congrès, terminer cette adresse avant d'avoir déclaré que, dans mon opinion bien arrêtée, cet honorable corps vous rendra justice..... Et, quant à moi, sans vouloir me faire un mérite d'une promesse qui n'est que juste, par reconnaissance pour la confiance que vous avez placée en moi, par affection pour cette armée que j'ai eu pendant si longtemps l'honneur de commander, je me crois engagé à vous déclarer ici solennellement que, dans la mesure de mes devoirs en-

vers mon pays, vous pouvez compter sur toute l'habileté dont je suis capable pour faire triompher votre cause. Mais, en vous donnant ces assurances, permettez-moi de vous supplier de repousser des mesures qui compromettraient votre dignité, terniraient cette gloire que vous avez su jusqu'ici conserver intacte, et éloigneraient le but que vous poursuivez. »

L'orateur se tut et sortit. Les officiers résolurent : « Nous voyons avec horreur et rejetons avec mépris les propositions infâmes contenues dans l'écrit anonyme qu'on nous a adressé. » Ils confièrent leur sort au patriotisme de leur général, et se calmèrent.

Washington, aussitôt, stimula le Congrès. Dans une de ses lettres à l'Assemblée fédérale, on lit : « Si les officiers deviennent seuls victimes de la révolution ; s'ils doivent passer dans la honte, le mépris et la misère, la fin d'une vie glorieuse, alors j'aurai appris ce que c'est que l'ingratitude, j'aurai assisté à un spectacle qui, pour le reste de mes jours, me remplira d'amertume. »

Le Congrès écouta la voix de l'équité (22 mars). On garantit aux officiers cinq années de solde entière. L'orage se dissipa.

Les Anglais évacuèrent New-York, et les troupes américaines, le 25 novembre 1783, avec le général Knox, relevèrent les postes abandonnés. Washington, entouré des autorités civiles et militaires, fit ensuite son entrée dans la ville.

Avant d'aller résigner, à Annapolis, le commandement dont le Congrès l'avait investi en 1775, le géné-

ralissime assembla ses frères d'armes (4 décembre). Il avait devant lui un verre de vin. Il s'écria : « Mes amis, c'est avec un cœur plein d'amour et de reconnaissance qu'aujourd'hui je prends congé de vous. Puissent les jours qui vont suivre être aussi heureux pour vous que les premiers ont été honorables et glorieux. » Puis, ayant porté le verre à ses lèvres : « Je ne saurais vous faire mes adieux à tous individuellement, mais je désire que chacun de vous vienne me donner la main. »

Il embrassa Knox, qui s'offrit le premier.

Tous les officiers, dans un silence plein d'émotion, se rendirent à la prière de leur chef. Rendez-vous était pris à l'endroit où stationnait un canot. Washington, levant son chapeau, salua l'armée qui lui avait permis de faire une nation, et disparut[1].

1. Au *Patent-office*, dans la ville de Washington, nous avons remarqué différents objets ayant appartenu au Père de la patrie. En voici la liste complète :

1° Service en porcelaine présenté à Martha Washington par Lafayette (1781).

2° Autre service présenté à Washington par les officiers de Cincinnati.

3° Armes de Washington : Canard dans une couronne. Champ, trois étoiles. Devise : *Virtus sola nobilitas.*

4° Couvertures de Washington. Elles sont en laine.

5° Rideaux de lit brodés par Martha Washington.

6° Rideaux de fenêtres en soie jaune.

7° Tentes de Washington. Piquets, cordes, deux chaises, l'une en bois, l'autre a été foncée en toile. Il reste quelques lambeaux de la toile.

8° Petite malle en fer de 60 centim. sur 40.

9° Quatre plats en fer étamé.

10° Un soufflet.

11° Chenets. Boîtes en fer-blanc. Deux autres plats dans la malle.

Le voyageur, ayant abordé à Powles-Hook, sur la rive droite de l'Hudson, traversa le New-Jersey et la Pensylvanie.

Il avait refusé, le 16 juin 1775, les appointements de 500 dollars par mois, et il avait dit au Congrès : « Je tiendrai un compte exact de mes dépenses ; je ne doute pas que l'on ne les acquitte : c'est tout ce que je demande. »

Le 1er juillet 1783, il remit ce mémoire :

Dépenses de ménage où n'entrent pas les provisions reçues des commissaires des vivres et des fournisseurs, les liqueurs, etc., livrées par eux et d'autres.	liv.	3.387	14	4
Dépensé pour renseignements secrets....		1.982	10	»
Dépensé en reconnaissances et en voyages.		1.874	8	8
Frais divers...........................		2.952	10	1
160.074 dollars, convertis en monnaie légale, d'après le taux de la dépréciation.		6.114	14	»
Dépenses de huit années.........	liv.	16.311	17	1
Frais de voyage de madame Washington allant à ses quartiers d'hiver et en revenant, somme prise dans sa bourse particulière et apportée par elle de Virginie...............................		1.064	10	»
Dépenses du 1er juillet à la résignation de la commission..................		1.930	13	8
Total en livres de Virginie.......		19.306	11	9
— en livres sterling,...........		14.479	18	9
— en dollars à 4 sh. 6 d.......		64.355	30	»

Un gril. Bouteilles qui contiennent encore quelque chose, sans doute de l'huile ou du vinaigre.

12° Quatre petites fourchettes américaines à deux dents.

13° Deux couteaux. Trois grands plats dans un compartiment de la

Un peu plus de 360,000 francs !

L'aventurier qui égorge la loi, et qui déshonore un pays, se paye beaucoup plus cher.

La dette américaine montait à 170 millions de dollars. En outre, la guerre avait coûté : à l'Angleterre, 2 milliards 500 millions ; à la France, 1 milliard 750 millions ; à l'Espagne, 1 milliard ; à la Hollande, 250 millions.

La France, en Amérique, a combattu au nom des franchises commerciales. Les Anglais prétendaient s'approprier le marché du nouveau monde. Monopole irritant, intolérable. On le détruisit.

Mais la France, qui délivra les Yankees des gabelous exotiques, après un siècle, se voit écartée des États-

malle. Petites boîtes en fer-blanc fermées, contenant peut-être encore du sel et du poivre.

14° Tente à coucher de Washington. Toile fine. Beaucoup de trous.

15° Canne très-longue, à pomme d'or, donnée à Washington par Benjamin Franklin.

16° Épée de combat de Washington.

17° Pantalon en soie blanche ; gilet de flanelle.

18° Table ronde très-simple. Beaucoup de taches d'encre. C'est sur cette table qu'ont été écrits et signés les ordres de marche et les bulletins de victoire.

19° Cabaret ovale, en bois, apporté de France, ayant servi au général Washington jusqu'à la fin de la guerre. Deux poignées. On remarque des taches de thé ou de liqueur.

20° Culottes et habit portés par Washington lorsqu'il résigna sa commission à Annapolis.

21° Habit en drap noir, revers gris. Boutons jaunes. Trois boutons manquent, deux en haut, un en bas. Gilet en drap gris. Culottes à pont-levis.

22° Vase présenté à Washington par M. Vaughn. Secrétaire : sur l'un des côtés, une boîte ; sur l'autre côté, un portefeuille avec sa clef.

Unis par d'autres douaniers créés, équipés, organisés sous les auspices du Congrès.

État de choses anormal. Il sera, dit-on, modifié.

Nous l'espérons. La prohibition est un trompe-l'œil, une erreur séduisante. Elle arrête, aujourd'hui, le développement graduel et régulier de la richesse. Elle menacera, demain, la liberté.

CHAPITRE XXVII

L'AVÉNEMENT D'UN GRAND PEUPLE.

Les *articles de Confédération.* — Ils sont ratifiés de 1778 à 1781. — Pas de gouvernement central. — Danger de la situation. — On offre la couronne à Washington. — La Constitution de 1787. — Washington, président de la république. Le soleil levant.

Un peuple, frémissant de courroux, a renversé la tyrannie. Le fruit, d'ailleurs, était mûr. Il devait tomber de l'arbre. De même, s'affranchira l'Australie.

Les Américains, au lendemain de la paix, sont soucieux. On se venge, par la victoire, des injures et de la calomnie. Comment, après le succès, garder les droits glorieusement conquis ?

Le Congrès, d'abord, n'était qu'un rouage sans force. Il ne possédait aucun moyen coercitif. En 1778, les membres de l'Assemblée fédérale soumirent, à l'acceptation des treize États, les *articles de confédération.*

Avant cette époque, les colonies revendiquent les prérogatives de la métropole, et s'administrent à leur guise, sans relever d'une autorité supérieure. On redoute une centralisation qui viendrait étouffer la vie politique, et l'on adopte, sans y prendre garde, une fédération qui dissémine les éléments de la défense et compromet l'avenir.

En 1778, on propose de s'associer pour la lutte. Chaque État conservera sa juridiction et les priviléges qu'il n'aura pas déférés au Congrès. Les législateurs ne pourront déclarer la guerre, signer des traités, battre monnaie, lever une armée ou une flotte, nommer le commandant en chef de l'une ou de l'autre, qu'avec l'assentiment de neuf États au moins.

Trois ans après, le New-Hampshire, le Massachussets, le Connecticut, le Rhode-Island, le New-York, la Pensylvanie, le Delaware, le New-Jersey, le Maryland, la Virginie, les Carolines et la Géorgie ratifient le projet.

Hélas ! on n'a pas éloigné le péril. On vote par État, et lorsque, par hasard, neuf États s'entendent pour faire exécuter une mesure, on ne sait comment contraindre les cinq autres provinces. Confusion affreuse. Le peuple ne demande que des conseils à ses représentants. Le Congrès n'a aucune initiative. Absence de gouvernement central.

Le doute s'enracina dans beaucoup d'esprits. Que réservait la République ? L'anarchie. Seule, la royauté semblait capable de garantir l'ordre. Le monarque acclamé était Washington.

L'idée, au sein des groupes attachés à la Révolution, triomphe des scrupules. Elle exalte les anciens officiers de l'armée. Le colonel Lewis Nicola, en citoyen perspicace, offre la couronne au général en chef. D'après lui, « de tous les gouvernements, le gouvernement républicain est le moins stable, le moins capable de garantir les droits, l'indépendance et la propriété des citoyens. » Il prophétise : « Avec la République, l'Amérique ne

deviendra jamais une nation. » Pas d'épreuves à subir si l'on place sur un trône le « génie » qui a vaincu l'Angleterre. Des gens, toutefois, prétendent que la monarchie conduit fatalement au despotisme. On donnera, s'il le faut, « un titre plus modeste » au maître absolu. Mais, « si tout le reste était une fois réglé, on pourrait invoquer de bien fortes raisons pour admettre le titre de roi. »

Washington exhala cette protestation d'une honnête conscience blessée : « J'ai lu attentivement, avec un mélange de surprise et de douleur, les pensées que vous m'avez soumises. Soyez-en bien sûr, monsieur, aucun événement, dans le cours de cette guerre, ne m'a autant affligé que d'apprendre par vous que de telles idées circulent dans l'armée. Je dois les regarder avec horreur, et les condamner sévèrement. Quant à présent, elles resteront renfermées dans mon sein, à moins que de nouvelles manifestations n'en rendent la révélation nécessaire. Je cherche en vain ce qui, dans ma conduite, a pu encourager une proposition qui, à moi, me semble grosse des plus grands malheurs qui puissent fondre sur mon pays. Si je ne me fais pas illusion sur moi-même, vous ne pouviez trouver personne à qui vos plans fussent plus désagréables. »

Conquérants d'Europe, vous tenez en maigre estime le général qui parle ainsi. Mais, combien l'homme dont l'honnêteté, en pareille circonstance, s'indigne, vous dépasse et vous éclipse !

Il fallait, pour conjurer la catastrophe, un éclair de bon sens. On l'eut en 1787. Une Convention de tous

les délégués des États compléta les *articles* insuffisants.

Le nouveau pacte, consenti par le peuple, est devenu la Constitution qui régit encore aujourd'hui les États-Unis. Elle débute ainsi : « Nous, peuple des États-Unis, dans le but de former une union plus parfaite, d'établir la justice, de conserver la tranquillité à l'intérieur, de pourvoir à la défense commune, de développer le bien-être général, et de nous garantir à nous-mêmes et à nos descendants les bienfaits de la liberté, ordonnons et établissons la présente Constitution pour les États-Unis d'Amérique. »

On substituait, à la « ligue d'amitié », un gouvernement effectif.

La Constitution émane, non des États, mais du peuple. Elle enlève aux États, pour en investir le Congrès, le Président et la Cour suprême, tous les attributs de la souveraineté. Les deux chambres, sans consulter les États, lèvent des impôts, organisent des flottes et des armées, déclarent la guerre, font la paix, empruntent, battent monnaie.

Le Congrès « a qualité pour requérir les milices dans le but de faire exécuter les lois de l'Union, d'étouffer les insurrections et de repousser les invasions. »

Chaque État, par sa législature, établit les lois qui n'ont rien de contraire aux principes reconnus et proclamés.

A la tête de ce gouvernement rationnel, on réclamait un grand citoyen. On choisit Washington, « *first in war, first in peace, and first in the hearts of his country-*

men, premier dans la guerre, premier dans la paix, et premier dans les cœurs de ses compatriotes. »

Il jura, le 30 avril 1789, de remplir « avec fidélité le mandat de président des États-Unis », et sut respecter son serment. Réélu, il refusa, après une nouvelle période de quatre ans, de s'éterniser au pouvoir, et s'éteignit, le 14 décembre 1799, dans sa douce retraite de Mount-Vernon.

Lorsque la Constitution de 1787 fut adoptée, le vieux Franklin regarda un tableau où l'on distinguait un effet de soleil. Pendant la session, et au milieu de ses « alternatives de crainte et d'espoir », l'ex-ambassadeur avait bien souvent examiné la peinture. Jamais il n'avait pu « découvrir » si le soleil, sur la toile, se levait ou se couchait. Il vit « enfin, grâce à Dieu, un soleil levant. »

L'astre, aujourd'hui, est très-haut à l'horizon. Parti d'un point d'où émergent des rayons, où brille cette date : 4 Juillet 1776, il a parcouru, dans un ciel sans nuages, une carrière déjà longue. Il poursuivra sa course.

En France, le 14 juillet 1789 n'est qu'une aurore fugitive. Après l'éclaircie, la nuit. Elle commence à l'Empire, augmente sous la Restauration, devient plus noire sous la monarchie de Juillet, et s'épaissit sous le régime effondré à Sedan.

Les Américains, échappant aux réactions, évitent les haltes où sommeille, s'affaiblit et se perd la virilité : ils grandissent toujours.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

Paris. — Imprimerie VIÉVILLE et CAPIOMONT, rue des Poitevins, 6.

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

LITTÉRATURE ANGLAISE

MACAULAY. Histoire de la Révolution anglaise en 1688, traduction ÉMILE MONTÉGUT........ 2 v.

— **Histoire de Guillaume III**, traduction PICHOT.............. 4 v.

LINGARD. Histoire d'Angleterre, traduction LÉON DE WAILLY, avec la continuation jusqu'à nos jours, par THÉOPHILE LAVALLÉE........ 6 v.

SHAKSPEARE. Œuvres complètes, traduction BENJAMIN LAROCHE.. 6 v.

STERNE. Tristram Shandy, suivi du **Voyage sentimental en France**, traduction LÉON DE WAILLY... 2 v.

MILTON. Le Paradis perdu, traduction PONGERVILLE, précédée de considérations sur Milton, son époque et ses ouvrages................ 1 v.

GOLDSMITH. Le Vicaire de Wakefield, traduit par madame BELLOC, avec une notice de WALTER SCOTT. 1 v.

CHANNING. Œuvres, trad. avec introd. et Notices par ÉD. LABOULAYE.. 4 v.

Mme H. BEECHER STOWE. La Case de l'oncle Tom, traduction de madame Sw. BELLOC; augmentée d'une préface nouvelle de l'auteur pour cette traduction, et d'une notice sur sa vie, par madame BELLOC. Édition ornée d'un portrait gravé par Girard. 1 v.

LITTÉRATURE ALLEMANDE

GŒTHE. Théâtre, trad. avec une étude par THÉOPHILE GAUTIER fils... 2 v.

— **Poésies**, trad. HENRI BLAZE.. 1 v.

— **Faust**, trad. HENRI BLAZE.... 1 v.

— **Wilhelm Meister**, traduction THÉOPHILE GAUTIER fils...... 2 v.

— **Werther**, traduction PIERRE LEROUX, suivi de **Hermann et Dorothée**, trad. X. MARMIER.... 1 v.

— **Les Affinités électives**, traduction nouvelle par CAMILLE SELDEN.. 1 v.

— **Mémoires**, traduction de madame DE CARLOWITZ.............. 2 v.

— **Correspondance entre Gœthe et Schiller**, traduction de madame DE CARLOWITZ, révisée et précédée d'une étude sur Gœthe et Schiller, par SAINT-RENÉ TAILLANDIER.. 2 v.

— **Conversations de Gœthe** pendant les dernières années de sa vie (1823-1832), recueillies par ECKERMANN, traduites en entier, pour la première fois, par ÉMILE DÉLEROT, et précédées d'une introd. par SAINTE-BEUVE, de l'Acad. française... 2 v.

SCHILLER. Théâtre, trad. avec une notice par X. MARMIER....... 3 v.

— **Histoire de la guerre de Trente ans**, trad. de madame DE CARLOWITZ couronnée par l'Acad. franç.. 1 v.

— **Poésies**, trad. de X. MARMIER. 1 v.

KLOPSTOCK. La Messiade, traduction de madame DE CARLOWITZ. 1 v.

HOFFMANN. Contes fantastiques, traduction X. MARMIER....... 1 v.

UHLAND. Poésies, traduction KALTSCHMIDT et LOUIS DEMOUCEAUX, précédée d'une introduction, par SAINT-RENÉ TAILLANDIER........... 1 v.

LITTÉRATURE ITALIENNE ET ESPAGNOLE

DANTE. La divine Comédie, trad BRIZEUX, avec la **Vie nouvelle**, trad DELÉCLUZE, et l'**Essai** trad. CHARLES LABITTE.......................... 1 v.

LE TASSE. Jérusalem délivrée, suivie de l'**Aminte**, traduction avec notice, par A. DESPLACES..... 1 v.

MANZONI. Les Fiancés, traduction REY-DUSSEUIL............... 1 v.

SILVIO PELLICO. Mes Prisons, suivies des **Devoirs des Hommes**, traduction A. DE LATOUR, avec des additions de MARONCELLI, etc...... 1 v.

MACHIAVEL. Œuvres politiques. — Le prince. — Les décades de Tite-Live, etc., etc., traduction PÉRIÈS, avec notice, introd., notes et commentaires, par CH. LOUANDRE..... 1 v.

CERVANTES Don Quichotte de la Manche, trad. DAMAS HINARD.. 2 v.

CALDERON. Théâtre, traduction DAMAS HINARD.................... 3 v.

LOPE DE VEGA. Théâtre, traduction DAMAS HINARD.............. 2 v.

CAMOENS. Les Lusiades ou les Portugais, poëme en dix chants, traduction MILLIÉ, revue et annotée par DUBEUX, notice par MAGNIN. .. 1 v.

Paris. — Imp. VIÉVILLE et CAPIOMONT, rue des Poitevins, 6.



